

de 1580 à 1789

Présentée et soutenue le 23 juin 1933, à 2 heures

PAR

Pierre LEMERCIER

Licencié d'Histoire
Lauréat des Concours de la Faculté de Droit

JURY... { Président : M. OLIVIER-MARTIN, professeur.
Assesseurs.. { MM. PETOT..... { professeurs
 REGNAULT..... }

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1933

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses, ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.***

LES
JUSTICES SEIGNEURIALES
DE LA
RÉGION PARISIENNE
de 1580 à 1789

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 23 juin 1933, à 2 heures

PAR

Pierre LEMERCIER

Licencié d'Histoire

Lauréat des Concours de la Faculté de Droit

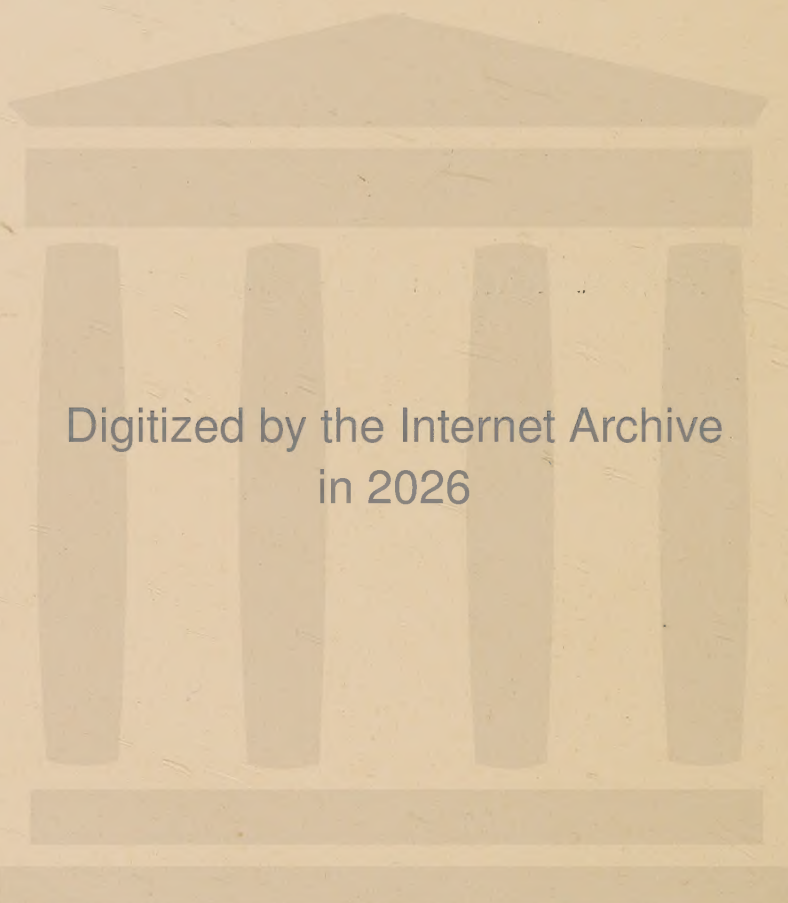
JURY.... { Président : M. OLIVIER-MARTIN, professeur.
Assesseeurs.. { MM. PETOT..... { professeurs
 { REGNAULT..... }

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1933



A LA MEMOIRE DE MON PERE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Ce travail est consacré à l'étude des justices seigneuriales de Paris et de sa banlieue depuis la réformation de la coutume de Paris jusqu'à la Révolution. Nous avons primitivement l'intention de mener pour la Prévôté et Vicomté de Paris, une enquête analogue à celle qu'à conduite jadis M. Giffard pour les justices seigneuriales de Bretagne aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Le point de départ de cette étude nous était donné tout naturellement par la réformation de la coutume en 1580. Les limites chronologiques coïncidaient ainsi avec les limites géographiques : c'était le ressort de la nouvelle coutume.

Mais le nombre considérable des justices de la Prévôté (on en comptait trois cent soixante-quatre) aussi bien que l'abondance des registres et des minutes des greffes, surtout aux archives de Seine-et-Oise où la série B n'a pas été inventoriée, nous a amené à restreindre les limites géographiques de ce travail, persuadé d'ailleurs qu'une enquête plus étendue n'eût pas modifié sensiblement nos conclusions. D'autre part, il nous est apparu que l'ouvrage de Tanon sur les justices des établissements ecclésiastiques parisiens, très complet pour le moyen âge, n'épuisait pas le sujet pour l'époque monarchique ; particulièrement la question de la réunion des justices au Châtelet en 1674 demandait à être reprise ainsi que celle de l'interprétation de l'Edit. Il était nécessaire d'essayer de dégager l'influence des transformations de la capitale sur ces institutions d'origine féodale. Le problème ne se posait pas seulement pour Paris, mais aussi pour la banlieue ; l'étude de ces petites justices de village, donne une idée suffisante de ce

que pouvaient être les autres justices de la Prévôté. D'autant qu'aux justices de la ville et de la banlieue, nous avons joint les prévôtés qui dépendaient d'un bailliage parisien en vertu du droit de ressort reconnu aux plus importants seigneurs de Paris sur les terres qu'ils possédaient hors la ville, particulièrement à l'archevêque et à l'abbé de Saint-Germain.

Plus que des doctrines des jurisconsultes, nous nous sommes inspiré dans ce travail des documents de la pratique, minutes et registres des greffes, sentences des juges, arrêts du Parlement et du Conseil qui montrent toutes les difficultés nées du contact de plus en plus étroit entre les officiers du Châtelet et ceux des seigneurs. Il nous a semblé qu'il importait davantage d'apporter des faits, que d'analyser des théories juridiques.

Après avoir ainsi indiqué le cadre et l'esprit de notre étude, nous devons en tracer le plan. Un chapitre préliminaire est consacré aux sources, spécialement aux sources manuscrites que constituent les restes des greffes de ces justices. Dans l'*Introduction*, nous avons essayé de tracer le cadre géographique, historique et juridique : après avoir étudié la physionomie générale de la féodalité parisienne, nous consacrons un chapitre aux textes qui régissent les justices seigneuriales dans la prévôté et vicomté. Un troisième chapitre est consacré à l'étude du principe de la patrimonialité des justices des seigneurs dans ses rapports avec leur justification théorique, et de son influence sur l'attitude générale de la royauté (question de la preuve du droit de justice).

La première partie est consacrée à l'*Activité des justices seigneuriales* : à la lumière des documents de la pratique, nous envisagerons successivement :

Titre I. L'organisation. Chapitre Premier. Le personnel (situation des officiers, rôle, entrée et sortie de charge). — Chapitre 2. L'organisation matérielle : les locaux, les prisons, le greffe auquel on peut rattacher les profits retirés par les seigneurs de leurs justices.

Titre II. — La compétence. Chapitre Premier. La justice ;

justice civile et criminelle ; nous chercherons à dégager le rôle des juridictions plutôt que leur compétence théorique. Chapitre 2. — La police : nous retracerons les conflits avec le Châtelet auxquels ces questions ont donné lieu.

Titre III. Le fonctionnement : Chapitre Premier. Les audiences et les assises tenues par les officiers supérieurs. Chapitre 2. Les conflits de juridictions et la théorie de la prévention.

Dans la *seconde partie, l'intervention de la monarchie administrative*, nous étudierons tout particulièrement l'édit de réunion de 1674, en essayant de déterminer ses véritables causes (chapitre 2) sa portée et ses effets (chapitre 3). Il fallait fixer sa place dans la politique générale de la monarchie : le chapitre premier est une tentative pour caractériser l'attitude de la royauté vis-à-vis des justices seigneuriales.

Il nous reste en terminant à prier M. le professeur Perrot, notre maître en licence et en doctorat, que son état de santé a empêché de présider cette thèse dont il fut l'inspirateur, de trouver ici l'expression de notre reconnaissance.

M. le professeur Olivier-Martin a bien voulu accepter de nous guider dans ce travail alors qu'il était à peine ébauché ; ses sages conseils ne nous ont jamais fait défaut. Nous nous permettons de l'assurer ici de notre bien vive et très respectueuse gratitude.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

LES SOURCES.

1. Les sources de notre travail se répartissent en trois groupes distincts qui sont en suivant l'ordre d'importance croissante : nos anciens auteurs — les ordonnances du Roi — les arrêts du Parlement et du Conseil — les archives des justices seigneuriales.

Cherchant principalement à étudier les difficultés de la pratique, nous n'avons fait à la doctrine représentée par nos anciens auteurs qu'une part secondaire. Il en est deux qui ont été particulièrement utilisés. Ce sont Bacquet († 1597); *Traité des droits de justice*, première édition 1587¹, et Loyseau (1566-1627), *Discours sur l'abus des justices de village*; *Traité des offices*; *Traité des seigneuries*². Le premier fut avocat en la Chambre du Trésor; le second, pendant longtemps, bailli de Châteaudun³.

Les plus importants recueils d'ordonnances et d'arrêts ont été dépouillés⁴.

1. Nous citons cet ouvrage, *op. cit.*

2. Ouvrages cités : *abus, offices, seigneuries*.

3. C'est Loyseau qui paraît le plus attaché à la défense et à l'extension des prérogatives royales; il attaque très vivement l'exercice par des seigneurs particuliers de droits de souveraineté, Bacquet se montre plus respectueux des situations acquises, il s'inspire largement des principes féodaux, *contra* Championnière, *Eaux courantes, passim*.

4. Indiquons ici celui de Filleau (*Recueil général des Edits, arrêts et règlements notables*, 2 vol. in-folio 1630) pour la remarque que nous trouvons au t. II, p. 329 en note : « Ce je me suis, nous dit cet auteur, retenu d'insérer dans ce titre (Justices non royales) quelques arrêts que j'ai recueillis contre aucuns juges royaux afin d'oster tout sujet à ceux auxquels ils pourraient préjudicier de se plaindre de moy, leur juridiction étant d'ailleurs trop éclipsée par l'érection d'un grand nombre de nouvelles pairies créées à leur préjudice... »

Mais ce sont surtout des sources manuscrites qui ont été utilisées, en entendant par là tout ce qui figure au cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale et aux Archives nationales¹. C'est de là que viennent la plupart des arrêts cités : on les a empruntés aux Archives nationales, séries E, X, collection Rondoneau, et à plusieurs manuscrits de la Bibliothèque nationale².

Ce qui subsiste des papiers conservés dans les greffes des justices seigneuriales de Paris est presque entièrement entré aux Archives nationales dans la série Z². Ce fond est formé par la plus grande partie des archives des justices seigneuriales de la Prévôté et Vicomté de Paris³. Ces docu-

1. En ce qui concerne les sources imprimées, nous avons consulté un certain nombre de journaux, mais sans rien y trouver d'intéressant. Nous signalerons seulement que la *Gazette de France* ne parle pas de la suppression des justices seigneuriales à Paris en 1674; une note dans la semaine du 15 mars 1674 annonce simplement la publication de divers édits touchant les affaires du Roi : création de maîtres des requêtes, création d'un nouveau Châtelet. Peu après, on rapporte l'érection de l'archevêché et de la terre de Saint-Cloud en Duché-Pairie, mais on ne parle pas de la justice du For-l'Evêque. C'est à la piété du Roi qu'est due cette nouvelle marque d'honneur attribuée à l'Archevêque. Saint-Simon, parle de l'esprit d'intrigue de Harlay. Il semble donc que la question n'intéresse guère l'opinion publique.

2. Les manuscrits des collections particulières ne nous ont apporté que des renseignements assez fragmentaires — et notamment dans les *Mélanges* et dans les *Cinq Cents* Colbert, nous n'avons trouvé que fort peu de choses, alors que nous avions espéré y trouver toute une documentation sur la part prise par Colbert à la réunion des justices seigneuriales de Paris au Châtelet en 1674.

Mais parmi le fonds général, il est trois catégories de manuscrits qui nous ont été fort utiles :

1° Les manuscrits du commissaire Delamarre, et surtout le ms. fr. 21.597 : « justices et juridictions et principalement justices seigneuriales à Paris ».

2° Les manuscrits du commissaire Dupré († 1765); le ms. fr. 8058 fol. 27-85 n'est qu'une suite de références à des anciens auteurs, à des ordonnances et à des arrêts du Parlement touchant les justices seigneuriales de la ville et faubourgs de Paris et de la banlieue.

3° Les manuscrits de Harlay et surtout le ms. fr. 16.525.

3. On rencontre également dans ce fonds les archives du bailliage du Palais, le fonds de Thouars, etc. D'autre part, les Archives de Seine-et-Oise ont reçu également bon nombre de documents concernant les justices de la Prévôté, plus éloignées de la capitale. Nous avons pu y voir sur les rayons la masse importante de la série B qui n'a pas été inventoriée, mais les justices seigneuriales figurent pour près de 3.000 grosses liasses. D'après ce simple aspect les bailliages les plus importants sont ceux d'Andrézy, d'Argenteuil d'Enghien, d'Ecouen, de Chevreuse, de Conflans Sainte-Honorine. Ces archives paraissent être à peu près complètes depuis le xvi^e siècle et n'ont pas subi, semble-t-il, la dispersion dont ont eu à souffrir celles de Paris.

ments ne remontent qu'exceptionnellement avant le troisième quart du xvi^e siècle et même ne présentent de séries suivies qu'à partir du milieu du xvii^e siècle. A la série Z², il faut joindre ce que l'on peut trouver dans les autres fonds des Archives nationales intéressant le spirituel ou le temporel des établissements ecclésiastiques¹.

2. Ces archives ne sont que les restes des greffes sur l'organisation desquels nous aurons l'occasion de revenir (Cf. Première partie, titre I, chapitre 2). Contentons-nous d'indiquer ici que les greffiers tenaient des registres et avaient la charge de la conservation des minutes. Ils faisaient également, à certaines occasions, des inventaires.

Il y a toujours un registre d'audience. A la vérité, il est souvent mal tenu, et encore plus mal écrit que les minutes. On doit noter pourtant qu'il porte sur la première page l'indication de la justice, et les noms de tous les officiers. A chaque affaire plaidée à l'audience est consacrée une mention très brève sur le registre : noms des parties et de leurs procureurs, nature de la décision intervenue. Il est bien souvent impossible de savoir de quel genre d'affaires il s'agit. Dans ces registres, on trouve également certains actes de juridiction gracieuse, tel que l'élection d'un tuteur, ou plus fréquemment la constitution d'une caution. Matériellement ils sont de deux tailles différentes : 0 m. 30 × 0,20 ; et 0, m. 22 × 0,16. L'épaisseur est variable, mais un registre de 150 folios est d'une épaisseur courante.

Dans les liasses de minutes figurent les sentences, et

1. On trouve un bon nombre de pièces intéressantes pour nos justices dans la série S et surtout dans la série L ; c'est ainsi qu'on y rencontre des dossiers constitués au xviii^e siècle par les religieux de Sainte-Geneviève ou de Saint-Victor regardant leurs droits de justice. Et le numéro LL 1110 n'est autre chose que le registre d'écrous de la prison de Saint-Germain-des-Prés en 1671.

Dans les autres fonds, nous n'avons à signaler que les archives constituées par les commissaires du Châtelet au xviii^e siècle et qui présentent un recueil très complet d'arrêts touchant la prévention Y 16 131-17 502.

M. Giffard a montré très nettement, à propos des justices bretonnes, que bon nombre de documents intéressant leur fonctionnement avaient été distraits de la série judiciaire, cf. p. 157.

mesures relatives aux voies d'exécution — les plaintes, les informations, les interrogatoires, les avis de parents, les nominations de tuteur, l'élection des messiers, les rapports de chirurgien, les confrontations et recollements de temoins, les affirmations de voyage, les enquêtes, les procédures relatives à la réception des officiers¹. C'est dire que l'on trouve là des pièces de toutes catégories, très intéressantes souvent parce que assez circonstanciées, — mais qui ne peuvent fournir que des indications assez fragmentaires sur l'activité véritable des justices seigneuriales. Car il est certain qu'un grand nombre de pièces réclamées par les parties ne laissaient pas de trace aux greffes ; les minutes des sentences y étaient certainement en petit nombre. Ainsi par exemple, dans l'inventaire du greffe de Saint-Germain fait, en 1679, à la requête de Pelisson économe de l'abbaye nous voyons² que pour l'année 1671 il reste à peine une centaine de sentences par mois, alors qu'au même moment le bailli de Saint-Germain-des-Prés siégeait deux fois par semaine et expédiait facilement une soixantaine d'affaires par audience. Et pourtant Saint-Germain est la justice seigneuriale la plus importante et la mieux organisée de Paris. Cet inventaire a été fait en vertu d'un arrêt du Conseil du 7 juin 1675. Il s'agit de liquider les droits du greffier après la suppression du bailliage. Il fallut quinze jours pour faire l'inventaire des papiers de la seule année 1671. C'est dire le nombre et la diversité des pièces conservées³.

En 1791 lors de la suppression des justices maintenues par interprétation de l'édit de 1674, on fit également l'inventaire des greffes, dont les papiers transportés au Châtelet furent remis au greffier du tribunal d'arrondissement⁴.

1. Rapprocher ceci des pièces semblables que l'on trouve dans les archives des Justices du Vermandois, Combier, p. 35.

2. A. N., Z² 3643 du sixième au treizième jour de l'inventaire.

3. Cet inventaire très détaillé forme avec l'inventaire du greffe de l'officialité fait au même moment le registre coté Z² 3643 aux A. N. Pour l'année 1671 on trouve mention de 2350 pièces ; 1.200 sentences contradictoires, 725 procédures, enquêtes, tutelles, etc... ; 420 lettres de maîtrise.

4. Cf. pour le Temple Z² 3812 ; il y a 45 registres d'audiences, dépôts et déclarations, 11 boîtes contenant des minutes de 1733 à 1790, des papiers et

*
* *

3. Nous allons essayer de dresser d'après l'inventaire manuscrit de la série Z² l'état des archives des justices seigneuriales qui ressortissent à notre étude, et de donner quelques indications à leur sujet. L'indication des cotes extrêmes pour chaque justice permettra de se rendre compte du nombre des registres et des liasses conservées.

I. — PARIS.

Bailliage de la Barre du chapitre Notre-Dame — (Z² 3078-3145).

Les registres d'audiences forment des séries à peu près complètes de 1652 à 1790, les minutes criminelles de 1666 à 1787, et les minutes civiles de 1669 à 1790. Il faut y ajouter : des écrous, des scellés et inventaires, des procédures de ventes immobilières, des procès-verbaux d'experts, etc...

Le For l'évêque (Z² 3150-3256).

Cette juridiction est représentée par un registre d'audiences du xv^e siècle (1447-1448) et les registres des années 1630 à 1674. En ce qui concerne les minutes, indépendamment de deux liasses de 1411 à 1628, elles sont presque complètes de 1629 à 1674. Le For l'évêque fut en effet supprimé à cette date. Mais l'archevêque qui avait déjà une juridiction moins importante appelée la *Temporalité*, la conserva dans une mesure que nous aurons à préciser, et elle devint le *bailliage de la Temporalité, duché et pairie de l'Archevêché* (Z² 3813-3847). Nous avons deux liasses de minutes de 1663 à 1782, et les registres d'audiences de 1665 à 1790.

A l'archevêque de Paris appartenaient également les justices de *Saint-Eloi* et de *Saint-Magloire*, la première représentée par les registres d'audiences de 1457 à 1500 et de 1545 à 1556 (Z² 3257-3263), la seconde par quelques minutes simplement de 1451 à 1652 (Z² 3698 bis).

Le bailliage de *Saint-Germain-des-Prés* avait des archives très importantes. Telles qu'elles nous sont parvenues,

objets divers. Commencé le 7 l'inventaire se poursuivit les 8, 9, 10 et 12 février 1791.

ces archives se répartissent de la manière suivante : (Z² 3264-3643).

Audiences et greffe : 1407-1410 — deux registres
1455-1672 — quatre-vingt dix reg.
avec des lacunes de 1565 à 1630 et de 1648 à 1656
1712-1790 — sept registres.

Registres de la police : de 1556 à 1596 et de 1621 à 1644.

Registres d'écrous : 1537-1579 et 1650-1671.

Minutes de 1544 à 1790 réparties à peu près ainsi :

De 1544 à 1673, près de deux cents liasses dont les 3/4 à partir de 1620.

De 1674 à 1790 — une vingtaine de liasses.

Ajoutons les scellés et inventaires, des déclarations des habitants de l'enclos, des procès-verbaux d'assises, des répertoires et inventaires du greffe.

Le bailliage appartenant à la Commanderie de *Saint-Jean de Latran* (Z² 3644-3679) est représenté surtout par les registres d'audiences de 1692 à 1790, auxquels il faut joindre différentes catégories de minutes (procès-verbaux, jugements et ordonnances de police, réceptions d'officiers, scellés et inventaires, etc.).

Du bailliage de *Saint-Lazare*, nous n'avons qu'un registre d'audiences de 1515 à 1520, douze de 1609 à 1671, et cinq registres d'écrous (la prison servait comme prison empruntée, particulièrement pour les soldats) Z² 3680-3698.

Du bailliage de *Saint-Marcel*, il ne reste rien d'antérieur à 1780 (Z² 3699-3701).

Saint-Martin-des-Champs (Z² 3702-3749).

Les registres d'audiences vont de 1586 à 1791, mais avec de très importantes lacunes. Il convient d'y ajouter des minutes et diverses catégories de procédures du XVIII^e siècle.

Le bailliage de *Sainte-Geneviève-du-Mont* (Z² 3749-3755), n'est représenté que par des épaves ; un registre d'audiences de 1673, des scellés et inventaires, des plaintes et informations et, chose plus intéressante, deux dossiers constitués au XVIII^e siècle, de pièces concernant la justice de Sainte-Geneviève.

Le bailliage du *Temple* enfin, est la dernière justice de Paris qui figure dans la série Z² (Z² 3756-3812). On y trouve des registres d'audiences — années 1411-1420 ; 1580-1590 ; 1659 ; 1702-1709 ; 1732-1790 ; les minutes de 1724 à 1790, des procès criminels de 1733 à 1789, des scellés et inventaires de 1717 à 1790.

Ces quelques indications suffisent à marquer combien nous avons de lacunes dans les registres d'audiences et les minutes des juridictions parisiennes. Elles nous permettent de penser que la surveillance exercée sur les greffiers était assez peu efficace.

4. II. — BANLIEUE.

En ce qui concerne la banlieue, les greffes n'étaient certainement pas mieux tenus, si nous jugeons par ce qu'il en reste.

La prévôté et châellenie de Vaugirard et d'Issy à l'abbaye de Saint-Germain (Z² 1146-1255) est représentée par des registres d'audiences :

1470-1474 ; 1515-1621 avec ses lacunes ; 1716-1790 cinq registres seulement ; les minutes ne remontent pas au delà de 1629.

Des autres justices d'Issy (Saint-Magloire, Vaudetart, fief de Boisvert), il ne reste rien.

A Clamart (Z² 905-914 *bis*), à côté de la mairie de Messieurs de Saint-Martin-des-Champs (minutes du xvi^e siècle) il y avait deux justices, l'une appartenant à Robert Desprez avocat au Parlement, l'autre à J. de Cuigy, secrétaire du Roi. Elles furent réunies en une seule prévôté qui, en 1658 appartenait à A. Servien, surintendant des finances. Dans la série Z² figurent les plaids de 1607 à 1618 et de 1625 à 1636, et les minutes de 1658.

Au Petit Montrouge et à la Tombe-Issoire, le bailliage dépendait de la commanderie de Saint-Jean de Latran : audiences et minutes de 1753 à 1790 (Z² 2551-2552).

La prévôté de Châtillon-les-Bagneux appartint successivement à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés.

à M. Tardieu lieutenant criminel au Châtelet ;
aux Seguin ;

à Colbert;
au Duc du Maine.

Nous avons les audiences de 1512 à 1548 et de 1648 à 1713, et quelques liasses de minutes (Z² 786-819).

De Bagneux, prévôté appartenant au Chapitre de Notre-Dame de Paris, il ne reste qu'une procédure criminelle de 1617 (Z² 202).

La prévôté du Grand et Petit Gentilly et la Tour Carrée a appartenu au sieur de Clédat, seigneur de Gentilly
à la duchesse de Villeroy;
à G. Dupuis, secrétaire du Roi;
à M. de Bauvais, baron de Gentilly.

Nous avons les minutes de 1656 à 1791 ; les registres d'audiences de 1627 à 1672 (avec des lacunes) et de 1760 à 1790 (Z² 1096-1116).

Sur les deux bailliages et châellenies d'Arcueil, où se sont succédés des seigneurs laïcs, nous n'avons de documents que pour le XVIII^e siècle (Z² 49-52).

A Villejuif, un baillage qui fut la propriété de secrétaires ou conseillers du roi, succéda à une prévôté royale. Pour la seconde, nous avons des audiences et minutes des environs de 1617 jusqu'à 1640, pour le premier de 1660 à 1790 (Z² 4619-4648).

L'important baillage de Charenton qui réunit les justices de Conflans, des Carrières, de la Grange-aux-Merciers, et de la mairie de Bercy, appartenait à Nicolas de Malon, maître des Requêtes de l'Hôtel.

Nous n'avons ses archives que depuis 1730 (Z² 643-666). A Charenton Saint-Maurice, le baillage appartenait aux religieux de Saint-Jean-de-Dieu : audiences et minutes de 1760 à 1790 (Z² 667-673).

A Charonne et Fontarabie, une prévôté appartint successivement aux religieuses du lieu, aux Sublet d'Heudicourt de Lenoncourt, à Nicolas Thoré, secrétaire du Roi ; à Monsieur Delamouche, auditeur à la Chambre des comptes. Les registres des audiences sont assez complets de 1595 à 1790, -quant aux minutes, elles commencent en 1604 (Z² 679-722).

La prévôté de Bagnolet passa entre les mains de six personnes laïques pendant la période pour laquelle nous pouvons examiner les minutes et les registres d'audiences, de 1664 à 1790 (Z² 203-242).

Du bailliage de Romainville appartenant au marquis de Ségur, nous avons les registres d'audiences (1770-1790) et les minutes (1737-1790) (Z² 3959-3946).

Il ne reste que quelques maigres documents sur la justice de Pantin et le fief de Moutiers, appartenant à des officiers de justice. Aucun n'est antérieur à l'année 1712 (Z² 2757 *bis* 2758 *bis*).

Le Pré-Saint-Gervais, la Villette-Saint-Denis à Pantin et une partie de Belleville formaient une prévôté appartenant à l'Abbaye de Saint-Denis. Les audiences commencent en 1609, les minutes en 1600 pour aller les unes et les autres jusqu'en 1790 (Z² 3921-3949).

A Belleville, on ne rencontre pas moins de trois prévôtés, bel exemple du morcellement de la féodalité ; la plus importante, celle du fief de Marcadé, nous offre des documents depuis 1675¹.

1. Voici ces trois prévôtés qui ont connu de nombreux propriétaires :

1° Prévôté de Belleville avec Mercadé, Haute Borne, partie de La Villette Saint-Lazare, de Pantin, du Pré-Saint-Gervais et de Courtille-les-Paris et autres dépendances du fief de Mercadé ou Marcadé sis à Belleville. Prévôté qui appartient à Anne de Lespée, épouse, de M. de Morlan, écuyer, capitaine, des gardes de la porte de Monsieur duc d'Orléans, et à Gabriel Armand, sieur de la Noue.

A Claude Raymond, seigneur d'Arfeuil, conseiller en la Cour des Aides, et Anne de Lespée, veuve de Messire Ant. de Morlan, à Marie Anne Marsolier, veuve de M. de Nyert, marquis de Gambais, premier valet de chambre du Roi, gouverneur de Limoges et du Louvre, en qualité de légataire universel de M. Doremieulx, et Joseph Gaspard Pecou, maître en la Chambre des comptes de Paris;

A Joseph Gaspard Pecou, écuyer, seigneur de Cherville, et Jean-Baptiste François Henry Doremieulx, écuyer, seigneur de Dugny en France;

Enfin à Gaspard Pecou, marquis de Cherville, Anne, Marguerite Pecou de Morainville, et Marie, Anne Choquart, comme tutrice de son fils Henry Jacques, Louis Doremieulx, écuyer;

2° Prévôté de Belleville appartenant au Grand Prieur de France, seigneur en partie de Belleville et notamment du terrain où était située la maison appelée l'épée royale (minutes pour 1752 Z², 259 *bis*).

3° Prévôté de Mauny à Belleville. Cette justice s'étendait sur Mauny-les-Bruyères; partie de Pantin, de Belleville et du Pré-Saint-Gervais. Elle appartint successivement de 1634 à 1790 : à Jeanne Chesneau, veuve de Louis

Tout à côté à la Villette (Z² 4656-4693), deux justices : la prévôté de la Villette Saint-Laurent, appartenant au Chapitre de Notre-Dame de Paris, s'étendait sur Saint-Laurent, la Villette, Savis, La Folie-Regnault, la Courtille. Assez peu importante, il n'en subsiste que quelques registres d'audiences : un de 1569 à 1580, et les autres de 1768 à 1790;

le bailliage de la Villette-Saint-Lazare, comprenait dans son ressort : la Villette Saint-Lazare, une partie des faubourgs Saint-Martin et Saint-Denis, et s'étendait jusqu'à Montreuil, Fontenay-le-Bois, Belleville-sur-Sablon, Bagnolet, le Pré-Saint-Gervais. Il appartenait à la congrégation de la Mission. Ses archives ne remontent guère au delà du début du xviie siècle.

Le bailliage de Saint-Denis est représenté principalement dans nos sources par les séries de ses minutes depuis le début du xviie siècle (plus de cent liasses) (Z² 4006 *bis*-4134 *ter*).

L'Abbaye possédait à la Chapelle Saint-Denis un bailliage (Z² 598-642) dont les registres d'audiences ne remontent pas avant 1669.

A Aubervilliers, il y a trois justices :

1° Un bailliage appartient à l'ordre Saint-Jean-de-Dieu de Jérusalem ; nous n'avons ses archives que pour le xviii^e siècle. Audiences : 1726-1791. Minutes : 1733-1791 (Z² 66-81).

2° Une prévôté appartient à l'abbaye de Saint-Denis.

Aragon, notaire au Châtelet de Paris, seigneur de Maulny et des Bruyères, en qualité de tutrice de ses enfants;

A Jean Aragon;

A Nicolas de Fremont, conseiller secrétaire du Roi, grand audencier de France, seigneur d'Auneuil, qui devint ensuite marquis de Rozoy, conseiller du roi en ses conseils, garde du trésor royal;

A Geneviève Daurand, sa veuve; A Guy de Durfort, duc de Lorges;

A la duchesse douairière d'Orléans, A Louis d'Orléans, duc d'Orléans;

A François Ageron, horloger et François Philippe Jalassou, orfèvre, joaillier à Paris; enfin A Clément Charles François de Laverdy, marquis de Gambais, seigneur de Neuville, conseiller honoraire au Parlement, ministre d'Etat.

Depuis 1756, elle est exercée dans l'auditoire de Bagnolet.

Avec de nombreuses lacunes, ses archives vont du début du xvii^e siècle à la Révolution (Z² 82-124).

3^o La mairie du Vivier et Château d'Aubervilliers appartenait à M. de la Guillaumie, seigneur de la Chapelle du Vivier les Aubervilliers, puis à M. Piètre substitué au Parlement. Il y a les registres d'audiences pour la seconde moitié du xviii^e siècle (Z² 124-135).

Le bailliage de Saint-Ouen, qui appartenait au duc de Gesvres, puis au duc de Nivernais, n'a laissé que quelques débris du xviii^e siècle (Z² 4167-4169).

Les religieuses de Montmartre, seigneur du lieu, possédaient une prévôté, et un bailliage siégeant à Paris ; ce bailliage du For-aux-Dames fut, en 1676, transféré de Paris à Montmartre (cf. II^e partie, ch. 3 n^o 176). Son ressort s'étendait sur Clignancourt, les Porcherons, Boulogne sur Seine, Bourg-la-Reine. A côté de pièces de diverses catégories, nous avons les audiences de la prévôté de 1552 à 1565 et de 1615 à 1766, les audiences du bailliage avec des lacunes pour le xvii^e siècle de 1621 à 1790. Quant aux minutes, elles ne commencent qu'en 1599 et sont surtout complètes pour le xviii^e siècle (Z² 2381-2478).

La prévôté de Boulogne-sur-Seine et Mesnus, appartenait également à l'abbaye de Montmartre. Elle a laissé des audiences de 1572 à 1585 et de 1657 à 1790, des minutes de 1654 à 1791, enfin quelques répertoires du greffe pour le xviii^e siècle (Z² 391-476.).

Neuilly-sur-Seine, le Roule, Villiers-la-Garenne, le Château de Madrid, le Château de Bagatelle, la Porte Maillot et la plaine des Sablons, forment une prévôté qui appartenait à l'abbaye de Saint-Denis, puis aux Dames de Saint-Cyr. Nous avons les audiences de 1581 à 1586, de 1637 à 1790 et les minutes criminelles de 1623 à 1788, civiles de 1709 à 1790 (Z² 2608-2663) indépendamment d'assez nombreuses procédures particulières.

A Auteuil, la prévôté appartenait à l'abbaye de Saint-Geneviève. Nous avons ses registres d'audiences de 1699 à 1790 et ses minutes de 1601 à 1790 (Z² 136-189).

Toute proche d'Auteuil, la prévôté et haute justice

de Chaillot, après être passée entre autres dans les mains du Président Jeannin et du Maréchal de Bassompierre, échut finalement aux religieuses de la Visitation Sainte-Marie, seigneurs du lieu. Elle nous apparaît en 1663, comme une prévôté royale engagée. Ses archives, assez importantes, comprennent entre autres les registres d'audience depuis 1615 et les minutes civiles depuis 1584, criminelles depuis 1607 ; les scellés, inventaires, tutelles depuis 1608 (Z² 523-581). Depuis 1658, on rencontre à Chaillot deux autres prévôtés, moyenne et basse justice, appartenant toutes deux à des familles de parlementaires.

A Vitry-sur-Seine, on ne compte pas moins d'un bailliage et de huit prévôtés qui n'ont d'ailleurs laissé dans nos archives que des épaves minimes (Z² 4805-4809).

A la Pissotte (terroir de Montreuil), le doyen de l'Eglise Notre-Dame de Paris possédait un fief et une petite prévôté (audience et greffe 1662-1724 Z² 2548). On rencontrait quatre autres justices sur le territoire de Montreuil-sous-Bois. La plus importante, d'après nos archives tout au moins (Z² 2482-2546), après avoir appartenu à un conseiller d'Etat et à un maître des requêtes, passa entre les mains du marquis de Sourdis, puis du marquis de Chabanais. Hormis quelques minutes civiles pour 1567, ses archives ne commencent pas avant 1609. Au même lieu, le bailliage de l'abbaye de Saint-Victor, le bailliage de Saint-Lazare, et la justice du Petit Saint-Antoine n'ont laissé que quelques papiers.

Quelle que soit l'importance des lacunes que nous avons pu signaler en passant, le nombre des cotes de la série Z² suffit à indiquer l'abondance des documents fournis par les archives des justices seigneuriales. Devant une telle masse nous avons dû nous contenter de faire des sondages. Ces sondages ont été répartis entre les diverses catégories de documents, de telle sorte que nous avons acquis la conviction que d'une justice à l'autre il n'y avait que des différences très minimes. Ils sont suffisamment rapprochés pour qu'il n'y ait guère de période supérieure à cinq ans qui, ici ou là, n'ait fait l'objet d'une fouille.

La très mauvaise écriture des scribes, jusqu'au milieu du xvii^e siècle, n'a pas facilité notre travail surtout pour ce qui regarde les registres d'audiences où la brièveté des mentions rend bien souvent impossible de dire de quoi il s'agissait.

Les résultats assez maigres retirés des dépouillements ainsi faits ont atténué nos regrets de ne pouvoir faire que des sondages. Ils montrent que l'inventaire fait de la série Z² n'est pas à l'abri de toute critique¹.

Ce qui est plus fâcheux peut-être c'est que tout ce que l'on a gardé des greffes des justices seigneuriales n'a pas été versé dans la série Z². Il est probable qu'un certain nombre de pièces se trouvent encore dans des études de notaires ou dans des greffes de justices de paix. C'est ainsi que les documents concernant la prévôté de Courbevoie (1633-1790) sont restés longtemps à la justice de Paix de Neuilly avant d'aller aux Archives de la Seine. On n'y trouve à peu près rien d'autre. Mais on peut penser que l'incendie de 1871 a exercé là ses ravages aussi bien qu'au Palais de Justice.

1. Il contient quelques erreurs. Signalons que les minutes de la Barre du Chapitre N.-D. et celles de la Temporalité de l'Archevêché sont mélangées pour le xviii^e siècle, qu'un registre, attribué au bailliage de Saint-Germain en 1625, est en réalité le registre de la justice de Valenton (qui appartenait à Saint-Germain).

A Saint-Germain-des-Prés, des registres indiqués comme étant des registres de la police sont en réalité des registres d'audiences ordinaires sur lesquels figurent également les audiences de police.

INTRODUCTION

Le cadre historique et les principes juridiques

CHAPITRE PREMIER

LE MILIEU

§ 1. *Le cadre historique et géographique.*

5. Sur le terrain des institutions, le problème essentiel qu'eut à résoudre la **monarchie** française aux **xvii^e** et **xviii^e** siècles fut d'adapter un régime administratif à un milieu et à des organismes qui dans une très large mesure s'étaient formés et développés sous l'influence de principes féodaux.

Ce problème a revêtu une acuité particulière à Paris, ville capitale du royaume. Grande cité commerçante, point de rencontre des routes d'Espagne et d'Italie, de Champagne et de Flandre, Paris est surtout le centre du domaine royal autour duquel l'action persévérante de la royauté a fait la France. A côté des possessions royales, et le plus souvent par suite des largesses du prince, se sont constitués de grands établissements ecclésiastiques où se maintiennent les traditions féodales.

Soumis à la coutume parisienne en 1580 comme en 1510, ils ont pourtant conservé leur bailli, leurs sergents, leurs prisons, leurs banalités; petites cités dans la grande ville,

Is en gênent le développement et l'unification. Ils font obstacle à ce que, sous la direction des officiers royaux et particulièrement des officiers du Châtelet, s'établisse une administration uniforme. Ils empêchent l'unité de la police. On trouve au début du ^{xvii}e siècle, vingt-cinq seigneurs justiciers à Paris qui sont tous des établissements ecclésiastiques ; les justices seigneuriales sont relativement plus nombreuses encore dans la banlieue.

6. Il paraît impossible d'en tracer correctement les limites. Celles mêmes de la Prévôté et Vicomté sont indéfinies¹. Au moment de la réformation de la coutume en 1580, pour un nombre assez important de localités, on conteste qu'elles appartiennent à la Prévôté ; officiers royaux et seigneuriaux s'efforcent de maintenir leur ressort territorial vis-à-vis du centre d'attraction que constitue le Châtelet. Tout en reconnaissant pratiquer la coutume de Paris, certaines localités prétendent échapper au ressort du Châtelet², soit pour relever d'un bailliage voisin, soit parce que, par privilège spécial, elles sont éclipsées de la juridiction du prévôt de Paris et relèvent d'un siège seigneurial supérieur ou nuement du Parlement³.

Par contre le Châtelet étend son ressort sur des terres situées hors les limites mêmes de la Prévôté, par exemple

1. Cf. Brette, *Allas*, introduction, p. 1, « Le bailliage entendu au sens de ressort d'une justice ayant connaissance des cas royaux, n'avait pas de territoire fixé ; ses limites territoriales changeaient, selon que sa compétence changeait ; on peut dire d'une manière générale qu'il est impossible d'en fixer les limites sur une carte. »

2. Cf. Olivier-Martin, t. I, p. 68 et s., et voir dans le procès-verbal de 1580 rapporté par Bourdot de Richebourg, t. III, p. 56-75, les réclamations des bailliages royaux de Melun, Etampes, Pontoise, Senlis, Montfort l'Amaury ; cf. dans Ferrière, *Corps et computation*, t. I, p. CCII, la liste des lieux pour lesquels il y a eu opposition.

3. L'Evêque de Paris déclare que les appellations du bailli du For-l'Evêque ressortissent directement à la Cour de Parlement : « Et pour le regard des terres qu'il tient en la Prévosté et Vicomté de Paris qui sont la Chatellenie de Saint-Cloud, Comlerville, Moussy-l'Evêque, Creteil, Maisons-sur-Seine, Jantilly, Auzoy-la-Ferrière et autres terres assises au dedans lad. Prévosté, les hostes et justiciables d'icelles ne sont en rien sujets audit prévost de Paris et par privilège spécial elles sont éclipsées de ladite juridiction et ressortissent par devant son bailli en son siège devant son Hôtel Episcopal. » Bourdot de Richebourg, t. III, p. 70.

De même Saint-Denis et le bailliage de Chevreuse (au duc de Guise).

sur l'hôtel et sur toutes les terres du domaine de l'évêque de Meaux. Indirectement, il peut connaître après un premier appel à la Barre du Chapitre des sentences des prévôtés que les doyens et chanoines de l'Eglise de Paris possèdent hors des limites de la Prévôté, ainsi Ponts et Auber-Janville.

A côté des justices seigneuriales, un certain nombre de bailliages, prévôtés et châtelainies royales ressortissent au Châtelet. Et non seulement leurs limites, sont incertaines mais leur liste même est difficile à tracer¹.

On comprend dès lors toutes les difficultés que présente le tracé des limites des justices seigneuriales. D'autant qu'elles ne furent pas constantes. Principalement pour celles qui étaient propriété de seigneurs laïcs, c'était d'ailleurs les moins importantes sinon les moins nombreuses, les partages et les regroupements étaient constants. D'où l'extrême enchevêtrement des ressorts avec tous les inconvénients et tous les conflits qui en résultaient pour la détermination de leur compétence territoriale.

Pour donner une idée de ces complexités, il suffit de citer l'exemple de la seigneurie de Bercy dont la famille des Malon par plusieurs acquisitions successives avait réussi à faire un grand domaine, mais dont il est à peu près impossible de dresser la carte. Il comprenait la terre de Bercy, le fief de la grange aux Merciers, la seigneurie de Charenton le Pont, la paroisse de Conflans-les-Carrières. Les différentes justices de Bercy et de Conflans étaient exercées au ^{xvii}e siècle au bailliage de Charenton².

1. En 1580, ce sont les prévôtés de Corbeil, Poissy, Monthléry, Chasteaufort, Tournan, Gournay, Brie-Comte-Robert, La Ferté-Aleps. Mais Bacquet (*op. cit.*, ch. V, n° 6) qui écrit en 1587 ne fait pas mention des deux dernières ni de Tournan et il ajoute à la liste Torcy et Gonesse. La liste plus longue de l'*Almanach royal* de 1789, p. 387, est encore différente. En outre, il y a, alors, autour de Paris certains bailliages de création très récente, ceux de Vincennes qui ne comprend que le village au pied du Château, de Choisy-le-Roi, qui ne comprenait que son chef-lieu (qui ne figurent pas dans l'*Almanach royal*) et de Meudon qui comprend Clamart, Fleury, Chaville, Viroflay, Velizy (Cf. Chassin, *Elections*, t. IV, p. 167 et s.).

2. Topographie historique de la seigneurie de Bercy par Charles Henri de Malon seigneur de Bercy, publiée par de Boislisle dans *Mém. soc. hist. Paris*, t. VIII, 1881, p. 1-94.

7. Les limites mêmes de la ville de Paris ont varié et le partage de la Prévôté (qui a des conséquences judiciaires) en Paris — ville, et Paris — hors les murs n'apparaît qu'à la veille de la Révolution. La terminologie courante jusque là c'est « Paris, ville, faubourgs et banlieue ».

Au xvi^e siècle encore, le centre de la ville est l'île de la Cité où se concentrent les organes politiques, mais elle a largement débordé de chaque côté du fleuve. La rive gauche est le domaine des étudiants où règne en maîtresse l'Université, alors que la rive droite, entre les deux châteaux royaux du Louvre et de Saint-Antoine, est réservée aux transactions commerciales. Les rues Saint-Jacques et Saint-Martin, le fleuve, sont les grandes artères parisiennes.

Les faubourgs sont sur la rive droite : Saint-Antoine, Saint-Martin, Saint-Denis ; — sur la rive gauche : Saint-Victor, Sainte-Geneviève, surtout Saint-Marcel et Saint-Germain, les seuls à avoir une véritable autonomie. Au xvii^e siècle, vinrent s'ajouter Chaillot, faubourg de la Conférence, puis le Roule.

La liste des localités faisant partie de la banlieue est demeurée remarquablement stable du xiv^e au xvii^e siècle¹.

1. Deux listes semblables figurent dans les livres de couleur et bannières du Châtelet, l'une du xiv^e et l'autre du xvii^e siècle : A. N. Y. b⁵, grand livre jaune (1425-1552) fol. 24, entre deux pièces de 1535 et 1537 ; et Y. 17 (1663-1703) entre un acte de 1673 et un autre de 1671. Cette liste est reproduite à la requête des procureurs des communautés le 17 novembre 1701. (A. N. K. 1241, d. I, fol. 19) : Vaugirard, Issy, la maison des Chartreux, le Moulin de la première maison, Clamart, Montrouge, Chastillon, Baigneux jusqu'au ruisseau du Bourg-la-Reine, Gentilly, Arcueil et Cachant jusqu'à la rue L'haye dans laquelle il y a quatre ou cinq maisons qui sont de la banlieue ; Ville-Juifve et la Sausaye jusqu'au chemin du moulin à vent, Yvry, le Pont de Charenton, Saint-Mandé, Conflan, Charonne, Bagnollet, Romainville jusqu'au grand chemin de Noisy-le-Secq, Pentin, le Pré-Saint-Gervaix, Patrouville dit Belleville, les Hôtes Saint-Merry, l'hôtel de Sévy dit l'Hôtel de Saint-Martin, la Villette, la Chapelle Saint-Denys, Aubervilliers jusqu'au ruisseau de la Court-Neuve, Saint-Ouen, Saint-Denys jusqu'au Gry, la Maison de Seine, Montmartre, Clichy-la-Garenne, le Pont de Neuilly, le Roule, le Mesnil, Boulogne jusqu'à la Croix du Pont-Saint-Cloud, Auteuil Passy, Chaillot, la Ville-l'Evesque, Vitry jusqu'à la Fontaine, la Pissotte, jusqu'à la Planche du ruisseau et Montreuil jusqu'à la première rue venant de Paris du côté de Vincennes. Une liste un peu plus tardive : (A. N. AD., II, 8, p. 7 : prévôts royaux et autres justices ressortissantes au Châtelet de Paris par ordre alphabétique) reproduit la précédente ; y figurent 364 justices seigneuriales pour la Prévôté, dont 34 pour la banlieue. Cf. aussi pour 1789 une liste un peu différente dans Chassin, *Elections*, t. IV, p. 243 et s.

A peu près toutes possédaient une justice seigneuriale¹ sinon plusieurs. A ces justices de banlieue, il faut joindre pour Paris vingt-cinq justices si nous suivons le chiffre de Sauval² ; plusieurs de ces justices connaissaient par appel des sentences rendues hors Paris et quelquefois hors la Vicomté dans les terres des seigneurs ; ces prévôtés constituaient leur ressort. Il n'était pas possible de les négliger. Les limites de notre étude sont donc simplement indicatives.

8. Aussi bien devons-nous nous appliquer plutôt à dégager les traits essentiels de la féodalité parisienne, les caractéristiques de la banlieue, et l'importance des transformations de la capitale dont les répercussions n'ont pas manqué de se faire sentir sur des institutions qui ne répondaient plus aux besoins de l'époque.

Dans Paris il y a à côté du Roi deux seigneurs importants, l'évêque et l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés.

9. D'après une tradition fort ancienne, il y aurait eu un partage de Paris entre l'évêque et le Roi, aux termes duquel le tiers de la ville appartiendrait à l'évêque en tout droit de censive et de justice³. Cette justice exercée au bailliage du For-l'Evêque, s'étend en cent cinq rues selon

1. Dans le *Mémoire sur la généralité de Paris* on compte 460 justices seigneuriales « dont nous avons un tableau des principales, elles appartiennent à des seigneurs proches du pouvoir ou bien à des gens de robe, peu d'établissements religieux si ce n'est la manse de Saint-Cyr. » éd. de Boislisle, p. 205.

2. Sauval, *Histoire et Antiquités de la Ville de Paris*, t. II, p. 425. Les chiffres indiqués par les autres auteurs sont très voisins — dix-neuf à vingt-six. On ajoute aux justices énumérées dans le chapitre précédent parce que l'on retrouve des restes de leurs archives, l'abbaye de Saint-Victor, l'abbaye de la Sainte-Trinité-de-Thiron, l'abbaye de Saint-Antoine-des-Champs, le prieuré de N.-D. des Champs, le prieuré de Saint-Denis de la Châtre, les chanoines de Saint-Merri, ceux de Saint-Germain-l'Auxerrois, ceux de Saint-Maur-des-Fossés, ceux de Saint-Benoît, ceux de Saint-Opportune et ceux de Saint-Honoré, l'Hôtel de Ville de Paris, le Prévôt des Marchands et les Echevins, le bailli du Palais, le grand Chambrier de France.

Le bailliage du Palais, dont les archives figurent aux A. N., série Z2, bien que juridiction royale, est à chaque instant assimilé aux justices seigneuriales. En 1674, il fut soumis aux mêmes mesures.

On trouve pour la topographie de toutes ces justices des indications suffisamment précises dans Tanon pour que nous ayons cru devoir nous dispenser d'insister sur ce point dans ce travail. Cf. l'énumération p. 2 en note et les notices consacrées à chacune des justices.

3. Cf. Brodeau, t. I, pp. 13-15 et un arrêt du Parlement du 17 mai 1510 qu'il cite en ce sens; voir également Tanon, pp. 150 et s.

Sauval¹. Elle relève nuement du Parlement et étend son ressort sur toutes les seigneuries possédées par l'évêque hors Paris². En cas d'appel, celui-ci ne paie point l'amende pour mal jugé de son juge.

A cette justice furent réunies au xvi^e siècle celles de Saint-Eloy et de Saint-Magloire. L'érection de l'évêché en archevêché en 1622 accrut encore l'éclat de cette seigneurie qui assurait à son titulaire en même temps que des revenus considérables une large influence politique, aussi n'est-elle confiée qu'à des personnages qui ont la faveur du Roi.

Le plan de la censive de l'archevêché de 1786³, montre dans ses lignes les plus générales l'étendue considérable de la justice de l'archevêque. Si l'on fait abstraction de plusieurs groupes de maisons sur la rive gauche et dans l'est de Paris, l'archevêque était seigneur de la majeure partie de l'ouest de la ville sur la rive droite depuis la rue Saint-Martin jusqu'au Roulle; son domaine débordait donc assez sensiblement des limites assignées à la ville par Louis XIV, qui sont aujourd'hui marquées par les grands boulevards. Il laissait au Roi la plus large part du territoire compris entre la rue Saint-Honoré et la Seine.

Dans cette très vaste étendue s'enclavaient d'autres fiefs de moindre importance; ainsi dans la région du Louvre et des Tuileries comprise entre la rue des Poulies (du Louvre), l'emplacement des Champs-Élysées et la Seine, six autres fiefs étaient enclavés dans le fief de l'évêque, les trois plus importants étaient le fief de Saint-Germain-l'Auxerrois, le fief de Saint-Denis de la Châtre⁴, et le fief

1. *Loc. cit.* A côté du For-l'Evêque qui était situé sur le quai de la Seine auprès de Saint-Germain-l'Auxerrois, il y a, depuis 1663 au moins, dans le palais archiépiscopal une juridiction appelée la Temporalité de l'Archevêché qui semble avoir eu surtout des attributions de justice domaniale foncière. En 1610 on rencontre un bailli de la Temporalité qui administre les biens de l'évêque, passe les baux, afferme les greffes, etc...

2. Pour leur liste en 1580 cf. n^o. 6, p. 20, n. 3.

3. Edité par A. Brette, *Atlas de la censive de l'Archevêché dans Paris*, 1896. Même en tenant compte des maisons appartenant à d'autres seigneurs et des fiefs englobés dans ses limites, la censive de l'archevêque ne comprenait certainement pas loin de 3.000 maisons.

4. Cf. une déclaration de Temporel du 19 avril 1638, B. N., ms. fr. 18.758, fol. 182.

de Fromental, uni en 1570 à la manse de Saint-Honoré¹.

C'est un trait essentiel de la féodalité à Paris que ce morcellement et ces enclaves. Cet enchevêtrement des mouvances fut encore accru par les transactions immobilières nombreuses au XVIII^e siècle : d'où toutes les difficultés rencontrées à ce moment pour la constitution du terrier.

10. Seul à peu près le Faubourg Saint-Germain échappe à ce morcellement. C'est une seigneurie très étendue sur laquelle le bailli exerce pleinement les droits de justice. Fondée au milieu de VI^e siècle, l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés de l'ordre de Saint-Benoît était une des plus riches du royaume. Autour de l'église et du palais abbatial se groupaient les bâtiments claustraux et leurs vastes dépendances. La réforme de 1631 y appela les religieux de la congrégation de Saint-Maur². La plus grosse part des très importants revenus de l'abbaye profite à l'abbé commendataire, en général un évêque influent à la Cour. Il est seigneur du faubourg Saint-Germain.

Dans ses lignes très générales, celui-ci s'étend sur le territoire aujourd'hui compris entre le boulevard Saint-Michel, la rue de Vaugirard, le Champ-de-Mars et la Seine. Le Pré-aux-Clercs y constitue une enclave au profit de l'Université. Il rejoint les seigneuries de l'abbaye hors la ville : Vaugirard, Issy ; aussibien on l'appelait encore le fief d'Issy dans un accord conclu en 1272 entre Philippe le Hardi et les religieux pour mettre fin aux conflits de juridiction.

C'est au XVI^e siècle que commence la prospérité du bourg Saint-Germain ; retardée par les guerres de religion, elle reprendra au XVII^e siècle : de nombreux seigneurs, même des étrangers, viennent y construire leur hôtel. Mais la population locale est formée de très petites gens et beaucoup d'individus peu recommandables y cherchent

1. Cf. Berty et Tisserand, *Topographie hist. vieux Paris*, t. I, pp. 2 et 3.

2. Cf. Tanon, pp. 203 et s. particulièrement pour l'étendue du faubourg, p. 212, note 18, et pour les seigneuries hors Paris, p. 216 et s.

une retraite, aussi ce n'est pas un brevet d'honorabilité d'habiter le faubourg : « ce peuple qu'on dit estre le plus perdu du monde » écrit M. Ollier en parlant de ses paroissiens. La Foire que Louis XI a permis à l'abbaye d'établir dans le faubourg, si elle est un lieu d'actives transactions commerciales, est aussi un vrai brelan. Les officiers du Châtelet cherchent à intervenir et le bailli de Saint-Germain a fort à faire pour y maintenir la police¹. L'étendue de sa juridiction et le nombre de ses justiciables en font un magistrat très important.

Il exerce un droit de ressort sur les nombreuses seigneuries de l'abbaye hors Paris : Vaugirard et Issy, Suresnes, Chatillon, Villejuif, Thiais et Choisy, Parais, Villeneuve-Saint-Georges, Le Breuil, Saint-Germain-Laval, Esmons et Dammartin.

11. A côté de l'archevêché et de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés les autres seigneuries n'ont qu'une importance secondaire. Indiquons les principales. Pour ne pas quitter la rive gauche, à l'est de la ville les conflits sont fréquents entre Sainte-Geneviève et Saint-Victor². Ces deux abbayes sont de fondation royale ; la première prétend remonter à Clovis, la seconde se contente d'invoquer le patronage de Louis le Gros qui y repose. Elles ont droit de haute, moyenne et basse justice, censive et voirie sur l'étendue des deux faubourgs. Au sud, celui de Saint-Marcel appartient au Chapitre du même nom.

12. Dans la Cité, le Chapitre de Notre-Dame, est souverain justicier dans son cloître et dans l'Hôtel-Dieu. Nombreuses sont hors Paris les prévôtés qui relèvent de la Barre du Chapitre. Les chanoines de l'Eglise de Paris ont toujours défendu leurs droits avec une ténacité bien connue : ils sont seigneurs de Sucy-en-Brie, Mons et Ablons, Soisy-sur-Seine, Beauvoir-en-Gâtinais, Saint-Forges, Iteville, Huis-

1. Sur le faubourg Saint-Germain et sur la Foire. Cf. Marcel Poëte, t. III, pp. 371, 521 et *passim*; et Berty et Tisserand, *Topographie hist. vieux Paris; Région du bourg Saint-Germain*, p. 7.

2. Cf. Tanon, p. 239 et les sentences, conservées aux A. N. dans le dossier, constitué au XVIII^e siècle par les religieux de Sainte-Geneviève coté aujourd'hui : Z² 3754.

sous, Andresy, Orly, Lay, Chevilly, Rongy, Vitry, Ivry-sur-Seine, Châtenay, Baigneux, Fontenay-les-Bagneux, la Barre-de-Chevigny, Maury, la Villette-Saint-Laurens, la Courtille ; seigneurs en partie de Compans, Herbelot et Le Mesnil Madame Rancé¹.

13. Sur la rive droite les seigneuries et les justices sont très nombreuses², mais en général de bien peu d'étendue ; elles portent sur plusieurs maisons disséminées dans un grand nombre de rues. La déclaration de temporel fournie par l'abbaye de Montmartre en 1651, montre parfaitement cette dissémination qui rendait très difficile le maintien des droits du seigneur par ses officiers, et était la source de nombreux conflits sur la compétence.

L'abbaye reconnaît avoir : « justice haute, moyenne et basse, cens, rentes, lods et ventes, saisines, amendes, aubaines, confiscations et aucuns droits prééminents en plusieurs lieux à Paris, c'est à scavoir :

rue de la Heaumerie : deux maisons, dans l'une d'elle une chambre, le siège de leur plaidoirie ;

rue de l'Arbre-sec : 11 maisons ;

rue Saint-Honoré dit Chasteau festu : 26 maisons ;

rue Tirechappe : 11 maisons ;

rue Saint-Martin : 12 maisons ;

rue des Petits-Champs qui aboutit à la rue Saint-Martin : 14 maisons ;

rue Neufve Saint-Merry : sept maisons ;

rue du Moulin : 3 maisons ; »

Chacune de ces maisons est indiquée dans l'acte de façon précise par tenants et aboutissants³.

En réalité, il n'est guère que le Temple et l'abbaye de Saint-Martin qui possèdent sur la rive droite des justices de quelque importance. Le Temple appartient à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. Le grand prieur est souverain maître dans son enclos, dont les officiers royaux n'ob-

1. D'après le procès-verbal de la réformation de la coutume en 1580, publié par Bourdot de Richebourg, t. III, p. 70.

2. Cf. ici même page 23, note 2.

3. B. N. ms. fr. 18.758, fol. 244 et ss.

tiennent pas toujours facilement l'entrée et qui sert de refuge à toutes sortes de gens. La censive s'étend dans l'espace compris aujourd'hui entre la rue du Temple et la rue Vieille du Temple. Le fief de Reuilly relevant de la seigneurie et justice du Temple avait été aliéné à bail emphytéotique¹.

Saint-Martin-des-Champs était un prieuré de l'Ordre de Cluny, doté par le roi Henri I^{er}. Il était entouré de hautes murailles flanquées de tours comme les enceintes du Temple ou de Saint-Germain-des-Prés. La justice s'exerçait principalement dans le territoire compris entre les rues du Temple et de Saint-Martin. Hors Paris, plusieurs terres relevaient du prieuré².

Non loin de Saint-Martin-des-Champs Saint-Lazare étend surtout ses possessions en banlieue. Son fief consiste en dix-huit rues à Paris. « La Maladrerie à haulte moyenne et basse justice qui s'estend tant dans les faubourgs Saint-Denis, partie de celui de Saint-Martin et la Villeneuve avec droit de censive sur tous les héritages et maisons desdits lieux. Le greffe de la justice est affermé 200 livres³. »

14. Le morcellement, qui est la caractéristique de la rive droite, se retrouve hors Paris partout où nous ne sommes pas en présence de seigneuries ecclésiastiques qui ont dû à ce caractère d'échapper à la dispersion des successions et des aliénations. Une bonne partie de la banlieue sud est entre les mains du Chapitre Notre-Dame, des abbayes de Sainte-Geneviève et de Saint-Germain. Entre Grenelle et Vanves, seigneuries de Sainte-Geneviève, s'insère la terre d'Issy⁴ et Vaugirard qui appartient à Saint-Germain. Puis dans une ligne ininterrompue, mais quelquefois

1. Cf. *Bull. soc. hist. Paris*, t. XXXVI, 1909, pp. 192-201.

2. Tanon, pp. 272 et 276.

3. B. N. ms. fr. 18.758, fol. 166.

4. Une partie du fief de Vaudetard à Issy avait été acquise après de nombreux conflits de l'abbaye de Saint-Magloire qui y conservait encore des droits au xviii^e siècle. Cf. Gustave Le Clerc, la seigneurie de Vaudetard à Issy (1117-1790). *Mém. soc. hist. Paris*, t. IX (1882), pp. 287-309. Cet article montre bien toute la complexité des mouvances féodales dans la banlieue.

singulièrement ténue, s'échelonnent vers l'est jusqu'à la Seine les prévôtés du Chapitre : Fontenay-les-Bagneux, Bagneux, Bourg-la-Reine, l'Hay, Chevilly, Vitry-sur-Seine, Ivry. La justice est quelquefois partagée : Vitry par exemple ne compte pas moins de huit prévôtés. Au nord de cette ligne des possessions du Chapitre, le petit Montrouge et la Tombe-Issoire dépendent de la commanderie de Saint-Jean de Latran, mais les justices de Gentilly, d'Arcueil, de Villejuif sont entre les mains de seigneurs laïcs.

15. Sur la rive droite, si nous laissons de côté Auteuil, Passy (à Sainte-Geneviève)¹ et Chaillot (aux religieuses du lieu)², l'abbaye de Saint-Denis dominait sur toute la banlieue ouest et nord. Les terres de Montmartre et de Clignancourt lui échappèrent en 1569 au profit d'un sieur Liger, en 1669 au profit de l'abbesse de Montmartre, seigneur du lieu en partie, qui était déjà seigneur de Boulogne les Mesnus³.

Mais la justice de Saint-Denis reste très étendue. D'après un *factum* dirigé contre ses officiers à la fin du XVII^e siècle, « leur bailliage a plus d'étendue en première instance et par appel que plusieurs sièges royaux où il y a président, lieutenant-général, lieutenant criminel, conseillers, car ils ont toute la ville de Saint-Denis, dix lieues de rivière de Seine avec toutes les Isles, atterrissements et bordages, la haute justice de Saint-Denis, Pierrefitte, Saint-Léger, la Courneuve, Aubervilliers, Noisy-le-Sec, le Pré-Saint-Gervais, La Villette Saint-Denis, partie de Pantin et Belleville, Saint-Ouen, Asnières, Gennevilliers, Villeneuve-la-Garenne, Neuilly, le Roulle et Villiers et les appellations de tous les juges des moyennes et basses justices de ces lieux. Ils sont encore juges d'appel de la chastellenie de Trappes de laquelle dépendent plusieurs villages; item d'Uilly-Saint-Georges, Cirès-les-Melo, Mours et leurs dépendances qui

1. Il y a également une justice laïque.

2. Le fief de La Bretonnière y avait aussi la justice.

3. Cf. Sellier, « Les seigneurs de Clignancourt », *Bull. soc. hist., Paris*, 1891, pp. 108 et 121. En 1669, le fief est retiré moyennant 11.500 livres; l'acte fait mention de la commodité qui en résultera « les territoires se trouvent tellement enchevêtrés que les hautes justices s'empêchent l'une l'autre. »

sont considérables. le Sieur Bailly est encore juge des chastellenies de Tremblay et Villepinte¹ ». Ainsi le bailli de l'abbé de Saint-Denis directement ou par appel rend la justice de Neuilly à Belleville, en passant par Le Roulle, les Porcherons, La Chapelle Saint-Denis.

16. L'est de Paris est la terre des morcellements. Les seigneuries s'y enchevêtrent d'une façon inextricable. On pourrait compter dans cette région appartenant aussi bien à des laïcs qu'à des établissements ecclésiastiques une quinzaine de justices différentes. Seuls peut-être au confluent de la Seine et de la Marne, les Malon avaient constitué une seigneurie de quelque importance². Ces Malon étaient une famille de parlementaires. La plupart des seigneuries laïques de la banlieue furent en effet entre les mains de membres du Parlement, de conseillers ou de secrétaires du Roi.

17. Nous n'avons parlé que des fiefs possédant le droit de haute, moyenne ou basse justice, mais il y en avait une infinité d'autres de plus ou moins grande étendue. A beaucoup d'entre eux, on reconnaissait encore au xvi^e siècle le droit de justice foncière. Cette extrême division était due en grande partie à l'application du principe de la patrimonialité du fief. On rencontre ce morcellement dans la plus grande partie de la Prévôté partout où la terre n'était pas possédée, par une riche abbaye; et, excepté Saint-Denis, maîtresse de toute la boucle de la Seine au nord de Paris et des terres au nord-ouest de Dampierre il n'y en a pas d'importante hors Paris.

Si les domaines de l'évêque et ceux du Chapitre sont considérables, si ceux de Saint-Germain comportent 3.364 arpents directement exploités et 2.673 accensés pour la somme de 2.417 livres tournois³, les abbayes rurales sont depuis longtemps déjà en décadence. Les fiefs nombreux

1. A. N. L. 867, n° 8. Cf. la liste un peu différente de 1580 dans Bourdot de Richebourg, *loc. cit.*

2. Cf. *supra*, p. 5 et également sur Conflans : Hartmann, Conflans près Paris, *Mém. soc. hist., Paris*, t. XXXV (1908), pp. 1-188; — particulièrement pour le château qui en 1673 devint propriété de l'archevêque Harlay.

3. Y. Bézard, p. 57 et s.

sont très divers par leur étendue mais en majorité ce sont de petits fiefs. Dans l'archidiaconé de Josas, il n'y a comme fiefs importants au début du xvi^e siècle que ceux de Chevreuse, de Marcoussis, et les domaines de la famille de l'amiral de Granville. Les changements de propriétaire et les divisions héréditaires sont très fréquents. A part quelques nouveaux venus, favoris ou favorites, la majorité des fiefs laïques est aux mains du monde de la robe¹. Les nombreux fiefs du domaine royal sont le plus souvent engagés, ou bien leurs revenus sont distribués à titre de pension².

Quelques exemples permettent de se rendre compte de ce morcellement féodal. A l'intérieur d'un fief de quelque importance, on rencontre fréquemment d'autres fiefs plus petits. Le fief de Vemars, à l'abbaye de Sainte-Geneviève englobait quatre fiefs appartenant à des seigneurs laïcs. La seigneurie de Bures comprend cinq fiefs de quelque importance, dont aucun n'a droit de justice : elle appartient au seigneur de Bures qui est en contestation pour la haute justice avec celui de Gometz³.

Certaines seigneuries sont réduites à un territoire de très faible étendue. Ainsi la terre et seigneurie de Charenton ne comprend qu'une trentaine de pièces de terre qui sont pour la plupart de 2, 3 ou 4 arpents. Sur ces terres, le seigneur à la justice, haute, moyenne et basse d'après l'aveu et dénombrement présenté par René Gaillard, seigneur du lieu le 16 mars 1673⁴.

18. Les mouvances féodales ne sont pas seulement enchevêtrées, elles sont encore extrêmement instables, par suite de la fréquence des aliénations et des partages, des regroupements des seigneuries aussi. Ces changements se

1. Y. Bézard, p. 64.

2. Cf. Diane de Poitiers et Anne de Pisseleu, duchesse d'Etampes. Cf. Y. Bézard, p. 55.

3. Cf. Fagniez, « Recherches sur la commune de Vemars en France », *Mém. soc. hist.*, Paris, t. II (1875), pp. 267-309; Lair, « La seigneurie de Bures » *ibid.*, pp. 186-266.

4. A. N. Y. 17, fol. 71, l'étude de l'état de la noblesse dans le procès-verbal de la réformation de la coutume en 1580 conduirait aux mêmes conclusions. Cet enchevêtrement des justices se rencontre d'une manière encore plus accentuée peut-être en Bretagne, cf. Giffard, pp. 34-70.

traduisent souvent par des modifications dans le ressort des justices. Ainsi la justice de Chaville était anciennement dans le ressort de la prévôté de Châteaufort ; au xv^e siècle, elle est par faveur royale exemptée, et relève nûment du Parlement. Cette situation dura plus de deux siècles. Mais lorsque la terre de Chaville est donnée en 1651 à M. le Tellier, la justice relevait du Châtelet ; mieux informé il obtint du Roi des lettres patentes de juin 1662, portant rétablissement de la mouvance du fief de l'Hôtel-Dieu, relevant du Roi à cause de la grosse tour du Louvre¹.

Le fief de Meudon appartenait au xiii^e siècle à l'abbaye de Saint-Germain ; elle le démembra par aliénations, et constitua plusieurs arrières-fiefs au profit de laïcs. Ce fief était de la mouvance de Marly. En 1570, Saint-Germain abandonna ses droits de haute, moyenne et basse justice, cens, rentes, etc., aux Guises. Charles de Lorraine était seigneur depuis 1552. Or les appellations relevaient autrefois du Châtelet ; à partir de ce moment elles furent portées au bailliage de Chevreuse qui ressortissait lui-même au Châtelet². Mais, lors de l'érection de la terre en Duché Pairie, en 1612 pour Claude de Lorraine, les appels furent portés directement au Parlement. En 1654, le fief passa à Servien, surintendant des finances, puis à la famille royale³.

Mais ces modifications au ressort ne peuvent se faire sans la permission du Roi, bien souvent le but cherché est d'assurer une meilleure administration de la justice. Nous aurons à revenir sur ce point.

19. Jusqu'au milieu du xvii^e siècle, le plat pays comme la ville fut occupé à se relever lentement et péniblement des dommages accumulés par les guerres de religion après les désastres et les ruines des xiv^e et xv^e siècles.

Les tailles et les corvées insupportables aux assujettis

1. Vicomte de Grouchy, Meudon, Bellevue et Chaville, *Mém. soc. hist. Paris*, t. XX (1893), pp. 91-206, cf. p. 159.

2. Cf. Bourdot de Richebourg, t. III, p. 72, le procès-verbal de la réformation de la Coutume ; le duc de Guise et de Chevreuse proteste par son procureur que les appellations de son bailli de Chevreuse relèvent immédiatement de la cour de Parlement.

3. Vicomte de Grouchy, *op. cit.*, p. 95 et p. 141.

étaient presque tombées partout en désuétude. Le système de l'abonnement a adouci la charge des bannalités. Les seigneurs conservent des droits de mesurages, la police sur la viande et le prix des denrées. Leurs droits, qu'ils aient leur source dans l'exploitation de la justice ou dans l'accensement des terres, sont le plus souvent affermés, d'ordinaire par des bourgeois qui ne se font pas faute de voler le seigneur quand il est absent ; le Chapitre Notre-Dame eut l'occasion des'en plaindre. En tenant compte des bois et terres incultes, les seigneurs accensent près des deux tiers de leurs biens. Ces tenures sont de peu d'étendue et un paysan tient d'ordinaire des cens de plusieurs seigneurs du même village ; les vignes encore nombreuses jusqu'à la Révolution sont très morcelées. En somme, la prédominance de la petite propriété est évidente.

A la fin du xvi^e siècle, le prix des terres a augmenté. Mais le taux du cens est en général modéré. On le paie tantôt en argent, tantôt en nature¹.

Et pourtant, l'ordre ne régnait pas dans les campagnes au début du xvii^e siècle. On n'est pas bien loin du temps où le Parlement « mande le prévost des maréchaux pour lui remontrer les pilleries et voleries des gendarmes avec leurs valets, goujats et grand nombre de vagabonds, et qu'il était de son devoir d'en purger le pays² ».

En 1625, Jean de Chaulme, seigneur de Bures, demande de pouvoir établir et instituer un sergent qui puisse maintenir l'ordre à Bures « où l'impunité rend le peuple plus méchant, impie et moins craignant Dieu, car ils boivent le plus souvent et jouent durant la messe, et ne se soucient de personne et sont fort insolents et grands larrons de jour et de nuit et disent qu'ils ne s'en soucient pas qu'il n'y a pas de justice audit Bures³ ».

En 1645, les habitants de Villeneuve-Saint-Georges sont pillés par une troupe de cavaliers⁴.

1. Cf. Y. Bézard, *passim* et particulièrement chap. 3, et p. 124.

2. Félibien, *Hist. de Paris*, t. IV, p. 709, et Y. Bézard, p. 261.

3. Cf. Lair, « La seigneurie de Bures », *Mém. soc. hist., Paris*, t. II (1875) p. 215.

4. A. N. Z² 3640.

Quelques années plus tard, la Fronde devait mettre à mal le pays avant la période de paix et d'ordre qu'inaugure le règne de Louis XIV.

20. L'action personnelle du prince a eu des effets durables sur l'organisation de la féodalité au sud de Paris.

L'établissement du Roi à Versailles a exercé une très large influence sur l'histoire foncière de la Prévôté de Paris. Ce fait capital amena la formation d'une noblesse nouvelle fort riche et toujours à même d'obtenir facilement les faveurs du pouvoir. Il y eut un regroupement des fiefs et des justices. Sans doute, déjà auparavant, l'installation des Condé à Enghien et Montmorency, des Guise à Chevreuse n'avait pas été sans amener des modifications des mouvances. Mais maintenant, c'est le Roi, ce sont les favorites, les princes du sang, les bâtards, les ministres qui vont s'établir dans les châtellenies proches de Versailles : Saint-Cloud, Sceaux, Chevreuse.

De là est né un mouvement de concentration des terres qui demanderait à être examiné de plus près. Il eut pour conséquence une régression de la petite propriété. En 1789, les cahiers des Etats généraux se plaignirent de cet état de choses ; ils demandent la limitation des grandes fermes et la protection du faire valoir direct¹.

21. Le développement de la capitale au cours des xvii^e et xviii^e siècles ne devait pas avoir moins d'influence sur la campagne qui l'entourait. Les besoins de l'alimentation modifient la nature des cultures. A Sceaux s'organise un très important marché de bestiaux. Les contacts constants entre les habitants des villages et ceux de la ville, nés des nécessités du commerce, arrachent le paysan à la monotonie ordinaire de la vie rurale. L'activité des échanges entraîne en même temps qu'un perfectionnement des cultures un appât pour le gain qui peut être dangereux pour la moralité publique. Paris attire le meilleur et le pire.

D'un autre côté, les Parisiens vont fréquemment à la campagne : beaucoup ont des maisons dans les environs. Le dimanche on se répand en fête dans les cabarets des

1. Chassin, *Elections*, t. IV, p. 175.

villages, et les promeneurs à travers les jardins et les vignes se laissent facilement tenter par les fruits et les raisins.

En un mot, la proximité de la capitale pose, au XVIII^e siècle surtout, avec une acuité particulière certains problèmes de police.

La ville s'est en effet profondément transformée. Les règnes de Louis XIII et de Louis XIV sont l'époque des grands aménagements urbains. Les monuments ecclésiastiques et laïques, les places publiques, les hôtels de la noblesse de robe et d'épée se sont multipliés, les rues ont été élargies, le commerce s'est développé, la population s'est accrue. Paris qui comptait à peu près 250.000 habitants en 1575 en a environ 600.000 en 1789. Malgré les interdictions souvent répétées d'élever des maisons hors des limites de la ville¹, les constructions nouvelles ont débordé hors de l'enceinte qui, bien que déplacée en 1630, 1676, 1728, 1765 ne peut plus contenir la cité. Les anciennes fortifications ont fait place à des boulevards plantés d'arbres et au XVIII^e siècle, il faut démolir la porte de la Conférence, la porte Saint-Honoré, la porte Saint-Antoine. En 1785, le mur des fermiers généraux englobe Picpus, Ménilmontant, une partie de la Villette, Montmartre, la Petite Pologne, Chaillot. Ces extensions de la capitale devaient amener des transformations dans ses institutions.

§ 2. *Le cadre juridique.*

Les justices seigneuriales qui font l'objet de la présente étude ont toutes vécu dans l'atmosphère du droit parisien. Elles ont appliqué la coutume réformée en 1580. Ce n'est pas le lieu de retracer ici les caractères généraux de cette coutume, mais il faut dire quelques mots de deux principes reçus en droit parisien.

22. I. *Le principe de la patrimonialité des fiefs.* Peu de coutumes peut être ont dégagé aussi nettement ce principe que la coutume de Paris. Dès le XIII^e siècle, l'hérédité et

1. Cf. par exemple Déclaration du 18 juillet 1724, *Code Louis XV* t. I, pp. 173-181.

l'aliénabilité sont largement admises. Dans la succession féodale, à part la règle de l'indivisibilité des baronnies et autres fiefs de dignité, la coutume ne se préoccupe pas de maintenir l'intégrité des fiefs. Les héritiers peuvent les partager à leur convenance. En ligne directe, le privilège reconnu à l'aîné est très modéré, en ligne collatérale le partage égal est la règle¹. Les aliénations entre vifs ne rencontrent d'autre obstacle que le paiement des droits de mutation; encore la doctrine du xvi^e siècle, et à sa tête Dumoulin, leur est-elle hostile. Elle les considère comme contraires au principe de la patrimonialité des fiefs². La théorie du jeu de fief permet d'échapper en pratique à l'interdiction des démembrements. Le vassal peut en toute liberté disposer de son fief et en tirer le maximum de crédit³.

Ces principes sont à la source de l'extrême morcellement de la féodalité dans la région parisienne. Lorsqu'elle était accompagnée de division de la justice, la division du fief emportait une multiplication des justices, et par ce procédé un bon nombre se trouvèrent cantonnées dans des limites territoriales si étroites qu'il leur était pratiquement impossible de subsister.

Pourtant, nos anciens auteurs soulignent qu'il n'y a pas de rapport nécessaire entre le fief et la justice.

23. II. *Fief et justice n'ont rien de commun*⁴. Parmi les nombreux fiefs de la Prévôté et Vicomté, beaucoup n'ont pas le droit de justice. Si dans l'affirmative, les limites du fief coïncident très souvent avec celles de la justice, il n'y a pourtant aucun lien nécessaire entre les unes et les autres. Quelquefois, la justice et le fief relèvent d'un seigneur différent.

Ces solutions sont indiquées par Bacquet⁵, qui déduit du

1. Olivier-Martin, t. I, p. 344.

2. *Id.*, p. 322.

3. *Id.*, p. 340 et s.

4. Cette maxime n'était pas reçue dans tout le royaume. Certaines régions pratiquaient la maxime « Fief et justice sont tout un ». Il en était ainsi en Bretagne, où l'union de la justice et du fief a été étudiée avec beaucoup de précision par M. Giffard, pp. 18-33, et d'une manière qui dépasse les limites de la province, ce qui nous dispense d'insister sur ce sujet.

5. *Op. cit.*, chap. IV, n° 4.

principe, que le seigneur qui prétend avoir droit de justice doit en faire la preuve (le Roi étant fondé de droit commun en toute justice), et qu'une justice controversée doit être exercée sous la main du Roi. La concession ou l'aliénation d'un fief n'emporte pas par elle-même concession du droit de justice. Il faut envisager l'intention des parties¹. Pour Loyseau, toutefois, nous ne sommes en présence d'une véritable seigneurie que lorsque le fief est uni à la justice².

En matière de saisie féodale réglée par l'article 345 de la N. C., le droit de justice n'était compris dans la saisie que s'il y était spécialement déclaré³.

Brodeau expliquant le principe indique que : « un seigneur féodal ne peut prétendre la justice dans son fief sans concession particulière du Roi. La concession du seigneur dominant, fût-il même Duc et Pair de France, la possession immémoriale ne peuvent y suppléer⁴ ».

Ferrière accepte le principe de la séparation du fief et de la justice⁵. A la fin du XVIII^e siècle, on rencontre encore dans le *Code des seigneurs* de Henriquez, les solutions de Bacquet. Cet auteur rattache également à la maxime l'impossibilité pour les seigneurs de démembrer leurs justices, il n'y a que, le Roi qui puisse faire pareil démembrement⁶.

24. Cependant, à la règle fief et justice n'ont rien de commun, est-ce qu'il ne convient pas de faire une exception : la justice foncière ? Unie à la qualité de seigneur féodal, elle permettrait à celui-ci de saisir le fief de sa propre autorité pour devoirs non faits, démembrement non baillé, de faire saisie-brandon de fruits pour non-paiement des arrérages des cens ; elle comprendrait l'ensemble des

1. Dans le même sens Dumoulin, *Comment. in consuet. parisien.*, tit. I des fiefs § 1, glose V, n° 44 ss.

2. *Seigneuries*, ch. IV, n° 17.

3. La raison de la différence, disent les commentateurs, est que le fief et la justice n'ont rien de commun et que l'un ne dépend pas de l'autre, et que « la justice peut appartenir à l'un et le fief à l'autre dans un même territoire et la justice peut être sans le territoire et le territoire sans la justice ». Ferrière, *Coutume*, art. 345, n° 6.

4. T. I, p. 27.

5. *Corps et compilations*, t. I, p. 54. n° 35.

6. P. 2 et p. 305.

mesures d'exécution nécessaires pour obtenir le paiement des droits féodaux.

Dumoulin voit encore dans la saisie féodale et dans la saisie censuelle des actes de puissance privée sur une chose dont le domaine direct a été retenu par le seigneur. Toutefois, il recommande de se munir de lettres de conforte main. Bacquet reprend ces solutions, mais se refuse à voir dans ce droit accordé au seigneur une quatrième sorte de justice qui n'est pas prévue dans les articles refusés en 1580. Ces articles disent expressément : « En la Prévosté et Vicomté de Paris, y a trois sortes de justices : haulte, moienne, et basse. »

La justice foncière est envisagée alors comme une partie de la basse justice, mais la compétence du juge n'est pas ici limitée par le taux des affaires; alors que le bas justicier connaît des causes de soixante sols, le juge foncier connaît des causes relatives à la tenure.

Loyseau voit dans cette justice foncière, « qui n'est autre chose que les voies d'exécution domaniale », un élément de la basse justice. Un peu plus tard, Brodeau rejette l'opinion de Dumoulin, il pense qu'en matière de saisie censuelle le seigneur ne peut faire saisir de son autorité privée. La justice foncière ne peut se détacher de la basse justice¹.

Le lieutenant civil, Le Camus, dans l'acte de notoriété de 1702 ne connaît que trois sortes de juridictions seigneuriales dans la Prévôté de Paris : « L'on n'y admet pas comme font plusieurs coutumes, une juridiction attachée au fief, pour appeler les censitaires devant le juge du fief, pour payer les droits et les cens, parce que l'on tient pour maxime que la justice et le fief n'ont rien de commun. » Jacquet, tout en critiquant cette argumentation, adopte la solution². Enfin, Hervé pense que la justice foncière n'est autre chose que la basse justice³.

1. Bacquet, *op. cit.*, chap. III; Loyseau, *Abus*, pp. 5 et 6; Brodeau, t. I, pp. 555, 556; et cf. également Olivier-Martin, t. I, pp. 315 et 408 et Esmein, *Cours élémentaire d'Histoire du droit français*, p. 405.

2. *Traité des droits de justice*, p. 348.

3. *Matières féodales et censuelles*, t. IV, p. 2 et s.

25. En réalité, au XVIII^e, et même au XVII^e siècle, basse justice et justice foncière sont confondues. La basse justice voire la moyenne justice se bornent aux mesures d'exécution nécessaires au paiement des droits féodaux. A Paris, sauf le prieuré de Notre-Dame-des-Champs, les seigneurs justiciers ont la haute justice. En banlieue, les moyennes et les basses justices sont assez rares.

Dans une instruction adressée à Seignelay en 1671 ; Colbert parlait « des justices particulières foncières de Paris¹ ». On peut penser à une inexactitude. Mais les arrêts du conseil qui après l'édit de février 1674, rétablirent plusieurs des justices seigneuriales de Paris, leur accordèrent « la basse justice foncière pour la perception des cens, rentes et droits seigneuriaux ».

La pratique en venait à ne plus connaître que deux sortes de justice : la haute justice emportant plénitude de juridiction et la basse justice foncière qui n'était que le droit de faire certaines mesures d'exécution. Ni l'une ni l'autre n'étaient attachées au fief.

1. Clément, *Lettres* t. VII², p. 50 et ici-même *infra*, II^e partie. chap. 2, § 3, p. 250, n^o 1.

CHAPITRE II

LES TEXTES.

26. Au moment de la réformation de la coutume de Paris en 1580, les députés rédigèrent plusieurs articles concernant les droits de justice ; ces articles furent proposés à l'assemblée des trois états, mais les commissaires royaux ne voulurent pas les faire insérer dans la nouvelle coutume. On préféra laisser les choses dans l'incertitude que de renouveler de vieilles disputes ; d'autre part, les gens du Roi craignaient par une rédaction trop précise de compromettre leurs prétentions en ce qui concerne les cas royaux, les droits d'aubaine et de bâtardise¹. Néanmoins, ces articles, que l'on appelle les articles secrets, sont reproduits par Bacquet, Brodeau, Bourdot de Richebourg, Ferrière, Hervé².

Il y a lieu, nous dit Bacquet, tant pour le jugement des procès que pour les conseils aux parties de suivre ces articles « qui ont été advisez et délibérez comme bons, justes et raisonnables ». Ils étaient connus de tous les praticiens.

C'est à eux qu'en 1702 se réfère le lieutenant civil J. Camus, lorsqu'on lui demande un acte de notoriété pour

1. Cf. Bacquet, *op. cit.*, chap. I, n° 4 et chap. II; et Loyseau, *Abus*, p. 1.

2. Bacquet, *op. cit.*, chap. II, Brodeau, t. II, p. 618 et s.; Bourdot de Richebourg, t. III, p. 86. Ils figurent également dans un manuscrit de Simon Marion, BN ms, fr. 5281, fol. 1-10 qui y ajoute : un article attribuant la compétence pour les délits au juge du domicile du délinquant, un article rappelant le privilège pour les bourgeois de Paris d'être jugés dans la ville et quelques articles sur les bâtards. Cf. Olivier-Martin, t. I, p. 114, n. 3 et *Les manuscrits de Simon Marion, et la coutume de Paris* pp. 99-104.

régler une contestation entre le sieur d'Harcourt et le Chapitre de la Sainte-Chapelle de Vincennes sur l'étendue de leurs droits dans la moyenne et basse justice de Gueldre et Teillenotte (près de Meaux). Il s'agissait de savoir si le droit de faire des tutelles, curatelles ou inventaires appartenait au bas et moyen justicier. Après avoir exposé en détail quels étaient les différents droits des hauts, moyens et bas justiciers, le lieutenant civil ajoute : « Les mémoires qui furent données lors de la réformation de la Coutume, étaient conformes à ce que nous avons remarqué, et quoique ceux qui ont travaillé à la réformation n'aient pas jugé à propos d'en faire un titre dans la Coutume de Paris, l'usage a toujours été de suivre ces décisions que nous arrêtons par acte de notoriété être l'usage qui s'observe dans la juridiction du Châtelet¹. »

27. Nous voudrions nous efforcer de dégager dans ce chapitre la compétence reconnue aux juges seigneuriaux d'après ces deux textes essentiels. Ils s'occupent également de l'organisation de la justice et déterminent ce que doit être l'appareil extérieur de la justice criminelle : les prisons, et pour le haut justicier les fourches patibulaires².

L'attribution des profits de justice est réglée avec détails par les articles de 1580. Il s'agit de droits de deshérence, d'épave et de confiscations¹. Les mêmes dispositions

1. Denisart, *Actes de notoriété*, pp. 228-240.

2. 1580, art. 2, « Pour l'exécution de sa justice doit le hault justicier avoir juges et officiers, geollier, prisons bonnes, seures et raisonnables, de hauteur et largeur compétantes et non infectes. Et doivent lesdictes prisons être basties à rez-de-chaussées sans user de ceps, grillons, grues, et autres instruments semblables ».

art. 3. « Les Comtes, Barons et Chastellains ont droit de pillory, eschelle et fourches patibulaires à quatre pilliers et aussi les haults justiciers, lesquels sont fondez en tiltre ou possession immémoriale ».

Acte de 1702. « La haute justice est composée d'un juge, d'un lieutenant, d'un procureur fiscal, d'un greffier, sergent; et doit avoir des prisons et peut faire dresser fourches patibulaires à deux pilliers ».

Quant au moyen justicier : 1580, art. 13 : « Pour l'exercice de laquelle justice, le moyen justicier, doit avoir siège notable, Juge, Procureur d'office, greffier, sergent, prisons au rez-de-chaussée, seures et bien fermées telles que dessus. »

Acte de 1702. « Il peut avoir juge, greffier, procureur d'office, sergents et prisons. »

3. 1580, art. 4. « Le hault justicier a droit de confiscation de biens meubles et héritages estans en sa justice : sinon pour crime de lèse Majesté divine

se retrouvent d'une manière plus sommaire dans l'acte de notoriété de 1702¹. La question des droits du seigneur haut justicier sur le trésor trouvé dans sa seigneurie est réglée, sinon dans les mêmes termes, du moins de façon identique en 1580 et en 1702².

28. La répartition de la compétence entre les trois catégories de justices reconnues par la coutume de Paris demande un examen plus attentif pour lequel il y a lieu de distinguer les matières criminelles et les matières civiles.

I. Au haut justicier est reconnue la plénitude de la justice criminelle sous la seule restriction des cas royaux. Cette plénitude de juridiction est caractérisée par le pouvoir de prononcer la peine de mort.

1580. Article premier : « Le hault justicier congnaist de tous crimes et cas pour lesquels y a peine de mort, mutilation de membres, et aultres peines corporelles, comme fustiger, mettre au posteau ou carquan : condamner à amendes honorables. Aussi peult faire cris et proclamations publiques : bannir de sa terre et jurisdiction, et marquer. Ne peult toutefois ledict hault justicier

et humaine, et fausse monnaie. Esquels cas les biens confisquez appartiennent au Roy seul.

art. 5. « Qui confisque le corps, il confisque les biens ».

Deshérence et Epave, art. 7 « aussi appartiennent au haut justicier les Desherances et biens vaceans estans en sa justice, et Espaves trouvées en icelle. »

Les articles 8 et 9 règlent la façon dont doivent être déclarées les épaves (dans les 24 heures par celui qui les a trouvées) le délai de quarante jours donné au propriétaire pour les réclamer et la publicité organisée.

1. « Les deshérérences appartiennent au seigneur haut justicier, les espaves, les confiscations de meubles et immeubles estant dans l'estendue de la haute justice, fors dans les cas de lèze majesté divine et humaine, entre lesquelles est la fausse monnaie; pour raison desquelles deshérérences, épaves, amendes et confiscations, le Procureur fiscal se pourvoit par devant le juge de la haute justice ».

2. 1580, art. 10. « Trésor caché d'ancienneté et de temps immémorial sera distribué à scavoir : à celui qui le trouvera en l'héritage sien la moitié, au seigneur haut justicier, l'autre moitié. Et celui qui le trouvera en l'héritage d'autrui, en aura un tiers, le propriétaire un tiers, et le seigneur haut justicier l'autre tiers ».

Acte de notoriété : « S'il se trouve un trésor caché de mémoire d'homme le propriétaire du lieu qui le trouve en doit avoir la moitié, le haut justicier l'autre suivant l'ancien usage, et si un étranger (c'est-à-dire autre que le propriétaire) le trouvait, il devrait se partager par tiers, scavoir un tiers à celui qui le trouve, un tiers au propriétaire, et le troisième tiers au seigneur justicier, et de ce fait le juge du haut justicier en connaît à l'exclusion du moyen et bas justicier ».

congnaistre des cas royaux : comme de crime de lèze Majesté divine et humaine, faulse monnaie, portz d'armes, assemblées illicites et assassinatz. »

Acte de notoriété de 1702 (premier alinéa) : « Le hault justicier *habet ius gladii* : il congnaist de toutes matières civiles et criminelles et peut suivant l'exigence des cas prononcer telle condamnation de mort ou de bannissement qu'il juge raisonnable, observant les formes dans ses jugemens prescrites par les ordonnances : il est néanmoins exclu de congnaistre des cas royaux qu'il doit renvoyer au juge royal. »

On remarque qu'en 1702, il est question de l'obligation d'observer les formes des ordonnances, c'est une allusion à l'obligation de renvoyer toutes les sentences criminelles en appel par devant le Parlement.

29. Le moyen justicier peut congnaistre des délits qui ne sont punis que d'une amende de soixante sols, c'est dire qu'il s'agit de délits de bien faible importance.

1580. Article 12. « Le moyen justicier congnaist en première instance... des délits esquelz l'amende n'excède envers justice soixante solz parisis. Et si le crime commis en la terre du moyen justicier méritait plus grieve peine : il le doit faire scavoir au hault justicier, pour en congnaistre et juger. »

Acte de notoriété de 1702 : « il congnaistra de tous les délits qui se commettent dans l'estendue de son territoire quand la condamnation ne doit être que d'une amende de soixante sols et au-dessous,.. et si l'amende excédait soixante sols, il doit renvoyer la cause au hault justicier ».

Toutefois, en toute hypothèse, on reconnaît au moyen justicier le droit de faire les premières recherches et même de procéder à l'instruction jusqu'à sentence définitive.

1580. Article 14. « Peult toutefois ledict moien justicier prendre ou faire prendre tous délinquans qu'il trouve en sa terre, les emprisonner, informer, tenir le prisonnier par l'espace de vingt quatre heures seulement : pendant lequel temps il peult instruire le procès iusques à sentence diffinitive exclusivement. Et à l'instant des vingt quatre

heures passées, si le crime mérite plus grievé punition que de soixante sols parisis envers justice, est tenu faire conduire le prisonnier au hault justicier, et y faire porter le procès pour y estre pourveu. » L'article 15 indique qu'en cas de condamnation, le moyen justicier prendra sur l'amende 60 sols et les frais dépensés. On comprend que dans ces conditions les moyens justiciers aient négligé leurs attributions criminelles. On peut en dire autant des bas justiciers qui peuvent arrêter les délinquants à la charge de les faire conduire au haut justicier et de prononcer une amende fixée à six sols en 1580, à dix sols en 1702.

1580. Article 18. « Le bas justicier peult congnaistre des délictz dont l'amende est de six sols parisis et au-dessous. Et si le délict requiert plus grande amende, en doibt advertir le hault justicier, et prendra le bas justicier sur l'amende adjudgée iusque à six solz parisis ».

Article 19. « Le bas justicier peult prendre en sa terre tous délinquans et pour cest effect avoir maire, sergens et prisons, à la charge toutefois de faire incontinent mener le prisonnier au hault justicier supérieur. »

Acte de notoriété. « Le juge du bas justicier peut congnaistre des délits dont la condamnation d'amende est de dix sols et au-dessous ; le bas justicier peut informer et arrêter les délinquants et les renvoyer avec l'information au haut justicier sans pouvoir décréter. »

30 II. Du point de vue de la compétence civile, il n'y a pas lieu de faire de différence entre la haute et la moyenne justice. Les articles de 1580 se contentent de reconnaître au moyen justicier la compétence la plus large et ne parlent pas du haut justicier : article 12 : « Le moyen justicier congnaist en première instance, de toutes actions civiles, personnelles et mixtes. »

Et l'acte de notoriété de 1702 porte : « Le haut justicier congnaist de toutes matières, civiles et criminelles », et plus loin : « à l'égard du Seigneur qui a le droit d'une moyenne justice, son juge pourra congnaistre de toutes les actions civiles, personnelles, réelles et mixtes ».

Le soin de la nomination des tuteurs et de la protection

des intérêts des mineurs est confié au juge moyen justicier : 1580. Article 16. « Celuy qui a moyenne justice, peut créer et bailler tuteurs et curateurs et pour cest effect faire apposer scellés, faire inventaire des biens des mineurs auxquels il aura faict pourveoir de tuteur et non autrement. »

Acte de notoriété de 1702. « le moyen justicier a le droit de faire les tutelles, curatelles, inventaires et apposer les scellés ».

31. La compétence civile du bas justicier est au contraire, en fait sinon en droit, réduite à bien peu de choses. Il a connaissance des actions personnelles à condition que le principal de la demande ne dépasse pas 60 sols.

1580. Article 18. « Le bas justicier peult congnaistre de toutes matières personnelles entre ses subiectz iusques à soixante sols parisis ». La même disposition se retrouve dans l'acte de notoriété de 1702, à une époque où certainement elle n'avait pas l'occasion de s'appliquer.

32. Le juge du moyen justicier doit s'occuper de l'élection des messieurs, il fixe leurs salaires¹. C'est à lui qu'il appartient de faire les opérations de bornage.

1580. Article 17 : « Peult le moien justicier faire mesurer, arpenter, borner entre ses subiectz, et non les chemins et voieries publiques. »

Et en 1702 : « il a le droit de faire arpenter et mesurer les héritages et planter les bornes par les sentences qu'il rendra ; mais il n'a aucun droit sur la voierie des grands chemins publics lequel appartient au haut justicier, aussi bien que l'étalonnage des mesures de grain et de pain ». En l'absence de contestation le bas justicier est également compétent pour les questions de bornage².

La voirie est considérée comme un droit distinct de

1. En 1580, art. eslire Messiersés saisons, ausquels il fera taux raisonnable.

2. 1580, art. 20 : « Peul aussi le bas justicier, mesurer et mettre bornes entre privez ses subiectz de leur consentement ».

Acte de notoriété : « le bas justicier peut aussi ordonner et faire planter les bornes sur les héritages de son territoire, pourvu que ce soit du consentement des parties. »

la haute justice : à défaut de titre ou de possession immémoriale elle appartient au Roi.

1580. Article 11. « Le Roy est seul Seigneur voyer s'il n'y a tiltre au contraire ou possession immémoriale. Et où il y a tiltre, le Roy est toujours en concurrence pour juger quand il a prévenu. »

Cependant en 1702, le haut justicier est présumé posséder la voirie pour les chemins non royaux. « Le juge de la haute justice connaît de la voirie dans l'estendue de sa haute justice par les chemins publics, mais non pas des grands chemins royaux dont la connaissance appartient aux grands voyers royaux, privativement à tous autres, même la concurrence pour des chemins non royaux avec les hauts justiciers, en cas de négligence des hauts justiciers. »

33. Le droit parisien en 1580 comme en 1702 ne connaît pas une quatrième sorte de justice: la justice foncière pour le paiement des redevances seigneuriales.

Toutefois, ces matières tiennent une place particulière dans les causes civiles. En effet, le juge du bas justicier peut en connaître alors même que le montant de la somme réclamée dépasserait soixante sols. La règle est posée pour le moyen et bas justicier ; en 1580, article 17 : « Peut le moyen justicier... condamner ses sujets en amende par faute de cens non payé es justices où l'amende est due. » Article 20 : « Peut aussi le bas justicier... connaître de sa censive et condamner ses sujets en amende par faute de cens non payé.

En 1702 : « Le Seigneur qui a moyenne justice, ou son procureur, peut faire appeler les censitaires devant son juge pour être condamnés à payer les cens, et peut prononcer l'amende contre les redevables telle que la coutume des lieux l'a ordonnée. »

.

« Le seigneur censier qui a basse justice peut assigner par devant son juge, pour le payement des cens et condamner les refusans en l'amende lorsque la coutume l'a ordonné. »

Ces textes ne prévoient que les cens mais il y a lieu d'étendre ces règles aux autres profits seigneuriaux, particulièrement aux lods et ventes qui étaient les plus importants. En ce sens, il serait assez exact de dire que s'il n'y a pas de justice foncière, il y a du moins un juge foncier : le bas justicier.

CHAPITRE III

CONCESSION ET USURPATION.

La patrimonialité des Justices seigneuriales.

§ 1. *Les principes.*

34. Traditionnellement, l'exercice de la justice par les seigneurs est considéré comme le résultat d'une concession royale. « Toute laie juridiction du royaume est tenue du Roi en fief ou en arrière fief » dit Beaumanoir. Au ^{xvi}^e siècle, Choppin¹ puis Bacquet² restent fidèles à cette idée, mais ils distinguent le fief et la justice. Pour Choppin, fief et justice n'ont rien de commun, fief et justice foncière sont tout un³. Toutefois, déjà chez Bacquet, l'exercice de la justice par des seigneurs particuliers est considérée comme quelque chose d'exorbitant du droit commun. Et la maxime fief et justice n'ont rien de commun, qu'il adopte apparaît comme un moyen d'écarter la prétention des

1. « Toutes les juridictions de la France relèvent du Roy et les peut tenir en sa main, les exercer et en jouir comme féodales, estans régis et administrées par les seigneurs inférieurs à titre de fief, et par la concession et permission du Roy. » *De Domaniô*, liv. III, tit. XX, n° 2, p. 516.

2. *Op cit.*, chap. III, nos 1-3.

3. Choppin est amené à se demander si toute concession du Domaine par le Roi emporte concession de la justice. En principe, il répond par la négative, car « le droit purement domanial est annexé inséparablement à la couronne, n'est jamais tacitement transféré s'il est tel que le Roy n'eût semblé le vouloir spécialement transporter et aliéner. Code VIII, 16, 1. Toutefois les droits fonciers et réels plutôt attachés et inhérents à la terre et héritage qu'à la Couronne, comme les autres purement royaux, passent plus aisément en la personne de celui qui est substitué et subrogé à la place du Roy. Telle est la justice du lieu patrimoniale et foncière qui suit le fond auquel elle est attribuée. » Liv. III, tit. XX, p. 514.

seigneurs de fief qui réclament un droit de justice sans rapporter le titre¹.

35. Des théories assez différentes apparaissent dans l'œuvre de Loyseau. Pour cet auteur la justice est chose royale et si elle est exercée par les seigneurs ce ne peut être qu'en vertu d'une usurpation ou d'une concession irrégulière². Il établit un lien entre l'usurpation ou la concession irrégulière de la justice, et l'analyse des différents éléments qui la composent. On doit distinguer en effet³ :

le Ressort, droit de connaître des causes d'appel et de régler le fonctionnement des justices subordonnées ;

l'*imperium* ou pouvoir de Commandement, droit de donner des ordres aux sujets du Roi et de les faire exécuter, (le *ius gladii* n'en est qu'une portion) droit de commandement qui emporte un pouvoir sur la vie et sur les biens des sujets ;

la Juridiction ou droit de régler les différends des particuliers ;

les Profits et l'honneur que l'on retire de l'exercice de la justice.

Le ressort n'appartient qu'au Roi, mais il faut selon Loyseau en dire autant du commandement qui est également incommunicable aux sujets⁴. Il n'en est pas de même

1. En Bretagne, où la justice est unie au fief, on considère aussi que les justices ont leur origine dans la concession royale. Cette doctrine est mise en pleine lumière par M. Giffard, pp. 3-18. Il montre qu'elle est en rapport étroit avec la preuve du droit de justice, p. 14, et comment ce problème se rattache à la nature juridique même des justices seigneuriales. Nous renvoyons pour plus de détails aux développements qu'il lui consacre.

2. *Abus...*, p. 1 « La justice n'appartient qu'au Roy en propriété qui la tient au fief de Dieu, et n'est point communicable aux sujets, principalement aux personnes privées ». Néanmoins au mépris de ces principes, les ducs et les comtes carolingiens annexèrent leurs fonctions à leurs domaines, et firent rendre la justice par leurs subordonnés qui à leur tour déléguèrent ces fonctions à des maires ou prévôts châtelains. Mais le plus grand nombre des justices de village ont été usurpées en invoquant sous des formes différentes le principe fief et justice sont tout un, d'autre part, pour exercer la justice sur leurs terres les ecclésiastiques ont soutenu que ce qui était donné à Dieu était ôté de la puissance des hommes (*Abus*, p. 3).

3. Cf. *Abus*, p. 7 et 8; *Offices*, liv. V, chap. I, n° 30. — Voir également Dumoulin, titre I, glose V, n° 48 ss, et au XVIII^e siècle, Jousse, *Justice civile*, t. I, p. 1.

4. *Abus*, p. 7 et 8 : « La propriété du commandement étant sacré et inviolable, elle ne peut être communiquée aux sujets non plus que la souveraineté »

pour le dernier élément¹. Pour ces droits de nature essentiellement patrimoniale, la concession du Roi est parfaitement concevable. Et à cet égard il est tenu de respecter les justices qu'il a lui-même concédées en fief.

Les idées de Loyseau se retrouvent avec plus de précision sous la plume de Le Bret († 1655). Selon cet auteur, l'exercice de la justice par les seigneurs est le résultat d'une usurpation « toutes ces justices féodales ont été usurpées sur l'autorité royale et elles ont emprunté leur force de la négligence des officiers du Roi ». Mais le long temps a effacé le caractère odieux de cette usurpation; du fait de cette longue usurpation, ce qui était autrefois office à vie est devenue Seigneurie patrimoniale, s'est en quelque sorte coulé dans la forme du fief, et du fief patrimonial, acquérant par là même droit au respect de l'autorité publique².

36. Cette idée de la patrimonialité des justices seigneuriales n'est pas nouvelle. Elle se rattache par ses origines à la patrimonialité des fiefs et est exprimée par Dumoulin³, par Choppin⁴, par Bacquet⁵. On en conclut que la justice

et *Traité des seigneuries*, chap. VI, n° 37, « il ne faut point subtiliser pour dire que c'est seulement la souveraineté et dernier ressort de la justice qui est propre au Roi puisque la loi civile dit expressément que « omne imperium, omnisque potestas ad eum translata est », c'est le texte célèbre d'Ulpien. D. 1, 4 *de constit. prin.*, 1, pr.

« Ce droit de ressort que l'on appelle souvent souveraineté comprend tout droit de connaître des causes d'appel et par conséquent tant d'avoir à soi un second degré de juridiction que d'en donner à ses vassaux. »

1. « Quant aux justes prerogatives et droits qui appartiennent aux gentilshommes en conséquence de leurs justices, comme la préséance, les honneurs de l'église, le droit de chasse, droit de moulin, droit de bannalité et autres semblables, le Roi les leur peut conserver même augmenter en supprimant leurs justices », *Abus*, p. 13.

2. Cf. *Souveraineté*, liv. IV, chap. III; *Œuvres*, p. 135.

3. *Commentaire sur la Coutume de Paris*, titre I des fiefs, § 1, glose V, n° 62.

4. Le roi a concédé la justice comme il a concédé le fief. Comme le fief, la justice est patrimoniale « juridictions en France sont patrimoniales et tenues au rang des biens et possessions des seigneurs », *op. cit.*, liv. II, tit. VIII, n° 1, p. 241.

Comme le fief, la justice est donc aliénable et héréditaire.

5. *Op. cit.*, chap. VIII, n° 8. « Les justices en France sont patrimoniales et réputées vrais héritages, c'est-à-dire aliénables et héréditaires. L'on ne peut par convention entre les parties priver les seigneurs de leur droit de juridiction, et ceux-ci étant tenu de payer les profits féodaux, le roi ne peut leur enlever leurs justiciables ».

est aliénable et héréditaire, c'est d'après Eusèbe de Laurière sur Loysel, le sens du brocard « justices sont patrimoniales en France¹.

Mais on ajouta qu'en vertu de ce principe le Roi ne pouvait pas entreprendre, directement ou par ses officiers, sur les justices des seigneurs et que ceux-ci pouvaient les exploiter librement. Cette nouvelle acception, qui n'exclut pas la précédente, est indiquée par Guy Coquille qui la critique². Elle est reçue au contraire par Loyseau³, par Le Bret, par Fleury⁴, par Ferrière⁵ alors que Denisart

1. *Institutes* Liv. II, titre II, règle 42 : « les justices sont patrimoniales, c'est-à-dire que les seigneurs ont le domaine et la propriété de leurs justices, d'où il résulte qu'elles peuvent être vendues et qu'elles sont héréditaires comme les autres biens. »

2. *Questions et réponses*, (Euvres), t. II, p. 131 de l'édition de 1703 : « Et de là certains praticiens ont inféré que les seigneurs doivent tirer en ligne et article de domaine les profits extraordinaires de justice, comme d'accenser les greffes, les géôles, empêcher que leurs sujets ne plaident en autre justice que la leur; qui est ce qu'on dit qu'ils peuvent vendre leurs sujets et sans leur réquisition demander le renvoi de la cause. Mais jecrois que le mot de justice patrimoniale s'entend ainsi que les seigneurs, à cause de leurs terres et patrimoines et héréditairement, ont droit de faire exercer justice et de prendre les parties casuelles et confiscations et amendes, et non pas de faire état certain en leur domaine et patrimoine des profits qui en viennent, ainsi se contentent de les prendre selon qu'ils sont adjugez. » Cf également *Institutes*, p. 9.

3. *Abus*, p. 5 : « Les seigneurs ont aujourd'hui la puissance de juger en telle assurance que le Roi confesse que cela leur est patrimonial », p. 8 : « De là est venu qu'il y a eu une assimilation entre la justice et le fief », on a considéré « que les justices étaient annexées aux fiefs et avec iceux sont passées aux héritiers, et finalement on a dit d'icelles comme des fiefs qu'elles étaient patrimoniales (ce qui toutefois a un autre sens en justice qu'en fief) »; et 2^e partie, p. 10 : « Le Roi est l'auteur et le garant des seigneurs, il est tenu de les maintenir », p. 17 : « Le Roi a concédé la justice à titre de fief, titre onéreux et obligatoire de part et d'autre, il s'est dépouillé de la Seigneurie utile et ne peut intervenir. » Pour Le Bret, cf. *infra*, p. 52, n. 3.

4. *Droit public*, t. I, p. 9 : les seigneurs ont quelque partie de la puissance publique, « De ce peu, ils sont propriétaires, leur droit est héréditaire et aliénable. Puissance publique en propriété est seigneurie, en exercice est office ou commission. » Les particuliers peuvent justement : « faire état des profits qui en viennent ». Ces profits le Roi doit les respecter, comme il respecte certains droits fiscaux et par conséquent de droit public « dans leur origine qui sont devenus communs aux particuliers depuis que les justices sont patrimoniales », t. II, p. 15. Pour Fleury, les justices ne sont pas le résultat d'une usurpation, mais des circonstances historiques.

5. Cl. de Ferrière, *Dictionnaire de Droit et de Pratique*, v^o Justice subalterne : « De ce que les justices sont patrimoniales en France, il s'ensuit que le Roi même n'en peut pas disposer au préjudice des Seigneurs.

Les justices étant patrimoniales en France, on a pris soin de les conserver aux seigneurs à qui elles appartiennent. L'article 1, titre VII de l'Ordonnance de 1667 défend à tous juges de retenir aucune cause, instance ou procès dont la connaissance ne leur appartient pas ».

voit dans la règle simplement l'expression de ce fait que les justices sont aliénables, prescriptibles et héréditaires¹.

C'est ce principe de la patrimonialité que les seigneurs invoquent devant le Parlement pour obtenir le respect de leurs droits, pour revendiquer leurs justiciables en cas de prévention, pour lutter contre toute entreprise et toute distraction de juridiction, pour conserver la haute justice et la police qui sont la source d'amendes et de confiscations².

37. Mais si la patrimonialité a assuré le respect et le maintien du droit de justice des seigneurs, on peut dire qu'elle le vida de son contenu.

Il est des éléments qui échappent à la patrimonialité, et en définitive elle ne s'appliquera plus qu'aux prérogatives honorifiques et pécuniaires attachées au droit de justice. C'est, disait Loyseau, parce que le Ressort et le Commandement sont indissolublement liés à la puissance royale, que leur exercice par les seigneurs ne peut être que le résultat d'une usurpation ou d'une concession irrégulière. Cette idée est reprise par Lebret, qui en conclut que le Roi a conservé la police des mesures³, par Fleury, qui propose qu'à la nomination de l'officier par le seigneur soit substitué sa présentation au siège royal supérieur⁴. Dans ces conditions l'officier ayant reçu du Roi la puissance de commandement

1. *Décisions nouvelles*, v^o justice, n^{os} 20 et 22.

2. Cf. *infra*, 1^{re} partie, titre I, chap. II, § 4 et titre III, chap. II *passim*; et pour la prévention, Riollot, pp. 173 et s.

3. *Souveraineté*, liv. III, chap. XV, *Œuvres*, p. 175. — « Le Roi malgré la concession faite aux seigneurs ne s'est pas privé de la justice mais il l'a retenu entière en ce qui est de la police générale, signamment des poids et mesures et jauges, parce que ce sont droits vraiment domaniaux, inaliénables et inséparables du Domaine de la Couronne, et qu'à lui seul appartient de régler ces choses. »

Le Roi peut donc légitimement régler ces questions par ses édits et établir sur les terres des hauts justiciers des officiers pour exercer la police des jauges et mesures, *Œuvres*, p. 548 : (XLV^e Actions). « Bien que les seigneurs hauts justiciers tiennent que leurs justices leur sont patrimoniales, et qu'ils n'en doivent que l'hommage au Roi : néanmoins il serait ridicule de dire qu'ils eussent en propriété cette puissance du glaive, vu qu'ils ne connaissent que des crimes communs et non pas des royaux et qu'il y a appel de leurs jugements, de sorte que leur connaissance est plutôt de juridiction que de commandement ». Aussi demande-t-on aux seigneurs pour qu'ils puissent exercer la justice « un titre particulier concession et permission du Roi », et n'y a aucun fief qui de sa nature attribue le droit de justice.

4. *Droit public*, t. I, p. 46. Comme aux bénéfices dont ils sont patrons.

et le pouvoir de juridiction, le seigneur se trouve réduit à des droits pécuniaires et honorifiques.

Au XVIII^e siècle, Lefebvre de la Planche¹, La Poix Fréminville², Boucher d'Argis³ indiquent très nettement que les justices seigneuriales en tant qu'organisme participant à l'administration de la justice sont sous la dépendance exclusive du Roi. Au moment de la Révolution, un cahier d'un magistrat du Châtelet réclame leur suppression, tout en s'efforçant de sauvegarder les intérêts des seigneurs et de les concilier avec l'existence d'un seul tribunal par arrondissement ; ils se seraient partagés le droit de présentation des magistrats (par alternance) et les profits de justice⁴. Ainsi les justices des seigneurs ne trouvèrent en

1. *Le traité du domaine*, de Lefebvre de La Planche est paru en 1764, mais l'auteur est mort en 1738. Cf., t. III, p. 202 :

« Le droit de justice dont les seigneurs sont en possession aujourd'hui étant, comme on ne peut en disconvenir une émanation de la puissance royale, conserve perpétuellement des marques de sa dépendance, en sorte que les seigneurs ne peuvent, ni changer la forme de cette justice dont ils jouissent, ni en réunir plusieurs en une seule, ni en former plusieurs n'en possédant qu'une, ni augmenter le nombre des officiers qui la composent »

Toute idée de concession est écartée par l'auteur, c'est par suite des circonstances historiques, « de la Révolution arrivée au début de la troisième race » que les seigneurs exercent la justice. Il réduit au minimum les droits des seigneurs, en ce qui concerne par exemple : le droit de destituer les officiers, t. III, p. 119 ; — les profits de justice : aubaine, t. II, p. 5 ; bâtarde, t. II, pp. 342 et 345 ; confiscation, t. II, p. 470 ; t. III, p. 65.

2. *Pratique des droits seigneuriaux*, 1754, t. IV, p. 619 : Haute justice : « Le seigneur n'en est point propriétaire incommutable ; il n'en a que l'usufruit qui ne consiste qu'en privilège qu'il a d'en user pour lui-même, sinon qu'il est libre au souverain d'ôter au seigneur cette justice et de la réunir à sa justice supérieure, ainsi que bon lui semble ; c'est ce qui a été fait pour nombre de seigneurs qui étaient dans l'enceinte de Paris, par édit du mois de février 1674, et ce qui arrive chaque fois que l'intérêt des peuples semble l'exiger, et pour lors, le seigneur ne peut ni réclamer ni se plaindre ».

3. *Code Rural*, éd. 1774, t. I, p. 53 : « Les justices seigneuriales sont à présent patrimoniales et héréditaires comme les seigneuries auxquelles elles sont attachées, mais elles ne peuvent être démembrées et multipliées sans la permission du Roi ».

4. *Cahier*, 1789, p. 12 : « Le droit éminent de faire rendre la justice ne saurait jamais être considéré comme une propriété imprescriptible et à l'abri des variations que les lumières de la raison peuvent nécessiter dans la forme de son administration. On a dit depuis longtemps que les justices étaient patrimoniales parce qu'elles étaient unies à une glèbe et qu'elles en étaient inséparables parce qu'elles sont héréditaires comme cette glèbe même, mais il n'en est pas moins vrai que toute justice émane du Roi qui est investi du droit de justice universelle ou plutôt qui en est chargé par le pacte social et qui n'a jamais pu aliéner à perpétuité un droit de souveraineté, un droit dont il n'était que le dépositaire et que la Nation et lui peuvent toujours modifier pour le plus grand bien de la société et de tous les membres qui la composent ».

réalité qu'une protection insuffisante dans le principe de la patrimonialité. Quelle fut vis-à-vis de cette doctrine l'attitude de la royauté?

§ 2. *De quelques applications par le pouvoir royal.*

38. Officiellement, les juridictions seigneuriales sont considérées comme résultant d'une concession royale dont on ne conteste pas la validité. Aussi bien, jusqu'à la fin de l'ancien régime, la royauté, malgré l'ordonnance de Moulins, a aliéné les justices comme les autres parties de son domaine. Ces aliénations ont lieu à charge de rachat; ce sont des engagements. Dans la justice engagiste, le seigneur ne possède en réalité que les profits pécuniaires de la justice et le droit de pourvoir aux charges moyennant finances, mais les officiers reçus au bailliage royal supérieur rendent la justice au nom du Roi¹.

Sous cette réserve on vend les justices comme les biens fonds au feu des chandelles², ce qui était bien la reconnaissance la plus complète de la patrimonialité de la justice. Des édits et déclarations furent rendus en ce sens en 1619, en 1637 pour le Dauphiné³, en 1652, en 1655 pour le

1. Choppin, *de Domanio*, III, XX, 14, p. 525; Bacquet, *op. cit.*, chap. XII, n° 10 et s.; Loyseau, *Abus*, p. 16; Le Bret, chap. III, n° 1, *Œuvres*, p. 94. Fleury, t. II, p. 29; Lefebvre de la Planche; Henriquez, *Code des seigneurs*, p. 307, etc., et Supplisson, *Les engagements du Domaine*, thèse Paris, 1906.

2. Exemples :

a) Le 29 septembre 1522, messire Pierre Le Gendre chevalier, conseiller du Roi, Trésorier de France, a acheté la haute, moyenne et basse justice que le Roy a au village d'Achères. Il devra l'exercer ou la faire exercer par des prévôts, sergents ou autres officiers, à charge d'appel devant le prévôt de Paris A. N. Y. 8, fol. 134. Cette aliénation dont le prix n'est pas indiqué est confirmée par des lettres patentes du 18 avril 1612 à la suite de troubles apportés dans l'exercice de cette justice qui appartient alors à Anthoine Marlet du Mousseau, A. N. Y. 14, fol. 114.

b) « Contrat fait par les députez de sa Majesté pour la vente de la haulte, moyenne et basse justice de Gometz faict à François Le Cousturier au château du Louvre le 23 mai 1661, moyennant la somme de 300 livres, à la charge, que les appellations en matière civile ressortiront au bailliage de Limours et en matière criminelle au Parlement », AN, X, 1^a, 8662.

3. Blanchard, *Compilation*, p. 1664.

Bourbonnais et la Marche¹, en 1667, en 1672², en 1693, en 1708³.

Le Roi donne quelquefois des justices pour récompense de services rendus. Le donataire est alors obligé d'indemniser les officiers royaux qui pouvaient avoir à subir un préjudice du fait de l'établissement d'un nouveau siège⁴.

Ces aliénations sont faites quelquefois pour assurer une meilleure administration de la justice. Les édits, ainsi celui de 1665 pour la Marche, invoquent l'avantage qu'il y a à rapprocher le juge du justiciable. C'est dire que l'on ne suit pas les propositions de Loyseau qui demandait la suppression des justices de villages⁵.

1. Néron, t. II, pp. 45 et 46.

2. *Gazette de France*, 1674, p. 168. En exécution le 10 août 1674 la moyenne et haute justice de Claye en France, est adjugée au marquis de Bruzac pour le prix de 4.600 livres, et 5 sols par an de redevance et hommage, A. N. Y. 17, fol. 96.

3. Néron, t. II, pp. 243-244.

4. Don de la haute, moyenne et basse justice au Plessis-au-Bois, Vanciennes et Villecomble, ressort du présidial de Crépy-en-Valois au sieur Paget, seigneur du lieu pour récompense de services rendus. Obligation d'indemniser les officiers qui peuvent y avoir intérêt (1661), A. N. X^{1a}, 8662, fol. 38; Consentement des officiers de Sezanne en Brie après avoir reçu leurs dédommagements du don de justice fait à M. le Maréchal de Faber (4 février 1661) A. N. X^{1a}, 8662, fol. 80. — Don fait en 1701 à Denis François Voisin, conseiller d'Etat, du droit de haute justice sur le territoire de Lardy, dépendant de la prévôté de Monthléry. Il sera plus commode aux habitants d'avoir un juge sur les lieux que d'aller à Monthléry distant de trois lieux. Le donataire devra indemniser les officiers de Monthléry, A. N. Y 17, fol. 273.

5. Loyseau qui, dans la seconde partie de son discours sur l'abus des justices de villages, défendra les juges gradués des villes « qui sont en partie des juges royaux » réclame dans la première la suppression des justices de village. Il dénonce en termes véhéments leurs abus : la multiplicité des degrés de juridiction rend les procès immortels; les juges sont incompetents, ignorants, ils ne prêtent pas serment au siège royal, quelquefois ne savent ni écrire ni signer. Le petit nombre des procès, « hors les saisies et autres droits du seigneur, il n'y a pas quatre causes l'an », amène les juges à multiplier les procédures et les frais. Enfin ces juges sont à la discrétion de leur seigneur qui en profite pour usurper sur tous ses sujets, des péages, des banalités, des corvées, etc..., pp. 10-11.

L'intérêt du Roi et du public, les principes du droit s'accordent donc pour que le Roi supprime ces petites justices. Loyseau suggère que l'on saisisse ces justices et que l'on examine les titres, on se rendra compte des usurpations. Cela permettra de réduire à un seul degré la justice subalterne, ce qui avait été ordonné par l'édit de Rousillon. C'en est pas aux gentilshommes, mais aux seigneurs importants qu'il convient de laisser le dernier degré de justice, pp. 12-13

Fleury, dans son *Traité de droit public*, reprend ces critiques à son compte, t. I, p. 57. Il explique que si on ne les a pas supprimées, c'est « par la diffi-

39. Pourtant, il serait inexact de penser que la doctrine qui voit la source des justices seigneuriales dans une usurpation n'a pas eu quelque répercussion jusque dans les conseils du Roi.

Parmi les mémoires sur la réformation de la justice, remis au chancelier au moment de la préparation de l'ordonnance de 1667, il en est plusieurs qui réclament la suppression des justices des seigneurs, ainsi le procureur général Talon s'exprime en ces termes : « Il faudrait éteindre toutes les justices patrimoniales des seigneurs, ce qui semble d'abord n'estre ny iuste ni possible tant à cause du grand nombre de personnes intéressez, que parce que ce sont des droits qui font partie du revenu des terres et qui en augmentent le prix. Mais si l'on considère que le pouvoir de rendre la justice est le premier appanage de la royauté et le plus beau fleuron de la Couronne, que dans tous les siècles et chez toutes les nations cette autorité a été conservée aux souverains pour l'exercer par eux-mêmes ou par leurs officiers, on sera aisément persuadé que ce droit n'a peu passer à leurs sujets que par usurpation, et que la possession en laquelle sont les seigneurs hauts justiciers de rendre la justice en leur nom et d'établir des officiers est une playe et une iniure à la dignité royale; ainsi que le Roi ne scaurait faire de plus illustre ny de plus glorieux que de réformer cet abus. Mais comme il est ancien et toléré depuis plusieurs siècles, il est raisonnable que le Roi en réunissant toutes les justices patrimoniales indemnise ceux qui en jouissent et qui en ont titre et possession¹ ».

40. Ces propositions ne regurent pas d'application, mais elles montrent que le principe de la patrimonialité était accepté par le pouvoir royal. Que les droits des

culté d'indemniser tous les seigneurs, et pour l'intérêt de tous les grands et les riches de la noblesse et des deux autres Etats qui tous ont des seigneuries et des justices. Elles sont réduites à très peu d'exercice par les entreprises des juges royaux et par l'autorité des seigneurs : les bons seigneurs empêchent tous les procès, il ne reste donc plus que les criminels, les tutelles, les délits de bêtes et droits seigneuriaux », p. 58.

1. B. N., ms. fr. 16.485, fol. 5 v^o, cf. *infra*, II^e partie, chap. II, § 2 n^o 154.

seigneurs soient analysés comme une usurpation ou comme une concession ils sont respectés par le Roi. Tout en réglementant l'exercice et le fonctionnement, en maintenant le droit de ressort, la monarchie ne s'attaque pas à l'existence même des justices seigneuriales. Mais du moins faut-il que les seigneurs établissent la réalité de leurs droits, qu'ils fassent la preuve de leur justice par titre ou par possession. Il y a en effet des usurpations nombreuses, et c'est pour les déceler que l'administration royale a entrepris de vérifier les aliénations domaniales.

41. Les réformations du domaine ont porté sur les justices seigneuriales, comme sur les autres biens, fiefs ou censives ; le Roi put par ce moyen supprimer certaines justices seigneuriales¹. On verra que les édits de 1539 et de 1643 se présentent comme des opérations de réformation du domaine. Mais d'une manière générale, les vérifications du domaine ont surtout un but d'ordre financier : le Roi veut rentrer dans les revenus de son domaine afin d'éviter d'avoir recours à l'impôt. Et il est certain que même à Paris les usurpations étaient fréquentes. Un édit du mois de mars 1655 créa des intendants et commis des chartes pour conserver les droits des domaines de Sa Majesté².

En 1666, une véritable réformation fut entreprise à Paris « pour remédier à la confusion causée par le grand nombre des seigneurs particuliers qui possèdent justice, voirie et censive en ladite ville et faubourgs de Paris, rendre à chacun ce qui lui appartient légitimement et oster à l'avenir tout prétexte d'usurper les uns sur les autres³ ». Les seigneurs doivent fournir devant la Chambre du Trésor un état de leur fief et les titres justificatifs de leurs droits de justice, voirie et censive. Ces déclarations

1. Ainsi en Bretagne la réformation du Domaine décidée par Colbert entraîna une diminution du nombre des justices, cf. Giffard, pp. 164 et s.

2. Néron, t. II, pp. 45-46. « Et d'autant que nous sommes avertis que la censive à nous appartenant en notre ville de Paris est notablement diminuée par diverses entreprises et usurpations nous voulons qu'une très exacte recherche en soit faite, et toutes communautés ecclésiastiques, séculières, etc...

3. Arrêt du Conseil du 28 décembre 1666, A. N. L 879, dossier 6, n° 53.

formeront le terrier du Roi, d'après lequel il sera dressé un plan exact de la ville avec indication des différents droits. Faute de rapporter les titres, les maisons seront réunies à la censive du Roi.

Les opérations se poursuivirent assez longuement, puisque l'abbesse de Montmartre fit sa déclaration de temporel de la consistance du Fief du For aux Dames le 24 janvier 1674¹.

Un arrêt du Conseil du 13 mai 1684, qui n'est qu'une application de l'arrêt de 1666, remet l'affaire en mouvement. Il oblige « les seigneurs particuliers possédant justices, voieries, et censives dans la ville et fauxbourgs de Paris à fournir des états et déclarations des maisons, places et héritage qu'ils prétendent dépendre de leurs fiefs et à en représenter les titres et pièces justificatives² ».

Une nouvelle opération de réformation est entreprise en 1716. Par arrêt du Conseil du 28 novembre, trois conseillers d'Etat et trois maîtres des requêtes ont été choisis, pour examiner la validité des titres de concessions de toutes les personnes qui prétendaient « des droits de justice ou de police, privilèges ou affranchissements de maîtrises, franchise locales ou personnelles, perpétuelles ou pour un certain temps de l'année, et toutes autres exemptions qui concernent le commerce, les manufactures et les arts³ ». Un arrêt du 2 janvier 1717 désigne le sieur Coilleau greffier au conseil pour recevoir les titres⁴.

42. Devant ces commissaires royaux comment les seigneurs allaient-ils faire la preuve de leurs droits de justice? En vertu du principe fief et justice n'ont rien de commun, il ne suffit pas de prouver la propriété du fief, il faut encore prouver la justice, car seul, de droit commun, le Roi est fondé en la justice. Il faut donc établir la concession royale en vertu de laquelle on exerce la justice.

1. B. N. ms. fr. 21.597, fol. 147.

2. Chasles, t. III, p. 145; *adde* un arrêt du 14 décembre 1711 qui reprend ces dispositions : Lefebvre de la Planche, t. I, p. 143.

3. Chasles, t. II, p. 464.

4. B. N., actes royaux F. 23.650, (1-106).

Pour les justices postérieures à l'ordonnance de Moulins de 1566 l'on doit rapporter le titre original [de concession. Ces aliénations n'ayant eu lieu qu'à charge de rachat, le seigneur serait impardonnable de n'avoir pas conservé l'acte de vente qui lui permet de se faire rembourser la somme versée. C'est grâce à cette exigence que la royauté put venir à bout des nombreuses usurpations qui s'étaient produites au cours des guerres de religion.

Cependant on ne pouvait raisonnablement demander aux seigneurs, qui exerçaient la justice depuis cinq ou six siècles peut-être, de rapporter le titre de constitution.

Si tant est qu'il ait jamais existé, le titre primordial est à peu près toujours disparu, mais le seigneur peut présenter des titres confirmatifs de la donation primitive; c'était ordinairement le cas des établissements ecclésiastiques parisiens qui, grâce à leur puissance, avaient pu très facilement au moyen-âge obtenir du Roi des confirmations de ce genre. Ainsi, il y aurait des lettres patentes de 1222 et de 1270 qui ne faisaient qu'entériner une transaction entre le Roi et l'évêque pour le partage de leurs droits dans Paris; on trouve des lettres patentes analogues de février 1272 pour Saint-Germain-des-Prés, des lettres patentes de juin 1390 portant confirmation de la justice du chapitre Notre-Dame, etc...¹.

Seuls les actes de concession ou les actes portant confirmation de privilège devraient, selon la rigueur des principes juridiques, être considérés comme des titres, mais dans la pratique la notion de titre a reçu une acceptation plus étendue. On considère comme un titre une déclaration faite à la Chambre du Trésor et acceptée par le Procureur du Roi. Bacquet admet que les actes de foi et hommage reçus en la Chambre des comptes font pleine preuve à l'encontre du Roi, lorsqu'ils font mention particulière du droit de justice; il en est de même pour les aveux et dénombrements lorsqu'ils ont été vérifiés par les juges ordinaires². Bien plus on tend à assimiler au titre tout acte

1. On trouvera bon nombre de ces titres indiqués par Delamarre, t. I, p. 153 et s.

2. *Op. cit.*, chap. V.

écrit qui prouve l'exercice de la justice, par exemple un arrêt du Parlement confirmant une sentence criminelle du juge seigneurial.

Un mémoire rédigé en 1643¹, au moment de la seconde tentative de suppression, expose les principes défendus en la matière par certains commissaires royaux. On exige le titre pour faire la preuve de la justice ; la possession ne suffit pas car la prescription ne joue pas à l'égard du Roi qu'il faut considérer comme toujours mineur.

Mais le mémoire énumère ensuite les dix-neuf seigneurs justiciers et les vingt et un seigneurs censiers qui ont selon ces principes établi l'existence de leurs droits ; il indique les titres qu'ils ont fournis, or ces titres sont bien souvent des arrêts du Parlement confirmant les sentences de leurs juges. En réalité ces actes n'établissent que la possession.

43. Les anciens auteurs sont à peu près unanimes pour admettre en notre matière, ce second mode de preuve, tout au moins la possession immémoriale (centenaire), qui, selon une doctrine généralement reçue, est regardée comme équivalente au titre.

Cette solution est adoptée dans les articles secrets de la coutume de Paris : article III pour la haute justice, article XI pour la voirie. Elle est admise par Bacquet.

La possession immémoriale s'établit par la représentation des registres et papiers du greffe. Et selon Bacquet, la preuve de la possession peut se faire par témoins : « il faut confesser qu'on peut vérifier le droit de justice, non seulement par escrit mais aussi par témoins : et que contre le roi la possession centenaire que nous appelons immémoriale est suffisante pour acquérir tout droit de justice² ». Il y a ici une confusion entre la possession et la preuve par témoins, de même qu'il y en avait tout à l'heure entre le titre et la preuve écrite.

Bacquet cite dans le sens de la solution qu'il défend un arrêt du 11 mai 1574 en faveur du chapitre de Notre-Dame prétendant la justice du faubourg Saint-Laurent.

1. B. N. ms. fr. 18.599, fol. 180 ss. ; nous publions ce mémoire en appendice.

2. *Op. cit.*, chap. V, n° 3.

Mais d'une manière générale l'établissement de la possession par témoins n'a pas été admis. La solution est repoussée par Loyseau. Cet auteur n'admet « la prescription immémoriale, qui fait présumer un titre et une constitution légitime », que parce que à son défaut il n'y aurait guère de justices qui puissent subsister¹.

Au XVIII^e siècle, la doctrine survit et Lefebvre de la Planche déclare expressément « que les seigneurs ne sont pas obligés de rapporter leurs titres pour prouver leur justice. La possession leur suffit, elle doit être centenaire².

Selon Henriquez « dès que le droit de justice est contesté à un seigneur qui le prétend, s'il veut en jouir, il doit en prouver la concession ou par aveux et dénombrements, ou par possession immémoriale³ ».

Telle fut la solution adoptée dans la pratique ainsi qu'en témoigne l'acte de notoriété de 1702. « Toutes les justices dérivent du Roi et elles sont telles qu'il les a concédées et lorsque celui qui la prétend n'a pas de titre, la longue possession lui en sert pour en jouir ainsi qu'il l'a possédée. »

44. Cette possession résulte bien souvent d'un élément matériel extérieur : les marques de la haute justice, c'est-à-dire des carcans ou fourches patibulaires.

Aussi lorsque par le malheur des temps et le non usage ces marques ont disparu, le seigneur vigilant, et jaloux de l'honneur que lui apportent les pendus de sa seigneurie, s'empresse de les faire rétablir. Il faut pour cela obtenir des lettres patentes du Roi. Ainsi des lettres de Louis XIII autorisent Guillaume de Meaux de Boibaudron, Grand Prieur de France à faire relever et reconstruire des fourches patibulaires en ruines, savoir de trois piliers dans la commanderie de Choisy et de deux piliers dans celle de Charny avec un pilier à carcan dans chacune de ces commanderies du Grand Prieuré — 12 février 1633⁴.

1. *Seigneuries*, chap. IV, nos 64 ss.

2. *Traité du domaine*, t. I, p. 160.

3. *Code des seigneurs*, p. 2.

4. A. N. Y. 16, fol. 50. Tuetey, n° 3815.

Nous citerons également des lettres patentes du 8 mars 1685 permettant à M. Voysin, conseiller d'Etat, de rétablir les fourches patibulaires du Plessis-au-Bois, Iverny, Cuisy, La Baste et les Essarts. Cette justice a toujours été exercée mais par suite des guerres et de la négligence des prédécesseurs, les fourches à deux piliers avaient été ruinées. Le Roi fait savoir au Prévôt de Paris, que relevant Voysin de l'interruption, il lui permet de rétablir les fourches, si les titres sont conformes et si Voysin est en possession de faire exercer la justice¹.

1. A. N. Y. 17, fol. 163. Tuetey, n° 4157.

PREMIÈRE PARTIE

L'ACTIVITÉ
DES
JUSTICES SEIGNEURIALES

TITRE I

L'ORGANISATION

CHAPITRE PREMIER

LE PERSONNEL.

En vertu des ordonnances royales, les seigneurs ne peuvent exercer leur justice en personne; ils doivent pour ce faire commettre des officiers¹.

§ 1. *Les différents officiers.*

45. Les officiers de justice se rangent en deux catégories suivant que leur office est seigneurial ou domanial. Les offices domaniaux sont les greffes, les notariats, les tabelionnés, les sergenteries, les charges d'huissiers; ils ont pleinement le caractère de propriété. Les offices seigneuriaux sont ceux des baillis, prévôts, lieutenants, procureurs fiscaux ou d'office. Seuls, ces officiers exercent le Commandement et la Juridiction². Ce sont eux qui retiendront notre attention dans ce chapitre. Un paragraphe (§ 3) du chapitre suivant sera consacré au greffe.

1. On peut citer à titre de curiosité une sentence du 30 octobre 1635 à Montreuil-sous-Bois qui porte: « Il a été dit par Mme de Montreuil »; il s'agit d'une condamnation à payer les frais de grossesse d'une fille séduite, A. N. Z², 2501.

2. Sur cette distinction entre officiers domaniaux et offices seigneuriaux. Cf. Loyseau, *Offices*, liv. II, chap. I, n° 44; Lebret, *De la souveraineté*, p. 95; Lefebvre de la Planche, t. III, p. 116.

Le nombre des officiers de justices seigneuriales variait selon l'importance du siège. Mais à côté du greffier, il est deux personnages que l'on rencontre partout, c'est un juge qui porte le titre de prévôt, ou de bailli (on ne rencontre quelquefois que le lieutenant), et c'est un procureur fiscal ou d'office selon qu'il s'agit de haute ou de moyenne justice. A leurs côtés, figurent les auxiliaires de la justice : procureurs, procureurs postulants, huissiers, sergents, voyer¹.

46. Il serait fastidieux de passer en revue toutes les justices ; on se contentera de donner quelques exemples.

A Saint-Martin-des-Champs en 1606, le personnel de la justice se composait d'un bailli, d'un lieutenant qui, dans le cours de l'année, fut remplacé par un avocat au Parlement, ancien procureur de la justice de Saint-Martin, d'un procureur fiscal (lui aussi auparavant procureur) et de dix sergents².

A Saint-Germain-des-Prés, le personnel était très nombreux ; à côté du bailli, du lieutenant, du procureur fiscal, etc., il y a en 1630 douze sergents, en 1656, six procureurs³.

Le registre des audiences de Sainte-Geneviève pour 1673 ne fait mention que du bailli, du lieutenant, du procureur fiscal et du greffier⁴.

En 1674, au For l'Evêque, il y a un bailli, un lieutenant, un procureur fiscal, onze procureurs, douze huissiers, et tout un personnel au greffe et à la prison⁵.

Mais après la réunion au Châtelet, on rencontre à la Temporalité de l'archevêché en 1691, seulement un bailli, Gabriel Taupinart, sieur de Tillière, avocat au Parlement, un procureur fiscal, et un greffier qui est en même temps procureur au Châtelet⁶.

1. Cf. Articles secrets II et XIII, acte de notoriété de 1702, n° 4, à titre de comparaison et pour des détails complémentaires, cf., pour la Bretagne, Giffard, pp. 72-82 ; pour le Vermandois, Combier, pp. 10 et s., pour l'Auvergne, Achard, pp. 167 et s., dont les conclusions sont tout à fait analogues aux nôtres.

2. AN. Z² 3704.

3. Fête de Saint-Vincent, AN. Z² 3388 et Z² 3355.

4. AN. Z² 3749.

5. Arrêt du conseil du 10 novembre 1674, AN. E. 1776, fol. 293.

6. AN. Z² 3819.

En 1775, à la justice de Saint-Jean-de-Latran, il y a simplement un « bailli général, juge, civil, criminel de police et voierie », qui est également avocat au Parlement et procureur au Grand Conseil¹, et un procureur fiscal.

47. En ce qui concerne la banlieue voici par exemple quel était, en 1612, le personnel de la prévôté d'Issy et de Vaugirard, qui appartient à Saint-Germain-des-Prés² :

« M. Sauvage, procureur au Châtelet de Paris, prévôt.

M. Lucan, lieutenant.

M. Gabriel Quentin, procureur au Châtelet et procureur fiscal de la justice.

Louis de la Salle, substitut du procureur fiscal.

J. Alliot, greffier et tabellion.

J. Gantar, commis pour ledit Alliot.

Claude de Villefaulx, voyer.

J. Puisson et P. Sauvage, commis du voyer.

le dit Puisson, sergent.

Cl. Bellecache, sergent, Le Preu, sergent et trois procureurs postulants. »

A la première page du Registre aux Causes de Neuilly-sur-Marne en 1630³, figure la liste des officiers du siège :

« François Dupont, Avocat au Conseil privé du Roi et Parlement de Paris, seigneur en partie des fiefs de Montigny, Marchetz et des Essarts, bailly et garde de la justice des seigneurs de Neuilly-sur-Marne pour Messieurs les Chantres, Chanoines et Chapitre de Saint-Maur-les-Fossés, seigneurs du lieu.

Monsieur Pasquier-Petit, lieutenant.

M^e Louis Guérin, procureur fiscal.

M. Jean Challiat, greffier et tabellion du lieu pour les seigneurs. »

Au bailliage de Charenton-Saint-Maurice en 1777, qui n'est pourtant pas bien important, on trouve à la fois un bailli, ancien avocat au Parlement, et un lieutenant, lieutenant de la maréchaussée générale de l'Ile-de-France⁴.

1. AN. Z² 3665.

2. AN. Z² 1184; le substitut du procureur fiscal instrumente fréquemment.

3. AN. Z² 2594.

4. AN. Z² 670.

48. Le nombre des officiers que pouvaient avoir les seigneurs était d'ailleurs limité, mais ils étaient obligés d'en avoir¹. Philippe le Bel déjà l'avait ordonné. La déclaration de Compiègne en interprétation de l'édit de Crémieu de 1537 porte : « voulons et nous plaît que tous et chacun nos vassaux ayant justice l'exercent et la fassent exercer ». L'article 55 de l'ordonnance d'Orléans de 1560 enjoint aux seigneurs de faire administrer la justice².

Un édit du mois d'août 1708 ordonnant des aliénations du domaine forçait les acquéreurs de justices à y établir les officiers nécessaires et à leur donner des gages. Les seigneurs qui possédaient déjà des justices avec un domaine sont mis sur le même pied (article 9)³.

Mais, dans la région parisienne, les seigneurs étaient plutôt tentés de multiplier le nombre des officiers que de le restreindre. De tels procédés furent interdits par les ordonnances et les arrêts⁴.

Ainsi s'expliquent les difficultés que rencontrent les seigneurs lorsqu'ils veulent établir un lieutenant dans une justice qui, antérieurement, n'en comportait pas⁵.

Un arrêt de règlement de 1617 et un arrêt de la Cour d'Aix du 13 février 1672, défendent au seigneur haut-

1. Cf. par exemple, Lefebvre de la Planche, t. III, p. 119 : « En effet, les seigneurs ne peuvent, ni supprimer les officiers de leur justice, ni en augmenter le nombre ou le diminuer, ni en changer le titre; mais ils doivent les conserver dans l'état où ils se trouvent. »

2. Isambert, t. XIV, p. 79.

3. Néron, t. II, 423; Isambert, t. XX, p. 537; Jacquet, p. 88; Henriquez, *Code des Seigneurs*, p. 306. A défaut d'arrêt du Parlement de Paris, rappelant cette obligation qui paraît avoir été généralement observée dans notre région, nous citerons un arrêt du Parlement de Dijon « qui ordonne à tous les seigneurs justiciers du ressort de la Cour d'instituer des Officiers pour l'exercice de leur justice », 23 mars 1768 (B. N., Joly de Fleury, n° 2423, fol. 139); il paraît y avoir eu d'ailleurs à cet égard des usages particuliers dans son ressort.

4. Cf. ceux rapportés par Mornac : loi *Si quis* au Code de Episcop. Aud. (C. Just., I, 4, 7); et l'arrêt du 19 juin 1691, *Journal des audiences*, t. I, livre 7, chap. 7, cité par Lefebvre de la Planche, t. I, p. 148.

5. En 1766, lors de la réorganisation du bailliage de Montmartre, les religieuses sollicitèrent du roi, qui l'accorda, d'établir deux lieutenants et un substitut du procureur, « étant donné l'accroissement de la population », A. N. Y. 17304.

justicier d'instituer deux juges, l'un en chef, l'autre par subrogation générale : « La possession même de cent ans ne saurait autoriser un second officier qui n'est pas compris au moins dans un dénombrement receu dans les formes ordinaires ainsi qu'il a été jugé contre le chapitre Saint-Marcel le 19 juin 1651, rapporté dans du Fresne, encore qu'il y ait eu plusieurs procédures de ce lieutenant confirmées par arrêt¹. »

Ces décisions paraissent d'une manière générale avoir été observées. Il suffit d'indiquer ici les réserves avec lesquelles en 1749 les religieux de Saint-Martin-des-Champs procèdent au rétablissement d'un lieutenant dont la place était vacante depuis quelque temps : « sur le grand âge et les infirmités actuelles du bailli qui le mettent hors d'état de remplir ses fonctions, faute de quoi le jugement des affaires demeurerait suspendu... » L'examen du registre montre que ce bailli était déjà malade. Quelques semaines auparavant, il avait été remplacé par un procureur au Châtelet².

§ 2. *L'entrée en charge.*

Les officiers étaient choisis par les seigneurs ; quelquefois, ceux-ci faisaient abandon de ce droit à leur fermier par une clause du bail l'obligeant à faire exercer et administrer la justice dans la seigneurie³.

49. Le choix des seigneurs devait répondre à certaines conditions.

Les offices ne devaient être donnés qu'à des personnes capables et honnêtes, de bonne science et prud'homie, et de religion catholique. Elles devaient être âgées d'au moins 25 ans, et être laïques. L'observation de ces dispositions devait être contrôlée au moment de la réception des officiers.

1. *Journal du Palais*, t. I, p. 165.

2. AN, Z² 3719, fol. 82.

3. Ainsi à Saint-Cloud, d'après le bail passé le 20 juin 1747, AN, L. 437, n° 15.

L'interdiction de faire exercer la justice par des prêtres, rappelée par Le Bret¹, à propos d'un arrêt du Parlement d'avril 1606 pour l'église de Troyes, remontait à une ordonnance de Philippe le Bel de 1287 (la Philippine) ordonnant à ceux qui ont des justices de les faire exercer par les baillis, prévôts et sergents laïcs. Mais Jousse se prononce en sens contraire².

Au moment où Louis XIV abandonna la politique de tolérance vis-à-vis des protestants, il fut interdit de leur confier des charges de justice et un arrêt du Parlement du 23 août 1680³ ordonna la destitution des officiers des justices subalternes faisant profession de la Religion prétendue réformée. Et jusque là, nous n'avons rencontré qu'une seule fois des provisions ne faisant pas mention de la religion catholique de l'officier⁴.

Entre officiers d'un même siège, il ne devait pas y avoir de lien de parenté; un arrêt du 11 juillet 1673 jugea qu'on ne pouvait nommer pour bailli le frère du procureur fiscal, ni même son cousin germain⁵.

50. Pour ce qui est de la capacité et de la science des juges, les ordonnances royales, notamment la déclaration du 26 janvier 1680, n'exigeaient la qualité de licencié ou le titre d'avocat, que pour les justices seigneuriales tenues en Pairie ou dont l'appel ressortit nuement ès cours de Parlement en matière civile⁶.

Une déclaration du 26 décembre 1703 permet aux acquéreurs des justices aliénées, d'instituer pour l'exercice de celles-ci tels juges capables qu'ils jugeront à propos, gradués ou non gradués⁷. Et Denisart⁸ nous apprend que

1. Décision V, n° 7, *Œuvres*, p. 321.

2. *Justice civile*, t. I, p. 625, n° 38 et p. 151, n° 120.

3. Chasles, t. II, p. 460.

4. Il s'agit d'un prévôt pour Auteuil, Passy et Grenelle, justice de l'Abbaye de Sainte-Geneviève, 1^{er} juillet 1611, AN. Z² 190.

5. Jousse, *op. cit.*, t. I, p. 146.

6. Jousse, *id.*, t. I, p. 626; Guyot, *Répert.* v° *Juges des seigneurs*, p. 602 et la note.

7. Néron, t. III, p. 341.

8. *Décisions nouvelles*, v° *Gradué en droit*, n° 3; la solution contraire donnée par le même auteur, v° *Juges*, n° 43, regarde les juges royaux.

dans le ressort du Parlement de Paris, il n'est pas nécessaire d'être gradué en droit pour être juge des hautes justices seigneuriales a fortiori des moyennes et basses justices.

Mais les documents de la pratique montrent que les officiers étaient pris dans le monde judiciaire. A Paris, les baillis et les lieutenants sont toujours avocats au Parlement, et assez souvent pourvus de charges plus considérables. Les procureurs fiscaux, les greffiers sont des procureurs au Châtelet. Il n'y a qu'en banlieue que les officiers sont recrutés parmi les praticiens locaux, encore assez souvent le prévôt ou le bailli est-il un avocat au Parlement ; mais alors le siège est presque toujours occupé par le lieutenant¹.

Il y a donc lieu de faire une opposition assez nette entre Paris et la banlieue. Les baillis seigneuriaux de Paris sont de grands personnages. Ainsi Dubuisson-d'Aubenay raconte que le 4 juillet 1652, lors d'une émeute à l'Hôtel de Ville : « le sieur Le Grand, fils unique d'un procureur de la Chambre des Comptes, fort riche avocat au Parlement, et bailli de Saint-Victor, fut tué en se retirant de la rue de la Tixeranderie, où il était, vers son logis rue Barre-du-Bec² ».

En 1659 à Saint-Germain, le bailli Claude Lefebvre est un conseiller du roi, substitut du Procureur général³.

Mais hors Paris, dans les petites justices, les officiers du seigneur ne sont en général même pas gradués. Ils exercent quelquefois un métier assez peu en rapport avec leur charge, tel le sieur André Chapuis, marchand de chevaux et procureur fiscal au bailliage de Charenton⁴.

Les anciens auteurs, Loyseau, Fleury, Boucher d'Argis entre autres, ne tarissent pas contre ces juges guêtrés de village qu'ils représentent comme ivrognes, paresseux, ignorants. Il y a là quelque exagération. Sans doute, ces praticiens locaux n'étaient pas à l'abri de tout reproche.

1. Pratique semblable en Vermandois où les offices de baillis sont tenus par des gradués, Combier, p. 10.

2. *Journal des guerres civiles*, t. II, p. 250.

3. AN, Z² 3638.

4. AN, Z² 3832 (15 décembre 1755). A Sugères, en Auvergne, on rencontre les mêmes errements, Achard, p. 17 et s.

Mais on ne saurait exiger d'eux la dignité et la science d'un conseiller au Parlement¹.

51. Les seigneurs font mention des diverses conditions requises dans les lettres de provision par lesquelles, les officiers étaient pourvus de leur charge. Pour conférer l'office au requérant, le seigneur prend en considération :

- sa science et son expérience ;
- sa loyauté et ses bonnes mœurs ;
- sa religion catholique².

Ce n'est qu'après s'être informé, personnellement ou par ses officiers, que l'impétrant répond bien à ces trois conditions, que le seigneur lui confère l'état et l'office demandé pour y jouir des honneurs, droits et profits attribués et accoutumés.

Loyseau nous apprend que les lettres de provisions étaient expédiées soit à titre gratuit, soit pour récompense de service, soit à titre onéreux : le cas habituel semble bien avoir été la vente de l'office par le seigneur³.

52. Malgré la législation royale, la vénalité s'établit pour les offices seigneuriaux comme pour les offices royaux. Pour ces derniers la vénalité occulte avait, au xve siècle, précédée la vénalité officielle. Probablement sous l'influence de la pratique canonique de la *resignatio in favorem*, on reconnut à l'officier le droit de démissionner (résigner) sous la condition que par des lettres de provisions le Roi transmettrait l'office au résignataire. Le résignant expédie une procuration pour résigner, et il doit survivre quarante jours à cet acte qui constitue la vente de l'office. La création du bureau des parties casuelles en 1522, puis celle de la paulette en 1604 consolidèrent cet état de fait ; moyennant le paiement facultatif du droit annuel l'officier

1. Cette opposition entre les officiers des grandes justices, qui ont une situation comparable à celle des officiers royaux, et ceux des petites justices, praticiens besogneux, se rencontre également en Bretagne, Giffard, p. 97 et p. 100, et dans un sens un peu différent, Bourde de la Rogerie, *Liste...* pp. 17-21.

2. Exemples : à Sainte-Geneviève, AN. Z² 190 ; Saint-Martin-des-Champs, AN. Z² 3703, fol. 2 ; Saint-Germain, AN. Z² 3342 ; Saint-Victor, AN. L. 890, n° 53.

3. *Offices*, liv. V, chap. 4 et chap. 5.

put faire une résignation à survivance quand il lui plairait sans être inquiété par la règle des quarante jours¹.

53. De pareilles errements se rencontrent dans les justices seigneuriales, mais ici l'évolution, plus tardive, ne paraît pas avoir été la même. La vénalité s'établit d'abord au profit des seigneurs, avant que de fonctionner au profit des officiers.

On ne la rencontre pas partout. Ainsi les lettres de provision expédiées pour le bailli de Charenton en avril 1777 portent que le titulaire a été choisi gratuitement². L'insertion de cette clause suffit à montrer que c'était chose exceptionnelle ; dans cette hypothèse le seigneur pouvait révoquer l'officier quand il lui plaisait.

Plus souvent les charges d'officiers seigneuriaux étaient données à des praticiens qui avaient rendu service au seigneur. Ainsi dans la requête qu'elles adressent au Conseil du Roi après l'édit de 1674, les religieuses de Montmartre remontent que les offices du bailliage du For-aux-Dames étaient donnés comme récompense à ceux qu'elles employaient dans leurs affaires, mais elles auraient pu comme les autres seigneurs vendre ces offices³.

Sans doute l'article 101 de l'ordonnance de Blois (1579) interdisait aux seigneurs de tirer de l'argent des offices de leurs justices⁴, mais cela ne put empêcher une évolution, (dont Loyseau est le témoin) qui n'est que la conséquence de ce qui se passait pour les officiers royaux. En 1674 l'Edit de réunion des justices seigneuriales au Châtelet prévoyait le remboursement des officiers pourvus à titre on reux. Toutes les requêtes présentées par les seigneurs au Conseil pour obtenir des modifications à l'Edit et des indemnités indiquent les prix des charges. Le Conseil des finances accorda 40.000 livres au bailli de Saint-Germain,

1. Sur la vénalité, cf. en dernier lieu, G. Pagès, « La vénalité des offices dans l'ancienne France », *Revue historique*, janvier-juin, 1932 (t. CLXIX pp. 477-495).

2. AN. Z² 670.

3. Lettres patentes d'avril 1677, interprétatives de l'Edit de février, AN. X^{1b} 8994.

4. Cf. Néron, t. I, p. 566.

800 livres à celui de Saint-Victor¹. C'était reconnaître la validité de la vente des offices par le seigneur. Cette vente conduisait à la vénalité et à l'hérédité des charges entre les mains des officiers.

54. Peut-être l'hérédité s'établit-elle la première. Nous n'en avons rencontré qu'un cas isolé ; il s'agit de Me Jean Germain, avocat au Parlement, fils du procureur fiscal de Saint-Germain-des-Prés en 1620 et « pourveu et receu audict estat et office en cas de survivance ». En attendant il exerce les fonctions de substitut du procureur fiscal². A défaut de réception en cas de survivance, il est permis de penser que le fils obtenait assez facilement des lettres de provision de l'office de son père. Il est également possible au père de démissionner et d'obtenir des provisions pour son fils. Ainsi le 17 janvier 1721, M. Olivier est reçu au bailliage de l'archevêché comme prévôt de Suresne, « l'office vacant, par la démission de son père³ ». Aussi bien, on peut se demander si cette démission n'est pas une résignation à survivance.

55. Quant à la vénalité l'opération de 1674 nous permet de saisir les différentes phases de son établissement, qui paraît bien ne pas remonter très loin. Peut-être l'édit de 1645 qui dispense les officiers seigneuriaux de venir se faire recevoir et prêter serment au siège royal supérieur a-t-il exercé à cet égard une influence importante.

Les offices donnés comme récompense de services, (par l'abbesse de Montmartre) marquent sans doute le point de départ de l'évolution. L'archevêque de Paris vend ses offices, mais le titulaire ne peut en disposer : en 1674 le bailli avait quatre-vingts ans, et « par conséquent la charge qui valait 30.000 livres, était prête à vaquer au profit de l'archevêque⁴ ». Les offices apparaissaient donc comme donnés à vie. Les lettres de provision indiquent en effet

1. Arrêts du Conseil du 19 janvier 1675, AN. E 481^b, fol. 49 et 51.

2. AN. Z² 3638.

3. AN. Z² 3369.

4. Arrêt du Conseil du 10 novembre 1674, AN. E. 1776, fol. 293, et ici même, *infra*, p. 255.

que l'office est vacant par décès ou démission. Dans cette dernière hypothèse l'ancien titulaire, peut-on supposer, prit l'habitude de présenter au seigneur un candidat, présentation qui n'était sans doute pas toujours gratuite, mais qui, dans le principe, se fait en dehors, isinon à l'insu du seigneur, et n'exclut pas le paiement à celui-ci du prix de l'office.

Des circonstances de fait et des considérations d'équité amenèrent à reconnaître à la veuve et aux héritiers de l'officier ce droit de présentation. C'est ainsi que le sieur Grasser pourvu en 1673 de la charge de bailli de Saint-Victor par M. de Coislin, évêque d'Orléans, abbé commendataire, versa entre les mains du secrétaire de l'abbé la somme de 800 livres qui furent immédiatement distribuées à la veuve et aux héritiers du précédent titulaire pour les indemniser¹. C'est de cette somme que fut remboursé le sieur Grasser par arrêt du Conseil de 1675; mais il s'était sans doute engagé à verser d'avantage à l'abbé, car dans la requête de celui-ci, la charge de bailli est estimée 6.000 livres². L'intervention du représentant du seigneur dans l'opération à titre d'intermédiaire montre que celui-ci n'était pas lié par la présentation de l'officier ou de ses héritiers; la vénalité n'est donc pas ici bien nettement établie.

56. Il n'en va pas de même à Saint-Germain-des-Prés ainsi que le montre l'arrêt du Conseil des finances qui règle l'indemnité de la charge de bailli³. Depuis très longtemps, pour augmenter le prix de la charge sans doute, l'abbé avait accordé au titulaire une survivance, c'est-à-dire le droit de présenter son successeur. Cette faculté permettait au nouvel officier d'emprunter de l'argent pour payer sa charge; mais pour peu qu'il y ait plusieurs aliénations et de nombreux créanciers, la charge devenait ainsi objet de spéculations⁴. Elle passait entre les mains de personnes

1. Arrêt du Conseil des finances du 19 janvier, 1675, AN. E. 481b, fol. 49.

2. AN. L. 890, n° 58.

3. Arrêt du Conseil des finances du 19 janvier 1675, AN. E. 481b, fol. 51.

4. En 1654, Melchior de Freser, avait acquis de la femme Plantin, veuve du précédent bailli, la charge moyennant 48.000 livres qu'il fut condamné à payer à la veuve d'un bailli antérieur, le sieur Luillier.

Sans l'avoir payé, en 1657, il revend l'office à Antoine Furetière pour

peu capables, au profit desquelles l'abbé se refusait sans doute à expédier des lettres de provision, ou qu'il prétendait pouvoir révoquer à son gré. L'office n'était exercé que par des commis passagers. L'administration de la justice en souffrait¹. C'est dans ces conditions que le Roi avait décidé en 1659 qu'à titre exceptionnel, celui qui serait

45.000 livres, alors qu'un mois auparavant, un traitant avait obtenu du Roi des lettres patentes l'autorisant à jouir de la charge en payant 48.000 livres aux créanciers, et obligeant l'abbé à le rembourser s'il voulait le révoquer. Furetière, obtint de la veuve Luillier de remplacer le traitant; un arrêt du Parlement de janvier 1659 oblige celle-ci à « fournir sa nomination audit office à l'abbé de Saint-Germain en la personne de Furetière », qui par des lettres patentes de février fait consolider sa situation vis-à-vis de l'abbaye.

A peine nommé il revend 48.000 livres à M. Claude Lefebvre, conseiller du roi et substitut du procureur général, la charge qu'il n'a toujours pas payée. Lefebvre consigne 45.000 livres entre les mains d'un notaire pour être distribuées aux créanciers. Il reçoit alors du duc de Verneuil, les provisions de bailli, et obtint de jouir du bénéfice des lettres de déclaration de février 1659. En 1674, il réclamera 48.000 livres, mais n'obtiendra du Conseil des finances que 40.000 livres.

Cet Antoine Furetière est l'auteur du *Roman Bourgeois* : on y trouve une allusion à cette affaire dans l'histoire de Belastre et de Collantine, qui sont en procès, parce qu'il est dû quelque chose à celle-ci sur la charge de celui-là.

I. « Les plaintes des désordres survenus par le passé dans la juridiction du bailliage de Saint-Germain-des-Prés ayant été portées jusqu'à nous, et ayant été informé qu'elles n'avaient d'autre principe que le peu de circonspection qu'on avait apportée pour faire le choix de ceux qui ont été reçus dans la charge de bailli, juge ordinaire civil et criminel du bailliage, chacun d' nos sujets pouvaient espérer d'y estre admis sans aucune distinction de mérite et de capacité, bien que nous ayons un intérêt notable qu'une charge de cette conséquence soit exercée par un homme intelligent, de probité connue et bien affectionné à notre service, afin de conserver la tranquillité et la police dans notre bonne ville de Paris et dans les faubourgs, dont celui de Saint-Germain-des-Prez est le plus grand et le plus considérable, par son étendue, par la demeure des principaux de notre royaume et par l'abord et séjour des étrangers, et aussi sous ce prétexte beaucoup de vagabonds et gens sans aveu choisissent leur retraite qu'il est souvent nécessaire d'observer et de réprimer pour maintenir la sûreté publique et pour nous en répondre et rendre raison lorsque nous le désirons.

Mais comme cette charge s'est trouvée vacante depuis fort longtemps sans que l'abbé puisse pourvoir à cause d'une survivance accordée au dernier titulaire aux créanciers duquel par ce moyen le prix en appartenait, vous avez été obligé d'y commettre plusieurs fois; sans que néanmoins le public ayt reçu la satisfaction que vous aviez attendue de ceux que vous y aviez commis qui dans la crainte d'être dépossédés n'ont eu d'autre visée que celle de leurs intérêts particuliers.

Ce qui nous a fait juger qu'il était de l'intérêt public et du bien de nos sujets habitants de ce faubourg, d'avoir un officier avec un titre certain et non subject à des destitutions, afin qu'il fut d'autant plus excité à satisfaire à son devoir et aux créanciers qu'il est obligé de payer et de faire consentir au traité de sa charge; pour lesquelles considérations nous avons jugé

pourvu de la charge de bailli et qui aurait consigné les deniers, ne pourrait plus, à l'avenir être dépossédé « dans quelque sorte de vacance que ce soit sinon et à condition de le rembourser actuellement de la somme payée aux créanciers qui, par ce moyen lui tiendra lieu de finances, et qu'après son décès, sa veuve, héritiers en seront pareillement payés par ceux qui seront pourvus de la charge ou par les abbés et religieux ». C'était mettre l'office de bailli de Saint-Germain sur le même pied que les offices royaux ; au même titre que ceux-ci il devenait vénal et héréditaire. L'abbé devait respecter la nomination du précédent officier.

C'est selon ces principes que le bailli obtint son remboursement en 1674. Les prix des offices indiqués par Pellisson dans son mémoire au Conseil¹ sont destinés à donner une idée de l'importance du bailliage et non à ouvrir pour l'abbaye un droit à indemnité puisqu'en fait le système de la vénalité avait fait sortir les offices de son patrimoine.

Un texte de Fleury marque d'une manière très explicite, le point d'aboutissement de cette évolution qui n'est pas achevée en 1674 et se présente à des étapes diverses dans les différentes justices seigneuriales.

Fleury enseigne : « Office vendu peut être résigné, et n'est point dû finance au seigneur pour la résignation. Si donné gratuitement, il ne peut être résigné. La règle des quarante jours n'a point lieu en ces résignations »².

57. Les provisions étaient accordées par le seigneur et la désignation du collateur ne souffrait nulle difficulté lorsqu'il s'agissait d'un seigneur laïc ; mais il pouvait s'en présenter dans le cas, habituel pour Paris, de seigneuries ecclésiastiques. Dans les abbayes il y avait un partage

à propos de déroger quant à présent à nos loix et ordonnances concernant les officiers des justices patrimoniales. »

Lettres de déclarations pour la charge de bailli du faubourg Saint-Germain-des-Prez en établissant l'hérédité. Paris, février 1659, enregistrées au Parlement le 30 avril 1661, X^{1a}, 8662, fol. 241.

1. AN. E. 481^b, fol. 173, arrêt du Conseil du 21 janvier 1675, et cf. II^e partie, chap. III. § 3.

2. *Droit public*, t. I, p. 46. En Bretagne l'hérédité s'établit dans les grandes justices moyennant le paiement d'un droit annuel. Giffard, p. 90.

à faire pour la collation des offices entre la communauté des religieux et l'abbé ou le prieur commendataire. C'était ce dernier qui disposait des plus hautes charges et des plus fructueuses. A Saint-Martin-des-Champs, le prieur désigne le bailli, la provision de procureur fiscal appartient au prieur claustral et aux religieux par suite du partage fait entre eux et le prieur commendataire¹. A Saint-Germain-des-Prés, abbé et religieux procédaient conjointement à la désignation des officiers ; mais en fait l'abbé, le plus souvent un très grand personnage, disposait des offices du bailliage à Paris et semble-t-il également de l'office de bailli dans les justices possédées par l'abbaye hors Paris. Il ne restait aux religieux qu'à disposer des offices secondaires, ainsi qu'on peut le voir dans leur registre capitulaire². Ces offices représentaient encore certains profits car ils sont nombreux.

Voici la liste de ceux auxquels a pourvu la communauté des abbés et religieux de Saint-Germain capitulairement assemblés de 1670 à 1675 :

le 14 juillet 1670 : les lieutenants de la baronnie de Cordoue et de la prévôté de Thiverny — le sergent et geôlier d'Anthony ;

le 24 novembre 1670, le sergent priseur et vendeur de biens à Issy et Vaugirard ;

le 30 août 1671 : le substitut du procureur fiscal de Thiais (le procureur demeurant hors la paroisse, les religieux craignaient des désordres contre la police et les intérêts du monastère) ;

le 16 novembre 1671 : dans la justice de Thiverny : le prévôt et le lieutenant, dans celle d'Aurainville le lieutenant et le procureur fiscal ; à Suresne, un sergent priseur et garde du domaine, enfin un garde des bois et sergent vendeur et priseur de biens à Anthony, Verrières, Amblainvilliers, Suresne et autres. Cette « fournée » d'officiers donne à penser que les sièges n'étaient pas toujours pourvus.

le 22 janvier 1672, le prévôt de Suresne ;

1. AN. Z² 3724, 21 février 1685.

2. BN. ms. fr., 16857.

le 18 février 1672, le prévôt d'Anthony et Verrière, et bailli d'Amblainvilliers (même titulaire) ;

le 14 avril 1672 : le voyer et procureur fiscal d'Issy et Vaugirard (même titulaire) et un sergent à Aurainville.

le 28 juin 1673 : un sergent vendeur de biens à Saint-Germain-des-Prés ; les religieux ne disposent de la collation des offices du bailliage que par suite de la vacance du siège abbatial.

Normalement pour les offices du bailliage de Saint-Germain, l'abbé et la communauté des religieux se mettaient d'accord sur le même nom, et deux lettres de provisions étaient expédiées ; le choix de l'abbé précédait celui des religieux qui, le plus souvent, ne faisaient que le confirmer. Mais la mention de la délivrance de lettres de provision de procureur fiscal à la pluralité des voix, le 14 juillet 1670, semble indiquer que cette confirmation était nécessaire et pouvait être refusée. En 1692, pour la nomination des officiers, lors du rétablissement du siège, le cardinal de Furstemberg, fait demander aux religieux « s'ils auraient pour agréable de donner des provisions aux mêmes personnes dont il avait fait choix¹ ».

En cas de vacance, du siège abbatial, l'abbaye était, jusqu'à nomination d'un nouvel abbé commendataire, pourvue d'un économe pour l'administration du temporel. Mais ce n'était pas à l'économe qu'il appartenait de pourvoir les offices ou les bénéfices. C'est ainsi qu'à Saint-Denis de 1589 à 1592, l'abbaye étant mise en économat, le grand prieur conjointement avec la communauté nomma aux charges de judicature². Il n'y a pas de trace que l'économe ou le nouvel abbé commendataire aient contesté les nominations faites antérieurement et que les officiers pourvus aient été inquiétés par qui que ce soit.

58. La question présente plus de difficultés pour les justices d'un évêché tombant en régle, comme c'était le cas à Paris. Jousse nous apprend qu'alors la justice cesse d'y être rendue au nom de l'évêque, et que les

1. BN. ms. fr., 16857, fol. 282.

2. Félibien, *Histoire de Saint-Denis*, p. 491.

juges doivent prêter serment devant le lieutenant général du bailliage ou de la sénéchaussée royale¹.

A Paris, un arrêt du Parlement du 13 mai 1729 fait application de ces principes après la mort du cardinal de Noailles : « La Cour, dit cet arrêt, dans de pareilles occasions a commis quelquefois des officiers pour l'exercice de la justice, quelquefois aussi elle a bien voulu avoir égard aux mérites et aux services de ceux qui étaient pourvus lors du décès de l'Evêque, en les commettant eux-mêmes pour en faire les fonctions »... Cette dernière solution est adoptée dans la circonstance présente, sur la réquisition du procureur général, qui fait l'éloge du bailli : « Son mérite, son âge et son expérience auraient droit de lui faire acquérir cette place s'il n'en était revêtu... Il n'est d'ailleurs pas besoin d'information de bonne vie et mœurs, le choix d'un Archevêque si éminent par ses vertus suffit ». Et le Parlement décide que dans les trois jours le bailli et le procureur viendront prêter serment à la Cour ; les autres officiers pourront prêter serment devant eux ou devant la Cour. Ils exerceront la justice au nom du Roi pendant la durée de la régale².

Cette prestation de serment requise des officiers de l'archevêque de Paris au moment de la régale pose le problème de la réception devant les juges royaux des officiers choisis par les seigneurs.

59. L'ordonnance d'Orléans de 1560 article 55 obligeait les officiers des seigneurs à se faire recevoir devant les juges royaux dont dépendent leur siège. Ceux-ci devaient s'assurer de leur capacité, s'informer de leurs bonnes vie et mœurs et leur faire prêter serment³.

1. *Justice civile*, t. I, p. 143, *sic* Arrêt du Parlement de 1733 pour Orléans.

2. *Code Louis XV*, t. III, p. 40. C'est par application des mêmes principes que le 17 octobre 1746, les sentences sont rendues par « le Bailly de l'archevêché exerçant au nom du roi pendant la Régale ». AN, Z² 3843.

A propos de l'archevêché de Rouen, deux arrêts du Conseil des 6 février et 20 novembre 1734, ordonnent que les officiers établis par les bénéficiers décédés dans les terres et seigneuries dépendantes de leurs bénéfices, continueront leurs fonctions pendant les vacances avec défense aux juges royaux de les troubler, *Code Louis XV*, t. V, p. 82.

3. Fontanon, t. I, p. 213.

Cette ordonnance ne semble pas avoir été correctement appliquée¹. Au point qu'en 1645 un édit du 7 septembre, en même temps qu'il enjoint aux seigneurs de choisir des personnes de probité et suffisance pour rendre la justice sur leurs terres, entérinant probablement un usage courant, dispense les juges des seigneurs déjà pourvus de se faire recevoir par les juges royaux. Mais l'édit porte une taxe pour les officiers dispensés de se faire recevoir. Un arrêt du Conseil du 26 mars exempta les juges temporels des ecclésiastiques de l'application de l'édit en ce qui concerne la réception².

Désormais, ce sera la politique constante du pouvoir royal : enjoindre aux officiers des seigneurs de se faire recevoir au siège royal supérieur, mais se contenter de lever une taxe sur ceux qui ne se sont pas faits recevoir. Un édit de mars 1693, revenant sur les dispositions de celui de 1645, décide : « Ceux qui seront pourvus... pour exercer les offices de judicature des justices seigneuriales seront tenus avant que d'en faire aucune fonction, de se faire recevoir par les officiers des juridictions royales³ ». L'édit était donc d'une portée très générale et devait s'appliquer aussi bien aux procureurs fiscaux, greffiers, notaires ou tabellions, procureurs postulants, huissiers, sergents, qu'aux juges proprement dits : prévôts, baillis et lieutenants. Les premiers devaient se faire simplement immatriculer, les seconds recevoir. Toutefois, les officiers qui n'avaient pas été reçus sont dispensés de se faire recevoir, moyennant le paiement d'une certaine taxe. Cette mesure fiscale dut sans doute soulever des protestations car un arrêt du Conseil du 1^{er} septembre 1693 porta modération de cette taxe en faveur des greffiers, tabellions, huissiers et sergents⁴.

1. En Bretagne également les réceptions n'ont pas lieu en fait, Giffard, pp. 93-97; au contraire à Sugères en Auvergne les lettres de provisions du bailli sont enregistrées à la sénéchaussée, Achard, p. 172.

2. AN, AD, IV, 2, p. 111; et Nérón, t. II, p. 716. Dans le même sens on peut citer un arrêt du Parlement de juillet 1668 portant exemption en faveur des officiers des justices subalternes de prêter serment, Chasles, t. II, p. 459.

3. Jacquet, *Traité des droits de justice. Pièces justificatives*, n° X.

4. BN., ms. fr., 21597, fol. 6.

La portée de l'édit de 1693 fut restreinte en 1704. Un édit de juillet, dont le caractère fiscal ne saurait être mis en doute, dispensa les avocats, procureurs fiscaux et greffiers de se faire immatriculer¹. L'obligation de la réception était limitée aux juges et aux lieutenants, et ceux qui ne s'étaient pas fait recevoir en étaient dispensés pour l'avenir moyennant le paiement d'une finance.

La règle en resta là pendant tout le XVIII^e siècle, et en 1784 le procureur général Joly de Fleury rappelle encore au procureur du Roi à Pontoise qu'il n'a pas le droit d'exiger l'immatriculation au greffe du bailliage des procureurs fiscaux, praticiens, notaires et tabellions des justices subalternes².

Encore les dispositions de l'édit de 1704 pour les juges ne paraissent pas avoir été appliquées à Paris. Certains jurisconsultes, nous dit Denisart³ qui les combat, prétendaient qu'il suffisait de se faire recevoir par le lieutenant, ou le plus ancien praticien du lieu. Le Parlement admettait cette solution pour les justices qui relevaient directement de lui, car on ne reçoit au Parlement que les officiers qui ont des provisions du roi⁴. C'était le cas de plusieurs justices de Paris, et, en 1761, l'avocat du chapitre de Beauvais cite l'exemple de Paris « où les officiers des justices seigneuriales ne sont pas reçus au Châtelet⁵ ».

Cependant, à la fin du XVIII^e siècle, à Saint-Marcel, les baillis se font toujours recevoir au Châtelet « par sentence du Prévôt de Paris sur le consentement du procureur du Roi⁶ ». Cela n'a pas lieu pour le lieutenant, ni pour le procureur fiscal.

En dehors de toute réception devant le juge royal, le

1. Jacquet, *loc. cit.* n° XII, et AN, AD, IV, 2, p. 149.

En vertu de cet édit de juillet 1704, les officiers de Saint-Cloud duren payer : juge : 300 livres; lieutenant : 300 livres; procureur fiscal : 200 livres; greffier : 200 livres; notaire : 60 livres; procureur : 60 livres; sergent : 20 livres. AN, L. 437, n° 5.

2. BN, fonds Joly de Fleury, ms. 2423, fol. 174.

3. *Décisions nouvelles*, v° Juges, n° 36.

4. *Eod.*, n° 35.

5. *Eod.*, n° 40.

6. Cf. les provisions reproduites dans le registre de Saint-Marcel pour 1781-1790, AN, Z² 3704.

nouvel officier devait, après avoir obtenu du seigneur ses lettres de provisions, se faire recevoir au siège dont il allait faire partie. Le procureur fiscal procédait alors à une information de bonne vie et mœurs. Puis, après avoir pris l'avis de tous les officiers et praticiens du siège en chambre du conseil, le prévôt ou le bailli prononce la réception en audience publique. Ils recevaient le serment du nouvel officier. Mention de cette cérémonie était portée sur le registre d'audience où étaient transcrites les lettres de provision. Bien que certains officiers essaient quelquefois de se soustraire à cette formalité, les choses allaient toutes seules pour la réception d'un procureur fiscal ou d'un lieutenant, mais des difficultés se présentaient pour le bailli ou le prévôt qui ne pouvait être installé par ses inférieurs.

Deux cas sont à envisager. Dans le premier, il s'agit d'un prévôt d'une justice ressortissant d'un bailliage appartenant au même seigneur, et cela était assez fréquent à Paris, les justices possédées par un même établissement ecclésiastique formant une hiérarchie, à la tête de laquelle était le bailliage parisien (*sic* Saint-Germain ou l'Archevêque). Alors, le bailli de Saint-Germain, par exemple, procédait à l'installation des prévôts qu'il avait sous sa surveillance¹.

Dans le second cas, il s'agit précisément de la réception du bailli du siège principal. Elle doit avoir lieu devant le juge royal supérieur. On vient de voir que cette règle paraît avoir été irrégulièrement observée².

§ 3. *La destitution des officiers.*

61. Les seigneurs avaient le droit de destituer leurs officiers. Mais cette faculté leur fut retirée dans le cas où ils avaient donné l'office à titre onéreux ou pour récom-

1. Par exemple à Thiais en 1620, AN. Z² 3343.

2. Le 16 janvier 1657, le sieur de la Clergerie est installé et mis en possession de la charge de bailli de Saint-Germain par les autres officiers et par le prieur de l'abbaye en exécution de lettres patentes et commission de Mgr de Metz, abbé de Saint-Germain, AN. Z² 3355.

pense de services rendus, ce qui était l'usage habituel. Le principe est posé par l'ordonnance de Roussillon de 1563 article 27 : « Les hauts justiciers ressortissant nuement en nos Parlements seront condamnés suivant l'ancienne ordonnance en soixante livres parisis pour le mal-jugé de leurs juges. Lesquels aussi ils pourront à leur plaisir et volonté révoquer et destituer de leurs charges et offices, sinon au cas que leurs dits officiers eussent été pourvus pour récompense de services ou autre titre onéreux. » La première règle tomba en désuétude et on n'en rencontre pas d'application. Loyseau atteste sa disparition. Mais la seconde persista jusqu'à la fin de l'ancien régime. Elle est rapportée par tous les anciens auteurs qui citent de nombreux arrêts à l'appui.

Ainsi, Bacquet écrit : « Or combien qu'il ayt été dict cy-dessus, que les seigneurs justiciers peuvent à leur plaisir et volonté, révoquer leurs juges et officiers de leurs charges et offices, toutefois cela n'a lieu, si les dicts officiers ont été pourvez pour récompense de services ou autres titres onéreux. Car en ce cas ils sont comme officiers royaux, et ne peuvent être destituez sinon pour forfaiture et qu'on ne leur fasse leur procès¹. »

Loyseau critique vivement le droit de destitution, qui pourtant après l'ordonnance de Roussillon et les arrêts des Cours, ne saurait plus faire de question². « En cette matière, dit-il, l'usage l'a emporté sur la raison : en effet, les seigneurs ne devraient pouvoir concéder la puissance publique qu'ainsi que le fait le Roi et selon le droit commun, c'est-à-dire conférer des offices en titre et ne pas faire des officiers comme leurs valets. » Les inconvénients qui résultent de cette pratique sont nombreux ; le plus important est qu'elle porte atteinte à l'indépendance du juge lorsqu'il a à trancher une affaire dans laquelle l'intérêt du seigneur est en jeu³.

1. *Op. cit.*, chap. XVII, n° 9; cf. aussi, nos 2 5, 10 et 11.

2. *Offices*, liv. V, chap. IV, n° 9.

3. Sur les destitutions en Bretagne, cf. Giffard, p. 89; et en Vermandois où elles étaient fréquentes et engendraient de nombreux abus, cf. Combier, p. 13, et pp. 20 et s.

62. Devant ces inconvénients et parce que cette règle est exorbitante du droit commun, Loyseau essaie d'en restreindre le plus possible l'application; la moindre particularité empêche la destitution. C'est pourquoi on entend d'une façon très large les deux titres qui, selon les termes de l'ordonnance de Roussillon, font obstacle à la destitution : le titre rémunérateur et le titre onéreux. Le titre rémunérateur paraît bien avoir été fréquent ; souvent un seigneur donnait un office à un praticien en raison de services qu'il lui avait rendus, ou même de services stipulés pour l'avenir¹. Les religieuses de Montmartre, on l'a vu², reconnaissaient qu'elles en usaient ainsi en 1674. Pour obtenir une indemnité l'officier menacé de destitution devait faire la preuve que c'était en considération de ses services qu'il avait été pourvu de l'office. Mais le cas habituel était la vente de l'office par le seigneur. Dans les lettres de provision, il n'était jamais fait mention du prix, mais l'officier pourvu se faisait ordinairement remettre des quittances ou bien l'on rédigeait un compromis par écrit³.

Lorsqu'il n'avait pas été dressé d'acte, ou lorsqu'il avait été perdu, pouvait-on recourir à la preuve par témoins pour établir le versement d'un prix ? « Pour les offices domaniaux ou vénaux ; greffiers, notaires, sergents, étant donné leur aptitude naturelle à la vénalité et la coutume ordinaire des seigneurs de n'en point faire de contrat ni de quittance, il y a lieu, nous dit Loyseau, d'écarter l'ordonnance de Moulins qui se restreint elle-même aux conventions qu'on a coutume de rédiger par écrit, et d'admettre la possibilité de la preuve par témoins⁴. »

En ce qui concerne au contraire les offices non vénaux, malgré quelques hésitations, Loyseau déclare qu'il faut observer l'ordonnance de Moulins à la rigueur et exiger un écrit⁵.

Ces solutions rapportées avec quelques détails par

1. Loyseau, *Offices*, liv. V, chap. V, n° 13.

2. Cf. *supra*, p. 73, n° 53.

3. Loyseau, *Offices*, liv. V, chap. III, n° 29.

4. *Eod.*, liv. V, chap. V, n° 288

5. *Eod.*, liv. V, chap. V, n° 23.

cet auteur, nous sont confirmées dans leurs principes les plus généraux par ceux qui l'ont suivi¹.

Encore à la fin de l'ancien régime, un « *Cahier d'un magistrat au Châtelet de Paris sur les justices seigneuriales et l'administration de la justice dans les campagnes* » fait écho à ces critiques. « Les seigneurs ne sont plus, depuis longtemps, condamnés en l'amende pour le mal-jugé de leurs officiers, et cependant on les a maintenus dans le droit de pouvoir les destituer à leur plaisir et volonté, droit tyrannique, et conformément au principe généralement reconnu de l'inamovibilité des officiers, et relativement à l'abus que le seigneur peut en faire en révoquant... un juge qui n'aura peut-être d'autre tort que d'avoir méconnu sa qualité de valet et résisté aux commandements de son seigneur et d'avoir prononcé contre ses injustes prétentions². »

Les seigneurs cherchèrent à échapper aux limites ainsi mises à leur droit de destitution en introduisant dans les provisions la clause : « à charge pour le requérant d'exercer cet office autant et si longtemps qu'il nous plaira ». Ils prétendaient garder ainsi la faculté de destituer leurs officiers en toute hypothèse, bien que pour les provisions royales elle fut demeurée sans effet. A quoi Loyseau répond que « c'est une clause de puissance absolue comme est celle : « *car tel est notre bon plaisir* » et partant ne doit pas être permise ou du moins avoir effet es provisions d'offices des seigneurs : puisque le Roi s'en est bien voulu priver lui-même pour s'accommoder à la justice et au bien public³. »

Dans son *Traité des Offices*, notre auteur traite assez longuement des formes de la destitution. Il montre pour-

1. Cf. Le Bret, Fleury, *Droit public*, t. I, p. 46. Ferrière, *Dictionnaire de droit et de pratique*, t. II, p. 314; Lefebvre de la Planchette, *Traité du Domaine*, t. III, p. 119; Denisart, *Décisions nouvelles* c, v^o Destitution; Jacquet, p. 328 Henriquez, *Code des Seigneurs*, p. 322 et les nombreux arrêts, dont aucun ne se rapporte à la région parisienne, cités par ces auteurs, et par Filleau, t. II, p. 368 et s., et Jousse, *Justice civile*, t. I, p. 164. Ce dernier ajoute : « Le successeur au bénéfice peut aussi destituer l'officier promu par son prédécesseur encore qu'il eût été pourvu à titre onéreux, à moins qu'il ne l'eût été pour récompense de services rendus à l'église ou pour le bien du bénéfice auquel la finance de l'officier aurait été employée. »

2. Paris, 1789, p. 26.

3. *Offices*, liv. V, chap. IV.

quoi les officiers reçus dans une justice royale ne peuvent être privés de l'exercice de leur office que par une ordonnance de justice qui sera rendue sur la simple demande du seigneur. Celui-ci, en effet, ne peut défaire seul ce qu'il n'a pu faire qu'avec l'aide et le concours du siège royal. Sous peine de nullité, la demande comme la destitution ne doit rien contenir d'injurieux pour l'officier¹.

63. Il est difficile de dire si la pratique répondait aux exigences des jurisconsultes, car aussi bien nous rencontrons fort peu d'exemples de destitution.

A peu près toujours, les provisions font mention de la cause pour laquelle l'office est vacant; et la plupart du temps, il s'agit du décès du précédent officier. On parle aussi quelquefois de son grand âge et de son invalidité qui l'ont obligé à démissionner².

Loyseau lui-même reconnaît que les seigneurs, surtout les princes, destituent rarement leurs officiers³. Les exemples de destitution sont rares peut-être parce que les seigneurs, plutôt que de procéder ouvertement à une révocation, préféreraient demander à l'officier sa démission. Cette démission est dans certains cas qualifiée de volontaire, ce qui implique, semble-t-il, qu'elle ne l'était pas toujours et que le terme de démission recouvre quelquefois une véritable révocation. Dans l'hypothèse suivante, il ne saurait y avoir de doute : Le 1^{er} juillet 1660, dans la prévôté de Villejuif, sur les conclusions du procureur fiscal, « défense est faite à Martin Béranger de ne plus prendre la qualité de procureur fiscal attendue la démission faite de sa personne⁴ ».

En d'autres hypothèses, la révocation est déclarée ouver-

1. *Eod.*, liv. V, chap. V, n° 48 et s. Pour les voies de recours ouvertes à l'officier en cas de destitution, cf. n° 55 et s.

2. Exemple : « le 17 mai 1758, le greffier et tabellion de la prévôté des Grand et Petit-Gentilly, remet au seigneur des lieux l'état et office de greffier et tabellion des dites prévostés qu'il exerce depuis 1714 et le prie d'accepter sa démission vu son grand âge et l'incommodité de son bras droit ». AN. Z² 1112, liasse 159.

3. *Eod.*, liv. V, chap. V, n° 23 et ce que laisse supposer le fait cité, *supra*, p. 69, à St Martin-des-Champs.

4. AN. Z² 4620.

tement. Ainsi, pour le greffier de la temporalité de l'Archevêque de Paris, à l'audience du 15 février 1694, le procureur fiscal remontre au bailli « que par un ordre du 9 présent mois (dont on ne retrouve aucune mention sur le registre d'audience), il a plu à Monseigneur de révoquer M^e Jean Lecomte de l'exercice et fonction du greffe », qu'en conséquence « il plaise au bailli de commettre quelqu'un en l'exercice du greffe, jusqu'au moment où celui qui sera pourvu par Monseigneur dudit greffe sera reçu¹. » Pourtant, il s'agit ici d'un office purement vénal.

Un troisième exemple est fourni par un mémoire des religieux de Saint-Denis, qui au XVIII^e siècle disputaient à leur abbé la moyenne et basse justice sur une série de villages du ressort du bailliage de Saint-Denis: « Ils ont, disent-ils, toujours joui paisiblement de cette justice du Port de Neuilly, si ce n'est depuis trois ou quatre ans qu'ils ont été obligés de remercier le sieur Riquiez qui était leur prévôt lequel a cru se pouvoir venger de l'affront qu'il prétendait avoir reçu en sollicitant les officiers du bailliage de Saint-Denis d'anéantir la justice des religieux². »

64. De la destitution prononcée par le seigneur, il faut rapprocher la suspension et la destitution prononcées par le bailli du siège supérieur à titre de mesure disciplinaire.

En septembre 1719, aux assises de Villeneuve-Saint-Georges, le bailli de Saint-Germain-des-Prés révoque le voyer pour la négligence qu'il met à remplir sa charge. A Issy et Vaugirard, il enjoint aux officiers absents, dont le prévôt et le lieutenant, de venir justifier leur absence et présenter leurs lettres de provision, sous peine de suspension; à Fresnes de faire respecter les ordonnances concernant la fermeture des cabarets le dimanche, sous la même peine³. Les officiers n'ayant pas déféré à cet ordre le 3 décembre 1720, le bailli de Saint-Germain-des-Prés les interdit dans leurs fonctions et décide que d'autres officiers seront désignés à leur place.

1. AN. Z² 3820.

2. AN. L. 867, n^o 8.

3. AN. Z² 3640, cf. appendice II.

Quelques mois auparavant, le 18 juin, à la suite d'un conflit pour l'apposition de scellés entre le lieutenant et le procureur fiscal de Villeneuve-Saint-Georges, ce dernier avait été suspendu pour avoir oublié les devoirs de sa charge¹, et refusé de venir rendre compte de sa conduite. Le Parlement reconnut la légitimité de cette suspension.

En 1726, le prévôt ayant causé du scandale aux assises de Boulogne fut suspendu de ses fonctions pendant un mois par le bailli de Montmartre².

§ 4. *Devoirs et rémunérations des officiers.*

65. Les officiers sont tenus de remplir leurs fonctions avec impartialité, équité et assiduité, d'exercer leurs offices en personne et de ne rien recevoir des parties sous quelque forme que ce soit. Ils doivent également ne pas exercer d'autres offices, ni participer à une ferme comme fermier adjudicataire ou caution, d'une manière générale ne pas participer à toute opération qui pourrait faire mettre en doute leur indépendance³.

Comment ces diverses obligations étaient-elles observées par les juges des seigneurs ?

Leur impartialité paraît assez souvent avoir été soupçonnée, tout au moins en ce qui concerne les procès où l'intérêt du seigneur était en jeu⁴. Et pourtant, leur compétence à cet égard était restreinte aux causes concernant le domaine; pour ces questions, il n'y a pas de discussion à avoir, il s'agit d'une simple vérification matérielle des titres. Pour les autres actions, le seigneur doit s'adresser au juge supérieur⁵, par exemple pour la réparation d'injures reçues de ses vassaux⁶. De même le juge ne peut apposer des scellés sur les biens de son seigneur⁷.

1. AN. Z² 3359.

2. AN. Z² 476.

3. Cf. Jousse, *Justice civile*, t. I, p. 503 et s.

4. Loyseau, *Abus, passim*; Boucher d'Argis, *Code rural, passim*.

5. Ordonnance de 1667, titre 24, art. 11; Isambert, t. XVIII, p. 150.

6. Ferrière, *Dictionnaire de droit et de pratique*, v^o juge des seigneurs.

7. Henriquez, *Code des seigneurs*, p. 314.

Il est certain que dans la pratique, les juges des seigneurs eurent le souci des intérêts pécuniaires de ceux-ci; aussi bien ils avaient la charge de leur conservation: le seigneur leur avait confié le soin de l'exploitation des droits de justice.

C'était principalement la fonction du procureur fiscal, mais il arrive que le bailli prononce une sentence en suppléant aux conclusions du procureur fiscal. Les officiers du Châtelet qui rapportent le fait, dans un mémoire contre les officiers de Saint-Germain-des-Prés de 1668, ajoutent : « On ne doit attendre que les officiers du bailliage poursuivent et condamnent leurs seigneurs qui les ont institués à fournir une voirie¹. »

Cependant, d'une manière générale, les documents ne permettent pas de dire qu'il y ait eu une véritable exploitation des justiciables².

L'obligation d'assiduité, du moins en ce qui concerne le devoir de résidence, paraît avoir été assez mal observée. Cela vient de ce que les officiers ne se contentaient pas d'exercer un seul office, mais, en banlieue du moins, pratiquaient d'une façon constante le cumul des charges.

66. N'ayant pas ou peu de gages des seigneurs, ils cherchèrent du moins à les multiplier en multipliant les offices. Et au demeurant, pour ce qui regarde la banlieue de Paris (pour la ville elle-même l'obligation de résidence était naturellement observée), les justices étaient assez rapprochées, et les affaires dans chacune suffisamment peu nombreuses pour qu'il soit possible d'exercer sans inconvénient des charges dans plusieurs villages voisins les uns des autres.

On pourrait citer de nombreux exemples de cumul. A Saint-Germain-des-Prés, le procureur fiscal pourvu en 1670 est greffier en chef au bureau des finances; le bailli choisi en 1692, est lieutenant de l'élection de Paris³. Cette pratique est surtout fréquente en banlieue. Une lettre

1. B. N., ms. fr., 21597, fol. 201.

2. Cf. ici même *infra*, titre II chp. 1 § 2, n° 98 et les conclusions assez différentes de M. Giffard pour la Bretagne, notamment pp. 143-158 et p. 252.

3. B. N., ms. fr. 16857; 14 juillet 1670 et 4 août 1692.

adressée par le greffier de la prévôté de Saint-Cloud à M. de Beaumont, archevêque de Paris, seigneur du lieu, est particulièrement significative. Il se plaint de ce que Hébert, procureur fiscal et procureur postulant au siège, a été résider à Rueil où il a pris la charge de notaire et greffier du bailliage. Hébert répond qu'il a gardé un domicile à Saint-Cloud, et que « dans cette prévôté de Saint-Cloud, il y a un procureur qui est greffier et notaire à Suresnes bien plus proche de Saint-Cloud que Rueil, et que dans la juridiction de Rueil, il y a le notaire de Nanterre et celui de Chatou et de Nanterre, que dans celle de Courbevoie et de Suresnes, ce sont les mêmes officiers qu'à Boulogne, Auteuil, Suresnes et Passy, le greffier de Saint-Cloud y est procureur, qu'au Roule les notaires de Colombes, de Courbevoie et de Chaillot, y sont procureurs postulans, et que, si on n'admettait point de notaire à postuler, les sujets manqueraient, et les parties demeureraient sans défenseur¹ ».

En 1789, le sieur Morizot, ancien avocat au Parlement est bailli de Balainvilliers, Villiers-sur-Orge, Villemoison, Mesnil, Epinay-sur-Orge, Savigny et Vitry-sur-Orge².

Malgré les ordonnances³ un officier seigneurial était souvent en même temps officier royal.

Ainsi, un arrêt du Parlement du 19 février 1647 fait mention d'un M. de la Haye, commissaire au Châtelet de Paris et prévôt en la justice de l'archevêque de Paris à Créteil⁴. Dans le même carton des Archives, figurent⁵ une sentence de Jean Meynier, « conseiller du Roi, commissaire enquêteur administrateur au Châtelet de Paris, juge ordinaire de la justice du prieuré de Saint-Mandé pour Mgr l'Archevêque de Paris » (23 décembre 1669) et une sentence de Jean de Frontignières, « conseiller du Roi, contrôleur en

1. AN. L. 437, n° 15, juin 1747. A Sugères en Auvergne les officiers étaient en général notaires, Achard, pp. 167 et s., et p. 189. Sur le cumul des charges : pour la Bretagne, Giffard; p. 103, pour le Vermandois, Combier, pp. 16 et s.

2. Chassin, *Elections*, t. IV, p. 22.

3. Ordonnances de Charles VII (1453, art. 91) et de Louis XII (1499, art. 33 et 35), Fontanon, t. I, p. 185.

4. AN. L. 437, n° 27.

5. *Eod.*, n° 30 et 32.

la maréchaussée de Montfort, procureur en la Chambre des comptes à Paris, et prévôt de la prévôté et chatellenie de Saint-Cloud » (4 juillet 1673).

Dans des lettres de provisions données par l'abbé de Saint-Germain pour une charge de lieutenant à Villeneuve-Saint-Georges on indique les fonctions de l'impétrant : « M^e Jacques, François Godefroy, notaire et procureur fiscal au bailliage et chatellenie de Villeneuve-le-Roi et Ablon-sur-Seine, préposé par M. l'Intendant de Paris à la recette des vingtièmes au département de Villeneuve et greffier en chef de la capitainerie royale des chasses de Sénart¹ ».

Finalement, le Parlement semble avoir accepté ces errements de la pratique pourvu que les charges exercées n'appartiennent pas à des degrés différents d'un même ressort judiciaire. Un arrêt du 29 avril 1760, « déclare les offices de procureur fiscal en la justice de Montmorency ou de notaire et de procureur postulant en la même justice, et les offices de juges des justices qui ressortissent à Montmorency incompatibles, ordonne au procureur fiscal d'opter dans les trois mois² ».

67. Dans ces conditions, on s'explique que de nombreux officiers ne résidaient pas au siège de la justice. Ils ne sont même pas toujours là le jour de l'audience. On constate dans les justices de banlieue l'absence fréquente du bailli ou du prévôt. Le siège est le plus souvent occupé par le lieutenant bien qu'il y ait certainement un bailli ou un prévôt dans la justice³.

« Les officiers des seigneurs, dit Henriquez après Loyseau, doivent résider sur les lieux; les ordonnances les y astreignent avec rigueur : cependant, la plupart ne font aucune résidence et viennent dans le chef-lieu de la justice que quand ils y sont appelés par l'espoir des émoluments; à défaut de cet espoir, ils n'y viennent que rarement, ce qui

1. AN. Z² 3363.

2. Cité par Jousse, *Justice civile*, t. I, p. 157.

3. Exemples : à Neuilly-sur-Marne en 1630, AN. Z² 2594; à Auteuil en 1712, AN. Z² 137; à Charenton-Saint-Maurice (1777-1789), AN. Z² 670.

oblige le plus souvent les parties de plaider par devant un paysan non instruit que l'on qualifie d'ancien praticien, et dont on suspend facilement la religion. Cet abus n'aurait point lieu si les seigneurs donnaient des gages suffisants à leurs officier¹. »

68. Mais les rares exemples que nous ayons de gages nous mettent en présence de sommes très minimes : 5 livres par an, à Saint-Cloud, en 1747². Et encore doit-on penser que c'était-là une exception. « Plusieurs seigneurs n'en donnent pas, et quand il n'en est pas promis par les provisions, l'officier ne peut rien demander » dit Denisart³.

Or, les provisions ne contiennent à peu près jamais la promesse de gages ; et l'on peut se demander si l'obligation faite au fermier d'une seigneurie de faire exercer la justice et de payer des gages aux officiers, n'était pas souvent lettre morte. La clause habituelle des lettres de provision : « être pourvu des honneurs, offices, prérogatives et émoluments annexés à l'office », ne s'entendait pas de gages effectifs, mais seulement du bénéfice et exercice de l'office.

L'absence pratique de gages pour les officiers des seigneurs, n'empêchait pas d'ailleurs le Roi, quand l'occasion s'en présentait, de lever des taxes sur ces officiers comme sur les siens.

69. Les ressources des juges consistaient dans les droits de vacation et les épices tarifés par le Parlement.

Il fut pendant longtemps interdit aux juges des seigneurs de lever des épices. Ces interdictions ne furent pas observées

1. *Code des seigneurs*, p. 74.

2. *Bail de la Seigneurie*, AN. L. 437.

3. *Décisions nouvelle*, v^o Gages, n^o 12. Il cite en ce sens un arrêt du Parlement du 24 mars 1735 pour le bailli d'Hendelot près de Langres, et une sentence du Châtelet de 1752 pour le bailli de Bernaville. C'était une jurisprudence contraire à l'Ordonnance d'Orléans, art. 55 « il est enjoint aux seigneurs hauts justiciers de salarier leurs juges de gages honnêtes ». Mais Denisart explique (v^o Haute Justice, n^o 27) que c'est une conséquence de la pratique autorisée par la jurisprudence d'aliéner les offices qui composent la haute justice : « On peut, à plus forte raison, souffrir que les seigneurs en fassent des concessions gratuites, sans promettre ni payer des gages à ceux auxquels ils donnent des provisions. » La même solution est donnée par Ferrière : *Dictionnaire de droit et de pratique*, v^o Officiers des juges subalternes, t. II, p. 314.

dans la pratique. Finalement, pour obtenir des officiers « quelque secours pour subvenir à la nécessité de nos affaires et parce que l'usage a tellement autorisé le dit abus qu'il serait difficile d'y apporter les remèdes nécessaires », un édit du 7 septembre 1645 « reconnu aux officiers des seigneurs le droit de prendre des épices modérées pour les procès par écrit¹ ». Dans ces conditions, on conçoit que, malgré les règlements, les juges aient multiplié les procédures écrites, c'est ce qui explique pourquoi la pratique des appointements à l'encontre des défenses du Parlement et du Conseil, était courante dans les justices seigneuriales.

Pourtant, la procédure normale devait être une procédure sommaire. C'est en partant de ce principe qu'un arrêt de règlement de la Cour de Parlement pour les bailliages, sièges royaux, et justices subalternes, du 10 juillet 1665, la règle avec quelques détails.

Voici ce qui intéresse les épices :

Article 52 : « Il ne sera rien pris par les juges pour les jugements, règlements et expédition faits en l'audience, sous peine de concussion ; et pour les jugements donnez sur pièces mises (i.e. déposées au greffe après appointement) les épices ordinaires seront de trois livres quatre sols tournois et au plus six livres huit sol tournois, lorsqu'il y aura conseil. »

Article 53. « Ne pourront estre les dites épices augmentées à peine de concussion et de répétition du quadruple, dont sera délivré exécutoire contre le juge par le Juge Royal supérieur sur la plainte des parties ou de l'une d'icelles après avoir ouy le juge.

Article 54. « Fait défenses aux juges subalternes procureurs fiscaux, greffiers, procureurs et sergents de prendre aucun repas au dépens des parties, à peine de concussion et d'amende arbitraire et de la répétition du quadruple. »

Pour les tutelles et assemblées de parents, le juge prendra vingt sols, et le greffier dix sols².

1. AN. AD. IV, 2, p. 111 ; Néron, t. II, p. 716 et s.

2. *Journal des audiences*, t. II, p. 399.

Le Parlement rendit le 11 janvier 1666 un autre arrêt en interprétation ; un article 21 défendait aux juges de prendre des épices pour affaires de 100 livres et au-dessous, ce taux est ramené à 40 livres pour les bailliages et sièges présidiaux, à 25 livres pour les prévôtés et sièges subalternes. Ce taux suffisait pour empêcher dans bien des cas les juges des seigneurs de toucher des épices¹.

D'ailleurs, ces dispositions ne paraissent pas avoir été appliquées. Un édit de juillet 1704 décharge les officiers des seigneurs des épices indûment perçues, « abusant de notre indulgence ils ont tout appointé² », à la charge à l'avenir de se conformer aux ordonnances.

Les tarifs des juges seigneuriaux étaient, il faut le dire, moins élevés que ceux des juges royaux et chaque pièce était taxée à un prix assez minime, quelques sols simplement. Mais les juges se rattrapaient en multipliant les pièces³.

§ 5. *Fonctions des différents officiers.*

Au juge, bailli ou prévôt, il appartient de rendre les sentences, et de diriger le fonctionnement du bailliage ou de la prévôté en raison des pouvoirs de juridiction et de commandement qui lui sont conférés. Le procureur fiscal ou procureur d'office joue le rôle de ministère public ; il doit également sauvegarder les intérêts du seigneur. Les procureurs, sergents et huissiers sont les auxiliaires de la justice.

70. Premier officier du siège, le bailli ou le prévôt préside les audiences. Il décide en matière gracieuse et contentieuse, civile, criminelle et de police. Il reçoit les plaintes et requêtes des parties, ordonne les enquêtes et les informations. C'est lui qui doit régler tout ce qui concerne l'administration de la justice.

1. BN. ms. fr., 16525, fol. 294.

2. Néron, t. II, p. 348.

3. Le tarif des droits et vacations des juges des seigneurs est donné pour la fin du XVIII^e siècle par Jousse, *Justice civile*, t. II, pp. 206-216. Pour l'importance des frais dans une justice d'Auvergne, J. Achard, pp. 182-183.

En 1789, les assemblées électorales de village se tiennent devant le juge du seigneur, et quelquefois cette pratique amena des protestations, à Luzarches par exemple, contre les officiers de justice qui sont toujours subordonnés au seigneur¹.

Le bailli doit surveiller les officiers du siège et s'assurer qu'ils remplissent correctement leurs fonctions.

Cette surveillance a tout particulièrement lieu de s'exercer en ce qui concerne les sergents et les huissiers. Les sentences ne pouvaient être mises à exécution par un sergent que si elles étaient munies du sceau du bailli². C'est ce que décide une sentence du bailli de Sainte-Geneviève du 15 février 1608³, et cette disposition se retrouve dans un arrêt de règlement du 4 juin 1630 entre les différents officiers du bailliage de Saint-Denis⁴.

En 1641, le bailli de la prévôté de Montmartre fait « défense aux sergents de plus emprisonner aucune personne sans ordonnance de nous ou de qui il appartiendra à peine de dix livres d'amende⁵ ». A Saint-Germain-des-Prés, le 7 décembre 1656, il est ordonné à un nommé Renou qui « fesait des exploits défectueux et sans datte » de rapporter ses provisions de sergent et son acte de réception⁶. Il se trouve en effet que des officiers, principalement des procureurs, des huissiers ou des sergents, prétendent exercer leurs fonctions dans une justice sans s'y être fait recevoir. En 1775, à Charenton, le lieutenant interdit à tous les officiers qui ne se sont pas fait recevoir dans la justice d'y instrumenter⁷.

Procureurs et sergents doivent assister à l'audience. Le 18 mars 1630, le bailli de Saint-Germain-des-Prés, sur les remontrances du procureur syndic des sergents du siège, rappelle à deux d'entre eux qu'ils sont tenus d'assister à

1. Chassin, *Elections*, t. IV, p. 4.

2. Cf. Ordonnance de Roussillon de 1563, art. 28.

3. AN, Z² 3758.

4. Filleau, t. II, p. 366.

5. AN, Z² 2403.

6. AN, Z² 3355.

7. AN, Z² 669.

l'audience sous peine d'une amende de 24 sous ; et au mois de juin de la même année, l'amende est appliquée pour défaut d'obéissance à cette prescription¹. Le 12 février 1691, comme il n'y a qu'un procureur à l'audience de la Temporalité de l'Archevêché, le bailli remet les causes à huitaine et rappelle aux procureurs qu'ils doivent être là à midi précises².

Le bailli surveille également le lieutenant et le procureur fiscal, mais, entre officiers du même siège, ce droit donnait lieu à des difficultés et était à la source des conflits qui, ainsi qu'on va le voir, sont assez fréquents entre officiers d'une même justice.

Le contrôle efficace provenait du siège dont dépendait la justice. S'il n'y a qu'un seul degré de juridiction, ce sera celui du prévôt ou du bailli royal. Dans le cas contraire, c'est au juge seigneurial qu'il appartient de surveiller les officiers de son ressort.

En 1701, le bailli de l'archevêché informe contre le prévôt de Saint-Cloud qui se serait rendu coupable d'exaction. De jeunes parisiens en promenade à Saint-Cloud avaient été pris par les messieurs en train de cueillir du raisin. Le prévôt, disaient-ils, en l'absence du greffier, les avait interrogés seul, et à défaut de prison pour les garder avait accepté 4 pièces de 30 sols que la dame lui avait offertes à titre de dommages-intérêts. Mais celle-ci prétendait qu'où lui avait extorqué tout l'argent qu'elle avait, et s'était plainte au bailli de la Temporalité. Le prévôt discutait la compétence de ce dernier³.

Un arrêt du Parlement du 5 février 1722 reconnaît au bailli de Saint-Germain le droit de suspendre le procureur fiscal de Villeneuve-Saint-Georges : « Les juges des justices subalternes seront reprimez par le bailli dont ils dépendent⁴. » Ce procureur fiscal aurait prévariqué dans l'exercice de sa charge ; et il avait refusé de venir devant le bailli de

1. AN. Z² 3388.

2. AN. Z² 3819.

3. AN. Z² 3115.

4. AN. ADIV.2, p. 174.

Saint-Germain rendre compte de sa conduite (sentences des 7 mai, 11 et 18 juin 1720). En conformité de la sentence du bailli, le prévôt de Villeneuve-Saint-George commit un nommé Marcillez pour exercer les fonctions de procureur fiscal. Le cardinal de Bissy avait pris fait et cause pour son bailli.

Ce contrôle, qui peut aller jusqu'à la suspension ou à la destitution de l'officier, s'exerce principalement à l'occasion des assises que va tenir le juge du siège principal dans les justices de sa dépendance.

La surveillance du bailli porte enfin sur le greffe et sur la prison¹.

71. Le remplaçant normal du bailli ou du prévôt est le lieutenant. Il apparaît bien qu'autrefois le lieutenant était commis par l'officier lui-même, et les provisions de prévôt données par les religieux de Saint-Martin en 1592, reconnaissent à cet officier la faculté de se faire remplacer dans l'exercice de sa charge par un lieutenant².

Cet usage était très probablement en voie de disparition. Loyseau nous en parle comme d'une chose ancienne, mais de son temps le lieutenant est vrai officier en titre, il n'est plus « le commis ou le substitut du bailli, mais son collègue et compagnon d'office, égal en puissance intrinsèque et en ce qui est de la qualité de juge³ ». Tant que le bailli est présent, le lieutenant n'est qu'un assesseur ou conseiller, mais, en son absence, le lieutenant a plein pouvoir en la justice. De ce caractère de vrai officier, Loyseau tire cette conséquence, que les lieutenants devaient se faire recevoir devant le siège supérieur immédiat, mais non devant le bailli ou le prévôt. En réalité, cette solution n'était pas observée dans la pratique. Le lieutenant est, en général, reçu par le bailli ou par le prévôt.

Sauf pour les matières criminelles où l'ordonnance de 1670 (titre 25, art. 10) exige la présence de deux assistants,

1. Pour la surveillance des greffes et des prisons, voir le chapitre suivant. Cf. une lettre du 22 novembre 1781, publiée en appendice III, montrant le bien que pouvait faire dans un village un bailli consciencieux.

2. AN, Z² 3703, fol. 2.

3. *Offices*, liv. V, chap. II, p. 81.

le juge statue seul, et habituellement le lieutenant n'occupe le siège qu'en l'absence du bailli¹. Il est rare de les voir côte à côte. Toutefois, le Parlement au xvii^e siècle décide que si le lieutenant vient siéger aux côtés du bailli, celui-ci doit prendre son avis². Mais on conçoit que, le bailli n'étant pas lié par cet avis du lieutenant, celui-ci se soit retiré de lui-même.

A Montreuil-sous-Bois, en 1635, les sentences sont rendues par délibération du conseil³. En 1659, le 6 octobre le bailli de Saint-Germain en tenant ses assises, règle un conflit entre le prévôt et le lieutenant de Suresne. Le premier n'habitait pas Suresne et le second avait prononcé dans sa maison une sentence contre un voleur de raisin qui avait été poursuivi d'office. Le bailli ordonne au lieutenant d'assister aux audiences et de ne pas donner d'assignation dans sa maison. Quant au prévôt, il devra tenir les audiences aux jours ordinaires et prendre l'avis du lieutenant lequel se plaignait de n'être pas consulté⁴. A Enghien en 1675, le lieutenant siège quelquefois encore à côté du bailli⁵.

Au xviii^e siècle, le lieutenant n'est plus considéré comme un assesseur du bailli. Un arrêt du Parlement du 3 mars 1728 ordonne, contrairement à la demande des religieuses de Montmartre, que le lieutenant de la justice de Boulogne ne pourra connaître des causes en justice qu'en l'absence du prévôt⁶. C'est à titre tout à fait exceptionnel que le lundi 3 février 1755, le bailli de la Temporalité de l'Archevêché siège assisté de deux avocats⁷.

A défaut de lieutenant, le plus ancien avocat doit prendre la place du juge dans les juridictions seigneuriales comme dans les juridictions royales. Dans la pratique il n'est pas rare de voir le juge remplacé par le procureur fiscal⁸.

1. Il en va de même en Bretagne, Giffard, p. 74, en Vermandois, Combier, p. 11 et p. 69.

2. Arrêt du 4 juin 1630. Filleau, t. II, p. 366.

3. AN. Z² 2501.

4. AN. Z² 3638.

5. Archives de Seine-et-Oise, série B.

6. AN. Z² 476.

7. AN. Z² 3832.

8. Ainsi par exemple, à Saint-Martin-des-Champs en 1751, AN, Z² 3719.

72. Entre officiers d'un même siège, surtout entre le bailli et le lieutenant, les conflits n'étaient pas rares, l'un prétendant empiéter sur les fonctions de l'autre.

Le Parlement a eu plusieurs fois l'occasion d'intervenir. Un arrêt du 5 mai 1630 met fin à un différend qui depuis trois ans divisait le bailli, le lieutenant général, le procureur fiscal et le greffier du bailliage de Saint-Denis en France. Le Parlement décide : l'instruction des procès civils ou criminels appartient au bailli, mais en cas d'absence c'est le lieutenant qui doit le remplacer; le bailli ne pourrait commettre un sergent pour aller faire une enquête ou une information si le lieutenant veut bien y vaquer. Une fois les procès mis en état de manière à être jugés il appartient au bailli d'en prendre deux sur trois, le troisième revenant au lieutenant. Cette décision ne concerne que le rapport des procès : le jugement doit avoir lieu par l'avis commun du bailli et du lieutenant réunis dans la chambre du conseil. L'exécution des sentences est faite par celui qui en aura fait le rapport. C'est sur ce partage du travail que devra se régler le partage des épices. A l'audience, le bailli doit prendre l'avis du lieutenant lorsqu'il est à ses côtés¹.

Des difficultés du même ordre se présentaient lorsque, exceptionnellement, il y avait dans une même justice à la fois un bailli et un prévôt².

73. Le procureur fiscal est à la fois le représentant de l'intérêt général et des intérêts du seigneur. Au premier titre, il doit poursuivre la répression des crimes, faire les enquêtes, provoquer les informations. Il a la surveillance des prisons. Son rôle est très important en matière de police : il doit assurer l'exécution des ordonnances, il reçoit les rapports des maîtres des arts et métiers, requiert

1. Filleau, t. II, p. 366.

2. Un arrêt du Parlement, 7 mars 1654, règle la question pour la justice d'Ausserville en Lorraine (bailliage de Lunéville). Au bailli, appartiendra la connaissance des causes des nobles, la police générale, la tenue des assises; au prévôt, la police particulière, les causes des rôturiers, le contrôle des comptes de fabrique. Le bailli contrôle les comptes de la communauté, convoque les assemblées d'habitants. Il juge les causes intéressant le domaine du sieur d'Ausserville. AN. AD. II, 2, p. 47.

condamnation contre les contrevenants, surveille la réception des jurés et le fonctionnement des corporations. Au civil, il fait faire des inventaires après décès lorsque le défunt laisse des mineurs. Il s'occupe de faire donner des tuteurs et de prendre les avis de parents.

Chargé des intérêts du fisc, le procureur fiscal requiert le paiement des amendes, il prend soin de ne pas laisser échapper les occasions d'exercer les droits de déshérence, d'aubaine, de confiscation, de bâtardise. Il doit veiller à empêcher toute distraction de juridiction, tout empiètement sur les droits du seigneur.

Pour ce qui regarde les procès personnels de celui-ci, recouvrement des droits de lods et vente par exemple, sans doute le procureur fiscal intervient souvent, mais on ne pourrait poser ceci en règle générale, il arrive aussi que ces droits pécuniaires soient réclamés par le fermier ou le receveur du seigneur.

Quelquefois le procureur fiscal postule pour des particuliers, et lorsque la nature de l'affaire ne demande pas son intervention comme officier public, cela lui est permis.

Il doit exercer son office sous le contrôle du bailli : normalement, il doit y avoir entre eux une véritable collaboration. En fait, il y a quelquefois des conflits.

La Cour, dit l'arrêt de 1630 précité, « a fait et fait inhibition et défenses audit procureur fiscal faire voir et visiter par chirurgiens les corps trouvés morts et iceux faire enterrer sans la permission du dit bailli ou lieutenant au cas que l'un d'eux soit présent en ladite ville, ni eslargir de son autorité privée aucun prisonnier détenu pour crime, si ce n'est de l'ordonnance dudit bailli et lieutenant; et audit bailli et lieutenant d'eslargir iceux prisonniers sans en avoir préalablement communiqué audit procureur fiscal et veu ses conclusions ». Dix ans plus tard, le 9 mars 1641, un arrêt de règlement intervient pour le même bailliage. « La Cour ordonne que ledit Lemaire, procureur fiscal dudit Saint-Denis, pourra postuler pour les parties es causes civiles, esquelles le seigneur du lieu et le public n'auront intérêt. Luy fait néantmoins défen-

ses de se pourvoir par devant le Prévost de Paris, es causes esquelles il sera portée en son nom et aura récusé le bailly de Saint-Denis et autres praticiens du siège, ains en la Cour pour lui estre pourveu de juge si besoin est; Et faisant droict sur les demandes en règlement, faict défenses audit bailly de faire aucunes expéditions de justice esquelles le seigneur dudit lieu et le public auront intérêt, ni mesme aucun élargissement de prison, création de tutelle et réceptions de jurez et maistres de métiers que ledit procureur fiscal n'ayt été appelé pour estre ouy et requérir ce que de raison. Seront les causes du siège expédiées par le bailly es audiences ordinaires et non en sa maison ou greffe. Les sergens du dit bailliage seront tenus mettre les procès verbaux par eux dressés des délits et malversations qui se commettront audit lieu, es mains du dit procureur fiscal pour en requérir par luy la justice audit bailly¹ ».

On a vu que le procureur fiscal occupe parfois le siège à la place du juge. Cela paraît bien avoir été admis en général, sauf les restrictions suivantes. Elles reposent sur le double caractère du procureur fiscal d'être le représentant de l'intérêt général, en même temps que le représentant du seigneur.

Au premier titre, il ne peut faire les fonctions de juge dans les affaire sujettes à communication particulièrement dans les affaires criminelles. Il en fut ainsi décidé pour le procureur fiscal de Charenton-Sainte-Maurice par un arrêt du Parlement du 24 décembre 1724². Au second titre, il ne peut connaître comme juge des affaires dans lesquelles le seigneur a un intérêt : arrêt du 11 juillet 1731³.

1. AN. AD. II, 2, p. 33.

2. Denisart, *Décisions nouvelles*, v° Juges, n° 61.

3. Henriquez, p. 316. On peut en rapprocher un arrêt du 25 avril 1716 pour le bailliage de Boissy-le-Chatel, B. N. ms. fr. 21.597, fol. 344.

CHAPITRE II

L'ORGANISATION MATERIELLE DE LA JUSTICE

§ 1. *L'auditoire.*

Dès le ^{xv}^e siècle, les ordonnances obligeaient les seigneurs à avoir des auditoires décents : la justice ne pouvait être rendue que dans un local convenable et destiné spécialement à cet usage. Les auteurs mentionnent tous cette obligation bien souvent rappelée par les ordonnances et les arrêts¹.

74. En ce qui concerne les justices de Paris même, ces dispositions ont été appliquées, et les baillis disposaient de lieux aussi corrects que pouvaient être sans doute les auditoires royaux.

Une visite des locaux de l'hôtel du For-l'Evêque, faite par le voyer à la requête du procureur fiscal le 14 mai 1583 nous montre sans doute l'urgence de réparations, (il faut par exemple remplacer dans les prisons, les barreaux de bois par des barreaux de fer) mais nous montre en même temps que le bailli disposait, indépendamment de trois grandes chambres, d'un auditoire et d'une chambre du conseil². A Saint-Germain-des-Prés, le registre des audiences pour l'année 1608³ montre qu'elles étaient tenues dans des lieux différents. Les juges siégeaient parfois en chambre du conseil. L'auditoire normal s'appelait la Juridiction. Et durant la foire Saint-Germain au mois de février

1. Cf. ordonnance d'Orléans, art. 55, édit du 7 septembre 1645, etc....

2. AN, Z³ 3190.

3. AN, Z³ 3342.

le bailli s'y transportait pour régler plus rapidement les affaires. On observe encore cette pratique en 1630 et en 1668¹. Ce bailliage de Saint-Germain était suffisamment grand pour qu'en 1674 le nouveau Châtelet créé pour la rive droite, soit venu s'y installer en attendant la construction d'un local spécial. C'était, pour le dire en passant, un excellent moyen d'assurer l'exécution de l'Edit. De fait le bailliage de Saint-Germain ne fut rétabli qu'en 1693, alors que depuis 1684 le nouveau Châtelet uni à l'ancien, avait cessé d'y fonctionner.

75. Dans les justices de banlieue, il paraît bien que les auditoires n'étaient pas tenus comme ils auraient dû l'être. Un arrêt du Parlement du 28 avril 1673 porte bien « défenses aux juges de rendre la justice sous les porches des églises, dans les cimetières et les cabarets² », et ordonne au seigneur de faire construire dans la maison seigneuriale des auditoires convenables; mais à la suite des assises tenues par le lieutenant civil du Châtelet à Tournan, le commissaire N. Delamarre s'en va à Marolles en Brie faire une information contre le procureur fiscal et le receveur des amendes, au lieu ordinaire où se tient la juridiction, c'est-à-dire sous le porche de l'église paroissiale du lieu³.

Les assises tenues par les baillis seigneuriaux dans leur ressort proche de Paris, nous montrent que le défaut d'entretien de l'auditoire n'était pas une exception. Le 27 septembre 1618, le bailli de Saint-Germain à cette occasion ordonne au greffier de Thiais de nettoyer l'auditoire et les prisons et « de n'y mettre aucun pourceau ni autre beste⁴ ». Le 6 octobre 1659, à Suresnes, le bailli trouve l'auditoire et les prisons en mauvais état, et ordonne que « les réparations nécessaires seront faites à la diligence du procureur fiscal et aux frais des religieux⁵ ».

1. AN, Z² 3388, et mémoires des officiers du Châtelet en 1668, B. N. ms. fr. 21597 cf. *infra*, 2^e partie, chap. II, § 3, p. 245.

3. B. N. ms. fr. 21597 fol. 297.

2. Néron, t. II, p. 770.

4. AN, Z² 3638.

5. AN, Z² 3638.

Lors des assises tenues par le bailli général du For-aux-Dames en 1736 dans la prévôté de Mesnus et Boulogne le procureur fiscal remontre que « l'audience est empestée par la nommée Cherfix fermière (receveuse et veuve du geôlier, concierge et voyer particulier) qui y faisait étendre des peaux de bœufs, moutons et autres animaux ce qui causait une exhalaison préjudiciable à la santé des officiers et d'une indécence insupportable, et qu'il en était de même en la chambre du conseil qui nous paraissait toute sanglante sur le bureau et sur les bancs¹ ».

§ 2. *Les prisons.*

« Pour l'exécution de sa Justice doibt le hault justicier avoir juges et officiers, geolliers, prisons bonnes seures et raisonnables de haulteur et largeur compétante et non infectes. Et doibvent lesdictes prisons estre basties à rez de chaussée, sans user de ceps, grillons, grues et autres instruments semblables. » C'est ainsi qu'après plusieurs ordonnances royales les articles secrets de la coutume de Paris réglementaient le droit pour les seigneurs d'avoir une prison².

76. A Paris, les prisons répondaient à peu près à ces conditions, tout au moins les plus importantes car en 1670 il y avait vingt-quatre prisons appartenant à des seigneurs particuliers. A la vérité, il n'y en avaient que deux de vraiment importantes : Saint-Germain et le For-l'Evêque. Au For-l'Evêque en 1664 il y a une centaine de prisonniers³. A Saint-Germain nous avons conservé le registre d'écrous pour les années 1644, 1645, 1646⁴. D'après ce registre il est entré dans la prison de Saint-Germain près de 1100 prisonniers pendant trois ans.

Il faut considérer que dans ces prisons il y avait de

1. AN. Z² 476.

2. Article 2.

3. Cf. *infra*, n° 80.

4. AN. L. L. 1038 : un registre d'écrous contient l'indication de la date et du titre de l'entrée du prisonnier; d'autre part dans une colonne spéciale l'indication du moment de la sortie de prison et de sa cause.

nombreux prisonniers pour dette et qu'elles étaient utilisées comme prisons empruntées, c'est-à-dire que l'on y amenait certains prisonniers en vertu de décrets royaux. Ce furent avec celles de Saint-Martin et de Saint-Eloy les seules qui subsistèrent après l'Edit de 1674, comme prisons royales. Elles semblent bien avoir été les seules à conserver une certaine importance après le milieu du ^{xvii}e siècle. — Ainsi à Saint-Lazare, de 1561 à 1639, on compte encore cinq cent quarante et un prisonniers, soit une moyenne de soixante-dix par an¹, mais en 1670 il n'y a plus que vingt-six emprisonnements².

Si nous envisageons l'état des prisons au ^{xviii}e siècle la décadence paraît certaine.

A l'archevêché, il y a un très mince registre d'écrous de 1718 à 1746, et dans cet unique registre, ne figurent que cinq emprisonnements ; c'est d'ailleurs un huissier du Châtelet qui instrumente³. En 1750 dans la prison du Temple il y a cinq prisonniers⁴.

77. En banlieue les prisons sont le plus souvent inoccupées, quelquefois inexistantes, toujours en fort mauvais état. A Villeneuve-Saint-Georges en 1719, le procureur fiscal remontre qu'il a fallu par suite du mauvais état des lieux transporter des prisonniers à la Conciergerie, « [de plus, Monsieur le Procureur du Roi peut y pourvoir, ce qui pourrait faire une réunion de la justice au domaine du Roi⁵. »

Au ^{xviii}e siècle à Boulogne, il n'y a que deux ou trois

1. AN, Z² 3696.

2. AN, Z² 3698a. Dans la première période, il s'agit surtout de prisonniers pour dettes, et de soldats du régiment des gardes du Roi par ordonnance du prévôt général des bandes françaises; il semble que la prison ait été utilisée comme lieu disciplinaire. On trouve encore des traces de cette habitude en 1670, où on compte : deux soldats de ce régiment en prison, un prisonnier sur l'ordre du Roi, cinq en vertu de décrets d'officiers royaux (il s'agit de causes criminelles). Le bailli de Saint-Lazare a fait emprisonner neuf personnes pour dettes, et neuf également pour crime ou délit.

3. AN, Z² 3843.

4. AN, Z² 3766.

5. Cf. appendice, II. A Sugères en Auvergne les prisons étaient également le plus souvent inoccupées malgré la fréquence des crimes.

prisonniers par an ; ils sont en général remis presque immédiatement en liberté¹.

Bien souvent la prison sert d'étable, jusqu'au moment où le propriétaire vient les réclamer, pour les animaux que les messieurs ont trouvé errants dans les champs ou les bois. Quelquefois, comme à Thiais, ces animaux se retrouvent avec les propres bestiaux du geôlier.

Cette décadence des prisons en banlieue, et à Paris après 1674 s'explique par le déclin de la haute justice.

78. Les emprisonnements n'ont lieu qu'en vertu d'une ordonnance, d'une sentence ou d'un décret de prise de corps du bailli, à la requête du procureur fiscal. Le geôlier tient un registre d'écrous, et ne procède à des incarcérations, comme à des élargissements qu'en vertu d'ordonnances régulières. Pour les prisonniers amenés dans une prison seigneuriale comme prison empruntée, c'est aux sergents royaux à faire registre des emprisonnements².

Le seigneur devait assurer la nourriture des prisonniers par ordonnance de son juge, les prisonniers pour dettes devant être nourris aux frais des créanciers. La règle qui n'est pas nouvelle, est énoncée par un arrêt du Parlement du 5 juin 1602³. On la retrouve dans une déclaration du 6 janvier 1680 concernant les aliments des prisonniers ; on ne devra emprisonner quelqu'un que si le créancier verse au geôlier de quoi le nourrir pendant un mois ; pour les prisonniers criminels ou pour amende le seigneur, ou le receveur des amendes doit verser au geôlier la somme nécessaire pour la nourriture⁴.

Dans les procès criminels l'élargissement intervient après la sentence définitive, la prison n'ayant pas été

1. AN, Z² 474. « Registre de la prévosté, haute, moyenne, et basse justice des Mesnues et Boulogne cotté et paraphé par nous Charles Clieu de Trumeau, avocat au Parlement, prévost dudit Boulogne au nombre de dix feuillets pour servir à Louis François Cherfix geolier desd. prisons, ce jour 1^{er} août 1730 et avons signé avec notre greffier ». Le registre qui suit et va jusqu'en 1790 ne contient que huit pages. Z² 475.

2. Cf. un arrêt du Parlement du 13 juillet 1648 pour Saint-Martin-des-Champs.

3. Filleau, t. II, p. 287 question 139.

4. Néron, t. II, p. 159.

utilisée comme une peine. Pour les prisonniers pour dettes, il faut payer, ou fournir une caution, ou le consentement du créancier. On rencontre pourtant quelques exceptions à ces exigences. Ainsi le 10 octobre 1632 le bailli de Saint-Germain fait élargir un individu prisonnier depuis le 13 août qui a peu de bien et est malade, « car il y a quantité de prisonniers en prison et il est à craindre que la contagion ne s'y mette¹ ». Le 30 mai 1659 un arrêt du Parlement fait mettre hors des prisons de Sainte-Geneviève un enfant de 14 ans, « ayant égard à sa pauvreté et à la longueur de sa prison » ; il paiera 150 livres de suite et le reste dans six mois².

C'est par l'intermédiaire du procureur fiscal que le bailli exerce une surveillance sur les prisons. Il veille à ce que la prison soit en bon état, ainsi le 26 mars 1630 le bailli de Saint-Germain condamne la geôlière à refaire la barre de la prison sous peine de six sols parisis d'amende³. Le procureur fiscal visite les prisonniers, s'assure que le guichetier ou le geôlier n'en détient pas indûment, ou n'en laisse pas évader, que les incarcérations et les élargissements se passent correctement. — Peut-être lui-même n'était-il pas toujours à l'abri de tout reproche ; en tout cas à Saint-Germain-des-Prés, le 7 août 1608, le bailli fait une enquête parce que l'on raconte que le procureur fiscal a laissé évader plusieurs prisonniers moyennant quelques écus⁴. Un huissier ou un sergent ne peut exercer les fonctions de geôlier. Une sentence du bailli de la Temporalité, du 12 novembre 1691, fait application de la règle à un sergent de Créteil, qui s'était immiscé dans les fonctions de geôlier⁵. En 1750, le bailli du Temple rappelle au guichetier qu'il ne doit enfermer un prisonnier qu'en vertu de la sentence du bailli, si ce n'est en cas de nécessité. Il devra alors en référer au bailli, n'écrire les écrous sur e

1. AN. Z² 3344.

2. AN. Z² 3754.

3. AN. Z² 3388.

4. AN. Z² 3342.

5. AN. Z² 3819.

registre que de la recommandation et permission du bailli¹.

L'action du bailli ou du procureur fiscal était cependant bien limitée par suite de l'usage de donner les prisons à ferme au geôlier. Le bail passé par le geôlier l'obligeait à entretenir les prisonniers et la prison. En vertu de son bail le concierge du For-l'Evêque doit en 1664 faire célébrer la messe dans la prison tous les dimanches. Ce bail rapporte à l'archevêque 5.000 livres par an². Aussi le Parlement finit-il par s'arroger un très large droit de contrôle, sur les baux des prisons des seigneurs haut-justicier. Le 5 février 1672 un arrêt décida que les baux en cours seraient remis à la Cour par les geôliers « pour y être pourvus ainsi que de raison ». A l'avenir ces baux devaient se faire sous la surveillance d'un conseiller à la Cour et d'un substitut du procureur général³.

79. Par cette mesure, la dernière de toute une série d'arrêts, le Parlement cherchait tout particulièrement à s'assurer que les frais nécessaires à l'entretien des prisonniers fussent expressément prévus dans le bail et mis à la charge du geôlier.

Cette question de la nourriture des prisonniers a provoqué bien des tentatives de solution sans qu'il apparaisse que jamais les prisonniers aient été bien nourris.

Le procureur général le 25 mai 1663 remontrait « qu'il y avait aucun ordre établi pour subvenir à la nourriture des prisonniers, et qu'il n'était pas possible que les prisonniers puissent subsister ». Dans l'arrêt intervenu sur ces conclusions le Parlement « ordonne aux seigneurs hauts-justiciers de cette ville et fauxbourgs de Paris de faire fournir par chacun jour aux prisonniers retenus dans leurs prisons du pain pareil à celui qu'on donne aux prisonniers de la Conciergerie⁴ ». Ce pain des prisonniers du Roi avait été fixé par un arrêt du 23 janvier 1662.

1. AN. L. 432 n° 56. Le roi n'en usait pas différemment, en 1593, la géôle de Poissy était affermée vingt écus par an. Cf. N. Valois, *Inventaire Arrêts du Conseil*, t. I, p. 14, n° 180.

2. AN. Z² 3766.

3. B. N. ms. fr. 21712 fol. 149.

4. B. N. ms. fr. 21712 fol. 124.

En réalité, au ^{xvii}e siècle l'état des prisonniers aussi bien dans les prisons royales que dans les prisons seigneuriales paraît bien avoir été lamentable. Un mémoire de 1644 nous met au courant de ces abus, sans spécifier les prisons dans lesquelles ils se rencontraient¹. La situation des prisonniers émut la charité publique. Des associations pieuses se formèrent pour les visiter et leur apporter des secours matériels et spirituels.

Les visites et les dons se faisaient surtout au moment des fêtes, au point qu'à la suite de la visite des prisons de Villeneuve sur Gravois, par le procureur général Harlay, un arrêt du Parlement du 26 septembre 1665 « fait défenses aux geôliers de laisser vaquer les prisonniers, à toutes personnes de se mettre ou faire mettre en prison pour recevoir les charités² à l'occasion de la mi-août. »

Aussi bien le Parlement, se reconnaissait un très large pouvoir de réglementation sur le fonctionnement des prisons seigneuriales ; bien souvent il ne les distingue pas des prisons royales. Cette surveillance semble avoir été particulièrement active pendant les dix années qui précèdent la suppression des justices seigneuriales de Paris³.

Le 6 juillet 1663 le Parlement fit un arrêt de règlement pour la police des prisons, aussi bien pour les prisons royales que les subalternes. Les guichetiers et les geôliers n'avaient pas de registre d'écrous bien tenus. « A l'égard des justices subalternes, un des notables abus qui s'y commettent est que les geôliers d'icelles tiennent des hommes

1. *Bulletin soc. hist. Paris*, t. XIX (1892), pp. 82-86.

2. B. N. ms. fr. 21712 fol. 134.

3. Mais elle a ses racines dans le passé. Un arrêt du 23 mars 1592 (AN. Y. 16402) « enjoint à tous geoliers de cette ville d'avertir les juges des prisonniers qui leur seront menés dans le jour de l'emprisonnement, et de bailler les rôles de leurs prisonniers au procureur général du Roy et un autre aux juges de leurs justices, trois jours devant les séances de la Cour, pour en être fait rapport par lesdits juges lors de ladite séance, fait défenses au geolier des prisons de Saint-Martin-des-Champs et à tous les autres geoliers des prisons subalternes de retenir en leurs prisons plus de temps que quatre heures, les prisonniers qui leur seront baillés en garde comme en prisons empruntées, leur enjoint en avertir les baillifs et juges de leurs justices de les faire mener et conduire en prisons royales, et leur fait défenses de les laisser sortir et mettre hors de leurs prisons sans ordonnance de justice. »

qu'ils font passer pour greffier afin d'exiger doublement et se faire paier du droit de greffe pour les écrous, descharges, recommandations et droits de consignation des sommes de deniers que l'on met entre leurs mains, encore qu'il ne leur soit deub aucune chose et qu'il soit très expressément défendu par les arrêts et règlements aux seigneurs desdites justices de multiplier leurs officiers et d'avoir d'autres greffiers pour leurs prisons que leurs géoliers, n'y ayant en tout le ressort aucun greffier en titre d'office qu'en la Conciergerie du Palais, Grand et Petit Châtelet seulement. » C'est pourquoi la Cour enjoint aux géoliers d'avoir un gros registre d'écrous mentionnant l'emprisonnement et l'élargissement, — et un registre alphabétique des prisonniers. Elle règle d'autre part le couchage et la nourriture des prisonniers, l'organisation des visites, la distribution des aumônes, l'audition de la messe le dimanche¹. Des mesures de publicité sont prévues pour porter ce règlement à la connaissance des prisonniers. Un arrêt du 21 mars 1664 rappela aux seigneurs hauts-justiciers qu'ils avaient à appliquer ces prescriptions.

80. Pour en assurer l'exécution le Parlement organise la visite des prisons.

Bacquet déjà disait que les juges royaux doivent s'assurer que les prisons des hauts justiciers sont « bonnes, seures et raisonnables », et s'occuper de savoir si certaines personnes n'y sont pas détenues indûment. La visite des prisons est obligatoire au moins quatre fois par an².

Les conseillers du Parlement visitent souvent les prisons au xvii^e siècle. Les registres d'écrous en font mention. Avant d'étudier un procès-verbal de la visite des prisons du For-l'Evêque, peut-être est-il bon d'indiquer le tableau des conseillers commis pour la visite des prisons le 31 janvier 1670. Il nous fait connaître la liste de ces prisons à la veille de l'Edit de suppression de 1674, liste qui n'est

1. B. N. ms. fr. 21712 fol. 128.

2. *Op. cit.*, chap. XVIII, n^o 9, 10, 11.

pas en tous points semblable à celle des seigneurs hauts justiciers¹.

« M. M. de Creil : pour le For-l'Evêque.

Ch. Perrot : pour celles de Saint-Eloy près le Palais,
du chapitre Notre-Dame,
de l'Officialité, de Saint-Benoît.

N. Ronjault : pour celles de Sainte-Geneviève,
de Saint-Victor,
de Saint-Jean de Latran,
de Saint-Marcel.

G. Hébert : pour celles de Saint-Germain-des-Prés,
de l'Hôtel jaune.

M. de Refuges : pour celles du Fort-aux-Dames,
de Saint-Magloire,
de Saint-Médéric.

Ch. Leclerc de Courcelles : pour celles
de Sainte-Opportune.
de Saint-Lazare,
de La Ville Neuve.
du chapitre Notre-Dame dans
le faubourg Saint-Laurent.

J. Gaudart : pour la prison de Saint-Martin-des-Champs,
et celle du Temple,

N. Fayet : pour celles de Saint-Eloy près Saint-Paul,
de Reuilly.

Pierre Pithou : pour celles de l'Hôtel de Ville,
des Quinze-Vingts »

des Galériens de la Porte Saint-Bernard ».

La plus importante prison seigneuriale de Paris était donc le Fort-l'Evêque puisqu'un conseiller est commis pour la visiter seule. Nous avons le procès-verbal d'une visite faite quelques années auparavant le dimanche 5 octobre 1664, par Jean Rouillé, conseiller du Roy en ses conseils, maître des Requêtes ordinaires de l'Hôtel, sur l'ordre verbal du Chancelier.

Il interroge le concierge qui se plaint d'avoir à nourrir

1. B. N. ms. fr. 21712 fol. 146.

à ses frais les prisonniers qui ne sont pas là par ordre du bailli de l'archevêque. Le commis au greffe de la geôle présente les registres d'écrous au nombre de douze, le premier commençant le 28 juin 1650. Le plus ancien prisonnier l'est depuis 1651 ; mais c'est exceptionnel, à peu près tous les prisonniers sont là depuis un an à peine. Sur la centaine de prisonniers, il y a certainement plus de prisonniers du Roî que de prisonniers de l'archevêque. Interrogés séparément pour savoir si l'on exige rien d'eux par delà les règlements, il n'y en a que trois pour se plaindre de n'avoir pas de lit ou de chambre séparés. A quoi le concierge répond qu'ils ne les paient pas.

De la visite faite par le conseiller des lieux disciplinaires, il résulte qu'ils sont en bon état. Certaines chambres sont garnies de lits, d'autres de paillasses sur des couchettes de bois. Une chambre est réservée aux malades, une autre aux femmes (il y en a sept ou huit).

Les arrêts de la Cour, notamment celui de 1663, sont rappelés au géolier.

Le conseiller Jean Rouillé a d'ailleurs renouvelé sa visite le 24 et le 28 octobre. Il se fait mettre au courant des nouvelles entrées à la prison, des sorties, et prononce un certain nombre d'élargissements, soit à cause de la pauvreté des prisonniers, soit du peu d'importance du délit¹.

§ 3. *Le greffe.*

Les greffes constituaient les plus importants des offices domaniaux, à côté des notaires et tabellionés². Le greffe, auquel était souvent jointe la charge de tabellion, était donné à ferme soit par le seigneur lui-même, soit le plus souvent par le receveur de la seigneurie³.

1. B. N. ms. fr. 1734, fol. 152.

2. Ces notaires subalternes ne pouvaient instrumenter que dans le territoire de la justice, « entre personnes y demeurans et pour raisons des choses qui y sont », arrêt du Conseil d'Etat, 7 août 1619; Girard et Joly, t. II, p. 1938; *sic*, Conseil d'Etat, 2 août 1707, Boucher d'Argis, *Code rural*, t. I, p. 290.

3. La pratique de donner les greffe à ferme se retrouve en Bretagne, Giffard, p. 91; le greffier s'engage également à faire gratis les actes intéressant le seigneur, p. 77.

81. L'analyse des baux passés à cette occasion va nous permettre d'étudier la situation du greffier.

Il s'agit d'abord du bail du greffier de Saint-Magloire à Paris, ci-devant exercé par J. Desbois, bail fait le 18 mars 1620, par le receveur général et amodiateur des revenus temporels de l'évêché de Paris et de ses annexes, pour quatre ans au greffier du Chapitre Notre-Dame de Paris et de Vitry-sur-Seine¹. Le greffier s'engage à faire un registre des causes et les expéditions ordonnées au bail-liage « suivant les ordonnances royales ». A la fin de sa ferme, il rendra toutes les procédures. Enfin, clause très intéressante, il devra faire « toutes les expéditions concernant sa charge pour raison des procez intentés par le procureur fiscal de ladite justice sans en demander aucune chose à Mgr le Cardinal ni à ses recepveurs », il se fera payer ses salaires par les condamnés. On voit par quel procédé le seigneur se déchargeait dans les causes personnelles des frais de la procédure. En ce sens le droit de justice facilitait le recouvrement des droits féodaux.

Il est interdit de céder la charge de greffier sans le consentement du bailli. Le prix de la ferme est de 60 livres tournois par an².

Le bail du greffe et tabellioné de Bourg-la-Reine du 9 mai 1653³ nous donne des détails plus circonstanciés. Ce bail fait pour six ans se présente comme une reconnaissance passée au Plessis-Picquet devant le tabellion du lieu et deux témoins, par le receveur de la terre et seigneurie de Sceaux. Nous n'avons ici aucune indication sur la profession antérieure et la capacité du greffier. Il est tenu de faire gratis les actes du fisc, comme dans le cas précédent, et également un registre des amendes et confiscations. Il doit « le remettre au Seigneur du lieu ainsi que les sommes reçues pour être... employées à l'entretien des justices de Bourg-la-Reine ou autres choses qu'il advisera bon être. » Le greffier est tenu de résider sur les lieux et ne peut céder

1. AN, L 445, n° 71.

2. En 1674, le greffe de Saint-Magloire était affermé 300 livres, le greffe de Saint-Eloi 200 livres, celui de l'archevêché 1.200 livres, celui de Saint-Germain-des-Prés 3.000.

3. AN, Z² 4197.

sa charge sans consentement du bailleur. Le prix du greffe est de 80 livres par an.

A la fin du XVIII^e siècle, Naudet, receveur du duché pairie de Saint-Cloud, tenait les offices de greffier et tabellion du lieu moyennant 175 livres par an, « et à la charge de faire toutes les procédures criminelles et autres affaires à la requeste du Seigneur et du procureur fiscal gratis¹. »

La passation de ces baux n'empêchait pas l'expédition de lettres de provision : c'était alors à titre de simple confirmation².

Des exemples montreront comment étaient souvent recrutés les greffiers. Ce sont les « provisions de l'estat et office de greffier et tabellion à Saint-Martin-des-Champs pour M^e Guédon praticien audit lieu cy devant exerçant comme commis ledit greffe et tabellionage³. » Ces provisions sont dans la même forme que celles de prévôt, et contiennent la clause « tant qu'il nous plaira ». Il s'agit probablement de quelqu'un qui avait été commis à l'exercice du greffe par le seigneur pendant l'absence ou la maladie du greffier en titre.

Le 10 septembre 1754, Nicolas Hallez, huissier au Châtelet, se fait recevoir greffier au bailliage de la Temporalité de l'Archevêché, en vertu de lettres de provisions accordées par Mgr l'Archevêque de Paris. Il en est de même pour le greffier de Saint-Cloud⁴.

82. Quelles étaient donc les obligations des greffiers⁵ ? Et comment s'en acquittaient-ils en pratique ?

Si on veut bien laisser de côté les devoirs du greffier en ce qui concerne la conservation des profits de justice et des intérêts patrimoniaux du seigneur, il ressort des exemples précédemment cités, que le greffier devait tenir registre

1. Lettre adressée en 1767 à Mgr de Beaumont, archevêque de Paris. AN. L. 437 n° 15.

2. Lefebvre de la Planche, t. III, p. 116.

3. Janvier 1595, AN. Z² 3703.

4. AN. Z² 3832. *Addé* à Saint-Denis en 1740 provisions de l'office de greffier à Aubervilliers et Pierrefitte en faveur d'un procureur d'office, AN. Z² 94.

5. Sur les devoirs des greffiers on trouvera dans Jousse, *Justice civile*, t. II, p. 271 et s. des précisions et des références nombreuses.

des actes qui se passaient à la justice : « faire bons et fidèles registres des causes, jugements et sentences, et autres expéditions qui seront faits et ordonnés audit bailliage », dit le bail du greffe de Saint-Magloire en 1620; « tenir bon et loyal registre » disent les provisions du greffier d'Auber-villiers en 1746. Ce n'est là que l'application des prescriptions des ordonnances royales.

Des ordonnances de Louis XII de mars 1498¹ et de 1499² obligeaient le greffier à faire « registre de toutes expéditions et actes judiciaires ». Il n'y avait là qu'un précepte général qui ne visait pas spécialement les greffes des seigneurs. Des indications plus précises sont fournies par des arrêts de règlement du Parlement de Paris : 10 juillet et 10 décembre 1665, 23 juillet 1676 et 15 mai 1714. Le Conseil du Roi intervient également³.

83. Le greffier doit, en premier lieu, tenir un registre des audiences. Sur ce registre, il portera indépendamment de la date et du nom de l'officier qui occupe le siège, une mention pour chaque affaire; mention souvent fort brève : indication des parties et de leurs procureurs, décision intervenue (défaut, condamnation, appointment, etc.), sans que bien souvent soit indiqué l'objet sur lequel porte la sentence du juge et la nature de l'affaire. Toutefois les sentences de police, obtenues par le procureur fiscal sont en général plus explicites. Jusqu'au milieu du xvii^e siècle surtout, ces registres sont le plus souvent mal tenus.

Plusieurs ordonnances du xvii^e siècle obligeaient les juges à régler oralement et sur-le-champ les affaires les plus simples; dans la mesure, certainement assez restreinte, où

1. Art. 129, Isambert, t. XI, p. 369.

2. Art. 21 et art. 109, Fontanon, t. I, p. 476 et 477. On retrouve les mêmes prescriptions dans des Edits de François I^{er}; voir les références dans Jousse *loc. cit.*

3. Un arrêt du 28 août 1717 fait défense aux greffiers royaux et subalternes, de laisser en blanc la somme des dépens réclamés pour les minutes, ceci en conformité avec l'Ordonnance d'avril 1667 (tit. 31, art. 33). Les salaires des greffiers étaient tarifés par le Parlement. Cf. un arrêt du 27 mars 1609, qui condamna le greffier de Saint-Germain-des-Prés à 80 livres d'amende pour avoir perçu des droits excessifs, et tarifa ce qu'il pourrait demander aux parties. Tanon, p. 228.

ces ordonnances étaient appliquées, est-ce que les affaires réglées de cette manière étaient portées sur les registres d'audiences ?

En marge du registre figurent presque toujours à partir du milieu du xvii^e siècle les noms des procureurs qui ont instrumenté, cela nous montre que bien souvent il n'y avait que trois ou quatre procureurs dans une même justice. Figure également, s'il y a lieu, l'indication : pour le procureur fiscal.

A la fin de chaque audience, l'officier qui a tenu le siège signe.

L'article 15 de l'arrêt du 10 décembre 1665¹ oblige les greffiers à avoir un registre pour y inscrire jour par jour toutes les informations, les interrogatoires et autres procédures criminelles.

Il y a également des registres d'affirmations de voyages, de nominations de tuteurs, des registres d'écrous, des registres pour la police, etc...

En second lieu, le greffier a la charge des minutes du greffe. C'est à lui qu'appartient la garde et la conservation de ces actes précieux pour les habitants de la seigneurie, mais précieux également pour le seigneur. Tous les actes passés par un officier de la justice devaient être déposés au greffe². L'examen des liasses qui nous sont parvenues montre que là aussi régnait dans la pratique le plus grand désordre, qui s'explique si l'on songe à la modicité des intérêts en présence. Les minutes ne pouvaient être transportées dans la maison particulière du seigneur³, et souvent une pièce spéciale dans la maison seigneuriale était réservée à leur conservation.

84. Les archives des justices seigneuriales ne sont pas la propriété des officiers⁴. Lorsqu'il abandonnait sa charge le greffier devait transmettre les registres et les minutes à son successeur. A cette occasion, on dressait un inven-

1. Mentionnée dans une lettre du procureur général Joly de Fleury, 21 juillet 1784. B. N. ms. fr. Joly de Fleury, n° 2423, fol. 173.

2. Article 35, arrêt du 10 juillet 1665, *Journal des Audiences*, t. II, p. 399.

3. Ordonnance de Blois, article 170.

4. Arrêt du Parlement du 27 décembre 1697. AN. AD. IV, 2 p. 144.

taire des papiers du greffe. Il en était de même lors du décès du greffier¹.

Ainsi, il y a un inventaire des papiers qui se sont trouvés dans le greffe de la Temporalité de l'archevêché après le décès de M. Féval survenu le 7 octobre 1743. Dans cet inventaire sont mentionnés des dossiers de procès civils ou criminels, des liasses de minutes, des registres d'audiences, des informations de bonne vie et mœurs pour la réception des officiers de justice, enfin une liasse de procès-verbaux d'assises tenues à Saint-Cloud et Conflans et une liasse de titres intéressant le temporel de l'Archevêché². En 1773 à la même juridiction est dressé un état des minutes remises à un nouveau greffier par les héritiers de l'ancien en présence du procureur fiscal³.

Ces inventaires n'allaient pas toujours sans difficulté. A Sainte-Geneviève, nous assistons en 1652 aux démêlés des religieux avec l'exécuteur testamentaire de leur greffier qui aurait soustrait « les registres, titres, papiers, pièces et actes concernant la justice et greffe de Sainte-Geneviève⁴. »

Le greffier en exercice dresse également pour son usage personnel des inventaires des minutes. Un des plus intéressants est le « Registre en forme d'inventaire des actes et minutes reçus par René Genest greffier de Belleville depuis et y compris le 25 janvier 1681 jusques et y compris le 25 janvier 1689 qui font neuf années, tous inventaires, clostures diceulx, actes des tutelles, plaintes, informations, émancipations et autres actes dont la teneur s'en suit. » Ce mince registre contient l'énumération des actes reçus par le greffier, avec l'indication de la nature de l'acte et les noms des parties; l'intervention du procureur fiscal est indiquée s'il y a lieu. Il contient également des indica-

1. Article 35 de l'arrêt du 10 juillet 1665 cité *supra*.

2. AN. Z² 3838.

3. AN. Z² 3838; citons aussi des répertoires pour la prévôté de Boulogne à la fin du xviie siècle AN. Z² 471 et 473.

4. 29 novembre 1652, AN. Z² 3754.

tions sur les recettes et dépenses faites pour la justice¹.

En dehors de ces inventaires, des répertoires des pièces déposées au greffe ont pour but de faciliter la tâche du greffier auquel les parties viennent demander une expédition. Nous signalerons le répertoire du greffe civil et criminel de Mons-sur-Orge. Dans les deux registres de ce répertoire très minutieusement fait au XVIII^e siècle sont mentionnées toutes les minutes des années 1675 à 1731 ; le classement est fait par ordre alphabétique d'après les noms des parties, en indiquant la nature de l'acte mais non son objet². Un répertoire de ce genre devait être encore plus utile lorsque le greffier exerçait également la charge de tabellion ; et cela se rencontre assez souvent. C'était là une circonstance qui facilitait la perception du plus profitable de tous les droits seigneuriaux, les lods et ventes. Lorsque les charges n'étaient pas réunies, nous voyons quelquefois le greffier essayer de passer les actes qui ressortissent normalement aux fonctions de notaire, ce qui était pourtant interdit à Paris³.

Au mépris de cette défense, en 1662 le greffier de la justice de Reuilly (au grand prieur du Temple) « non seulement passait des contrats, recevait des testaments et faisait toutes sortes d'actes concernant la charge de notaires, mais au besoin les recevait par forme de jugement », et ce quelquefois à la requête des parties qui probablement payaient moins cher qu'aux notaires du Châtelet. Mais la communauté des notaires obtint du Parlement un

1. AN. Z² 291; *Adde* : Inventaire du greffe de Saint-Germain-des-Prés 1612 (Z² 3642) et répertoire du greffe de Villemomble 1665-1778 (Z² 1044); on trouve également un état des procès faits à la Temporalité de l'Archevêché de 1773 à 1788, Z² 3838.

2. AN. Z² 1372 et 1373.

3. L'interdiction aux greffiers des justices de Paris de faire les fonctions de notaires, remontait à un arrêt du 3 décembre 1569 (BN. ms. fr. 16526 fol. 285 : « Pourront les dits notaires passer et recevoir tous contrats, testaments, procurations, attestations et tous autres actes et institutions volontaires, en et au dedans de la dite Ville et Fauxbourgs de Paris privativement aux dits hauts justiciers et leurs officiers auxquels la dite Cour a inhibé et défendu passer et recevoir aucuns contrats, testaments, procurations, attestations, ne autres actes et instrumens volontaires, mesmes aux greffiers de les recevoir par forme de jugemens, encores qu'ils en fussent requis par les parties, sous peine de nullité et d'amende arbitraire »).

arrêt interdisant au greffier de Reuilly de telles pratiques à peine de 500 livres d'amende¹.

85. Les greffiers étaient soumis à la surveillance du bailli seigneurial et des juridictions royales supérieures. C'est ainsi que le 21 février 1602² le bailli de Sainte-Geneviève rend une sentence ordonnant au greffier de ne délivrer les décrets, les sentences exécutoires, ou les exploits qu'aux parties, à leurs procureurs, ou au sergent qui se sera occupé de l'information. Il est même défendu au clerc ou commis du greffe de faire des exploits; cela est réservé au greffier.

A Saint-Germain, en janvier 1657, nous voyons le bailli veiller à ce que le greffier qui quitte la ferme de sa charge fasse l'inventaire des minutes³. En 1659 lorsqu'il va tenir ses assises à Suresnes, le bailli s'aperçoit que les minutes du greffe et du tabellionage sont restées entre les mains des diverses personnes qui les ont exercés ou de leurs héritiers; il leur est ordonné « de les remettre entre les mains du greffier à présent en charge, qui en fera inventaire sommaire. » Celui-ci conservait en son domicile les papiers et registres actuels, la chambre du greffe étant en mauvais état; mais comme on peut craindre un incendie le procureur fiscal de Suresnes demandera aux religieux de Saint-Germain de faire aménager une chambre pour la conservation des minutes, papiers et registres⁴. En 1719 aux assises de Villeneuve, Saint-Georges, le bailli prend des mesures destinées à assurer la conservation des minutes au greffe; il prescrit de faire des répertoires et des inventaires:

En 1670 à Nanterre le procureur fiscal des religieux de Sainte-Geneviève a beaucoup de peine à obtenir du greffier la communication d'informations faites il y a une quinzaine d'années à la suite d'un assassinat⁵.

1. 29 avril 1662. B. N. ms. fr. 21597 fol. 282.

2. A. N. Z² 3754

3. A. N. Z² 3355.

4. A. N. Z² 3638.

5. A. N. Z² 2567.

En 1726 le bailli de Montmartre va tenir les assises à Boulogne, et, le greffier étant malade, il le fait remplacer à l'audience par un procureur; après quoi, il se transporte à son domicile et lui réclame « le protocole de ses actes de notaires (il est aussi tabellion) et le registre des audiences de la prévosté. » Le bailli n'est pas satisfait : « Avons trouvé sondit protocole informe ny ayant aucuns actes mentionnez ni registre depuis 1721 : et nous serait convenu que depuis six ans il n'avait délivré à Madame aucun extrait des ventes, rachapts et échanges qui avaient été faits en la seigneurie de Boulogne, et à l'esgard de son registre d'audience il nous a paru très informe. Sur quoy avons ordonné audit greffier de remplir dans la quinzaine son protocole, et dans le même délai d'apporter à Madame tous les extraits des contracts de vente et d'eschanges qui ont été fait depuis huit ans à peine d'estre responsable en son propre et privé nom des droits seigneuriaux non payez et aux peines des ordonnances; comme aussi de tenir ses registre du greffe en règle à peine de faux¹. »

86. Le lieutenant civil du Châtelet, lors des assises tenues à Corbeil en 1677, se fait présenter les registres des greffes, et il consacre un paragraphe spécial aux greffiers dans l'ordonnance rendue à cette occasion. Ils auront un registre de dépôt sur lequel « ils doivent faire mention de toute plainte, information, et procédure faite, et enregistrer les procès apportés au greffe ». Il est défendu de laisser des blancs sur les registres d'audience. Registres et minutes doivent être mis dans un lieu sûr. Les salaires sont réglés par les édits et arrêts; les tarifs doivent être respectés; on les affichera dans l'auditoire².

Les procureurs du Roi ont souci d'assurer l'observation de ces prescriptions. Quelquefois même, ils les dépassent. Une lettre du procureur général Joly de Fleury au procureur du Roi au bailliage de Pontoise, est à cet égard particulièrement significative. Cet officier royal montre trop de zèle et réclame des greffiers subalternes de son ressort

1. A. N. Z² 476.

2. A. N. Y. 18, fol. 46.

la représentation de leurs registres tous les quatre mois. Joly de Fleury lui fait savoir qu'il n'y est pas autorisé par les ordonnances de 1667 et 1670. Il peut simplement réclamer tous les six mois un extrait du livre de dépôt des procédures criminelles et du registre de la geôle, l'article 15 de l'arrêt de Règlement du 10 déc. 1665). Le Procureur général ajoute que la communication des minutes criminelles prévue par l'article 17 du même arrêt n'a jamais fonctionné en pratique, — les minutes ne devant pas quitter les greffes¹.

Il semble donc en réalité que les organismes royaux n'interviennent qu'exceptionnellement et pour sauvegarder l'intérêt supérieur de l'ordre public, dans le fonctionnement des greffes des justices seigneuriales. Le contrôle normal et habituel des greffiers appartient à leur supérieur immédiat, le bailli ou le prévôt de la justice où ils exercent leur charge.

§ 4. *Les profits de justice.*

87. Aux xvii^e et au xviii^e siècles les seigneurs ne participent plus à l'administration de la justice. S'ils tiennent cependant à leur qualité de seigneur haut-justicier, c'est à cause des profits et de l'honneur qu'ils en retirent.

Certains de ces profits (amendes, confiscations) sont la conséquence directe de l'exercice de la justice, d'autres sont attachés au titre de haut-justicier. Aux uns comme aux autres, nos anciens auteurs font la place la plus large, ainsi Bacquet au xvi^e siècle, Jacquet au xviii^e dans leurs *Traité des Droits de Justice*. Sans les suivre dans cette voie, notre dessein étant d'étudier les justices des seigneurs comme organismes participant à l'administration de la justice, il faut cependant donner à ce sujet quelques indications.

Les profits de justice n'étaient pas perçus directement par le seigneur, mais par le receveur de la seigneurie².

1. Lettre du 29 juillet 1784, B. N. ms. fr. Joly de Fleury, n° 2423, fol. 173.

2. Sur le bail de la seigneurie de Saint-Cloud. Cf. *infra*, p. 141.

C'était lui qui payait les frais d'exécution des sentences criminelles, passait les baux des greffes et des geôles, versait les gages des officiers, quelquefois les nommait. A Saint-Germain-des-Prés, il est appelé en 1608 admodiateur général¹. Il y avait également dans ce bailliage un receveur des amendes. A défaut de receveur, les amendes sont payées au greffier, comme à Saint-Martin des Champs en 1595².

88. I. Les amendes et les confiscations résultent de l'exercice de la justice. C'est sur l'amende que sont pris les frais du procès criminel. En effet, dit Bacquet « les hauts justiciers doivent purger leurs terres et seigneuries de mal-fauteurs et gens mal vivans ; et à leurs dépens faire faire des recherches, poursuites, et exécutions à ce nécessaires³ ». Les arrêts du Parlement intervenus par voie d'appel sur les sentences criminelles ne se font pas faute de modérer les amendes que les juges des seigneurs avaient toujours tendance à exagérer⁴. Ces amendes étaient arbitraires.

Plus fréquemment des amendes sont prononcées en matière de police. Elles varient alors entre cinq et cinquante livres selon la gravité du délit et la qualité du coupable. Elles sont infligées : pour avoir jeté des immondices par des fenêtres, pour avoir laissé des bestiaux pâturer dans des terres cultivées, bien souvent à des cabaretiers qui ont donné à boire le dimanche pendant le service divin, ou un jour de fête. En 1779 les amendes de police portées par le bailli de Charenton-Saint-Maurice s'élèvent à 130 livres⁵. De ces amendes de police, on peut rapprocher les amendes pour distraction de juridiction que le juge inflige à ses justiciables qui ont porté leurs procès ailleurs⁶.

1. A. N. Z² 3342, le 22 novembre.

2. A. N. Z² 3703.

3. *Op. cit.*, n° 19 et 20 et arrêt cité du 15 avril 1580 contre le bailli de Saint-Germain.

4. Cf. plusieurs exemples d'amende dans le paragraphe consacré à la justice criminelle, chapitre suivant, n° 104, p. 150.

5. A. N. Z² 670.

6. Par exemple à Saint-Germain-des-Prés 45 livres le 22 août 1656, A. N. Z² 3355. Cf. *infra*, titre III, chap. II, § 1, n° 138.

Les très rares comptes des amendes que nous avons pu trouver ne font pas de distinction entre l'origine des amendes. A Auteuil de mai 1612 à février 1623, les amendes montent au chiffre minime de soixante-cinq livres¹.

Dans la justice de Sainte-Geneviève pour l'année 1630 cinquante-cinq condamnations à l'amende ont été prononcées ; elles varient entre dix et trente sols, et atteignent un total de trente livres neuf cent quarante-sept sols.

Plus de trente ans plus tard, le compte du receveur des amendes adjugées à Sainte-Geneviève porte :

23 juillet 1664 : recepte brupte : 56 livres ;

27 janvier 1665 : recepte nette : 26 livres ;

9 mars 1665 : recepte brupte : 57 livres ;

dépense : 36 livres.

En comptant le dernier terme de l'année financière qui manque on peut évaluer à cent livres à peine la recette des amendes à Sainte-Geneviève pour une année de la seconde moitié du xvii^e siècle².

Les amendes sont considérées bien plutôt comme un profit dérivant du droit de justice que comme une peine ou une compensation des frais nécessités par l'exercice de la justice. Les amendes de police prononcées par le juge royal sont versées au seigneur, du moment que le fait réprimé s'est passé dans le détroit de sa justice. Un arrêt du Parlement du 21 avril 1665³ décide que les amendes adjugées à l'abbé de Saint-Germain-des-Prés ou à son commis à l'encontre des justiciables du faubourg seront recouvrés par le receveur des amendes de Saint-Germain et non par celui du Châtelet, alors même qu'elles résulteraient de sentences de police du Châtelet.

Des amendes il faut rapprocher la confiscation des biens des condamnés à mort ou des bannis. Pour les cas royaux, les confiscations appartiennent au Roi dans tous les cas de lèse-majesté, pour les autres cas aux hauts-justiciers⁴.

1. A. N. Z² 190.

2. A. N. Z² 3754.

3. B. N. ms. fr. 21706 fol. 145.

4. Cf. Bacquet, *op. cit.*, chap. XI, n° 1-3 et 11-18, et Lefebvre de la Planchette, liv. VIII, chap. II (t. II, p. 470-489).

La confiscation n'appartient pas au seigneur parce que son officier a prononcé la sentence, mais parce que le criminel avait des biens situés dans la seigneurie. Ainsi en 1619 les religieux de Sainte-Geneviève confisquent les biens situés dans leur justice de Jean Fayet banni à perpétuité du royaume, par sentence du lieutenant criminel de la Prévôté de Paris du 23 novembre 1619. Ce Fayet ayant obtenu en 1620 des lettres de grâce de rappel, le roi déclare par lettres royaux du 26 février 1620 que « son intention a été que les biens confisquez... soient exceptés de la clause portée par les lettres de rappel auxquelles Sa Majesté déroge pour ce regard seulement¹. »

89. A côté de ces profits, il en est d'autres qui apparaissent à certains égards comme les suites du droit de police : ce sont les droits de voirie, de péage, de poids et mesure, de pêche, de batelage. On peut en rapprocher les banalités.

En vertu de son droit de voirie, le seigneur lève une taxe sur les propriétaires qui demandent un alignement, qui construisent des auvents ou suspendent des enseignes. En 1661 les droits de voirie de l'archevêque à Paris et hors Paris, non compris les voiries de Saint-Magloire et de Saint-Eloi sont affermés pour la somme de 300 livres par an².

Le 17 juillet 1610, le bailli de la Temporalité de l'Evêque de Paris adjuge le bail du péage du Pont de Charenton pour six ans, au plus offrant et dernier enchérisseur moyennant la somme de 12 livres par an, payable en quatre termes³.

En 1683 le procureur fiscal de Saint-Cloud levait encore des droits de péage sur les bateaux passant sous le pont⁴. L'archevêque prétendait avoir un monopole pour le service du bateau de Saint-Cloud à Paris : d'où des contestations avec le Bureau de la ville, et avec le bateau de Sèvres réglées par plusieurs arrêts du xvii^e et xviii^e siècles.

A Saint-Cloud, l'archevêque avait également des droits de pêche. C'était là d'ailleurs quelque chose d'exceptionnel,

1. AN, L 879 dossier 6, n° 50.

2. AN, L 432, n° 26.

3. AN, L 437, n° 1.

4. *Eod.*, n° 5.

car, dit Delamarre : « toutes les rivières navigables et flottables appartiennent au Roi... Ce n'est pas que plusieurs abbayes et plusieurs seigneurs ne soient en possession de ce droit de pêche dans les grandes rivières, mais ils le tiennent de la piété ou de la libéralité de nos Rois, par des concessions particulières dont ils sont obligés de rapporter les titres ou la preuve d'une possession immémoriale de cent ans et plus »¹. C'est ainsi que l'abbaye de Saint-Germain avait le droit de pêche sur la Seine depuis le pont au Change jusqu'au ruisseau du village de Sève (Sèvres), Saint-Magloire depuis le pont Notre-Dame jusqu'au Pont-au-Change. Les seigneurs affermaient ce droit de pêche à des maîtres pêcheurs organisés en maîtrises².

Sauf à Paris, la plupart des seigneurs hauts-justiciers jouissent de droits de banalités : moulin et four banal. Mais il est nécessaire de présenter un titre pour pouvoir l'exercer, la prescription même de cent ans n'est pas valable à son défaut³.

Un autre profit pécuniaire qui relève de la police, est le droit pour le seigneur de faire vérifier les poids et mesures dans la seigneurie. On verra plus loin comment il était exercé, mais nous devons signaler ici que ce droit d'étalement était une source de profits, indépendamment même des amendes infligées aux justiciables lorsque leurs mesures étaient défectueuses. A Paris, le chapitre Notre-Dame était seigneur du droit de « Poids le Roy » : toutes les marchandises entrant dans Paris devaient être pesées, et payaient un droit qui constituait un des principaux revenus du chapitre. Un arrêt du Conseil de 1675 réunit ce droit au domaine royal et accorda au Chapitre une indemnité de 5.500 livres à prendre chaque année sur la ferme générale du domaine⁴.

1. *Traité de la Police*, t. III, p. 292.

2. Cf. à ce sujet l'Ordonnance des eaux et forêts, article 19, 20, 22; Delamarre, t. III, p. 306.

3. (Art. 186 N. C.) Cf. en ce sens un arrêt du Parlement du 28 juin 1597 contre Messire Pierre de Gondy, évêque de Paris, seigneur haut justicier de Villepreux (Filleau, t. II, p. 374). (On trouverait dans L 437 nos 8, 10, 11, 12, de nombreuses pièces du XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles pour les droits de pêche et de banalités de l'archevêque à Saint-Cloud).

4. AN. E 1779, fol. 231.

90. II. D'autres profits de justice se rattachent plus à la qualité de seigneur haut-justicier qu'à l'exercice même de la justice.

Le seigneur a droit à la moitié du trésor que l'on trouve dans la justice s'il est découvert par le propriétaire du sol ; sinon il n'en a que le tiers¹. Il a droit aux objets trouvés que personne ne vient réclamer : c'est le droit d'épave. Ainsi le 2 juillet 1659, « à la requête du procureur fiscal, le bailli adjuge à Mgr le Grand Prieur du Temple deux chevaux trouvés il y a un mois sur les courtilles et terres de la seigneurie, après de nombreuses publications et affiches faites sans succès pour retrouver les propriétaires² ».

Il convient de citer en second lieu les droits de deshérence, d'aubaine et de bastardise. Le droit de deshérence est le droit de succéder aux biens vacants par suite de la mort *ab intestat* d'une personne qui ne laisse pas d'héritier. En cas de conflit entre deux juges, c'est celui qui a prévenu par l'apposition des scellés sur les biens du défunt qui l'emporte³.

Pour le droit de bâtardise, droit de recueillir la succession du bâtard, on s'est demandé au xvi^e siècle s'il appartenait au Roi ou au seigneur haut-justicier ; Choppin tranche la question par l'affirmative conformément à la tradition du moyen-âge et à la jurisprudence du Parlement⁴. Mais il y a eu des hésitations. On exige le concours de trois circonstances ; la naissance, la mort et le domicile du bâtard dans la justice du seigneur. Encore certains auteurs ajoutent que le droit de bâtardise ne porte que sur les biens situés dans l'étendue de la justice. Au xviii^e siècle Lefebvre de la Planche explique que le Roi pouvant seul effacer la honte de la naissance des bâtards par des lettres de légitimation, il devrait être seul à succéder au bâtard.

Il fait le même raisonnement pour le droit d'aubaine,

1. Articles secrets, article X.

2. AN. Z² 3758.

3. Choppin, *de Domanio*, liv. I, tit. 12, n° 3, p. 126; Lefebvre de la Planche, t. III, p. 65.

4. *De Domanio*, liv. I, tit. 10, n° 3-4, p. 85; Lefebvre de la Planche, t. II, pp. 335-342 et les auteurs cités.

droit de recueillir la succession des étrangers¹. Ce droit était déjà considéré par Choppin comme un cas royal, à moins de disposition contraire de la coutume².

91. III. A côté des profits pécuniaires, les auteurs font une large place aux droits honorifiques, qui ont une grande importance pratique. C'étaient le droit d'avoir son banc au lieu le plus éminent de l'église, le droit d'y mettre ses armoiries, le droit de lire à son trépas (c'est-à-dire de faire peindre tout autour de l'église une large bande noire). Ces marques d'honneur étaient beaucoup plus recherchées par le seigneur que le droit de nommer à des charges de justice, ou de recueillir quelques maigres amendes à intervalles plus ou moins éloignés. Si l'on songe à l'importance des questions de préséance sous l'ancien régime, on se rend compte de la raison pour laquelle beaucoup de seigneurs tenaient à leur titre de seigneur haut justicier, et du nombre des conflits qui survenaient lorsque dans un même village il y avait plusieurs justices³.

Faciliter la perception des droits seigneuriaux, emporter dans le village honneur et préséance, tels sont les avantages du titre de seigneur justicier qui consolidait la situation sociale privilégiée de son titulaire, nous dirions aujourd'hui sa situation politique.

1. T. II, p. 5 sq.

2. *De Domanio*, liv. I, tit. 11, n° 1, p. 97.

3. Cf. un arrêt du Parlement du 31 juillet 1769 confirmé par arrêt du Conseil du 7 mai 1770 qui règle un procès commencé en 1641 entre l'Eglise de Paris et MM. de La Loire à propos de Sucy en Brie, rapporté par Denisart, *Décisions nouvelles*, v° *Haute justice*, n° 30.

TITRE II

LA COMPÉTENCE ET LE ROLE

CHAPITRE PREMIER

LA JUSTICE

§ 1. *La justice civile.*

En matière civile, la compétence des justices seigneuriales était très étendue. « Le moyen justicier, disent les articles secrets de la Coutume de Paris (article XII), connaît en première instance de toutes actions civiles, réelles, personnelles et mixtes. » La règle est reprise dans l'acte de notoriété de 1702. — Les justices de Paris étant toutes des hautes justices, connaissaient donc *a fortiori* de toutes les affaires civiles. A cet égard, la théorie des cas royaux ne limitait pas leur compétence; en matière civile, ceux-ci étaient principalement des conflits de caractère administratif intéressant le domaine du Roi¹.

92. Il fut reçu d'une manière générale que les juges des seigneurs pouvaient connaître des causes des nobles. Mais il y avait des coutumes qui en décidaient autrement. En partant de l'édit de Crémieu de 1536, par lequel le Roi réservait aux baillis les causes des nobles, on prétendit faire de cette solution la règle générale. La déclaration de Compiègne rendue l'année suivante en interprétation

1. A l'encontre de ce que croyait encore Esmein les actions possessoires n'ont jamais constitué des cas royaux mais des cas de prévention; cf. Riollot pp. 75-85.

de cet édit, écarta cette prétention des officiers royaux. Les procès où figure une partie noble sont portés sans difficulté devant les justices seigneuriales¹.

Il n'y eut de difficulté que sur le point de savoir si le prévôt ou le bailli seigneurial pouvait apposer des scellés sur les biens d'une personne noble après son décès. La solution positive finit par l'emporter, du moins en ce qui concerne les hauts justiciers. « Dans les différentes concessions de hautes-justices, dit Denisart, le roi a communiqué la plénitude de son pouvoir... il faut en conclure que, généralement, dans le royaume les hauts-justiciers ont le droit de connaître des causes des ecclésiastiques et des nobles, et par conséquent d'apposer des scellés sur leurs effets et d'en faire l'inventaire lorsqu'ils décèdent dans l'étendue de leur territoire. En ce sens la Déclaration du 24 février 1537, en exécution de l'édit de Crémieu, et plusieurs arrêts modernes (notamment un arrêt de 1724, au profit des dames de Saint-Cyr contre les officiers du bailliage d'Etampes, un du 26 janvier 1744 en faveur de Monsieur le Président Ogier, prenant le fait et cause des officiers de sa terre d'Ernouville contre les officiers royaux de la prévôté de Pontoise).

« En est-il de même des juridictions des bas et moyens justiciers? La question s'étant présentée au Grand Conseil, il a été jugé, par arrêt du 5 avril 1734, que les hauts justiciers ont droit à l'exclusion des bas et moyens de faire apposer les scellés par leurs officiers sur les effets des curés des paroisses des bas justiciers. »

Cet arrêt fut rendu au profit de l'abbaye de Saint-Denis contre les officiers de la veuve Juillet, moyen justicier à Franconville³.

93. Du moins fut-il reçu que, d'une manière générale, le juge du seigneur ne peut pas connaître des affaires du seigneur dont il est le représentant. Il n'y a exception que lorsqu'il s'agit des profits ou revenus féodaux ou casuels.

1. Loyseau, *Abus*, p. 21 — et parmi de nombreux arrêts du Parlement, ceux des 6 et 28 avril 1713 AN, AD. IV 2, pièces 172 et 173.

2. *Décisions nouvelles*, v° *Haute justice*, n° 9 et ss., et n° 23.

3. AN, AD. IV, 2, p. 183.

« Si l'on s'écarte de la rigueur de la règle, explique Henrié, lorsqu'ils ne s'agit que de la prestation des devoirs des profits et des revenus, c'est que le fond du droit n'étant pas compromis, le titre en vertu duquel le juge doit prononcer, est censé si évident, qu'il n'y a guère à redouter de la faveur ni de l'autorité, et que tout autre juge que celui du seigneur prononcerait nécessairement de la même manière que son propre juge. »

« Les officiers des seigneurs ecclésiastiques ne sont pas frappés d'une incompétence aussi étendue que celle des officiers des seigneurs ordinaires, quant aux actes de justice qui ont rapport au seigneur même. Les premiers peuvent apposer les scellés dans les maisons des seigneurs et faire inventaire de leurs effets après leur décès quoique les seconds ne le puissent pas. La raison de la différence se tire de ce qu'un seigneur ordinaire étant représenté par son héritier, qui devient à l'instant du décès de celui-là, seigneur du fief et du juge, les motifs d'incompétence passent du défunt à son successeur ; au lieu que les héritiers ou ayants cause du seigneur de mainmorte ne se trouvant seigneur ni du fief, ni de la justice, ni du juge, ce juge n'est point leur représentant, ne dépend d'eux en aucune manière et peut exercer ses fonctions vis-à-vis d'eux avec la même liberté que vis-à-vis de tout autre de ses justiciables¹. »

Ce fut sur ce fondement qu'un arrêt du Parlement du 23 avril 1704 ordonna que l'inventaire des effets du cardinal de Furstemberg, abbé de Saint-Germain-des-Prés, sur lesquels les officiers de cette abbaye avaient apposé les scellés, serait continué par eux, et débouta la communauté des notaires au Châtelet qui prétendait qu'il leur appartenait de faire cet inventaire².

94. Cette question de l'apposition des scellés a donné lieu à de multiples difficultés. En général, c'était l'officier qui avait mis les scellés qui procédait au partage des biens. Les droits de vacation que l'on en retirait expliquent pourquoi les commissaires du Châtelet, les notaires, les baillis

1. *Matières féodales*, t. IV, pp. 33 et 34.

2. Jacquet, pp. 45 et s. avec l'analyse des motifs.

des seigneurs se disputaient ces opérations. On verra que c'est principalement là que joua le droit de prévention. Un point réglé depuis longtemps était celui de la compétence des notaires du Châtelet dans le détroit des justices seigneuriales de Paris : un arrêt du Parlement du 8 juin 1397 leur avait reconnu le droit d'apposer des scellés et de faire des inventaires dans la justice de l'évêque¹. Mais les officiers des seigneurs conservaient une compétence concurrente². Les parties, lorsqu'elles étaient d'accord, conservaient toujours le droit de faire faire l'inventaire par un notaire. D'autre part, on interdisait aux juges de poser les scellés sans en avoir été requis par les parties.

La compétence des juges des seigneurs fut également mise en échec pour certaines mesures d'exécution. Loyseau se demandait si les juges des seigneurs peuvent certifier criées, avoir des panonceaux, faire des décrets, et adjudications³. Un arrêt du Parlement du 24 mars 1688, maintient les juges subalternes dans le droit de faire des saisies réelles et adjudications par décret des biens situés dans l'étendue de leur justice, et fait défense aux juges royaux de les y troubler⁴.

95. Sans insister davantage, sur ces difficultés de compétence, il faut essayer de déterminer quel était d'une manière générale le rôle des justices seigneuriales à Paris, quel genre d'affaires, elles avaient très ordinairement à régler. On envisagera successivement la juridiction gracieuse et la juridiction contentieuse.

Les actes de juridiction volontaire ont trait au droit des personnes ou au droit des biens. Ce sont les nominations de tuteurs et les avis de parents. Juge des tutelles, le juge seigneurial réunit les assemblées de parents ; c'est sous sa direction que sont prises les mesures relatives à l'administration du patrimoine du mineur.

1. Fagniez, *Répertoire de jurisprudence parisienne*, n° 90, dans *Mém. soc. hist. Paris*, t. XVII, p. 194 et s.

2. Cf. un arrêt du Parlement du 19 mai 1763 pour les officiers du chapitre de Rozoy en Brie. Jacquet, *Pièces justificatives*, p. LXVIII et s.

3. *Abus* p. 23.

4. Chasles, t. II, p. 461.

Le juge seigneurial reçoit les actes d'émancipation, les déclarations d'acceptation ou de renonciation à une succession. Il nomme un curateur à une succession vacante. Les jugements de séparation de biens, les renonciations à communauté faites par une femme mariée sont enregistrés dans les registres du greffe. On y rencontre également de nombreux actes de constitutions de caution, des reconnaissances de dettes. Les déclarations de grossesse faites par les filles mères qui réclament des aliments sont assez nombreuses au xviii^e siècle¹.

Les plus importantes fonctions gracieuses des juges seigneuriaux étaient, avec le partage des successions et la confection des inventaires, la sauvegarde des intérêts des mineurs.

96. De nombreux actes de juridiction contentieuse sont de simples actes de procédure. Souvent, les parties faisaient défaut, le juge alors déclarait le défaut et renvoyait la cause ; au second, au troisième défaut, il prononçait un jugement de condamnation². De nombreux jugements décident des mesures d'enquêtes, accordent un délai aux parties, les obligent à constituer un procureur. Les appels constituent une bonne partie de l'activité des justices maintenues à Paris après 1674.

Quant au fond du droit, les affaires que le juge seigneurial devait régler, ont trait bien souvent à des questions de chambres ou de logements meublés. Les conflits entre propriétaire et locataire sont fréquents, et vont souvent jusqu'aux injures et aux coups ; le propriétaire refuse de faire certaines réparations locatives, le locataire ne tient pas en bon état les lieux loués. Les loyers sont mal payés au terme, et le propriétaire recourt à la justice pour faire valider le congé.

Ce propriétaire, c'est quelquefois le seigneur justicier ;

1. On rencontre également assez souvent des déclarations de grossesse en Vermandois, Combiér, pp. 108 et s., en Auvergne à Sugères, Achard, p. 151.

2. Cette procédure entraînait une notable majoration de la dette ; sur son usage fréquent à Sugères, où elle s'applique principalement aux paiements des cens et rentes. Cf. Achard, p. 187.

les établissements ecclésiastiques étaient propriétaires des maisons de leur enclos. Ainsi le 16 février 1789, le receveur de l'Ordre de Malte réclame 4.560 livres à plusieurs artisans et commerçants pour des lieux loués depuis 1778¹.

Les tutelles donnent lieu à des procès. On rencontre également des conflits avec des fournisseurs, pour des vêtements, pour des aliments ; avec des entrepreneurs de maçonnerie. Ou encore ce sont des domestiques ou des ouvriers qui ne peuvent se faire payer leurs gages ou leurs salaires. Souvent, une partie réclame de l'argent sans que le registre indique la cause de l'obligation : on présente de simples billets portant reconnaissance de dette. Les emprunts de petites sommes étaient fréquents.

Des conflits sur les mesures d'exécution : saisie-arrêt, exécution du gage, validation des offres réelles, etc... ne manquent pas².

Sans vouloir faire de statistique précise, on peut indiquer pourtant sans risque d'erreur la proportion suivante, sur une centaine d'affaires soumises à un juge seigneurial :

- Vingt sentences : questions de procédure ;
- Dix-huit : affaires de loyer ;
- Dix : difficultés nées de tutelle ;
- Dix : paiements de billets ou d'obligations ;
- Dix : injures, coups et blessures ;
- Huit : paiements de droits féodaux.
- Douze : mesures d'exécution ;
- Douze : divers.

De ces indications, il ressort que l'on ne saurait mieux caractériser les justices seigneuriales qu'en les rapprochant de l'organisme judiciaire qui aujourd'hui leur ressemble le plus : les justices de paix.

1. Bailliage de Saint-Jean-de-Latran AN. Z² 3665. Dans les périodes de crise, le Parlement accordait facilement un moratorium pour le paiement des loyers, ainsi à la fin du xvi^e siècle. Cf. également en 1619 une remontrance au Parlement pour le rabais des maisons qui émane des hôteliers et logeurs en garni qui se plaignent du haut prix des loyers que leur imposent les riches propriétaires, alors que les clients se font rares. *Bull. soc. hist. de Paris*, 1915, p. 34, 1916 p. 13, 1925 p. 35 et les références.

2. Cf. Achard, p. 181 des indications sur la nature des procès plaidés à Sugères en Auvergne; Conclusions très voisines des nôtres.

97. Mais plus que ces indications, l'examen de quelques audiences précisera leur rôle, en remarquant toutefois que les registres d'audiences contiennent une mention très brève pour chaque office qui, souvent, ne permet pas de savoir de quoi il s'agit.

1. Voici, par exemple, les procès que doit régler le *Prévôt de Charonne*, en son audience du 15 novembre 1599. Il s'agit en premier lieu d'une affaire de reddition de comptes, les parties se communiqueront des titres et les comptes de dépenses et recettes réclamés ; une enquête est ordonnée.

C'est ensuite un ancien domestique qui vient réclamer un lit et un traversin de plume qu'on lui avait promis.

Puis vient une nouvelle affaire de reddition de comptes, un délai est accordé pour le paiement du solde.

Après quoi, une amende est infligée à quelqu'un qui laissait « une vache faire délit dans un verger ».

Enfin, dans une affaire d'injures et de voies de fait le défendeur est condamné à comparaître le lendemain¹.

2. *Bailliage de Saint-Germain*. Le 26 janvier 1608 ce sont des sentences emportant condamnation : à payer les dépens, ordonnant à des parties qui s'étaient disputées de « ne plus médire ni méfaire sous peine de punitions corporelles » ; à X... de satisfaire au jugement rendu, à Y... de payer les frais de chirurgien. D'autres sentences emportent un changement de procureur dans une cause, ordonnent un partage, ou encore ordonnent « à la partie de se comporter modestement, de ne plus dire telle parole et lui remettent l'amende vu sa pauvreté ». Après quoi, une discussion sur le montant d'un paiement, une autre sur le prix d'une livraison de bois. Un inventaire est prescrit. D'autres sentences ont trait à des questions de procédure : plus de dix fois, le bailli se contente de constater le défaut, quelquefois il renvoie les parties à la prochaine audience, ou bien décide que le défendeur présentera sa défense le lendemain, ou bien que des conclusions seront échangées entre

¹ I. AN. Z² 681.

procureurs ; une enquête est ordonnée. Enfin, il y a plusieurs affaires de loyers¹.

3. *Bailliage du Temple* : 18 juin 1659. Le bailli ordonne d'appointer des pièces au greffe, puis aux parties de comparaître en personne ; ensuite c'est une condamnation à 10 livres d'amende. Parmi les autres procès, il y a deux reconsignations et une condamnation sur défaut, une ordonnance fixant les frais de justice, et deux sentences ordonnant des productions de pièces par les parties ou par le procureur².

4. *Audience du 13 juillet 1673 à Sainte-Geneviève*. 1^o Sur appel, nomination d'experts à fin d'évaluation de travaux et de réparations ; 2^o sur appel, confirmation et ordonnance de contrainte par corps. ; 3^o injures ; 4^o fourniture d'un chapeau ; 5^o à 9^o sentences ordonnant des mesures d'instruction : enquête, information, audition des parties, nomination d'experts ; 10^o condamnation à payer 34 livres ; 11^o 28 livres ; 12^o 14 livres ; 13^o sentence sur défaut ; le demandeur fera la preuve de sa prétention ; 14^o une confrontation des parties est ordonnée, et le demandeur paiera des aliments pour l'emprisonnement ; 15^o et 16^o affaires de loyer ; 17^o fournir caution malgré l'appel ; 18^o payer trente livres³.

Après la réunion de 1674, le nombre des causes diminuera, mais leur nature ne se modifiera pas, si ce n'est peut-être toutefois que les affaires de loyer prendront une importance plus grande, surtout pour les loyers de chambres garnies nombreuses à l'intérieur des enclos.

5. *Bailliage de Charenton-Saint-Maurice*. Audience du 2 août 1778 : 1^o Il est donné lettre de la constitution du procureur ; 2^o le demandeur est débouté et condamné aux dépens ; 5^o les conclusions du demandeur sont adjugées ; 6^o constitution de procureur ; 7^o on donne acte du défaut, conclusions adjugées ;

Ou encore celle du 19 mars 1779 : 1^o Paiement d'un

1. AN. Z² 3342.

2. AN. Z² 3758.

3. AN. Z² 3749.

billet souscrit ; 2^o faute de paiement d'un terme de loyer, expulsion et paiement des réparations locatives ; 3^o on donne lettre de la constitution de procureur ; la cause sera continuée au prochain jour¹.

6. *A Saint-Jean-de-Latran en 1786.* Parmi les onze causes de l'année, on trouve deux défauts, un renvoi au premier jour d'audience, une constitution de procureur, des paiements de reliquats de comptes, d'un solde de reconnaissance de dette ; des condamnations à payer des journées d'ouvrier, une ordonnance de dépôt de pièces, enfin plusieurs affaires de loyer, soit pour forcer à le payer, soit pour valider un congé et déclarer non recevable un autre².

* *

98. Une question qui réclame un examen particulier est celle de savoir quelle était l'importance des questions de nature domaniale dans les justices seigneuriales de Paris. Est-ce qu'elles facilitaient la perception des droits seigneuriaux et dans quelle mesure ?

Au problème ainsi posé de l'activité de la basse justice foncière, il ne laisse pas d'être assez difficile de répondre.

Pour la réclamation des cens et rentes, les seigneurs étaient représentés en justice soit par leur procureur fiscal, soit par un procureur du siège, soit par le receveur de la seigneurie. Les défenseurs faisaient généralement défaut. Les brèves mentions des registres d'audience, rendent très difficile de savoir quand on se trouve en présence d'une affaire de ce genre. Il se peut que bien souvent de telles procédures n'aient pas été indiquées dans les registres d'audiences parce que simples mesures d'exécution.

Jusqu'à la fin du xvii^e siècle, nous n'avons rencontré qu'exceptionnellement des indications sur ce sujet. On signalera simplement des documents destinés à la confection du terrier de Clignancourt et de Montmartre³.

1. AN. Z² 670.

2. AN. Z² 3665.

3. AN. Z² 2403. Les contrats de constitution de rentes étant ordinairement passés devant les notaires du Châtelet les procédures d'exécution se dérou-

Il est certain que les seigneurs considéraient la possession de la justice comme une garantie de leurs droits à cet égard. Dans les requêtes adressées au Conseil du Roi après l'édit de réunion de 1674, l'archevêque, le Chapitre, l'abbaye de Saint-Victor font valoir que par la suppression des officiers qui veillent à leur conservation, le revenu des droits, casuels, censives, lods et ventes, rachats, etc... subira une diminution considérable¹. C'est sur ces réclamations que les arrêts interprétatifs conservèrent la plupart des seigneurs dans leur droit de basse justice foncière pour la perception des cens, rentes, etc...

Les documents de la pratique permettent d'étudier le fonctionnement de cette justice foncière qui n'était pas limitée par un taux maximum comme la basse justice, mais emportait le droit de connaître toutes contestations relatives au paiement de droits seigneuriaux, et de faire toutes voies d'exécution nécessaires.

Bien que l'on rencontre quelques condamnations à payer des cens, le profit le plus important pour le seigneur, celui qui est à la source de bien des procès, c'est le droit de lods et ventes. De même qu'il y a des formules imprimées de quittance de cens, il y a des imprimés de sentences emportant condamnation du nouvel acquéreur à payer les lods et ventes. Le greffier ajoutera la date, la situation de l'immeuble et les noms des parties défenderesses toujours défaillantes².

La sentence oblige le défendeur à communiquer les titres en vertu desquels il est propriétaire de la maison, à payer les arrérages des cens, rentes, lods et ventes, amendes et

lent souvent devant lui. On notera une assignation imprimée à fin de communication des titres d'une maison de la censive de l'Evêque, de paiement des lods et ventes, de vingt-neuf années d'arrérages de cens, et de passer titre nouvel devant des notaires au Châtelet par devant M. le Prévôt de Paris ou son lieutenant civil, 14 février 1622, AN. L 432, n° 91.

1. Cf. *infra*, 2^e partie, chap. III, § 1. n° 169.

2. Imprimés datés du début du xviii^e siècle à l'archevêché, AN. Z² 3842 : pièces un peu plus complètes pour le chapitre Notre-Dame en 1767, AN Z² 3107.

autres droits seigneuriaux, quelquefois également à passer déclaration au terrier.

A défaut d'exécution, un nouveau jugement intervient et déclare le bien saisi. Mais ordinairement, le défendeur s'exécutera.

A Saint-Martin-des-Champs, pendant les trois premiers mois de l'année 1685, on ne rencontre presque que des causes de cette nature; sur une cinquantaine de sentences, il y en a 46 rendues à la requête du procureur fiscal pour Messieurs de Saint-Martin condamnant à montrer des titres, à payer des cens ou des lods et ventes¹. Mais c'est là quelque chose de tout à fait exceptionnel; à ce moment l'abbaye constitue son terrier. Dans les autres justices, la proportion est bien plus réduite: par exemple sur cinquante sentences en janvier 1691, à l'Archevêché, six de cette nature. A Sainte-Geneviève en janvier 1720, six sur vingt-huit². Des chiffres analogues se rencontrent dans les autres justices et pour d'autres époques.

Les sommes réclamées sont souvent considérables non pour les cens et rentes (de 10 à 20 livres par an), mais pour les lods et ventes: 13.183 livres en 1745 à Saint-Germain pour l'Hôtel de Ventadour, rue de Tournon adjudgé 158.000 livres³; 1.200 livres en 1775 à l'Archevêché pour une maison rue Saint-Honoré⁴.

Il n'apparaît pas qu'il y ait une exploitation des justiciables par le juge: nous sommes en face de procédures d'exécution, destinées à assurer le recouvrement de droits que le seigneur perçoit légitimement. Les sentences ne sont pas seulement au profit du seigneur justicier, mais également d'autres seigneurs censiers; par exemple sentence du 9 juillet 1714 du bailli de la Temporalité de l'Archevêché pour les marguilliers de Paris seigneurs du fief des Tumbes⁵.

Mais sans parler d'exploitation, il était certain que le fait pour un seigneur d'avoir une justice facilitait la rentrée

1. AN. Z² 3724.

2. AN. Z² 3819 et Z² 3369.

3. AN. Z² 3616.

4. AN. Z² 3832.

5. AN. Z² 3842.

de ses profits, non pas, croyons-nous, par suite de la partialité du juge qui, le plus souvent, n'avait qu'un rôle mécanique à jouer devant la défaillance des parties, mais parce que la procédure ne coûtait rien au seigneur. Le procureur fiscal ne pouvait rien lui réclamer. Le greffier devait, d'après son bail, fournir gratis toutes les pièces nécessaires. Les quelques frais inévitables (salaires d'huissiers et de sergent, épices, etc.) étaient payés par le perdant¹.

99. D'autre part, le titre de seigneur moyen justicier donnait le droit de faire un papier terrier, et de contraindre les tenanciers à venir devant son juge reconnaître les redevances². La pratique des terriers ne date que de la fin du xvi^e siècle. Il fallait obtenir l'autorisation du roi par des lettres terriers. Les censitaires devront en vertu de ces lettres venir faire une déclaration très précise de tous les biens qu'ils possèdent dans la censive, devant le greffier, le tabellion ou le notaire. Toutes les opérations se font sous la direction du juge seigneurial qui est compétent pour régler toutes contestations. Il apparaît donc bien que la possession d'une justice facilitait la confection d'un terrier.

Le Roi lui-même faisait faire un terrier des biens de son domaine : une opération de ce genre eut lieu à Paris en 1666³. Pendant que le Roi fait son terrier, les particuliers doivent surseoir au leur.

En 1677, l'économe Péliisson obtint des lettres terriers pour l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés⁴. Elles furent publiées dans toutes les terres de l'abbaye à l'issue de la messe paroissiale. Des lettres terriers furent expédiées pour l'archevêque de Paris en 1664, 1680, 1716, 1747,

1. Cf. des conclusions assez voisines pour l'Auvergne, Achard, p. 187, et pour la Bretagne où la compétence féodale a tenu une plus large place, Giffard, pp. 143-158. Cf. aussi Bourde de La Rojerie, *Liste*, pp. 19-20.

2. Cf. Filleau, question 131, t. II, p. 275.

3. Cf. arrêt de règlement fait pour la confection du papier terrier général du roi en l'estendue de la Ville-Prévosté et Vicomté de Paris, anciens ressorts et enclaves d'icelle arrêté au Conseil d'Estat du Roy le 28 décembre 1666, AN. L 879, d. 6 n° 53.

4. AN. Y 18, fol. 38.

1772¹. En 1780, l'archevêque passe un traité avec un « notaire royal et commissaire à terrier » pour faire celui de Créteil et Maison. Le notaire fera un plan des deux seigneuries, le relevé des titres, des registres, etc. Il sera payé 800 livres².

Le bail de la seigneurie de Saint-Cloud passé le 20 juin 1747 obligeait le preneur à fournir une chambre à la personne qui serait chargée de faire le terrier de la seigneurie. Il bénéficiait, aux termes de ce contrat, des droits de censives et de la moitié des lods et ventes, des amendes, mais devait subvenir à tous les frais de justice et verser à l'archevêque de Paris 1.750 livres par an. « Le preneur ayant aussi, sans augmentation du présent bail, la jouissance de la moitié des biens et droits rescellés et usurpés dépendant de ladite terre et seigneurie, et qu'il ferait connaître et rétablir³. »

C'est par l'entremise de baux de ce genre passés avec des receveurs que le seigneur faisait valoir sa seigneurie. Et il est certain que par la haute situation qu'elle lui assurait, la possession de la justice facilitait le maintien de la perception des droits féodaux. Mais on ne saurait voir là, pensons-nous, l'activité essentielle des justices seigneuriales dans la région de Paris. Le bailli ou le prévôt du seigneur apparaît plutôt comme étant le prototype du juge de paix et du commissaire de police.

§ 2. *La justice criminelle.*

100. La haute justice est caractérisée par le *ius gladii*. Sans doute, la coutume reconnaît au moyen et même au bas justicier une certaine compétence en matière criminelle, mais cette compétence est limitée aux mesures d'instruction, seul le juge du seigneur haut justicier peut condamner le coupable, et cette condamnation peut être une condamnation à mort.

1. Cf. AN. Z³ 3838 celles du 25 novembre 1747, et L 432 n° 95 celles du 30 octobre 1772.

2. AN. L 437, n° 28.

3. AN. L 437 n° 15. Cf. également le receveur de Villeneuve-Saint-Georges aux assises de 1719.

Les documents de la pratique ne permettent pas de penser que les juges des moyens et bas justiciers aient jamais pris bien à cœur leur rôle. Faut-il même citer le cas de ce juge de la basse justice d'Auteuil qui interroge deux femmes et un homme arrêtés la veille par le sergent au cours d'une dispute? L'interrogatoire montre que ces deux femmes se prétendaient mariées au même homme; chacune le revendiquait. Le crime de bigamie étant un cas de haute justice le juge fait élargir les prisonniers, et prévient le procureur fiscal d'Auteuil en l'absence du prévôt. Celui-ci fait venir le lieutenant du bailli de Sainte-Geneviève-du-Mont à Paris qui interroge les deux femmes et donne le lendemain un décret de prise de corps contre le coupable¹. C'est la seule circonstance où nous ayons vu un juge bas justicier collaborer, si l'on peut dire, à la répression des crimes.

Tout délit contre les personnes, du moment qu'il présente une certaine gravité, est considéré comme un cas de haute justice. Seuls les injures et coups très légers, soufflets par exemple, sont regardés comme matières de police; aussi bien, la pratique en fournit de nombreux exemples. Selon Bacquet² l'effusion de sang alors même qu'elle résulterait d'un coup de poing est considérée comme droit de haute justice. Pour les délits de ce genre, comme pour les délits relatifs aux biens, la compétence des juges des seigneurs n'a jamais subi de restrictions d'ensemble, résultant d'une construction doctrinale de quelque nature que ce puisse être.

101. Est-ce que, au contraire, la théorie des cas royaux a réduit l'importance pratique des manifestations les plus importantes de la haute justice? Dans quelle mesure cette théorie des cas royaux a-t-elle été utilisée pour diminuer l'activité des justices seigneuriales parisiennes? C'est là un point qu'à notre grand regret nous ne pouvons pas préciser aussi exactement que nous l'aurions désiré.

1. AN, Z² 190 le 12 juin 1638.

2. *Op. cit.*, chap. X, n° 7.

Dans les auteurs du ^{xvi}^e siècle, la théorie des cas royaux est en général assez développée, la liste qu'ils nous donnent est assez longue¹.

Mais en réalité nous assistons là surtout à une construction doctrinale faite à un moment où l'importance pratique de la matière est tout à fait diminuée. Les indications de Bacquet sur la matière², montrent que ce que l'on discuta au ^{xvi}^e siècle ce fut moins la notion même de cas royal, que le point de savoir si les confiscations prononcées à la suite d'une condamnation pour cas royal devaient profiter au roi ou au seigneur haut justicier, lorsque les biens confisqués étaient situés dans l'étendue de la haute justice. Il y a lieu également de noter que la théorie fut utilisée au moment le plus ardent de la lutte religieuse. Bacquet parle d'arrêts donnés « contre les auteurs des guerres civiles, conducteurs des séditions populaires et perturbateurs du repos public de ce royaume », et il cite des confiscations de biens de gens partis à Genève.

Cette renaissance de la théorie des cas royaux ne dura pas, et Loyseau remarque fort judicieusement³ qu'anciennement, alors qu'on craignait les usurpations de l'autorité dans les provinces par les seigneurs, cette théorie avait beaucoup plus d'intérêt. — C'est ce qui explique que Bouteiller indique comme cas royal les matières de dot, douaire, testament, et par provision les causes des veuves, pupilles, étrangers, *miserabiles personae* « ce qui ne s'exécute plus aujourd'hui ». Pour Loyseau, le cas royal, c'est « tout ce qui dépend des droits royaux et de souveraineté ».

Il convient d'ailleurs de ne pas oublier qu'il a été juge seigneurial.

Peut-être est-ce pour cette raison qu'il professait que les crimes et délits commis sur un chemin public, n'étaient pas

1. Imbert, *Pratique judiciaire*, liv. I, chap. XXIII en fait une théorie. La matière est traitée également par Bacquet, *op. cit.*, chap. IX n^{os} 48-55 et 63-65, également Filleau, t. II, p. 328-329 et Choppin, *Anjou I*, chap. VI, arrêt de 1574, de *Domanio*, t. II, pp. 219-240. Il faut ajouter une déclaration royale du 9 mai 1545, Loyseau, *Abus*, p. 20.

2. *Op. cit.*, chap. IX, notamment n^o 3.

3. *Abus*, p. 20.

un cas royal par le seul fait du lieu du délit. Deux arrêts en sens contraire s'expliqueraient par des particularités de la coutume de Touraine.

Mais à Paris, l'homicide sur les grands chemins est un cas royal. Un arrêt du Parlement cité par Bacquet en décida ainsi le 15 mars 1575 au profit du Prévôt de Paris contre le chapitre de Saint-Benoît qui avait droit de haute justice dans la rue Saint-Jacques¹. L'ordonnance criminelle de 1670, titre II, art. 12, devait assurer le triomphe de cette théorie². Au XVIII^e siècle Lefebvre de la Planche expose que pour les grands chemins dans l'étendue du territoire de la justice d'un seigneur, la connaissance des cas royaux et la police sont les seules prérogatives du Roi³.

Parmi les cas royaux, ou plutôt annexés aux cas royaux par certains auteurs, il faut faire une place particulière à trois crimes dont ne pourraient connaître les juges seigneuriaux : le meurtre, le rapt et l'incendie⁴ (il s'agit du rapt de violence); la concession de justice faite par le roi n'allant pas jusque là.

Ces crimes sont également rangés dans une catégorie particulière par Loyseau qui nous dit que seuls les bailliis des seigneurs châtelains en ont l'entière connaissance. C'est l'opinion de Loyseau qui est exacte, et il ne semble pas que les Parlements aient jamais sérieusement disputé aux juges des seigneurs leur compétence sur ce point.

Seul le meurtre avec préméditation fut considéré comme un cas royal. « L'assassinat prémédité ou meurtre de guet-apens est un cas royal (Ordonnance de 1670, titre II, art. 11), mais non le simple meurtre commis dans une querelle et sans agression, quand même ce serait un parricide ; à

1. Bacquet, *op. cit.*, chap. VII, n° 15; et cf. Riollot sur ce cas royal, pp. 119 et s. Le cas royal de port d'armes est voisin du précédent. Nous signalerons à cet égard une sentence du prévôt d'Auteuil du 14 octobre 1630 qui condamne J. D. « à comparoir tête nue et à genoux pour dire que méchamment et mal avisé, il serait venu avec ses complices dans un bateau jusqu'à Auteuil avec port d'armes et aurait pris douze gros fagots dans les haies vives de Mgr de la Rochefoucauld. » Amende de quarante livres. AN. Z² 190.

2. Isambert, t. XVIII, p. 374.

3. *Traité du Domaine*, livre I, chap. IV, § 7.

4. Bacquet, *op. cit.*, chap. VI, n° 6, Choppin, *de Domanio*, p. 221 et s.

5. *Seigneuries*, chap. VIII, n° 52.

moins qu'il ne tombe dans le cas de force publique, arrêt du 3 septembre 1671 sur appel du juge de Saint-Victor... Il y a trois grands cas royaux au criminel, les deux autres sont le rapt et l'encise, meurtre d'une femme enceinte que plusieurs ont pris pour l'incendie. « On doit aussi comprendre sous le crime d'encise, celui des femmes et filles qui, ayant célé leur grossesse et leur accouchement, font périr leur fruit (Edit de Henri II de février 1556¹. »

102. L'examen de quelques sentences criminelles montrera que ces règles ne semblent pas s'être imposées à la pratique. La question essentielle est en effet celle-ci : dans quelle mesure le droit de haute justice, le *ius gladii* reconnu par la coutume aux seigneurs hauts justiciers est-il exercé en pratique ? Ne reste-t-il pas souvent une prérogative théorique dont l'exercice ne constitue qu'une particularité exceptionnelle ?

Pour répondre à cette question, nous dresserons la liste des condamnations à mort rencontrées dans nos dépouillements que, dans des justices différentes, nous avons fait porter sur près de vingt ans répartis dans les deux siècles formant le cadre chronologique de cette étude².

103. 1. Dans un dossier constitué au XVIII^e siècle, formé de pièces intéressant la justice de Sainte-Geneviève, une chemise contient plusieurs arrêts du Parlement confirmatifs de sentences de mort du bailli de Sainte-Geneviève, les condamnés dans cette hypothèse faisant toujours appel au Parlement³. Dans ces dix arrêts des années : 1503,

1. Jousse, *Justice civile*, t. I, pp. 128-129.

2. Pour l'exécution des arrêts de mort à Paris une particularité est à noter. La haute justice de l'archevêque de Paris ne peut faire faire aucune exécution à mort dans la ville et banlieue de Paris. L'exécution doit se faire à Saint-Cloud ou dans une autre terre dépendant de l'Archevêché hors la banlieue (Bacquet, *op. cit.*, chap. IX, n° 9, Hervé, t. IV, p. 101). Cela résulterait du traité de 1270. Si il est nécessaire que l'exécution ait lieu à Paris, il faut qu'intervienne l'autorité du Parlement.

3. AN. Z² 3754. Pour le début du XVII^e siècle, exemples de peines afflictives et infamantes à Sainte-Geneviève : arrêts du Parlement confirmatifs de sentences du bailli, 18 juin 1604 : fustigation, bannissement, servir cinq ans sur les galères du Roi, pour « avoir prostitué des femmes et tenu bordeau » ; 6 juillet 1604 : fustigation et bannissement ; force et violence contre deux femmes (le bailli avait condamné à mort ; viol) ; 12 juillet 1613, 10 décembre 1613 : fustigation et bannissement sans que le motif soit indiqué (Z² 3754).

1509, 1510, 1517, 1559, 1562, 1586, 1591, 1604, 1623, il y a lieu de penser que nous avons la série à peu près complète des condamnations à mort prononcées dans la justice de Sainte-Geneviève entre les deux dates extrêmes.

Le nombre est assurément faible, mais il y a lieu de remarquer que la justice de Sainte-Geneviève n'est pas très étendue. Voici quels sont les crimes punis par les trois derniers : 1591 : infanticide ; 1604 : bigamie ; 1623 : vol. Les condamnés sont étranglés puis pendus. Ce mode d'exécution paraît normal à partir de la seconde moitié du xvi^e siècle¹.

2. Arrêt du Parlement du 14 octobre 1586 confirmant une sentence du prévôt d'Auteuil condamnant à mort un individu coupable d'homicide et confiscant ses biens².

3. Arrêt du Parlement du 3 juin 1608 confirmatif de la sentence du bailli de Saint-Germain portée contre un nommé Mallet qui avait proféré des jurements et blasphèmes. Le condamné est pendu ; l'exécution a lieu entre les portes de Bussy et de Nesles, sur les fossés. Il est ordonné au sergent d'y faire dresser une potence³.

4. Au mois de février 1612, une sentence de mort du bailli de Saint-Lazare, pour avortement est confirmée par le Parlement⁴.

5. Voici un exemple de juge seigneurial statuant en même temps sur un infanticide et un rapt (mais c'est un rapt de séduction, alors que le cas prétendu réservé aux juges royaux, d'après Bacquet, est le rapt de violence : « rapt commis envers filles ou femmes forcées. ») Il s'agit d'une sentence rendue en 1619 par le prévôt de Saint-Cloud et confirmée par le bailli du For-l'Evêque : à la requête du père et de la mère, une fille mère est

1. Avant l'ordonnance de 1670 les juges des seigneurs particuliers ne pouvaient condamner aux galères. Arrêt du Parlement du 20 juillet 1641 contre le bailli de Saint-Lazare, Henrys, *Œuvres*, liv. II, chap. IV, quest. 31, n° 6.

Cf. un arrêt du Parlement du 19 octobre 1584 confirmatif d'une sentence de mort rendue par le bailli de Saint-Marcel pour meurtre. B. N. ms. fr. 21597, fol. 266.

2. AN. Z² 190.

3. AN. Z² 3342, audience du 8 juin.

4. AN. Z² 3682.

condamnée à être pendue pour avoir « défait » son enfant. Le coupable du rapt de séduction est condamné à 150 livres de dommages-intérêts envers le père, à payer amende et à être banni de Saint-Cloud pour six mois. Ce bannissement fut, par arrêt du Parlement, transformé en 6 mois de prison¹.

6. Sentence du bailli de Saint-Martin-des-Champs du 28 juin 1623 portant condamnation à mort pour homicide, confirmée par le Parlement².

7. La haute justice de Nanterre, à l'abbaye de Sainte-Geneviève n'est pas très étendue ; pourtant en 1633 on y rencontre deux procédures criminelles importantes :

Le 22 août un arrêt du Parlement confirme un arrêt de mort du prévôt de Nanterre contre un compagnon convaincu d'homicide. L'exécution doit avoir lieu par pendaison et strangulation. La sentence du prévôt ajoutait : « avoir préalablement le poing droit coupé » ; elle est mise à néant pour ce chef.

Le 25 octobre intervient un arrêt de la Chambre des vacations sur une sentence du prévôt de Nanterre condamnant plusieurs quidams à servir le Roi cinq ans sur ses galères et à 16 livres d'amendes. La condamnation est ainsi modifiée par le Parlement : fustigation, marque au fer chaud à la fleur de lis, bannissement de la Prévôté et Vicomté de Paris pour cinq ans, 20 livres d'amende envers les seigneurs du lieu³.

8. Un arrêt du Parlement du 28 février 1655 décide que « le procès criminel de Pierre de la Terre, constitué prisonnier es prison de Villeuve-sur-Gravois par le prévost de la monnaye qui prétendait le juger, sera fait et parachevé par le bailly de Saint-Magloire et qu'à cette fin il sera transféré aux prisons de Saint-Magloire. » Le bailli prononça le peine de mort pour meurtre, et la pendaison eut lieu à la porte Saint-Denis où le meurtre avait été commis ;

1. AN. Z² 3724, cette utilisation de la prison à titre de peine est tout à fait exceptionnelle.

2. AN. L 437, n° 32.

3. AN. Z² 2567.

sentence confirmée par arrêt du Parlement du 12 avril 1655¹.

9. Un arrêt du Parlement du 19 juin 1655 confirme une sentence de mort rendue le 31 mai précédent par le bailli de Saint-Marcel contre Pierre Mercier dit Maison rouge « convaincu du crime d'athéisme et d'avoir proféré des blasphèmes horribles et exécrables contre le Saint Nom de Dieu et de la Sainte Vierge méchamment et de sang froid ». Il fut condamné à faire amende honorable et à être pendu et étranglé : deux cents livres d'amendes seront prises sur ses biens confisqués².

10. Une sentence du bailli de Saint-Germain, confirmée par arrêt du Parlement du 20 octobre 1656, porte condamnation à mort d'un individu, pour meurtre commis avec un pistolet au cours d'un vol³.

1. AN. L 445, n° 70.

2. On pourrait citer plusieurs procédures criminelles faites par les justices seigneuriales pour réprimer les blasphèmes : En 1609, au bailliage de Saint-Lazare, contre un blasphémateur, adultère et paillard condamné ainsi que sa complice à la fustigation, au carcan, à dix livres d'amende, et au bannissement, 24 septembre 1609, AN. Z² 3681.

Un arrêt du Parlement du 14 mai 1647 réforme une sentence criminelle du prévôt de Montmartre condamnant un sieur Lamy, charpentier, convaincu d'avoir renié Dieu et blasphémé le sacré nom de la Sainte Vierge Marie devant l'Eglise de Montmartre, à faire amende honorable, à être exposé au carcan à payer trente livres d'amende et à être banni de la seigneurie. Le Parlement supprime le carcan, mais l'amende honorable se fera nu et en chemise, un cerje à la main et un écriteau sur le dos. Il y a lieu de présumer, d'après l'interrogatoire, que le coupable était en état d'ivresse AN. Z² 2403.

Sur une sentence du baillide Saint-Germain du 24 janvier 1656 portant condamnation au carcan et à 8 livres d'amende pour les prisonniers du bailliage, le procureur du roi fait appel *a minima*, et un arrêt du 13 mars ajoute au carcan, la fustigation, 24 livres d'amende envers le seigneur et le bannissement de la Prévôté pour cinq ans. Le Parlement montre à ce moment le souci de punir les blasphémateurs.

Le 6 juillet 1656, la Cour rend un arrêt de règlement portant défense de jurer. « Les désordres de l'époque l'ont forcé à remettre en vigueur les ordonnances pour revenir à l'ancienne sévérité ». Ces deux arrêts imprimés ainsi que celui cité au texte, figurent dans la liasse des minutes de Saint-Germain, avril-août 1656 AN. Z² 3523.

Le 10 août 1656, le bailli de Saint-Germain condamne au bannissement pour trois ans, et à 80 livres d'amende quelqu'un qui a manqué de respect à ses père et mère et blasphémé. Il devra faire amende honorable en l'auditoire devant dix bourgeois, la corde au cou, et en chemise. AN. Z² 3523.

Ajoutons une sentence de la prévôté de Saint-Cloud qui, le 6 mai 1657 « condamne Olivier Lambert en l'amende de 12 livres parisis pour avoir juré et blasphémé le Saint Nom de Dieu, et lui fait défense de récidiver sous peine de prison ».

3. AN. Z² 3523.

11. Nous ajouterons une sentence de mort à Nanterre en 1664 pour un assassinat¹. Il s'agissait de l'assassinat par son mari d'une femme enceinte de sept mois. L'assassin fut condamné : à faire amende honorable en chemise, la corde au cou, devant la chapelle de Sainte-Geneviève, et devant la maison de la victime;

A avoir sur un échafaud dressé à cet effet, les bras, jambes, cuisses et seins rompus, son corps mis sur une roue pour y demeurer tant qu'il plaira à Dieu, le cadavre ensuite exposé;

A la confiscation de ses biens et à une amende de 80 livres. Le Parlement confirme la sentence et ajoute que le criminel aura le poing droit coupé devant la maison de la victime. On lit au bas de l'arrêt : « il est arrêté que après que le dit V... aura reçu tous les coups vifs il sera secrètement étranglé ».

C'est le dernier arrêt de mort que nous ayons rencontré. Mais il est certain qu'il y en a eu postérieurement en banlieue. A Saint-Denis, en 1731, le procureur fiscal, dans une affaire de meurtre commis dans une action requiert la condamnation à mort de trois accusés². D'autre part, les procédures faites pour constater le genre de mort d'un individu, les levées de cadavre ne sont pas rares³, elles impliquent la possibilité pour le juge de punir les assassinats, tout au moins de faire les premières mesures d'instruction. Les édits de février 1771 et de mars 1772 allaient restreindre là l'activité des juges des seigneurs.

Mais en réalité, dès le second quart du XVII^e siècle, l'exercice de la justice du sang par les juges seigneuriaux à Paris, paraît bien avoir été quelque chose d'exceptionnel⁴.

1. AN, Z² 2567.

Tanon cite également des sentences capitales prononcées à la Barre du chapitre Notre-Dame en 1630 (p. 141, n° 63) et à Saint-Germain-des-Prés en 1604 et 1612 (p. 223), une procédure contre un suicidé au Chapitre en 1729 (p. 149).

2. AN, Z² 4099, Minutes criminelles 1727-1791.

3. Exemples à Boulogne en 1780, AN, Z² 438 à Charenton, Conflans en 1768, AN, Z² 666. A Belleville encore en 1790 enquête sur un attentat AN, Z² 260.

4. Le 3 août 1670 un sacrilège est commis à Notre-Dame : assassinat d'un prêtre célébrant la messe et profanation des hosties; ni la justice du Chapitre

104. Les condamnations à des peines afflictives et infamantes : bannissement, carcan, fustigation, amende, étaient certainement moins rares. On en trouve encore quelques exemples au XVIII^e siècle.

1. Un arrêt du Parlement du 23 septembre 1734 confirme une sentence du 14 septembre du bailli du For-aux-Dames, contre N. « convaincu d'avoir depuis 1726, tenu dans les cabarets qu'il a occupés dans le ressort de Montmartre, de mauvais lieux publics avec scandale ». Il sera banni pour neuf ans de la Prévôté, devra payer une amende de 12 livres aux Dames de Montmartre (le bailli l'avait fixée à 200 livres) et sera exposé au carcan pour deux heures avec l'écriteau : « Maquereau public¹. »

2. Le 10 janvier 1739, à Auteuil, est exposé au carcan pendant deux heures le nommé Fabule coupable d'usage de faux. L'exécution de cette sentence coûte à Messieurs de Sainte-Geneviève la somme de 70 livres versées à l'exécuteur du jugement².

3. Arrêt du Parlement du 22 avril 1763 confirmatif d'une sentence criminelle du juge du bailliage du Chapitre de l'Eglise de Paris condamnant Jean Montgenat pour avoir volé un mouchoir dans l'Eglise de Paris le jour de Pâques, à être exposé au carcan et à être marqué aux fers et envoyé trois ans aux galères. Ce Jean Mongenat avait fait usage d'un faux nom³.

C'est à Auteuil que nous rencontrons le dernier exemple d'exercice de la justice criminelle en 1780.

4. Arrêt du Parlement du 19 septembre 1780 qui confirme « la sentence du prévôt d'Auteuil qui avait condamné P. Le Maire pour vol de drap de toile exposé à la foy publique et estre vehementement soupçonné d'avoir volé

ni celle de l'Archevêque n'interviennent. La sentence du lieutenant criminel confirmée par le Parlement fut exécutée : le coupable fut brûlé vif, supplice ordinaire des sacrilèges, *Gazette de France*, 1670, p. 771.

1. *Code Louis XV*, t. V, p. 403.

2. AN. Z² 190 AG

3. AN. Z² 3107. En 1751, le voleur d'une tabatière dans l'église abbatiale de Saint-Germain-des-Prés était condamné par le bailli à trois ans de bannissement et à 100 livres d'amende; condamnation transformée par le Parlement en trois années de galère et dix livres d'amende, AN. Z² 3616.

pareillement cinq pièces de linge mouillé dont il a été trouvé saisi, à estre mis et attaché au carcan pour deux heures sur la place publique dudit lieu, avec un écriteau : « voleur de linge dans les séchoirs », ensuite être flétri d'un fer chaud sur l'épaule gauche (il est soupçonné de l'être sur l'épaule droite) en forme des lettres G A L. et ensuite conduit à la chaîne et servir le roi pour trois ans sur ses galères ; après le dit temps, banni de la ville et banlieue de Paris¹ ».

L'exercice de la justice criminelle par le juge du seigneur s'il subsiste en principe fait cependant figure d'anomalie. Mais les injures, les coups et blessures, les risques sont souvent portés devant le tribunal seigneurial. Les registres d'audience sont pleins d'affaires de ce genre qui commencent par des mots un peu vifs, se continuent par un soufflet et se terminent parfois par une bagarre. Le juge doit mettre la paix entre parents ou entre voisins, et leur interdire « de ne plus médire ni mal faire ». Ce sont là des procès qui ressortissent plus à la police qu'au criminel².

Jusqu'au milieu du xvii^e siècle, bien que gênée par les empiètements des officiers du Châtelet ou du prévôt des maréchaux, la justice criminelle des seigneurs est encore considérée comme normale, mais à partir de 1660, et surtout après la création du lieutenant général de police, il semble bien que la répression des crimes et des délits graves par les officiers seigneuriaux soit exceptionnelle.

105. Encore exercent-ils leurs fonctions sous la surveillance directe du Parlement qui fonctionne par voie d'appel. Les condamnés font toujours appel et sont transférés à la prison de la Conciergerie pendant que la Cour examine la sentence du bailli ou du prévôt seigneurial.

Le contrôle du Parlement se manifeste par une modification des peines : on en a vu quelques exemples. Particulièrement la peine de bannissement prononcée pour

1. AN. Z² 190 A.

2. On rapprochera ceci de ce qui se passe à Sugères en Auvergne où la fréquence des risques et des coups révèle la brutalité des populations campagnardes, Achard, pp. 207, 212, 215 et s.

l'étendue de la seigneurie est étendue par le Parlement à toute la Prévôté et Vicomté de Paris. En effet, le juge du seigneur haut justicier ne peut ordonner que les sentences portant condamnation à des peines de mort ou ou afflictives, seront exécutées hors de son territoire¹.

Aux termes de l'ordonnance criminelle de 1670, l'appel est obligatoire : Titre XXVI, article 1 : « Toutes appellations de sentences préparatoires, interlocutoires et définitives de quelque qualité qu'elles soient, seront directement portées en nos cours, chacune à son égard dans les accusations pour crimes qui méritent peine afflictive, et pour les autres crimes à nos cours ou à nos baillis et sénéchaux². »

106. La prévention a joué en matière criminelle comme en matière civile. Elle fut consacrée par l'ordonnance de 1670. Aussi bien les frais de justice criminelle qui, même en cas d'inaction de leurs officiers, étaient à la charge des seigneurs, étant fort élevés, ceux-ci n'ont pas sur ce point défendu leurs prérogatives ; leurs officiers se sont facilement laissés évincer³. En l'absence d'une police judiciaire et d'une gendarmerie suffisamment organisée, leur inaction n'était pas sans inconvénient pour la répression des crimes. On essaya de remédier à cette situation par un édit de février 1771 qui donne à la prévention un effet absolu pour le paiement des frais de procédure. Il s'agit selon le préambule de décharger les seigneurs des frais de justice, mais en réalité on enlève à leurs officiers la justice criminelle ; on les réduit au rôle d'officier de police judiciaire. Lorsque les juges des seigneurs après avoir informé et décrété les premiers, renvoient l'affaire devant les juges royaux, l'instruction en première instance est aux frais du Roi, mais lorsque les juges royaux ont

1. Denisart, *Décisions nouvelles*, v° *Haute justice*, n° 5, arrêt du Parlement de Grenoble, 12 mai 1721.

2. Cf. aussi l'article 26, Isambert, t. XVIII, p. 419; et Hervé, t. IV p. 35 n. 1.

3. La procédure criminelle coûte au seigneur et ne rapporte rien à ses officiers, Giffard, p. 120.

prévenu ceux des seigneurs, l'instruction se fait aux frais des seigneurs.

Des lettres patentes du 15 septembre 1771 déclarent que les seigneurs dont les justices se trouvaient dans le ressort du Parlement de Paris jouiraient du bénéfice porté par l'édit de février dernier¹.

Ces dispositions furent reprises et complétées par l'édit de mars 1772² et par une décision du contrôleur général du 25 mai 1772 : lorsqu'il y a prévention du juge seigneurial par le juge royal, tous les frais, tant en première instance que sur appel, même ceux d'exécution, sont mis à la charge des seigneurs hauts justiciers³.

1. Boucher d'Argis, *Code rural*, t. I, p. 298.

2. Pour plus de détails sur ces édits, cf. Giffard, *op. cit.*, pp. 127 et 344 ; et Riollot, pp. 244 et s. ; on trouvera dans ce travail pp. 231-252 des indications sur la prévention en matière criminelle qui nous dispensent d'insister davantage ici.

3. Cf. Henriquez, *loc. cit.*

CHAPITRE II

LA POLICE

§ 1. *Notions générales. — Des matières de police laissées aux juges des seigneurs.*

106. La notion de police est extrêmement vaste sous l'ancien régime, elle concerne en réalité toutes les manifestations de la vie sociale¹. A titre de simple indication, on peut proposer la définition suivante : exercer la police, c'est prendre des mesures de caractère administratif et réglementaire destinées à assurer le maintien de l'ordre et de la sûreté publique, la subsistance des habitants, la bonne marche du commerce et de l'industrie.

Les documents de la pratique donnent une idée un peu plus concrète. On lit dans des conclusions présentées au Parlement par les religieux de Saint-Martin en 1603 : « La police regarde le taux des denrées, les poids, les mesures, inspection sur les choses corrompues ou illicites, inspection sur les monopoles pour vendre, de plus voir et visiter les

1. Bacquet, *op. cit.*, chap. XXVIII, n° 4 : « L'exercice de la police contient en soi la conservation et l'entretienement des habitants d'une ville et du bien public d'icelle ». Pour Loyseau, la police a trois objets principaux : les denrées, les métiers, la voirie ou police des chemins (*Seigneuries*, chap. IX, n°16). Delamarre, *Traité de la Police*, t. I, p. 4 distingue onze parties dans la police : Religion, Discipline des mœurs, Santé. Vivres, Sûreté et tranquillité publique, Voirie, Sciences et arts libéraux, Commerce, Manufactures et arts mécaniques, Serviteurs domestiques, Manouvriers, Pauvres; pour toutes les questions traitées dans ce chapitre, où nous nous sommes simplement efforcés de dégager les principes généraux et d'indiquer la part laissée aux juges des seigneurs, il faut renvoyer à l'ouvrage du commissaire du Châtelet. — Pour l'exercice de la police par les juges seigneuriaux en Vermandois, cf. Combier, pp. 40 et 92-100.

cabarettiers, boulangers, pâtisseries, rotisseurs et autres métiers où s'il se trouve quelque abus préjudiciable au public en faire rapport¹. »

Voici, d'après un mémoire du lieutenant de police en 1668 dont les termes seront repris par les officiers de Saint-Germain dans leur réponse, en quoi consiste la police : « S'opposer aux séditions, accourir aux incendies, faire vider une ou plusieurs maisons, donner des ordres dans les périls d'une inondation, prendre soin du nettoyage, faire visiter ou fermer les maisons soupçonnées de peste, visiter les boulangers et cabarettiers, visiter les académies de jeu, rechercher les séditieux et mal vivants, signer les registres de ceux qui les tiennent dans leurs [maisons, veiller à la sûreté de la ville et à la subsistance des habitants² ».

Faire des réglemens de portée générale, en assurer l'exécution dans chaque situation particulière, tels sont les procédés essentiels par lesquels se manifestera l'exercice de la police.

107. Le droit de police appartient-il aux seigneurs hauts justiciers? L'étendue de la police, la diversité des procédés qu'elle met en jeu expliquent l'incertitude et l'imprécision de nos anciens auteurs sur cette question³.

1. A. N. Z² 3724.

2. B. N. ms. fr. 7568, fol. 94; sur ces mémoires, cf. 2^e partie, n° 163 et s.

3. Selon Bacquet « le droit de police et de justice n'ont rien de commun l'un avec l'autre;... on ne peut dire que le droit de police appartienne à d'autres qu'au Roi, » *Op. cit.*, chap. XXVIII, n° 3; et au n° 7 : « Le haut et moyen justicier congnoit de la Police au dedans de sa terre et le Juge royal en connoit par prévention le soin du bien public regardant le Prince ». Il s'agit ici de prévention absolue.

Pour Loyseau, *Seigneuries*, chap. IX, n° 12, le droit de Police n'est pas purement royal mais il peut appartenir aux Ducs, aux Comtes et aux Barons. Ceux-ci « ayant la police par droit de seigneurie propre et patrimoniale, le Roi dont elle relève en fief ne peut par puissance réglée la diminuer par prévention, ni autrement et moins encore la leur ôster tout à fait ».

Fleury : « Les Officiers des Seigneurs, châtelains et au-dessus ont toute Police particulière comme le Roi en ses villes. Il y a partage entre le Roi, les Seigneurs et les Villes », *Droit public*, t. I, p. 217.

Denisart : « En créant des Officiers de police par les Edits que je viens d'indiquer, le Roi n'a rien retranché du pouvoir des juridictions seigneuriales; ainsi les juges des Seigneurs connaissent des matières de police comme avant les créations » (*Décisions nouvelles*, v° *Police*, n° 5).

Henriquet, *Code des Seigneurs*, p. 313 : « les vivres, comme le pain, la

Il n'est pas possible d'y répondre d'une manière absolue. Des distinctions s'imposent.

« Il faut distinguer, dit Delamarre¹, le droit de police qui consiste à faire des règlements, et qui n'appartient à la vérité qu'au Roi ou à ses officiers, d'avec l'exécution de ces mêmes règlements dans des cas particuliers dont la connaissance a toujours appartenu aux juges ordinaires, chacun dans l'étendue de son ressort ».

Encore peut-on préciser davantage. Le règlement qui émane du Parlement ne comporte que des prescriptions de caractère général, reste à l'adapter par des dispositions de détail aux situations locales et à prendre les mesures individuelles nécessaires à son application. — Les visites et les inspections permettront de la contrôler ; des amendes seront infligées aux contrevenants ; c'est ce que d'une manière plus précise, certains auteurs entendent par la connaissance des matières de police.

Les juges seigneuriaux n'ont jamais prétendu faire des règlements généraux si ce n'est cependant en application de ceux du Parlement et pour en assurer l'exécution. Le point délicat est précisément de déterminer dans l'échelle des mesures d'exécution la part reconnue aux justices particulières.

Une chose certaine, c'est que la perception des amendes, et d'une manière générale les profits pécuniaires tirés de la police furent toujours conservés aux seigneurs ; il y a là une conséquence de l'idée de patrimonialité.

Pour le reste, il convient de faire une différence selon les lieux, selon que l'on est en présence d'un seul tribunal (c'est le cas en banlieue) ou d'une pluralité de juridictions, entendons par là qu'il y a à la fois dans la même ville une juridiction royale et des juridictions seigneuriales : c'est précisément le cas à Paris.

viande, et autres mêmes marchandises qui sont pour l'usage journalier du peuple, la connaissance des poids et mesures, l'inspection sur les métiers, la petite voirie, les précautions et secours contre les incendies et autres choses de cette nature forment autant d'objets de police sur lesquels les juges des seigneurs peuvent faire des règlements ».

1. *Op. cit.*, t. I, p. 51 cf. également p. 54.

108. Dans les justices de banlieue, encore au XVIII^e siècle, l'exercice de la police se manifeste par des règlements faits par le juge à la requête du procureur pour rappeler les particuliers à l'observation des Ordonnances de Police. Nous en avons trouvé, à Nanterre en 1724, à Vanves en 1736, à Charenton-Saint-Maurice en 1763 et 1777. Ils règlent les heures d'ouverture et de fermeture des cabarets, l'observation du repos des dimanches et fêtes, le maintien du bon ordre dans le village ; interdiction de jouer autour de l'église, de faire du tapage la nuit de lancer des pierres et des pétards. Il est défendu aux commerçants de se servir de mesures fausses. Des mesures sont prises pour assurer la propreté des rues, pour empêcher les incendies, pour faire garder les moissons. L'élection des messieurs, le choix des gardes du terroir, se font par les soins du prévôt. C'est à lui qu'ils font leurs rapports lorsqu'ils trouvent des maraudeurs dans les vignes ou dans les champs, — des animaux dans les terres cultivées. Le nombre des amendes infligées pour avoir enfreint ces règlements montre que les juges tenaient la main à l'observation de ces prescriptions¹.

A Nanterre, le prévôt consacre plusieurs articles de son règlement à assurer l'exécution de la Déclaration du Roi du 14 mai 1724² : les enfants doivent être baptisés dans les

1. Pour Nanterre, Ordonnance de Police du 23 juin 1724, AN. Z² 2567 ; pour Vanves, 13 novembre 1736, *Code Louis XV*, t. VIII p. 30-36 (cf. égale-
ment pp. 444-459 du tome VII des règlements généraux pour la police dans
la principauté de Joinville plus complets que le précédent) ; pour Charen-
ton, AN. Z² 670, fol. 3 ; Exemples de sentences contre les contrevenants ;
dans ce registre folios 5, 10 ; à Auteuil 22 août 1754 ; cinquante livres d'a-
mende pour avoir charrié des terres le jour de l'Assomption, AN. Z² 190.
En 1660 à Villejuif on choisit dix hommes pour aider les messieurs à garder
les champs et surtout les vignes contre les visites des habitants et bourgeois
de Paris, AN. Z² 4620. C'est le juge du seigneur qui, sur réquisition du syndic
de la paroisse, après avoir entendu le procureur fiscal fixait la date d'ou-
verture des vendanges ; exemple entre autres : à Auteuil le 18 septembre
1750 ; *Bulletin de Société d'Histoire d'Auteuil et de Passy*, t. VI (1909), p. 279.

Dans Chassin, *Les élections de Paris*, t. IV, p. 93 on trouvera un règlement
analogue à celui de Nanterre, fait par le prévôt d'Orville et de Louvres en
1787, homologué au Parlement le 20 février 1789 ; et également, Combier,
pp. 150-156 un règlement de Police d'une justice du Vermandois.

Sur les larges pouvoirs de Police reconnus aux juges seigneuriaux dans les
villes de Bretagne, cf. Giffard, pp. 129 et s.

2. Cette déclaration qui renouvelle les mesures prises sous le précédent
règne contre les Protestants se trouve dans Isambert, t. XXI, p. 261.

24 heures de leur naissance ; les père et mère, tuteurs, maîtres et maîtresses devront les envoyer aux écoles et catéchismes jusqu'à quatorze ans, puis jusqu'à vingt et un ans aux instructions des dimanches et fêtes ; les fonds actuels n'étant pas suffisants ils paieront cinq sols par mois au maître et à la maîtresse d'école, à moins qu'ils ne soient point en état de le faire. Le droit de faire de pareils règlements emportait naturellement le droit de faire les visites pour en contrôler l'observation et d'infliger des amendes aux contrevenants. Les assises sont une très bonne occasion pour l'exercer de la part du bailli du siège supérieur, c'est ainsi qu'en use le bailli de Saint-Germain aux assises de Villeneuve-Saint-Georges en 1719¹.

109. A Paris, il n'est pas possible de reconnaître aux seigneurs d'aussi larges attributions en matière de police ; tant l'importance de la ville que la présence d'un tribunal royal, le Châtelet, pour assurer l'exécution des ordonnances du roi et des règlements du Parlement, donnent au problème un aspect particulier. On peut dire que les officiers du Châtelet eurent pour préoccupation constante de réunir entre leurs mains toute la police de la ville ; ce fut la cause essentielle de la suppression des justices seigneuriales en 1674.

Bacquet reconnaissait aux officiers royaux la prévention absolue en la matière. Mais cette solution pendant longtemps ne s'appliqua pas à Saint-Germain-des-Prés qui à plus d'un égard occupe une situation intermédiaire entre la ville et la banlieue : les religieux soutenaient que le faubourg ne faisait pas partie de la Ville de Paris et que les gens du Châtelet n'y avaient aucun pouvoir.

Le bailli prétendait y avoir toute la police². Il ne semble

1. Cf. appendice II autres décisions prises en matière de police : interdiction aux cabaretiers de rester ouverts après neuf heures du soir en hiver, après dix heures en été ; les habitants se réuniront au son de cloche pour donner leur avis sur le moment d'ouverture des vendanges ; faire tendre une tapisserie le jour de la fête Dieu.

2. Un arrêt du Parlement du 3 juillet 1537 confirmait ces prétentions : Les officiers de Saint-Germain peuvent mettre en prison, sans le renvoyer au Châtelet, un juré de Paris qui abuse de sa jurande ; le Prévôt de Paris n'a pas la prévention, les officiers et commissaires du Châtelet ne peuvent

pas cependant qu'au ^{xvii}^e siècle il ait exercé un pouvoir réglementaire d'une portée un peu générale¹. En 1617, le Parlement reconnaissait que Saint-Germain-des-Prés jouissait d'une situation particulière et que le Prévôt de Paris ne pouvait pas y « entreprendre ». Les arrêts rendus à l'égard des autres seigneurs de Paris n'y étaient pas applicables².

En 1641, le bailli interdit au commissaire du Châtelet, Girard, de demeurer dans le faubourg; il obtint un arrêt en ce sens de la Chambre des vacations le 25 octobre qui fut cassé par le Conseil privé lequel renvoya l'affaire à la Grand-chambre et ordonna que le commissaire Girard continuerait sa résidence dans le faubourg³.

Le commissaire pouvait, semble-t-il, faire les visites de police par concurrence avec le bailli de Saint-Germain. Il faut, selon nous, lui appliquer un arrêt du Parlement du 1^{er} novembre 1646 qui décide que « le Prévôt de l'Isle connaîtra de la police du faubourg, que les rapports en seront faits au Châtelet, mais que les amendes qui seront adjugées appartiendront aux abbés et religieux⁴ ». Un arrêt du 3 mars 1648 appliquait les règles de la prévention en matière de scellés. Mais ce ne fut qu'en 1655 que la prévention au profit du Châtelet contre le bailli de Saint-Germain fut définitivement établie. En outre, le Parlement toujours soucieux de concilier les intérêts divergents en vue d'une meilleure administration de la justice, fait défense aux officiers des deux juridictions de procéder entre eux par décret de prise de corps⁵.

faire la visitation que pour les prix et blancheur du pain, en appelant avec eux un officier du baillage (l'amende appartiendra à l'Abbé de Saint-Germain); les sergents du Châtelet devront demander paréatis au bailli de Saint-Germain, B. N. F 23668 (1-51).

1. Il n'en allait pas de même au ^{xvi}^e siècle. Citons une ordonnance du vendredi 7 septembre 1568 défendant de loger dans le faubourg des malades de la peste, mais ordonnant de les transporter à l'Hôtel-Dieu; — faire des croix blanches sur les maisons qui les ont logés (*Bull. soc. hist. Paris*, t. X XXXIV (1907), p. 81; AN. Z² 3406).

2. Arrêt du 30 décembre 1617 rapporté par Filleau, t. II, p. 339 en ces termes : « le Prévôt de Paris n'a aucune prévention sur les justiciables des abbés, religieux et couvents de Saint-Germain-des-Prés, cf. *infra*, p. 204, n. 3. — Il s'agit pensons-nous de la prévention absolue.

3. 16 novembre 1641, B. N. ms. fr. 16527, fol. 291.

4. Delamarre, t. I, p. 160. Il s'agit du prévôt des maréchaux.

5. 3 mars 1648 et 28 avril 1655 B. N. ms. fr. 21597 fol. 160 et fol. 164;

110. Pour réaliser l'unité de la police à Paris plus importante que la pratique de la prévention fut la distinction de la police générale et de la police particulière. On l'utilisa tout particulièrement au Conseil de Police de 1666¹ sans jamais donner un critérium précis ; il ne suffit pas en effet de dire que la police générale est la partie de la police exercée par les officiers royaux et la police particulière celle qui est abandonnée aux juges des seigneurs, la distinction étant justement proposée pour réaliser ce départ.

Un arrêt du Conseil du 5 novembre 1666, rendu le roi y étant², conserva aux officiers du Châtelet la police générale à l'exception des autres juges³. Le 22 décembre de la même année le Parlement reprenait la distinction : « Au Prévôt de Paris ou son Lieutenant privativement tous autres juges appartiendra la connaissance et exécution de la police générale dans la Ville et Faubourgs de Paris... sans préjudice de la police particulière qui sera faite cumulativement et à l'ordinaire par les Officiers du Châtelet et ceux du bailliage⁴. » Aucun document n'indique d'une manière précise sur quoi se fonde la distinction. Il pourrait sembler que la police particulière ne soit que le soin de veiller à

jurisprudence confirmée en 1659 pour l'apposition des scellés, arrêt du 22 novembre B. N. ms. fr. 21593, fol. 166.

1. Cf. Delamarre, t. I, p. 120 et s. et ici même *infra*, p. 237 et s.

2. Le Conseil a eu assez souvent l'occasion d'intervenir dans ces conflits entre officiers royaux et officiers seigneuriaux. Plus encore peut-être que le Parlement il le fait dans un esprit de conciliation et de tradition ; il s'efforce d'utiliser au mieux la concurrence et la rivalité entre les différents officiers, de manière à assurer à Paris une police prompte et une justice exacte. Fidèle à sa mission de maintenir l'équilibre entre les Ordres, le Roi est presque toujours présent.

3. Delamarre, *Police*, t. I, p. 143. L'arrêt indique que le roi avait donné ordre au Lieutenant criminel de faire la police générale et de l'informer des abus et désordres contraires aux Ordonnances ; il a été troublé dans l'exécution par la concurrence de plusieurs officiers des justices particulières, et notamment par le bailli du For-l'Evêque « lequel sans titre et sans pouvoir se serait ingéré d'entreprendre semblable visite de police générale. Et d'autant qu'il importe d'arrêter le cours de ces sortes d'entreprises contraires au bien public et qui pourraient empêcher le fruit d'une réforme si utile et si nécessaire par la multiplicité et la confusion de toutes sortes d'officiers aux ordonnances desquels les bourgeois trouveraient en peine d'obéir dans la différence des justices » ; le roi décide que les officiers du Châtelet continueront la police générale et auront accès dans tous les lieux privilégiés. Les seigneurs hauts justiciers ne devront rien entreprendre à cet égard.

4. B. N. ms. fr. 16525, fol. 348 ; il s'agit du bailli de l'Archevêque.

l'exécution des règlements de police générale.

Cette interprétation serait inexacte.

111. Il est bien certain qu'il n'appartient qu'au Roi de faire des règlements de police à Paris. Il ne semble pas que les seigneurs y aient jamais prétendu. Ce n'est qu'à l'intérieur de l'enclos, au XVIII^e siècle, que le bailli seigneurial prend par voie réglementaire des mesures applicables à tous les habitants de l'enclos pour y assurer le maintien de l'ordre. Encore ces mesures n'ont-elles rien de contraire à l'unité de la police. En particulier les artisans et ouvriers sont soumis à la visite des jurés et gardes des corps et métiers de Paris¹.

1. EXERCICE DE POUVOIRS DE POLICE DANS L'ENCLOS :

En 1715 le bailli de Sainte-Geneviève défend à quiconque de jeter des pierres et de tirer des pétards à l'intérieur de l'enclos. Les pères, mères, tuteurs et curateurs seront responsables. En 1759 défense à toutes sortes de gens de mettre des échoppes, étaux et tables dans les églises et paroisses dépendant de ladite abbaye, ni aux environs des églises pour y vendre et débiter leurs denrées. Cette pratique causait du désordre : bruit, va-et-vient, blasphèmes, et gênait le service divin. C'était l'occasion de larcins. AN. Z², 3754. A rapprocher de Giffard, p. 133.

En 1745, le bailli de Saint-Germain défend « aux gens de bouche » de l'enclos de donner à boire et à manger la nuit de Noël, « la grandeur des mystères de notre religion et la pureté du christianisme demandant que les fidèles passent une nuit aussi sainte en prières et en œuvres de piété et non en festins et en réjouissances. »

A l'occasion de la victoire de Fontenoy, il ordonne aux habitants de faire des illuminations et de mettre des drapeaux aux fenêtres AN. Z² 3616.

Au Temple, à Saint-Martin-des-Champs sous la surveillance du bailli, les habitants élisent des syndics pour faire le rôle de la milice AN. Z² 3719 fol. 72, et Z² 3810.

Le 6 juin 1755 à Saint-Martin le bailli renouvelle les règlements de police pour l'enclos des 26 août 1684, 28 mai 1704, 24 mai 1720, 19 février 1727, 9 février 1752 « Par suite de la négligence des principaux locataires l'enclos est envahi par des gens sans aveu ». Il règle les heures d'ouverture des portes de l'enclos, de fermeture des cabarets, l'enlèvement des boues et des ordures. Il est défendu de jouer aux volants et aux quilles, de lancer des pétards, d'avoir des pots aux fenêtres, etc... Les habitants se feront inscrire à un registre tenu par le greffier. Les gens sans aveu tenant des jeux de hasard et travaillant à des ouvrages défendus quitteront l'enclos dans quinzaine AN. Z² 3719 fol. 114.

En 1781, le procureur fiscal de Saint-Marcel se plaint au bailli de l'attroupement presque continuel de gens sans aveu, vagabonds, qui jouent à toutes sortes de jeux, ne respectent pas mêmes les heures des offices. Il s'élève entre eux des querelles qui occasionnent des blasphèmes et jurements qui s'entendent dans l'église. Ils jettent des pierres qui tombent jusque dans le chœur. Une ordonnance défend de s'attrouper dans le cloître ou aux abords de l'église, de tirer des pétards, fusées, etc... sous peine de trente livres d'amende ou de plus grande peine AN. Z² 3699.

Les sentences portant condamnation à amende pour avoir contrevenu

112. Fort naturellement, les gens du Châtelet considèrent que toutes les questions un peu importantes font partie de la police générale et échappent à la connaissance des juges des seigneurs.

Déjà en 1536, sans qu'il soit encore question de police générale, le Parlement avait décidé que les apothicaires demeurant dans la juridiction de Sainte-Geneviève seraient soumis à la visitation de quatre maîtres jurés apothicaires de la Ville de Paris, accompagnés d'un juré, d'un officier de Sainte-Geneviève et de deux docteurs en médecine. C'est au Prévôt de Paris qu'il appartiendra d'infliger les amendes dont les deux tiers seront attribués aux religieux de Sainte-Geneviève. La Cour avait pris en considération l'importance particulière de ce métier¹. L'année suivante la visite cumulative des boulangers était établie dans le faubourg Saint-Germain². On verra dans le paragraphe suivant que par application de l'idée de police générale, au milieu du xvii^e siècle, les jurés des corporations de la Ville obtinrent le droit de visiter les marchands et artisans de la justice de Saint-Germain-des-Prés, sans se faire accompagner par un officier de l'abbaye. En 1668 le droit de donner des statuts aux métiers et corporations est réservé au roi³.

La visite des hôtels et des chambres meublées, la police des cabarets et des lieux de plaisir présentaient pour la recherche des criminels et fauteurs de désordre, et pour la sécurité de la ville et du royaume trop d'intérêt pour que le Châtelet n'ait pas prétendu compétence exclusive en la matière.

En 1603, le Parlement avait reconnu sur ce point, envisagé comme une conséquence de la haute justice criminelle, compétence aux officiers de Saint-Martin-des-Champs, en concurrence avec ceux du Prévôt de Paris⁴. Mais faisant

à des prescriptions de ce genre sont très nombreuses dans les registres d'audience.

1. AN, Y 16267.

2. Cf. *supra*, p. 158 n. 2.

3. Cf. *infra*, p. 172, n° 118.

4. Arrêt du 23 décembre 1603 : le conflit durait depuis trois ans au sujet

application de l'idée de police générale, une sentence du Châtelet du 15 février 1663 maintient les commissaires des quartiers dans la police des garnis dans le faubourg Saint-Germain ; à eux seuls, les loueurs de chambres garnies doivent présenter leurs registres. Plusieurs ordonnances du bailli de Saint-Germain (1657-1662) en sens contraire sont déclarées nulles. Ces dispositions furent appliquées aux autres hauts justiciers¹.

En vertu d'un arrêt du règlement du 30 avril 1663 les officiers du Châtelet étaient seuls compétents pour l'enlèvement des boues, le nettoyage des rues, tant à Paris que dans les faubourgs : c'était une matière de police générale. Il apparaît bien, d'après les délibérations du Conseil de Police que cet arrêt n'était pas appliqué exactement dans le faubourg Saint-Germain². Le 22 décembre 1666 le Parlement infirme cette pratique et le 23 septembre 1667 réserve au Prévôt de Paris le soin de pourvoir à l'allumage des lanternes³.

Le bailli de Saint-Germain prétendait fixer la forme et le prix du pain dans le faubourg : une ordonnance du lieutenant général de police le 19 août 1667 lui défendit de prendre pareilles dispositions et aux boulangers de lui obéir⁴. Cette matière est encore considérée comme faisant partie de la police générale.

Une note manuscrite d'un officier du Châtelet, datant probablement de l'année 1667, indique avec quelques précisions tout ce qui en vertu de ces différents arrêts est considéré comme de la compétence exclusive de sa compagnie⁵. Elle montre même des prétentions nouvelles.

de la visite des brelans et bordeaux. Les officiers de Saint-Martin remarquaient que les officiers du For-l'Evêque, de Sainte-Geneviève, de Saint-Germain, de Saint-Magloire, faisaient de pareilles visitations. La Cour leur reconnut le droit de visiter sur les plaintes de leur sujet et justiciables « les cabarets, brelans et jeux de quilles, billards et autres lieux diffamés, faire capturer, enfermer, faire et parfaire les procès criminels ». Les officiers du Châtelet peuvent faire de pareilles visites, AN. Y 16458.

1. B. N. ms. fr. 16525, fol. 447.

2. B. N. ms. fr. 16525 fol. 252 et s. et *infra*, 2^e partie, chap. II, § 3, p. 242.

3. B. N. ms. fr. 16525 fol. 348 et AN. Y 16775.

4. B. N. ms. fr. 21597 fol. 179.

5. B. N. ms. fr. 16525 fol. 352.

« Outre la prévention les officiers du Châtelet ont un droit d'exclusion sur tous les officiers hauts justiciers quand il s'agit d'une police générale qui regarde la ville et faubourgs comme le nettoyage, le soin de la sûreté de la ville et faubourgs, faire mettre lanterne, — le taux au pain, foin, ving, — visiter les chambres garnies et autres endroits qui ne sont de la police particulière. Laquelle police particulière ne peut être autre que d'empescher les cabarettiers d'ouvrir pendant le service, bastelleurs et autres sortes de gens quoyque cette police particulière ne doit s'entendre que pour les lieux séparés des villes et non pas dans l'enclos de la ville de Paris.

« Et quelque usage que lesd. officiers (de Saint-Germain et de Saint-Marcel) se puissent prévaloir pour la police particulière ce n'est qu'à la charge qu'en cas de concurrence la préférence appartiendra au Prévôt de Paris qui est plus que la prévention. » Les juges des seigneurs ne pouvaient pas en effet revendiquer leurs justiciables.

Il ne semble pas qu'ils aient eu souvent à le faire et que les officiers du Châtelet les aient empêchés sérieusement d'infliger des amendes aux cabarettiers qui restaient ouverts après dix heures du soir, ou le dimanche pendant la messe, aux commerçants qui usaient de mesures fausses, aux particuliers qui ne balayaient pas devant leur porte ou jetaient des ordures par les fenêtres ; c'est pour des questions de ce genre qu'ils ont le plus souvent à faire usage de leurs pouvoirs de police.

113. Même pour ces questions de police particulière la prévention est cependant maintenue après l'Edit de réunion qui avait pour but de supprimer les conflits nés de la prévention.

Une déclaration du Roi du 1^{er} juillet 1703 sur la livrée des domestiques dispose : « Voulons que l'exécution de notre présente déclaration et la connaissance des contraventions qui pourront y être commises appartienne au Lieutenant général de Police, mesme dans les lieux prétendus privilégiés et ce concurremment avec les officiers des seigneurs hauts justiciers desdits lieux et préférablement audit

officier s'il a connu du fait avant eux ou le même jour par une ordonnance préparatoire ou définitive¹ ». On retrouve la même solution dans une déclaration analogue² portant règlement sur les gens de livrée du 8 janvier 1719.

La prévention en matière de police fut étendue à la proche banlieue au début du XVIII^e siècle. La proximité de la capitale y amenait toutes sortes de gens plus ou moins recommandables, sur lesquels le lieutenant général de police avait le plus grand intérêt à exercer une surveillance. La décision fut prise par le Parlement, en dehors même de tout procès, sur la simple constatation des difficultés auxquelles donnait lieu la police en banlieue. Un premier arrêt intervient le 19 janvier 1705 « sur le réquisitoire du Procureur général du Roy concernant la sûreté publique dans les lieux du Roulle, des Porcherons et autres villages contigus, aux faubourgs de Paris, pour prévenir les désordres qui se commettent dans lesdits lieux par le peu d'attention que les officiers des justices seigneuriales dont ces lieux dépendent, ont de veiller sur ce qui s'y passe et d'y faire observer les Ordonnances de Police, particulièrement ouverture et fermeture des cabarets, surveillance des gens sans aveux. Le lieutenant général de police et le procureur du Roi au Châtelet donneront leur avis sur les moyens de remédier à ces abus et de rétablir la police. »

Le second arrêt en exécution, du 7 février 1705, ordonne « de faire assigner en la Cour les Seigneurs ayant la Haute Justice dans les villages du Roule, des Porcherons et du Petit Charonne pour y estre réglés sur le fait de la police ; et sans préjudice de la prévention prétendue par les officiers du Châtelet, ordonne que le lieutenant de police pourra faire visiter par les commissaires les cabarets et hôtelleries, assurer l'observation des règlements de police et de sûreté, concurremment avec les officiers des justices et sans qu'il puisse en première instance prendre connaissance des affaires de police dont ces officiers auront déjà connu³ ».

1. AN. Y 17106.

2. AN. Y 17110.

3. AN. Y 16928.

Ainsi en usant tour à tour de la théorie de la prévention et de la distinction entre police générale et police particulière les officiers du Châtelet dont le Parlement et le Conseil durent à plus d'une reprise modérer l'activité, réussirent pourtant à concentrer entre leurs mains presque toute la police. Après avoir essayé de dégager ainsi en ses traits essentiels la part des justices seigneuriales dans l'exercice de la police, (particulièrement pour le maintien de l'ordre et de la sûreté publique) nous envisagerons d'un peu plus près quelques aspects de la police de la vie économique et la police des chemins.

§ 2. *La police de la vie économique.*

Le juge seigneurial exerce une surveillance sur les foires et les marchés ; il contrôle les poids et mesures ; il a la police des denrées et la police des métiers.

L'exercice de tous ces droits était la source de profits pécuniaires.

114. C'est sur le modèle de la foire du Lendit, appartenant à l'abbaye de Saint-Denis, que Louis XI créa en 1482 une foire franche en faveur de Saint-Germain. Son ouverture d'abord fixée au 1^{er} octobre fut reportée sur opposition de Saint-Denis au 3 février¹. Le bailli de Saint-Germain exerça longtemps la police de cette foire : on verra que ce droit lui fut contesté par les gens du Châtelet, et l'importance que prit le conflit à la veille de la suppression.

Néanmoins, pour le xvi^e et le début du xvii^e siècles, des documents montrent le bailli dans l'exercice de son droit. En voici quelques exemples :

28 janvier 1549 autorisation à un tireur de dents d'exercer sa profession à la foire Saint-Germain.

30 janvier 1551 : autorisation à Jean de Rigoulville de jouer le mystère des Innocents.

24 février 1629 : ouverture d'une enquête au sujet des académies de jeu que tiennent dans leurs boutiques certains

1. Cf. Marcel Poëte, t. II, p. 48.

marchands de la foire Saint-Germain, sur la plainte des syndics de la communauté des marchands¹.

Le bailli tient son audience à la foire.

La Foire Saint-Laurent appartenait au prieuré de Saint-Lazare. Le bailli de Saint-Lazare y prétendait la police, un arrêt du Parlement du 7 août 1665 le débouta de ses prétentions et déclara que la police de la foire Saint-Laurent, appartenait au lieutenant civil². Au XVIII^e siècle le lieutenant de police, pour l'ouverture de la Foire Saint-Laurent, tient l'audience dans la salle extérieure du prieuré de Saint-Lazare³.

L'archevêque de Paris a le droit de foire et marché à Saint-Cloud ; les marchands forains paient un droit de place et d'étalage à son receveur et fermier⁴.

Le mardi saint, sur le parvis Notre-Dame se tient la Foire au lard et aux chairs de porcs : pour leur vérification il y a des contestations entre le bailli de l'archevêché, les commissaires du Châtelet, les officiers du Chapitre et le voyer du Roi : au XVIII^e siècle, c'est le premier qui l'emporte et qui désigne des visiteurs pour examiner la viande apportée par de nombreux marchands de Paris et des environs⁵.

Le juge seigneurial veille au bon ordre dans la foire et le marché ; il règle les contestations. Il contrôle la qualité des denrées et des marchandises, les poids et mesures des commerçants, accompagne les jurés du lieu dans leurs visitations chez les marchands et artisans venus du dehors ; des amendes sont portées contre ceux qui ne se conforment pas aux ordonnances. C'est lui qui fixe l'heure d'ouverture du marché ; à Villeneuve-Saint-Georges, le bailli décide lors des assises tenues en 1719 que les bourgeois devront faire leurs provisions au marché avant 8 h. l'été, avant 9 h. l'hiver ; les commerçants du lieu pourront ensuite librement acheter aux producteurs⁶.

1. *Bulletin soc. hist. Paris*, t. XXXIV, 1907, pp. 81 et s.

2. B. N. ms. fr. 16526, fol. 385.

3. Sentence du 30 juin 1739, *Code Louis XV*, t. II, p. 226.

4. AN. L 437, n° 15 ; 24 septembre 1746.

5. Delamarre, t. II, p. 701 et AN. Z² 3842.

6. Cf. *infra*, appendice II.

115. Le bailli vérifie les poids et mesures des commerçants de sa justice et inflige des amendes à ceux qui en ont de faux¹.

En banlieue, ce droit s'exerce sans difficulté particulièrement au moment des assises.

« A Paris, le droit de poids avait été aliéné par Louis VII en 1168; en 1661 il appartenait au Chapitre. Il y a eu depuis un arrêt du 30 mars 1675 qui le réunit au Domaine; cet arrêt n'ayant pas été exécuté, il en est survenu un autre le 24 juillet 1691 qui a ordonné cette réunion et a été suivi d'entière exécution². » Pourtant les juges seigneuriaux, sans pouvoir fixer les poids et mesures, ni forcer les justiciables à leur apporter leurs poids pour les vérifier peuvent infliger des amendes à ceux qui se servent de faux poids ou de fausses mesures. Le 7 août 1750 une sentence porte 25 livres d'amende contre un boulanger de l'enclos Saint-Martin-des-Champs qui faisait des pains trop légers³.

Ce n'est que d'une façon assez exceptionnelle que les officiers de justice exerçaient une surveillance directe sur la qualité des denrées (pour la viande, pour le pain) ; c'était normalement le rôle des jurés des communautés qui faisaient leurs rapports devant le juge.

116. Police des métiers. — Pendant assez longtemps les juges seigneuriaux exercèrent une surveillance sur les métiers sous la triple forme suivante : les maîtres et les jurés sont reçus en justice ; le juge statue sur les rapports des jurés ; c'est lui qui promulgue les statuts des corporations de la seigneurie. Sur ces différents points son action alla en déclinant et il fut évincé par le juge royal.

Le fonctionnement des corporations, des maîtrises et des jurandes revit ainsi à travers les registres de police des juges seigneuriaux.

1. Cf. Bacquet, *op. cit.*, chap. XXVIII, et Loyseau, *Seigneuries*, chap. VII, nos 19 et 42). Le droit des poids et mesures dépendant de la police est par une conséquence nécessaire attaché au droit de justice. Pour Le Bret c'est un droit purement royal, inaliénable et inséparable du Domaine de la couronne. Cette contradiction disparaît si l'on distingue le droit de fixer les poids et mesures et le droit de les contrôler, XLV^e action, *Œuvres*, p. 548.

2. Lefebvre de la Planche, t. III, p. 210.

3. AN, Z² 3719.

I. Voici par exemple les réceptions de maîtrises pour les premiers jours du mois de janvier 1630 à Saint-Germain-des-Prés :

le 8 janvier : réception d'un maître vinaigrier qui présente des lettres de maîtrises en date du 19 février 1626, après avis conforme du procureur fiscal et en présence de plusieurs marchands ; réception d'un maître rôtisseur qui présente un chef-d'œuvre ; réception d'un maître brasseur de bière de Paris.

Le 9 janvier, un sieur Levesque, compagnon coutelier est reçu en la maîtrise, en vertu de lettres obtenues du roi en faveur de la naissance de sa troisième fille en date du 30 avril 1617¹.

La plus ancienne mention de réception de maîtres que nous ayons rencontrée est du 21 février 1592 : réception d'un juré maçon par le bailli du For-l'Evêque : ce maçon ne fait que prendre la place de son beau-père, de son vivant maître et juré maçon en la terre de l'évêque².

Certaines professions n'étaient pas organisées en corporations il fallait pour les exercer obtenir un brevet du roi ou d'un seigneur haut justicier, ainsi la profession de chirurgien. Le 25 mars 1657 le bailli de Saint-Germain enregistre un brevet de chirurgien accordé par Mgr de Metz, abbé de Saint-Germain après affirmation de la compétence de l'impétrant par le médecin de l'abbé et par des gens de qualité qui se sont servis de lui³.

L'élection des jurés se fait à Saint-Germain devant le bailli ; le procureur fiscal doit consentir au choix des maîtres⁴. Le juré est élu pour deux ans. Deux jurés de la corporation visitent les ateliers et les boutiques, et vérifient la qualité des produits et l'observation des règlements. Ils viennent faire leur rapport au bailli, qui inflige une amende

1. AN, Z² 3388. Cette pratique des lettres de don tient une très large place dans la réception des maîtres : le chef d'œuvre ne joue en fait qu'un rôle secondaire. Les fils des maîtres étaient en effet dispensés du chef-d'œuvre ; ainsi les deux boulangers reçus le 14 janvier 1630.

2. AN, Z² 3190.

3. AN, Z² 3355.

4. 7 mai 1630, AN, Z² 3388.

aux contrevenants ; amende en général assez légère. Souvent ils rapportent « qu'ils ont trouvé tout bien ».

117. II. Les maîtres et gardes des corps et communautés de Paris prétendaient également à ce droit de visitation. Ils étaient soutenus par les officiers du Châtelet.

On a vu, qu'au ^{xvi}^e siècle les apothicaires de Sainte-Geneviève avaient été soumis à la visite des maîtres jurés de la Ville de Paris.

Un arrêt du Parlement du 27 septembre 1649 permit aux maîtres et gardes des corps et communautés des marchands de vin d'aller en visitation chez les marchands de vin du faubourg Saint-Germain, et interdit à tout officier de les troubler. En 1659 il est décidé qu'ils feront leurs visites accompagnés seulement d'un commissaire au Châtelet ; les amendes seront adjugées par le Châtelet au seigneur du lieu. Les baillis de Saint-Marcel et de Sainte-Geneviève s'étaient portés parties à l'instance¹. Cet arrêt à une portée générale au profit des six corps. Un autre arrêt du 6 août 1661 fit défense au bailli de Saint-Germain de troubler les gardes merciers dans leur visite en la foire².

Au moment de l'interprétation de l'Edit de février 1674 et du rétablissement de plusieurs justices la question souleva des difficultés. Les officiers du Châtelet tenaient essentiellement à ce que les artisans et ouvriers établis dans les enclos soient soumis à la visite des maîtres et jurés des corporations de la Ville de Paris. Le second arrêt du Conseil intervenu en faveur du Chapitre Notre-Dame le 14 août 1676 interdisait à tout ouvrier ou artisan d'aller s'installer à l'intérieur du cloître et de se dérober ainsi aux règlements des maîtrises et jurandes³. Le Parlement n'accepta le rétablissement de la justice du Grand Prieur dans l'important enclos du Temple qu'en maintenant la visite des gardes et jurés de la Ville en présence d'un commissaire au Châtelet et l'application des arrêts sur la prévention⁴.

1. B. N. ms. fr. 8116, fol. 497 et fol. 588.

2. B. N. ms. fr. 8058, fol. 409.

3. AN. X ¹^a 8994.

4. Lettres patentes du 20 mars 1678 enregistrées le 7 septembre, B. N. ms. fr. 25597, fol. 258, Delamarre, t. I, p. 163 et ici même *infra*, p. 26. Le

Aussi bien ce n'était pas seulement les seigneurs hauts justiciers, mais la plupart des chapitres et des monastères parisiens qui prétendaient exercer dans leurs cloîtres des privilèges, et notamment celui de loger des artisans exempts des règlements des corporations.

Les chapitres de Saint-Jacques de l'Hôpital (rue Saint-Denis) et de Saint-Etienne des-Grecs (rue Saint-Jacques) n'ayant pas présenté leurs titres lors de la vérification du domaine qui eut lieu en 1716, un arrêt du Conseil d'Etat du 12 février 1718 les déclare déchus de tous privilèges dans leurs cloîtres. Il est défendu « d'y recevoir aucuns ouvriers et artisans qui ne soient maîtres du métier dont ils font profession ; — et enjoint à ceux qui pourraient s'y trouver d'en sortir incessamment, et aux dits sieurs desdits chapitres de permettre et souffrir dans l'estendue desdits lieux toutes les visites que les jurés desdits métiers pourront et voudront y faire comme dans les autres endroits de Paris ».

En 1764 encore des arrêts du Conseil interdisent aux compagnons et anciens fondeurs de se retirer dans les lieux privilégiés, et permettent aux jurés fondeurs de faire toutes visitations dans la ville et faubourgs de Paris, quelque privilège et droit de justice qu'il y ait, « pour faire rechercher des compagnons fondeurs et ouvriers sans qualité s'agissant de police générale dont la connaissance appar-

Grand Prieur garde toutefois des privilèges. Cf. AN, Z² 3765 : lettres du 2 décembre 1767 instituant un tourneur en tabatières d'écaille son ouvrier dans l'enclos. A Saint-Germain les jurés de Paris font leur visite dans l'enclos : par exemple pour les chapeliers 23 janvier 1720, AN, Z² 3369 et un arrêt du Parlement du 19 septembre 1703 pour les perruquiers. B. N. ms. fr. 8058 fol. 411. L'abbaye avait rencontré de l'opposition pour établir des boutiques dans son enceinte. Cf. B. N. ms. fr. 21597, fol. 185, note de la main de Delamarre : « la permission demandée reçoit beaucoup de difficultés... 5° la mauvaise conduite, les fraudes et malversations de ces marchands et artisans restant pour ainsi dire cachés dans ces anciens enclos les difficultés des visites pour les maintenir dans l'ordre et la discipline, les fréquentes rébellions aux gardes, aux jurés et aux officiers de police et une infinité d'autres abus dans le commerce et les arts, et inconvénients au service du roi et au bien public ont paru en si grand nombre que depuis trente ans qu'il a plu au Roy de donner ses ordres pour établir et perfectionner la police à Paris ; tous les soins à cet égard ont tendu, ne pouvant pas abolir ces anciens privilèges, du moins à les retrancher et à les réduire dans les bornes les plus étroites qu'il a été possible... »

tient en première instance à la chambre de Police du Châtelet de Paris ».

Ce fut principalement pour y accompagner les maîtres dans leurs visites que les officiers du Châtelet essayèrent d'étendre à la banlieue l'Edit de 1674 : on verra comment leurs prétentions échouèrent à Chaillot en 1679 et en 1707¹.

118. III La question du statut des communautés amena également un conflit entre les seigneurs et les officiers royaux.

Pendant longtemps, la confirmation des statuts des communautés par les juges seigneuriaux n'a pas semble-t-il, rencontré de résistance sérieuse ni même de difficulté.

A la fin d'un registre de la police pour l'année 1594, une « Ordonnance sur l'état des maîtres brodeurs de la Ville et Bourg de Saint-Germain-des-Prés les Paris » règle les conditions d'accès à la maîtrise, la situation des apprentis, la confection des ouvrages, l'élection et les visites des jurés etc... L'ordonnance faite par l'accord des maîtres et des jurés est promulguée par le bailli de Saint-Germain². Encore en 1662, le 14 janvier, les statuts des maîtres horlogers du faubourg Saint-Germain sont homologués par le bailli après avis du procureur fiscal et sur la présentation de la communauté des horlogers. Il est indiqué dans ces statuts que les jurés doivent faire leurs visites accompagnés d'un officier de justice de Saint-Germain³. Quelques années après le 26 mars 1665 le cardinal de Retz, abbé commendataire de l'abbaye de Saint-Denis confirme les statuts des maîtres et jurés boulangers pâtisseries et rotisseurs de Saint-Denis. Ces statuts furent homologués par lettres patentes du Roi de septembre 1671, vérifiées au Parlement en février 1672⁴.

Cette homologation royale fut, pensons-nous, sollicitée à la suite d'un arrêt du Parlement du 7 septembre 1668.

1. Cf. 2^e partie, chap. III p. 273, n° 188.

2. AN, Z² 3379. Cf. Combiér, pp. 61-65, l'intervention du bailli de Liesse pour réglementer l'activité des imagiers et fabricants de médaille de N.-D. de Liesse en Vermandois.

3. BN, ms, fr. 21597, fol. 168-176.

4. AN, L 867, n° 44.

Cet arrêt réserve au Roi le soin de donner des statuts aux communautés ; il vise particulièrement les seigneurs hauts justiciers de Paris « ... encore qu'il n'appartient qu'au Roy d'ériger des communautés dans son royaume et de leur donner des statuts et règlements, néanmoins tous les officiers des seigneurs hauts justiciers de cette ville entreprennent d'en donner aux communautés d'ouvriers demeurant dans l'étendue de leurs justices ; ce que l'on pouvait d'autant moins souffrir qu'outre qu'ils n'en avaient pas le pouvoir, cela produisait une diversité de règlements contraire à l'ordre de la police des arts et métiers... ». La Cour décide donc que les communautés demeurant en l'étendue des hautes justices et qui désireraient des statuts devront les demander au Roi, les officiers des seigneurs ne pourront les faire¹.

Il y a lieu de penser que les officiers royaux cherchèrent non seulement à appliquer à Paris, mais même à étendre au dehors les dispositions de cet arrêt, et à contester aux seigneurs le droit d'établir des maîtres des métiers. Ainsi l'abbé de Saint-Denis obtint en août 1696 des lettres patentes portant confirmation du droit qui appartient à l'abbaye de Saint-Denis en France d'établir des maîtres des métiers dans la ville de Saint-Denis².

§ 3. *La voirie.*

119. La voirie n'est autre chose que la police des chemins³. Elle a pour objet de veiller au bon état et à l'entretien des rues et des chemins, à l'alignement et à la régularité des édifices, dans le but de faciliter le commerce. Le droit de voirie assurait à son possesseur des profits divers ; il se fait payer pour donner des alignements,

1. B. N. ms. fr. 8058, fol. 410 v°.

2. Chasles, t. I, p. 31.

3. Le tome IV du *Traité de la Police* de Delamarre est tout entier consacré à la voirie. On appelle également voirie le terrain vague destiné à recevoir les immondices de toutes sortes ; corps d'animaux morts, matériaux de maisons démolies, etc... d'où l'expression être traîné à la voirie. Dans ce sens les seigneurs justiciers doivent fournir une voirie.

accorder la permission d'avoir des enseignes, des auvents, des balcons, d'installer des étalages sur la rue, etc... Mais ce droit emporte la charge de l'entretien du chemin, de le paver s'il s'agit d'une rue dans une ville, d'assurer l'enlèvement des boues, plus tard l'éclairage de la voie publique.

Des lettres patentes du 18 novembre 1584 obligeaient les seigneurs hauts justiciers, les seigneurs censiers, et les propriétaires des maisons à contribuer au pavage des rues.

A la fin du XVII^e siècle encore il apparaît comme normal que les seigneurs hauts justiciers de Paris assument le soin du pavé à l'intérieur de l'enclos².

La question de l'allumage des lanternes et de l'enlèvement des boues souleva un conflit entre les officiers du Châtelet et le bailli de Saint-Germain-des-Prés ; on en a l'écho dans les délibérations du Conseil de Police de 1667³. Après 1674 c'est le bailli qui veille à l'éclairage de l'enclos : le 9 janvier 1720 il inflige dix livres d'amende à un chapelier qui n'avait pas allumé la lanterne alors que c'était son tour, et n'avait pas comparu à l'assignation du procureur fiscal⁴. Dans l'enclos du Temple c'est le concierge et portier qui

1. Bacquet, *op. cit.*, chap. XIX.

2. C'est du moins la situation qui apparaît comme la situation de droit, situation de droit qui ne correspond pas à la situation de fait. Nous faisons allusion à ce qui se passait pour le pavé devant l'abbaye de Sainte-Geneviève.

Le 19 juin 1697 le procureur du roi au bureau des finances de la généralité de Paris assigne les abbé, prieur et religieux de Sainte-Geneviève devant les trésoriers généraux des Finances « pour se voir ordonner à faire refaire et rétablir le pavé de la place et carré audevant de leur église et abbaye, lequel est tout dégradé, empêche et incommode la voie publique, sinon qu'il sera mis ouvriers à leurs frais et dépens par l'entrepreneur du pavé à Paris ». Mais les religieux invoquent que la place est utilisée par le public, qu'au surplus ils paient le don gratuit et la capitation, finalement la Chambre du bureau des Trésoriers de France « ordonne que le pavé sera rétabli par les entrepreneurs de l'entretien du pavé de Paris sur les fonds destinés pour les ouvrages dudit entretien sans tirer à conséquence ni que le rétablissement puisse nuire ni préjudicier à la propriété prétendue par les défendeurs sur ladite place. », 21 juin 1697, AN. L 879, p. 70. Il n'en subsiste pas moins que la solution est donnée « sans tirer à conséquence », et plutôt comme une faveur de fait que comme la conséquence des principes juridiques. Selon la rigueur des principes au contraire, les parties au procès semblent bien d'accord pour dire que celui qui est propriétaire de la voirie doit supporter les frais d'entretien et de pavage. Mais cf. après n° 122, p. 177.

3. Cf. *infra* 2^e partie, chap. II, § 3, p. 242.

4. AN. Z² 3369.

a la charge d'enlever les boues et d'entretenir les lanternes. Il doit ouvrir la porte de l'enclos à 6 heures en hiver, à 4 heures en été : il la ferme à 9 heures en hiver, à 10 heures en été¹.

120. Le droit de voirie fut contesté entre le roi et les seigneurs hauts justiciers. Dans les articles discutés lors de la réformation de la coutume, on avait décidé que la voirie appartiendrait au Roi à moins de titre contraire ou de possession immémoriale, encore le Roi conservait-il toujours la concurrence (article XI). C'est la solution défendue par Bacquet² et adoptée par la plupart des anciens auteurs. Le droit de voirie est considéré comme distinct du droit de justice. Mais malgré les efforts des officiers royaux les usurpations et les empiètements sur les chemins sont constants³.

A Paris, le Grand Voyer, les Trésoriers de France et les généraux des Finances, les officiers du Châtelet au besoin, disputèrent aux seigneurs le droit de voirie. Il est pourtant exercé entre autres par l'évêque, les abbayes de Saint-Germain-des-Prés, de Saint-Martin-des-champs, de Sainte-Geneviève⁴, mais semble-t-il, seulement dans les rues où toutes les maisons étaient de leur censive.

Le 19 décembre 1565 une sentence du Châtelet « maintient l'abbé et les religieux de Sainte-Geneviève dans le droit de Voirie dans l'estendue de leur haute justice contre les prétentions du voyer de Paris sur les conclusions du Procureur du Roi ». Il s'agissait en l'espèce d'un aligne-

1. AN, Z² 3759 (en 1708).

2. *Op. cit.*, chap. XXVIII, n^{os} 9 et s.

3. Un manuscrit de Delamarre, B. N. ms. fr. 21706, fol. 109, copie du XVIII^e sc. conserve justement une note adressée le 13 août 1599 au grand voyer pour enquêter sur les usurpations qui avaient pu se produire pendant les guerres de religion. « A l'occasion des troubles, les seigneurs hauts justiciers se sont tellement émancipés qu'ils ont usurpé les grands chemins »; ils les ont quelquefois fait labourer et négligent de les entretenir comme c'est le devoir des péagers. Les simples particuliers ont empiété également sur ces chemins il est nécessaire de rechercher ces entreprises pour faire cesser l'usurpation. Les grands chemins seront bornés. Les hauts justiciers seront tenus de rétablir et remettre en état les chemins.

4. Cf. Bacquet, *op. cit.*, chap. XXVIII, n^o 22 et n^o 15, également Loyseau, *Abus*, p. 22, Delamarre, t. IV, p. 631 et s.

ment. L'arrêt décide que des bornes seront plantées pour délimiter la justice des religieux¹.

Un arrêt du 24 mars 1611 « maintient le voyer de Saint-Germain-des-Prés dans les droits de voirie pour l'étendue de la haute justice des religieux, tant à Paris qu'en banlieue — défense au voyer de France à ses commis, au voyer de Paris, de les y troubler ni de rien exiger de leurs hostes et sujets par assignation, exaction, concussion quelconque, à peine de 400 livres d'amende — et permission aux officiers de Saint-Germain en cas de contravention de se saisir des contrevenants et des les mettre en prison² ». Cet arrêt est rendu en conformité des arrêts des 4 mars 1600, 1^{er} juillet 1606, 26 mai 1610, qui n'avaient pas été respectés par les officiers de la Voirie.

121. Une sentence rendue en application de cet arrêt montre bien comment le droit de voirie n'est en définitive qu'un élément du droit plus général de police; — 18 février 1633 : « Sentence qui fait défenses aux propriétaires et locataires des maisons dépendantes dudit bailliage de mettre aucuns bancs, tables, tréteaux sur les rues excédant le mur de quatre pouces, et sans la permission du voyer, lequel ne la pourra donner plus avant que lesdits quatre pouces, à peine d'en répondre en son nom. Fait pareillement défenses à toutes personnes dans le marché, rues et places publiques de placer les boulangers, poissonniers ou herbiers dudit marché, et de tirer aucun profit de ceux qui étalent leurs marchandises au devant leurs dites maisons dedans le marché, sinon en tant et pour ce qu'ils ferrent en leurs maisons les tréteaux, tables et paniers desdits fruitiers, poissonniers et boulangers auxquels ledit voyer donnera rang et place le moins incommode à la voie publique que faire se pourra³. »

On peut citer d'autres exemples :

1. B. N. ms. fr. 21706, fol. 139.

2. B. N. ms. fr. 21706, fol. 143.

3. Mellier, *Code de la voirie*, table chronologique, p. XV : autres documents intéressant la voirie p. XXII, 17 octobre 1648, sentence du bailli de Saint-Germain; 18 décembre 1652, arrêt du Parlement.

Au mois de juin 1640 les gouverneurs et administrateurs de l'Hôpital des pauvres infirmes demandent à l'abbaye de Sainte-Geneviève de s'étendre sur les rues Saint-Victor et Copeaux. Le cardinal de la Rochefoucauld, abbé de Sainte-Geneviève consent. Mais les officiers du bailliage proposent de restreindre la demande de l'Hôpital car il faut que la rue conserve une certaine largeur.

En 1672 lors d'exécution de travaux pour établir une fontaine publique rue de Sèvre au carrefour Coypeau proche de la tour Alexandre un poteau portant les armes de l'abbaye de Sainte-Geneviève a été arraché et posé près de la fouille. Immédiatement le bailli se transporte sur les lieux, dresse procès-verbal de l'incident et interroge les voisins qui lui apprennent que ce sont les ouvriers de la Ville qui ont enlevé le poteau¹.

122. Le Parlement distingua la grande et la petite voirie comme il distinguait la police générale et la police particulière ; la grande voirie, qui n'est pas seulement celle des chemins royaux, fut réservée aux juridictions royales. Les principes essentiels sont posés par un arrêt du Parlement du 18 janvier 1661 rendu pour le voyer de l'archevêché contre les Trésoriers de France. Le procureur général Talon oppose la grande et la petite voirie. « La grande Voirie consiste aux saillies, balcons, ouvertures, aux clôtures des rues ou chemins, nouveaux alignements et entretiens de grands chemins, et autre chose de cette qualité, cela ne peut certainement appartenir qu'au Roy, et a toujours esté censé pour la conséquence estre et faire partie de la Voirie et de la police générale. Et en effet l'archevêque de Paris ni les autres seigneurs hauts justiciers ne voudraient pas être obligés d'entretenir le pavé ni de soutenir les autres charges de la grande voirie, laquelle par les ordonnances ne peut appartenir qu'au Roi et aux Trésoriers de France qui l'exercent en son nom. Quant à la petite voirie il serait difficile de la disputer à l'archevêque de Paris suivant les

1. 12 juin 1640 et 17 mai 1672, AN. Z³ 3754 on trouve dans le dossier Z² 3755 beaucoup d'autres pièces se rapportant à l'exercice du droit de voirie par les officiers de Sainte-Geneviève.

titres des années 1280 et 1391 suivis d'une possession conforme qui justifie que la petite voirie lui appartient dans les rues où généralement toutes les maisons sans en excepter aucune sont de part et d'autre dans sa haute justice. » La Cour décida en ce sens¹.

En vertu de ces principes, de nombreux seigneurs hauts justiciers perçurent des droits de voirie sur une bonne partie de la capitale jusqu'en 1674.

Au Conseil de Police de 1666, cette question fut soulevée; le commissaire du Châtelet Gayot s'était plaint de ce que le commis à la petite voirie par les trésoriers de France ne l'aidait pas dans sa tâche d'assurer la propreté des rues et particulièrement l'enlèvement des boues au Faubourg Saint-Germain. Le commis remontre aux conseillers du Roi, députés sur le fait de la police, « qu'il est troublé journellement par treize autres voyers des seigneurshauts justiciers, qui ont obtenu plusieurs sentences et arrêts de défense, par le moyen desquels ils perçoivent les droits de voirie dans la plus grande partie de l'estendue de Paris. Ce sont ceux de l'Archevêché, du bailliage du Palais, du Chapitre Notre-Dame, de Sainte-Geneviève, de l'abbaye de Saint-Victor, de Saint-Jean de Latran, du Chapitre Saint-Marcel, de Saint-Martin, du Temple, de Sainte-Opportune, Saint-Mederic, Saint-Lazare enfin de Saint-Germain-des-Prés dont la voirie est plus grande que celle du Roi² ».

Plusieurs arrêts du Parlement confirmèrent les seigneurs dans leurs droits de voirie. Ainsi un arrêt du 11 février 1670 fait défenses « à MM. les Trésoriers de France de plus entreprendre sur la Haute Justice et Voirie de Sainte-Geneviève fins et limites d'icelle réglées par l'arrêt du 7 août 1649 à l'exception des rues où il y aura d'un côté ou d'autre des maisons dans la justice et censive du Roi³ ». Un arrêt du mois de septembre 1672 confirma l'abbaye de Saint-Germain dans la jouissance de la petite voirie dans les limites

1. B. N. ms. fr. 21706, fol. 132.

2. B. N. ms. fr. 16897, fol. 194.

3. Mellier, table chronologique, p. XXXII.

du faubourg, la grande voirie étant attribuée aux Trésoriers de France¹. Un arrêt du Parlement du 7 avril 1699 maintint les Trésoriers de France dans l'exercice et fonction de la grande voirie et juridiction de la petite dans le territoire de Chaillot².

Comme pour la police particulière les officiers royaux connaissaient des contestations de petite voirie par concurrence avec les officiers du lieu.

La distinction entre la petite et la grande voirie se retrouve au XVIII^e siècle sous la plume de Lefebvre de la Planche : « La grande voirie consiste dans l'inspection sur les rues et les chemins, à donner des alignements, à prévenir les entreprises sur la voie publique, à ordonner l'exécution des règlements, à prévenir les périls de la caducité des bâtiments, à veiller sur les voyers des hauts-justiciers. La petite consiste à donner permission de placer des auvents, de planter des bornes, de suspendre des enseignes et autres choses semblables³. » La grande voirie appartient au Roi, la petite voirie est souvent exercée par des seigneurs.

123. Pourtant à ce moment la jurisprudence semble plutôt attachée à la distinction entre les grands chemins royaux conduisant de ville à ville, sur lesquels le seigneur n'a aucun droit, et les autres. Ceci permet d'expliquer qu'au milieu du XVIII^e siècle Denisart écrive : « Le droit de voirie est inhérent à la haute justice et fait partie de la police accordée à ces juridictions » et Mellier : « Le droit de voirie est royal et domanial ; il n'est point une suite de la haute justice⁴. »

Cette distinction fut adoptée en banlieue. Après bien des arrêts en ce sens, la question fut tranchée pour Gentilly et Montrouge le 1^{er} septembre 1760 au sujet de droits

1. Chasle, t. III, p. 344.

2. Delamarre, t. IV, p. 714.

3. *Traité du Domaine*, t. III, p. 227.

4. Denisart, *Décisions nouvelles*, v^o Voyer-Voirie, t. IV, p. 880; Mellier, p. 40 et édits et les arrêts cités.

perçus pour l'ouverture de cabarets¹. « Le Parlement maintint les seigneurs dans la possession et jouissance de tous droits de haute, moyenne et basse justice et voirie dans l'étendue du territoire de leurs seigneuries, et notamment dans le droit de faire exercer toute police sur les chemins publics et privés, qui cependant ne seront reconnus pour chemins royaux conduisant d'une ville à une autre ; et à cet effet de faire assigner devant leurs juges tous contrevenants aux règlements de la voirie, et les faire punir par amende ou autrement suivant l'exigence des cas ; fait défenses aux Trésoriers de France de les y troubler. »

124. La réunion des justices seigneuriales au Châtelet au mois de février 1674 amena la disparition du droit de voirie. Mais certains voyers et particulièrement celui de l'archevêché continuèrent à percevoir les droits, et à menacer les particuliers qui résistaient de les contraindre par emprisonnement ou par exécution de leurs biens. Le Parlement dut leur interdire de plus percevoir aucun droit de voirie à peine de prison et de 500 livres d'amende².

Cependant cette jurisprudence ne fut pas appliquée au faubourg Saint-Germain. Par un arrêt du 10 septembre 1674 le Parlement défendit « à MM. le Trésorier de France, grands voyers, leurs commis et tous autres, de prendre ni exiger aucuns droits de voirie en l'étendue de la terre et seigneurie de l'abbaye Saint-Germain-des-Prés ; et aux habitants et censitaires d'icelle de payer à d'autres qu'au sieur Gamard, voyer général de ladite abbaye ou au sieur Girard architecte du Roy exerçant la charge, à peine de 1000 livres d'amende et aux débiteurs de payer deux fois, et de tous dépens, dommages et intérêts³. Le Parlement laissait donc à l'abbé et aux religieux tous les profits pécuniaires qu'ils tiraient de la voirie, et qui paraissent bien avoir été importants dans la pratique.

1. Cf. l'arrêt dans Jacquet, pièces justificatives, p. XLI; et au texte p. 235 et s.; on remarquera l'argument tiré de la patrimonialité des justices en faveur du maintien du droit des seigneurs spécialement p. 237 et 238.

2. Arrêt du Parlement du 1^{er} septembre 1674 confirmatif d'une sentence de la Chambre du Trésor du 5 mai. Mellier, t. II, *Recueils de règlements*, p. 150.

3. Mellier, table p. XXXIX.

125. Ce respect des droits patrimoniaux des seigneurs préside encore à la jurisprudence du XVIII^e siècle. Il suffira de citer un arrêt du Conseil qui montre d'une façon particulièrement intéressante comment la royauté a su concilier dans la pratique les intérêts particuliers avec les mesures de police d'intérêt général nécessitées par les transformations d'une grande cité. Cet arrêt fut rendu entre le Bureau des finances de Paris et l'abbaye de Montmartre. Il s'agissait de l'élargissement de la grande rue de Clignancourt. Le Conseil décide que « pour l'exécution et dans toute la longueur du pavé entretenu aux frais du roi, les alignements nécessaires lors des nouvelles constructions des maisons, murs de closture et autres édifices seraient donnés sans frais, ainsi qu'il est accoutumé, par le commissaire trésorier de France à ce député, sauf et sans préjudice à ceux qui feront de nouvelles constructions dans ladite grande rue de Clignancourt, à se retirer ensuite par devers les officiers de la justice seigneuriale de Montmartre pour raison des droits de voirie appartenant à ladite abbaye. Ordonne Sa Majesté que les alignements sur toutes autres rues et chemins dudit lieu qui ne sont point entretenus par Sa Majesté, continueront d'être donnés en la manière accoutumée par les officiers de Montmartre¹ ». Ainsi donc, l'entretien du pavé aux frais du roi ne supprime pas les droits utiles du seigneur haut justicier.

1. 16 mai 1762 Denisart, *Collection de jurisprudence*, v^o Voyer, t. IV, p. 880. On peut citer également dans le même sens les dispositions prises au moment des agrandissements de Paris (par déclaration du 18 juillet 1724, *Code Louis XV*, t. I, p. 173) et particulièrement une déclaration du Roi du 23 mars 1728 pour établir une distinction entre les maisons des paroisses des faubourgs et celles des paroisses de la campagne quoique contiguës aux maisons des faubourgs... « Art. 11 les seigneurs hauts justiciers ayant titre et possession valable de la voirie pourront comme par le passé exercer le droit de voirie et leurs juges donner en conséquence les permissions requises tant pour la construction que reconstruction des maisons », Delamarre, t. IV, p. 423, cf. également Jacquet, p. 239; *Code Louis XV*, t. II, pp. 365-369.

Cet arrêt du Conseil de 1762 reprenait les solutions d'une ordonnance du Bureau des finances de Paris du 13 mars 1739. Pour remédier à l'irrégularité du grand chemin de Versailles dans la traversée de Sèvres, due à la négligence des officiers seigneuriaux, le Bureau se réserve le droit de donner des alignements. Cette ordonnance fut confirmée par arrêt du Conseil du 17 mars, *Code Louis XV*, t. X, pp. 486-492.

TITRE III

LE FONCTIONNEMENT

Après avoir étudié l'organisation des justices seigneuriales et la nature des procès qu'elles jugeaient, il faut envisager maintenant comment elles fonctionnaient et les conflits auxquels elles pouvaient être mêlées dans la pratique.

CHAPITRE I

LES AUDIENCES

Les affaires gracieuses sont réglées par le juge le plus souvent en son hôtel, les affaires contentieuses à l'audience. Il faut distinguer les audiences ordinaires et les assises.

§ 1. *Les audiences ordinaires.*

126. A l'époque où commence cette étude, il n'y a aucune périodicité bien établie dans les audiences. Le juge occupe le siège assez fréquemment en général, mais il n'y a pas de jour ni de date fixés à l'avance.

Ainsi un huissier du Parlement qui va signifier un arrêt à la justice de Saint-Lazare le 8 juin 1573 y trouve simplement le commis du greffier qui enregistre les défauts et congés des parties qui comparaissent; personne ne tient

le siège¹. A Saint-Germain-des-Prés en janvier 1580, l'audience de police pour les métiers est tenue les 2, 5, 7, 9, 11, 12, 18, 19, 20, 25, 26, 30 ; le nombre des affaires à chaque audience est minime, il varie de un à quatre². En banlieue, au mois de novembre 1599 le prévôt de Charonne tient audience le 3, le 10, le 15, le 16, le 17 et le 22 pour expédier au total une quinzaine d'affaires, encore on compte celles qui viennent deux ou trois fois par suite du défaut des parties. Conformément aux ordonnances c'est à l'audience même, où les parties comparaissent en personne, que se fait l'enquête du prévôt. Le registre fait mention des interrogatoires des parties³.

La périodicité apparaît au ^{xvii}e siècle, et d'abord sous la forme suivante : en dehors des audiences tenues les autres jours, il y a du moins un jour auquel il y a toujours audience et où les plaideurs sont assurés de trouver le juge.

Ainsi en 1606 à Saint-Martin-des-Champs il y a audience au moins tous les lundis et également un autre jour de la semaine, en général le vendredi ou le jeudi⁴. En 1611 à Saint-Lazare le bailli tient le siège le mardi et le vendredi ; le nombre des affaires n'est pas considérable : environ une douzaine par jour⁵. A la Barre du Chapitre de l'Eglise de Paris, juridiction des doyen et chanoines, pour l'année 1620, la moyenne des procès varie entre quatre et cinq causes par audience tenue en principe les mercredis et samedis⁶.

En 1630 à Saint-Germain-des-Prés, la périodicité qui n'était pas visible en 1580, qui commençait à s'organiser en 1608⁷, est définitivement fixée. Tous les jours le bailli

1. AN. Y 16340.

2. AN. Z² 3373. Aucune régularité non plus à Saint-Martin-des-Champs en 1593 (Z² 3703), au Temple de 1580 à 1590 (Z² 3757).

3. AN. Z² 681.

4. AN. Z² 3704.

5. AN. Z² 3682.

6. AN. Z² 3078.

7. Cette année le bailli ou son lieutenant siègent presque tous les jours, mais le mardi et le samedi sont plus spécialement réservés aux affaires contentieuses (une quarantaine par audience bien souvent), les autres jours sont occupés par les causes de police, AN. Z² 3342. On oppose l'audience, et la police.

exerce la juridiction gracieuse et règle des affaires de police ; les maîtres des métiers viennent se faire recevoir, les jurés faire leur rapport. Mais deux jours par semaine sont réservés aux seules affaires contentieuses, ces deux jours d'audience sont le mardi et le samedi ; et il y a chacun de ces jours, plus d'une cinquantaine de procès ; beaucoup de plaideurs font défaut¹. En 1656 c'est encore aux mêmes jours que le bailli de Saint-Germain rend la justice : mais le registre ne fait mention que des audiences, la police semble avoir disparu. Le 5 septembre 1656 le bailli décide que, pendant les vacations, les audiences seront tenues le mardi et le samedi. Il convient de remarquer que le nombre des affaires a diminué. Il y a environ trente-cinq affaires par audience².

Au For-l'Evêque, le gros registre qui va du 2 mai 1645 au 30 avril 1646 montre que les audiences étaient tenues tous les jours sauf le dimanche et le lundi, avec une moyenne de vingt-cinq affaires par audience³.

Si dès la fin du premier tiers du xvii^e siècle la régularité des audiences est un fait acquis à Paris, en banlieue il n'en est pas toujours de même. Il faut attendre le milieu du siècle pour la constater, et encore pas toujours. Le juge se trouvant sur place et les causes étant peu nombreuses, il était assez facile aux plaideurs d'aller le trouver quand ils avaient besoin de faire régler une affaire.

En 1660 dans la prévôté de Villejuif, il y a tantôt une audience par semaine, tantôt deux : d'une manière générale il y a audience tous les jeudis⁴. A chaque audience on voit de quinze à vingt affaires. Il n'en allait pas de même dans le bailliage d'Enghien-Montmorency, un des plus importants de la Prévôté et Vicomté⁵. En 1675 il y a un registre d'audience par mois. Les audiences se tiennent le lundi et le mardi, en général devant le lieutenant, quelque-

1. AN. Z² 3388.

2. AN. Z² 3355.

3. AN. Z² 3168.

4. AN. Z² 4620.

5. Archives de Seine-et-Oise, série B, n^{os} 105 et 106.

fois devant le bailli et le lieutenant. Les procès sont nombreux ; un chiffre moyen paraît être soixante affaires par audience.

127. Après l'Edit de réunion de 1674 comment vont fonctionner les audiences des quelques justices parisiennes qui conservèrent un peu d'activité ?

A Saint-Martin-des-Champs, en 1685, le bailli occupe le siège le mercredi, mais il n'y a guère qu'une dizaine d'affaires par audience ; encore celles-ci ne sont pas tenues régulièrement tous les mercredis, puisque dans toute l'année on ne compte que vingt-trois audiences¹. En 1750, il n'y a plus que six audiences dans l'année, sans aucune régularité ; en 1751, sept audiences². La Temporalité de l'Archevêché a gardé plus d'importance, et en 1691 le bailli siège les lundis et doit expédier de douze à quinze affaires chaque fois³. La justice de Saint-Germain doit être rapprochée de la Temporalité ; les affaires y sont peut-être un peu moins nombreuses, mais les audiences y sont aussi régulières : les mardis de chaque semaine en 1720. Les officiers ne montrent plus la même assiduité qu'autrefois, le siège est quelquefois occupé par le procureur fiscal, qui est également prévôt à Villeneuve-Saint-Georges et qui n'hésite pas à occuper pour une partie si l'occasion s'en présente. D'autres fois on recourt à un ancien procureur (19 et 26 mars 1720⁴).

La décadence va se précipiter pour les justices parisiennes à partir du milieu du XVIII^e siècle. En 1755 par une vieille habitude le bailli de l'archevêque tient audience en général le lundi pour régler deux ou trois affaires ; pourtant dans toute l'année il n'y a eu que onze audiences, et encore faut-il y comprendre une audience tenue extraordinairement le 15 mai pour la réception du prévôt de Créteil⁵. Le 7 septembre 1785 le bailli de Saint-Jean-de-Latran ouvre un registre d'audiences, de vingt-quatre feuil-

1. AN. Z² 3724.

2. AN. Z² 3729.

3. AN. Z² 3819.

4. AN. Z² 3369.

5. AN. Z² 3832.

lets, qui devait durer jusqu'en 1790 et contenir encore la transcription des décrets de l'Assemblée Constituante. C'est dire que les audiences, tenues le lundi, sont peu chargées; en général une affaire par jour; en 1786 il y a huit audiences, en 1787 neuf¹.

A côté de cette décadence des justices parisiennes, qu'étaient devenues les petites justices de banlieue? Dans beaucoup la régularité des audiences semble n'avoir jamais régné. En 1712, durant les six premiers mois de l'année le prévôt de la « haute, moyenne et basse justice d'Auteuil et dépendances » (à l'abbaye de Sainte-Geneviève) a occupé le siège les 5 et 26 janvier, les 8 et 22 mars, le 26 avril, le 24 mai et le 7 juin². Au bailliage de Charenton-Saint-Maurice en 1777, il n'y eu guère plus de dix audiences, et quelquefois pour deux ou trois affaires. Dans les années qui suivront leur nombre ne fera que diminuer³. Les minutes examinées à Belleville, à Gentilly et ailleurs donnent la même impression; comme celles de la capitale les justices seigneuriales de la banlieue n'ont qu'une activité tout à fait minime; les audiences sont rares et plus encore les affaires. On ne peut plus parler de fonctionnement actif et régulier.

Cela semble être un phénomène général. Le rédacteur de l'*Encyclopédie méthodique de jurisprudence*, se plaint du peu de fréquence des audiences dans les petites justices seigneuriales. Et en même temps qu'il indique que le roi pourvoit par lettres patentes aux difficultés qui arrivent dans quelque partie du royaume sur l'administration de la justice, il propose d'étendre à toutes les justices du royaume des lettres patentes du 18 janvier 1769 (titre VI, article 1) ordonnant que les juges des justices seigneuriales du ressort du Parlement de Rouen tiendront leurs audiences à quinzaine et à huitaine, à telle heure et à certains jours⁴.

1. AN. Z² 3665.

2. AN. Z² 137.

3. AN. Z² 670.

4. *Encyclopédie méthodique de jurisprudence*, v^o Administration de la justice.

128. Procédure. — Devant les juges subalternes la procédure normale est une procédure sommaire. Le juge décide à l'audience même, après avoir entendu les parties : en principe pour les causes de peu d'importance, tout doit se passer verbalement. Il est interdit au juge d'appointer. Mais il y a loin de ces règles à la pratique ; les officiers des seigneurs multiplient les procédures pour augmenter leurs profits. Un édit du 7 septembre 1645 le reconnaît expressément : « par plusieurs autres règlements, il a été enjoint à tous les officiers de juger les causes sommaires à l'audience, et sans les appointer ni juger ailleurs que dans les auditoires et sièges ordinaires ; — néanmoins il est contrevenu journellement aux dites ordonnances et règlements, tant par les officiers subalternes et royaux qui jugent les procès en leurs maisons, et appointent à écrire et produire la plupart des causes sommaires, pour constituer les parties plaidantes en des frais et dépenses extraordinaires et avoir prétexte de prendre des épices excessives, bien qu'ils n'aient aucun droit ni titre pour raison de ce, et de plus ne prononcent leurs jugements et sentences que les dites épices n'aient été payées¹ ».

L'édit permet aux officiers de prendre des épices pour les procès par écrit. Dans ces conditions on peut penser que le règlement des procès se faisait le plus souvent par écrit. Et malgré les défenses du Conseil et du Parlement les juges multiplient les appointements.

Un arrêt de règlement du 10 juillet 1665 limite leur usage, en même temps qu'il fixe les traits essentiels de la procédure devant les juges subalternes².

Si le défendeur comparaît à la première assignation, l'affaire sera liquidée sur-le-champ, au plus tard à l'audience suivante :

« Article 47 : A l'esgard des justices subalternes, si le deffendeur comparait à la première assignation, il pourra proposer sur le champ et verbalement ses deffenses, sur lesquelles et sur les répliques si aucunes sont faites,

1. Néron, t. II, p. 11 et AN. AD. IV, 2 p. 111, cf. *supra*, n° 69.

2. *Journal des Audiences*, t. II, p. 397.

la cause sera terminée sur le champ, ou au plus tard en l'audience suivante. »

Mais il est assez rare que le défendeur ne fasse pas défaut aussi l'article dispose :

Si le deffendeur ne paraît point à la première assignation, sera donné déffaut, et pour le profit d'iceluy ordonné qu'il sera réassigné, et à la seconde audience, s'il ne compare, sera donné un second déffaut et le profit d'iceluy jugé sur le champ. »

Et article 49 : Si le déffendeur se présente sur le réadjudournement les parties estant ouyes, la cause sera jugée sur le champ ou bien remise à l'audience suivante s'il est jugé à propos. »

En cas d'appointement la sentence doit intervenir dans la huitaine du dépôt des pièces au greffe.

« Article 50 : Il ne sera point donné d'appointement à escrire et produire en matière légère, mais si l'affaire ne peut être jugée à l'audience, il sera ordonnée que les parties mettront leurs pièces et mémoires dans trois jours entre les mains du greffier et sans qu'il soit besoin de forclusion après l'acte de produict signifiée, et dans la huitaine à compter du jour dudit appointement à mettre sera donnée sentence. »

Cette procédure sur appointement est employée très souvent, et les délais ne sont pas toujours observés.

La multiplicité des degrés de juridiction retardait le règlement des procès lorsqu'on faisait appel. C'est pour obvier à cet inconvénient que l'ordonnance de 1667¹ décide que dans les matières sommaires qui sont de la compétence des hauts justiciers, leurs sentences sont exécutoires par provision nonobstant appel jusqu'à la somme de 1.000 livres en donnant caution. D'autre part (article 13 du même titre) les juges des justices ressortissant nûment au Parlement, jugent en matières sommaires définitivement jusqu'à la somme de 40 livres ; pour les autres juridictions subalternes le taux de leur compétence définitive est de

1. Titre XVII, article 14. Isambert, t. XVIII, p. 132.

25 livres. Par ce biais bon nombre de sentences des justices seigneuriales sont définitives, car les procès portent souvent sur de petites sommes. Quelquefois même, le juge prononce une condamnation malgré le défaut vu la modicité : il s'agit de quelques livres, ou même de quelques sols.

Aux termes de l'ordonnance d'Orléans (article 55) confirmée par l'édit de Roussillon (article 27) les seigneurs devaient être condamnés à 60 livres parisis d'amende pour le mal jugé de leurs juges. Mais au ^{xvii}^e siècle ces dispositions ne sont pas appliquées. « Il est à présumer qu'un seigneur a toujours eu dessein de faire un bon choix, et que si l'officier qu'il a commis se comporte mal c'est contre son intention. Lorsqu'il y a de justes plaintes contre les juges et officiers établis et pourvus par les seigneurs, on les condamne seulement à faire exercer leur justice par personnes intègres et capables¹. » Le seigneur pouvait également être privé de sa justice.

En matière criminelle, l'appel était obligatoire pour toute sentence portant condamnation à peine corporelle. A défaut du condamné le procureur fiscal devait se pourvoir².

La procédure criminelle s'ouvrait sur une plainte au bailli ou une dénonciation du procureur fiscal. Après arrestation du prévenu, en vertu d'un décret de prise de corps, le procureur fiscal procédait à l'information : interrogatoire de l'accusé, dépositions des témoins ; puis il requérait une condamnation, ou la mise hors de cour. La sentence du bailli intervenait sur ce réquisitoire.

§ 2. *Les Assises.*

129. Les nombreuses justices seigneuriales possédées par certains établissements ecclésiastiques parisiens formaient un véritable ressort sous la surveillance du bailli

1. Ferrière, *Dictionnaire de droit et de pratique*, v^o Justices subalternes ou seigneuriales, cf. également Néron, t. I, p. 428 et Louet, Lettre O, sommaire 4.

2. Ordonnance criminelle de 1670, titre XXVI, article 6, Isambert, t. XVIII, p. 420.

siégeant à Paris. Il allait parfois tenir le siège dans ces juridictions pour y faire une espèce de tournée d'inspection¹. Les assises sont donc des audiences d'un caractère tout à fait exceptionnel, dans lesquelles la justice est rendue non pas par le juge du lieu, mais par celui du siège supérieur.

On rencontre plusieurs exemples de cette pratique, mais elle n'a pas fonctionné dans toutes les justices, et là où on la rencontre elle apparaît comme quelque chose d'assez exceptionnel. Néanmoins, les quelques procès verbaux d'assises qui nous sont parvenus sont extrêmement intéressants pour étudier le fonctionnement des justices dans la banlieue.

Dans bien des cas, les assises se réduisent à une assemblée des habitants réunis pour faire serment de fidélité entre les mains du prévôt ou du bailli représentant le seigneur ; des amendes étaient portées contre les défaillants : ainsi une amende de 4 sols parisis en la prévôté de Mons-sur-Orge et Ablon pour le chapitre Notre-Dame en 1658². Peut-être est-ce en vertu de la même idée qu'au xviii^e siècle à Paris les baillis de Saint-Germain et de Saint-Jean-de-Làtran font une liste des habitants de l'enclos, leurs justiciables. Toujours est-il que les assises commencent toujours par un appel des justiciables.

Le bailli de l'archevêché a tenu ses assises à Saint-Cloud en 1687, en 1691, en 1695 et 1698, peut-être parce qu'après 1674 il n'avait plus beaucoup d'occupations à Paris. D'après l'ordonnance du bailli seront plaidées à ces assises toutes les causes pendantes devant le prévôt de Saint-Cloud, comme aussi toutes les plaintes que l'on fera au bailli. Tous les officiers du siège devront être présents à peine de cinquante livres d'amende³.

130. Nous avons des renseignements bien plus abondants sur les assises tenues par le bailli de Saint-Germain-des-Prés⁴.

1. On retrouve cette pratique des assises ou plaids généraux en Bretagne, Giffard, p. 137; en Vermandois, Combier, p. 36; en Auvergne, Achard, p. 164.

2. AN, Z² 1371.

3. Sentences des 15 octobre 1691, AN, Z² 3819 et 20 octobre 1698 Z² 3822.

4. Procès-verbaux aux AN, dans Z² 3638.

Au mois de septembre 1618, il est allé en compagnie de son procureur fiscal tenir ses assises à Thiais et Villeneuve-Saint-Georges « sur la plainte des malversations qui se commettaient par les officiers des lieux ». Peu de procès sont jugés. Dans l'un et l'autre lieu il y a simplement des amendes infligées aux boulangers et cabaretiers pour usage de mesures fausses. Les ordonnances sur la fermeture des cabarets pendant le service divin, qui n'étaient pas observées, sont rappelées. D'autre part, il est ordonné aux greffiers d'apporter tous les six mois à Paris le registre ordinaire des causes. En somme on se contente de prescriptions de police ou réglant le fonctionnement de la justice.

Deux ans plus tard, le bailli et le procureur fiscal vont tenir leurs assises à Suresnes, Issy et Vaugirard, mais ils se heurtent à la résistance des officiers des lieux, qui ne se présentent pas. Et même, à Suresnes, après avoir échangé toute une procédure avec le prévôt, ils ne peuvent pénétrer dans la maison seigneuriale et dans l'auditoire qu'avec l'aide d'un serrurier. Dès lors ils expédient les causes de police, visitent les marchandises et contrôlent les mesures.

Au mois de janvier 1649 les assises à Villeneuve-Saint-Georges durent trois jours. On y examina en premier lieu « ce qui regarde l'honneur de Dieu et le bien de son Eglise » ; des mesures sont prises contre les cabarettiers qui restent ouverts le dimanche pendant le service divin ; il est vrai que le lieutenant et le procureur fiscal tiennent des cabarets : il leur est enjoint de choisir entre leur office et ce métier. Il est fait un règlement pour les places à l'église. On examine ensuite la police générale et les procès entre particuliers.

En 1659 le bailli a tenu ses assises le 6 octobre à Suresnes, le 7 à Issy et Vaugirard, le 13 à Verrière et au Pont d'Anthony. Comme toujours il s'agit de surveiller les officiers, de voir « si la police est bien observée et si les habitants se contiennent dans leur devoir ». Il y a lieu également « de conserver la juridiction du dit bailliage qui est souvent éternée par les habitants, faute de veoir et reconnaître

les juges où ressortissent les appellations, lequel usage a été depuis quelques temps négligé à l'égard d'aucunes juridictions ».

Ces assises seront les dernières avant celles de 1719 sur lesquelles nous sommes particulièrement bien renseignés par un procès verbal très détaillé, dont l'analyse est publiée en appendice. Entre le 12 et le 22 septembre, le bailli de Saint-Germain est allé tenir ses assises à Villeneuve-Saint-Georges, Valenton, Issy et Vaugirard, Fresnes. Comme précédemment les affaires de police prennent la plus large place. Cependant à Villeneuve Saint-Georges le bailli examine une trentaine de contestations entre particuliers. Il s'occupe également de la perception des droits seigneuriaux : le receveur que l'on soupçonne de faire payer des droits qui ne sont rien moins que certains devra faire faire un terrier pour qu'ils soient bien fixés. Enfin, comme en 1649, on se plaint que les justiciables oublient que les sentences du prévôt de Villeneuve-Saint-Georges relèvent en appel du bailli de Saint-Germain : cela est rappelé aux huissiers et procureurs, et il est ordonné d'en faire mention dans les jugements.

131. A côté des assises du bailli de Saint-Germain, il faut faire mention pour le XVIII^e siècle de celles du bailli de Montmartre¹. Des assises ont été tenues « en la prévosté de Boulogne par le bailly général du Fort-aux-Dames » en 1726, 1728, 1732, 1736 et 1740, en présence de son procureur fiscal et assisté de son greffier. Voici comment en 1728 le bailli expose l'utilité des assises :

« L'autorité des ordonnances nous oblige à venir tenir en cette prévosté des assises. — L'établissement des assises a pour objet le renouvellement des ordonnances, le maintien de la discipline entre les officiers, et la protection que le juge supérieur doit aux justiciables qui peuvent se trouver vexés soit par leurs juges, soit par les ministres de justice.

Les assises ont encore pour principe de faire rendre

1. AN. Z² 476. Il y en a eu également en 1645 à Montmartre tenues selon les mêmes principes Z² 2403.

l'hommage dû par les sujets à son seigneur et de veiller à la conservation des droits seigneuriaux. »

En effet, à chacune de ces assises, on procède à l'appel des habitants et des veuves : « les chefs d'hôtel ». En 1732 il y en a plus de deux cents. Une amende de dix sols est infligée aux défaillants. Il y a assez peu de procès jugés.

Les assises du bailli de Montmartre apparaissent surtout comme un moyen de contrôler le bon fonctionnement de la justice. Elles commencent par la réception des officiers de la prévôté qui n'étaient pas encore regus : ils présentent leurs lettres de provision et prêtent serment. On fait l'appel de tous les officiers du bailliage et de la prévôté.

En 1726 le prévôt a demandé à siéger à côté du bailli ; sur le refus de ce dernier il cause du scandale. Le bailli l'interdit de ses fonctions pendant un mois, et l'invite à plus de subordination ; il rend compte à Madame de ce désordre et des plaintes de ses vassaux.

Les audiences doivent être tenues de quinzaine en quinzaine, le mercredi à 3 heures.

Les ordonnances de police doivent être publiées et observées ainsi que les ordonnances royales et les règlements pour le tarif des actes. Le greffier doit exercer sa charge en personne, il doit fournir tous les trois mois à la dépositaire de l'abbaye un double des contrats de vente et d'échange, et faire un répertoire des minutes (un double sera déposé à l'abbaye).

Il est probable que dans les autres ressorts seigneuriaux des assises du même genre ont été tenues. Elles apparaissent non pas tant comme un moyen de rendre la justice, que comme un procédé pour en surveiller le fonctionnement et en assurer la conservation au seigneur.

132. Des assises des officiers du siège supérieur on ne peut séparer celles des officiers du Châtelet. Ces assises ont été très rares et nous ne pouvons affirmer leur tenue que pour les années 1612 et 1677. L'ordonnance qui décide les assises pour 1677 dit en propres termes que depuis l'année 1612 les assises n'ont pas été tenues en l'étendue de la Prévôté et Vicomté de Paris. C'est pourquoi le garde géné-

ral de la Prévôté du Châtelet a décidé de tenir des assises dans les prévôtés royales de Corbeil, Monthléry et Saint-Germain-en-Laye pour le ressort du nouveau Châtelet sur la rive gauche de la Seine¹. Pour l'ancien Châtelet, ces assises ont été tenues à Brie-Comte-Robert, Tournan et Gonesse².

Ces assises sont aussi bien faites pour surveiller les juges royaux de ces prévôtés que les juges seigneuriaux de leur ressort. Et même aucune justice seigneuriale ne relevait du siège de Saint-Germain³.

Le but poursuivi est en premier lieu d'empêcher les seigneurs d'usurper des droits seigneuriaux, qu'il s'agisse des droits de justice proprement dit, des corvées ou banalités, ou des dîmes et bénéfices, en second lieu d'assurer la répression des crimes qui aurait pu demeurer impunis, en troisième lieu enfin de corriger les officiers qui ont commis des négligences ou des malversations dans l'exercice de leurs charges.

Le lieutenant civil et le procureur du roi au Châtelet se transportent donc dans chacune des prévôtés indiquées et y restent cinq ou six jours : tous les officiers du ressort et tous les seigneurs qui prétendent droit de justice, doivent venir se présenter. Et il appartient à quiconque de dénoncer toute sorte de personnes ; le dénonciateur obtiendra le tiers des amendes. A la suite de ces dénonciations le prévôt informe ou fait informer par un commissaire ; par exemple en 1677 aux assises de Tournan-en-Brie, Delamarre fût commis « pour informer contre le procureur fiscal et receveur des amendes de Marolles-en-Brie à cause des mauvais traitements, exactions à l'égard de plusieurs personnes et crimes, même de capitaux⁴ ».

1. AN, Y 18, fol. 2800 et s.

2. AN, Y 17, fol. 122.

3. Ici d'ailleurs la surveillance des officiers du Châtelet dut être peu éclairée, car ils ne s'aperçurent pas de ce que nous apprend un arrêt du Conseil du 6 juin 1678 : que depuis 1670 les officiers de la Prévôté appliquaient à leur profit, les amendes jugées en leur juridiction. Le Conseil commettait Hartmann intendant de la Généralité pour informer et faire le procès aux coupables, AN, E 1792.

4. B. N. ms. fr. 21597, fol. 297-341.

De plus le lieutenant civil procède gratis au jugement de toutes les causes que l'on veut bien porter devant lui.

Avant de quitter le siège le prévôt du Châtelet ou son représentant rend une ordonnance dont les dispositions nous montrent les principaux abus existant.

133. Voici les principales dispositions de l'ordonnance¹ rendue après les assises tenues à Corbeil en 1677, elle se présente comme le renouvellement des dispositions prises en 1612 qui ne nous sont pas parvenues.

Juges. — Les juges doivent tenir leurs audiences à heures et jours certains, dans des lieux à ce destinés et publiquement. Les juges et officiers royaux qui exercent des justices des seigneurs devront les abandonner dans les trois mois. Les procès criminels seront instruits par préférence à tous autres, et selon les formes de l'ordonnance de 1670. Le prévôt de Corbeil surveillera les juges des seigneurs en ce qui concerne l'instruction des procès criminels.

Dans les affaires jugées à la requête des procureurs des seigneurs, les juges ne prendront pas d'épices; — dans les autres cas ils les modéreront. Tout juge doit prêter main-forte aux ordres du Prévôt de Paris. Les juges doivent faire la police et se transporter une fois par mois au moins dans les boutiques des marchands pour vérifier les poids et mesures. Des mesures sont prises également pour assurer la bonne tenue des registres par le greffier et la conservation des minutes.

On procède de même pour les procureurs, les sergents, les tabellions et les geôliers.

L'ordonnance faite à Monthléry est tout à fait semblable; il faut indiquer seulement que la police paraît appartenir au seul prévôt de Monthléry.

Rien dans les archives ne permet de penser que les gens du Châtelet aient dans l'avenir tenu d'autres assises pour surveiller les justices de leur ressort.

1. AN. Y 18, fol. 46.

CHAPITRE II

LES CONFLITS ET LA PRÉVENTION

Pour conserver les profits tirés de leur qualité de hauts justiciers, les seigneurs s'efforcèrent d'écarter tout obstacle au fonctionnement régulier de leurs justices par voie d'entreprise ou de distraction de juridiction, entreprise de juridiction lorsque des officiers empiètent sur les attributions prétendues par leurs voisins, distraction de juridiction quand un justiciable prétend soustraire sa cause à leur connaissance. En effet, le fonctionnement des nombreuses juridictions seigneuriales de la région parisienne n'alla pas sans susciter beaucoup de conflits tant entre les différentes justices subalternes qu'entre celles-ci et les tribunaux royaux particulièrement le Châtelet. Les officiers des seigneurs durent à maintes reprises défendre leur compétence menacée, par la théorie des cas royaux, par celle de la prévention, par des distinctions dont nous avons vu l'exemple en matière de police et de voirie, menacée par le prestige du Châtelet de Paris, menacée surtout par l'avidité de voisins désireux d'augmenter leurs épices et leurs vacations.

Dans cette lutte l'argument essentiel invoqué est le caractère patrimonial de la justice par suite de la concession du prince. Les justices des seigneurs particuliers étant patrimoniales, de même qu'il n'est pas permis de prendre le bien d'autrui, nul, même le Roi par puissance réglée, ne saurait empiéter sur les attributions qui leur sont légitimement reconnues.

Mais si le Roi a concédé aux seigneurs le droit de rendre la justice, il leur en a aussi délégué la charge. Donc si leurs

officiers négligent d'agir, ceux du roi, et d'une manière générale tous les officiers qui ont sur eux la supériorité (entendue au sens de ressort) recouvrent le droit de le faire à leur place. C'est la justification de la pratique de la prévention. On a vu qu'elle fut utilisée en matière de police ; elle le fut surtout pour l'apposition des scellés et la confection des inventaires. En dehors de là il ne semble pas que le droit général de prévention ait eu souvent l'occasion de s'appliquer.

Après avoir dans un paragraphe premier étudié les entreprises de juridiction, nous consacrerons le second à la prévention en matière de scellés et d'inventaires.

§ 1. *Les entreprises de juridiction et le droit général de prévention.*

I. Entreprises de juridiction.

134. Le morcellement des fiefs et des justices était tel que souvent, dans un même lieu, plusieurs seigneurs prétendaient exercer la justice.

Entre seigneurs la preuve du droit de justice, se faisait par le titre ou par la possession. Lors d'une contestation entre l'évêque de Paris et les sieurs Des Aubris prétendant droit de justice à Vitry en 1610, le premier pour prouver son droit de justice invoque une transaction passée avec le roi en 1280, un arrêt de la Cour de 1385, une déclaration à la Chambre du Trésor en 1577 ; en outre, l'officier de l'évêque a fait enlever deux ans auparavant un corps mort sur un grand chemin, et une de ses sentences criminelles a été confirmée par le Parlement en 1610¹.

Quelques années après en 1624 dans ce même village de Vitry-sur-Seine un nouveau conflit éclate entre deux justices seigneuriales appartenant l'une à Georges Carnutes, l'autre à Pierre Sanguin escuyer, à l'occasion de scellés concurremment apposés sur les biens d'une succession. Le Châtelet

1. AN, Z² 3838.

fait lever les scellés par un commissaire, et décide que les seigneurs feront la preuve de leur droit de justice et de fief¹.

Entre juridictions voisines, l'enchevêtrement des ressorts est la source de nombreux conflits. Ces entreprises de juridictions ne sont bien souvent autre chose que le fait d'un sergent qui prétend instrumenter hors des limites de sa justice pour obtenir quelques vacations supplémentaires. Ainsi en 1612, un sergent de Passy prétendait exploiter à Auteuil sans prendre l'autorisation du procureur fiscal du lieu, et en même temps interdire aux sergents d'Auteuil de venir exploiter à Passy. Le 26 août le prévôt d'Auteuil assigna devant lui ce sergent, ainsi que le lieutenant de la justice de Passy, « pour voir dire que deffanses leurs seront faites de faire aucun acte de juridiction, ou exploit dans le ressort de la prévosté d'Auteuil, sans le consentement du prévost dudit lieu² ». Le 7 septembre le bailli de Sainte-Geneviève condamne un sergent de Saint-Victor à 50 livres d'amende pour entreprises de juridiction. Ce sergent donnait à des justiciables de Sainte-Geneviève des exploits à comparaître devant le bailli de Saint-Victor, et était venu faire la police sur le territoire de Sainte-Geneviève prétendant exiger cinq sols des justiciables³.

L'origine de ces conflits était quelquefois de plus d'importance que l'exploit d'un sergent besogneux. Ainsi en 1624 le chapitre de Saint-Germain-l'Auxerrois prétendait un droit de justice à Auteuil et à ce titre réclamait des droits de cens, lods et ventes à certains habitants. L'abbaye de Sainte-Geneviève, seigneur d'Auteuil, fut condamnée par défaut devant le Châtelet, et obtint du roi des lettres patentes (2 mai 1624) l'autorisant à prouver son droit devant le Parlement³.

1. AN. Y 17 502.

2. AN. Z² 3749. Les contestations entre Sainte-Geneviève et Saint-Victor sur les limites de leurs justices, voisines l'une de l'autre, étaient très fréquentes; bien des fois le Parlement eut à intervenir pour en fixer l'étendue exacte; nous citerons par exemple un arrêt du 7 août 1649 (L. 890, n° 38) et cf. Tanon, p. 239.

3. AN. Z² 190.

Les conflits continueront, et une sentence des Requêtes du Palais du 20 avril 1733 intervient en faveur des religieux de Sainte-Geneviève prenant fait et cause d'un justiciable contre le chapitre Saint-Germain¹. Les juges d'Auteuil, Passy et Grenelle étaient également en conflit de l'autre côté de la Seine avec ceux d'Issy et Vaugirard. Un arrêt du Parlement du 2 octobre 1670 « ordonne le transfert aux prisons d'Autheuil de deux prisonniers détenus aux prisons d'Issy et Vaugirard, et de ne plus rien entreprendre contre ceux de Sainte-Geneviève à peine de 500 livres d'amende¹ ».

135. Cette justice d'Issy et Vaugirard appartenait à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, dont le bailli était juge d'appel. Cependant les officiers contestèrent à plus d'une reprise cette supériorité : en 1719 ils contestent son droit de venir y tenir ses assises.

L'étude des assises nous a montré justement des conflits entre tribunaux appartenant à une même hiérarchie judiciaire. Le siège supérieur prétendait sur les justices subordonnées, non seulement le droit de ressort, mais le droit de prévention.

Ainsi les officiers du bailliage de Saint-Denis, officiers de l'abbé, prétendaient au droit général de prévention sur les officiers des religieux dans les moyennes et basses justices des environs relevant du bailliage. A quoi les religieux répondent que cette supériorité ne suffit pas, car les gens du Parlement n'ont pas la prévention sur les bailliages et prévôtés royales subalternes, que les ordonnances royales défendent la prévention (*sic* Charles V) ; et si l'on dit qu'elles sont surannées : « On répond que de droit divin et naturel qui a précédé les ordonnances, il n'a jamais été permis et ne le sera jamais de prendre le bien d'autrui, pas plus les moyennes justices des religieux leur appartenant depuis la fondation de l'abbaye que leurs cloître et dortoirs² ». Le principe de la patrimonialité était donc

1. A N. Z² 190.

2. A N. L. 867, n° 8 ce mémoire des religieux de Saint-Denis peut être daté des années 1678 ou 1679. Le droit des seigneurs suzerains de prévenir les juges de leurs vassaux fut contesté; cf. Riollot, p. 187.

la grande arme des seigneurs pour se défendre contre les prétentions de leurs adversaires.

136. Des conflits du même genre, et plus fréquemment peut-être, mettaient aux prises les juges seigneuriaux et les officiers royaux. Nous avons eu l'occasion de le voir en ce qui concerne la police et la voirie. On peut en citer d'autres exemples. En 1608 un commissaire au Châtelet, qui déjà était en conflit avec les officiers de Sainte-Geneviève pour l'apposition des scellés, reçoit la plainte d'une mère dont la fille de quatre ans avait été forcée. Il fait informer, puis fait prendre le coupable entre les mains du sergent de Sainte-Geneviève. Sur quoi le bailli décrète contre le commissaire, le fait arrêter un dimanche à la messe dans l'église de Saint-Etienne-du-Mont et emprisonner plusieurs heures. Le Parlement par un arrêt du 30 août déclara l'emprisonnement injurieux et défendit aux officiers des justices subalternes de décréter contre les commissaires du Châtelet ; s'il y a lieu qu'ils se pourvoient devant la Cour, au surplus qu'ils se comportent les uns et les autres conformément aux ordonnances¹.

Cependant les procédures d'information et de décret de la part des juges seigneuriaux contre les officiers royaux se renouvelèrent. Ainsi un arrêt du Parlement du 24 mars 1679 « déclare nulle une procédure faite par les officiers de la justice d'Andrésy contre des commissaires et sergents du Châtelet, et pour l'avoir faite les interdit de leur exercice et fonction de leurs charges pendant six mois² ». Ces prohibitions eurent plus d'une fois l'occasion d'être renouvelées. En 1702 la Chambre criminelle fait défense au juge de Pantin et à tous autres juges subalternes d'informer et décréter contre les commissaires au Châtelet de Paris faisant les fonctions de leur charge³.

Par la force même des choses, des contestations de cette

1. AN, Y 16488.

2. B. N. ms. fr. 21597, fol. 38; à rapprocher des suspensions prononcées contre les juges seigneuriaux par les baillis du siège supérieur, cf. ici-même, *supra*, n° 64.

3. Arrêt du 9 août 1702, AN, Y 16922.

nature étaient plus fréquentes à Paris. Le Parlement, au besoin le Conseil du Roi, avait à cet égard un rôle de médiateur entre les officiers du Châtelet et ceux des seigneurs¹. Elles furent à la source directe de la suppression des justices seigneuriales en 1674, et même après ne disparaissent pas complètement.

Une supplique des religieux de Saint-Martin-des-Champs nous montre que pour la fête de la Saint-Martin en 1733, les commissaires du Châtelet pénétrèrent dans l'enclos du prieuré et prétendirent y exercer la police militairement. Si l'on en croit cette supplique les boutiques des marchands furent brisées et les marchandises enlevées. Un arrêt du Grand Conseil du 19 novembre défendit aux officiers du Châtelet d'intervenir dans l'enclos, et de venir, au préjudice des justiciers, faire des saisies des marchandises en vente, mais s'il y a lieu² il faut s'adresser à leurs officiers.

II. Distraction de juridiction et prévention à Paris.

Dans un très grand nombre de cas les conflits entre le Châtelet et les justices seigneuriales étaient réglés par la prévention. En vertu du droit de prévention, le juge de droit commun qui le premier avait été saisi d'une affaire restait compétent pour la régler, alors même que *ratione personae* ou *ratione loci*, la connaissance aurait dû

1. Une sentence du Prévôt de Paris de 1666 interdit de construire aucune barrière de sergent sur le territoire du prieuré de Saint-Martin-des-Champs; le bailli répondit en entamant une procédure contre des sergents à verge du Châtelet qui instrumentaient dans le ressort du prieuré. Le Parlement reconnut au prieur le droit de faire constituer sur son fonds un lieu pour retirer ses sergents à la charge qu'il n'empiétera pas sur la voie publique. Arrêt du 23 mai 1666; B. N. ms. fr. 1652, fol. 436.

Les commissaires ont une clientèle dans leur quartier, et si le bailli seigneurial s'avise de toucher à leurs protégés et de les faire emprisonner, le lieutenant criminel se transporte aux prisons et les fait immédiatement élargir. Une affaire de ce genre à Saint-Germain-des-Prés en 1668 eut un particulier retentissement cf. II^e partie, chap. II n° 163. En 1683 un arrêt du Conseil met fin à un conflit de la même espèce entre le lieutenant criminel et le bailli de Saint-Martin-des-Champs, 9 août 1683 AN. L 873, p. 19. Le pouvoir royal se montre assez favorable aux commissaires auxquels incombe la lourde mission d'assurer la sécurité publique à Paris.

2. AN. L 873, p. 25 et p. 27 : le prieuré jouissait d'une situation particulière en ce qui concerne la prévention.

en appartenir normalement à un autre juge de droit commun, habituellement subordonné au premier.

Considéré à cet égard comme une application du droit de ressort, traduction sur le plan judiciaire de la hiérarchie féodale, la prévention existait entre juridictions de nature différente, royales (par exemple, en matière de voirie les conflits fréquents entre le Châtelet et les Trésoriers de France étaient réglés par la prévention) ou seigneuriales, mais elle fonctionnait normalement au profit du juge royal supérieur. Dans cette hypothèse, diverses considérations furent mises en avant pour justifier la prévention considérée comme un privilège du juge royal. On disait tantôt que l'exercice de la prévention montrait une négligence de l'inférieur, tantôt qu'en concédant la justice à des seigneurs particuliers le Roi n'avait pas entendu cependant s'en dépouiller et avait du moins conservé le droit d'agir par concurrence ; on ajoutait également que la prévention assurait une meilleure et plus prompte administration de la justice¹.

137. La prévention fonctionna d'abord dans des cas particuliers, ce n'est qu'au milieu du xvi^e siècle qu'elle se dégage comme droit général. Elle peut être absolue ou à charge de renvoi : en vertu du principe de la patrimonialité, les justices des seigneurs ne pouvaient être privées des causes qui leur appartenaient normalement. Le juge peut revendiquer ses justiciables.

Mais dans cette hypothèse, prévention à charge de renvoi, peut-on vraiment parler de prévention ? A suivre la terminologie de nos anciens auteurs il ne le semble pas. C'est ainsi que Bacquet nous dit « qu'en la Prévosté et Vicomté de Paris, le Roi n'a droit de prévention sur les subjects des seigneurs justiciers, soit en matière civile ou criminelle. Encore qu'il y ait prévenu le Prévost de Paris doit renvoyer le sujet du justicier pardevant son juge naturel, quand il est vendiqué par son Seigneur² ». Plus d'un siècle plus tard, Ferrière nous indique que « depuis un arrêt de 1615,

1. Sur tous ces points, cf. J. Riollot, notamment p. 170 et s.

2. *Op. cit.*, chap. IX, n^{os} 2 et 3.

le Prévost de Paris a la prévention sur les justices subalternes de la Ville de Paris ; mais l'édit de réunion de 1674 a entraîné la disparition de ce droit. Par ailleurs le Prévost de Paris n'a pas droit de prévention sur les prévostés royales de son ressort ¹. Il ne peut s'agir ici que de prévention absolue. Cet arrêt qui est rendu en matière de scellés, décide qu'une fois des scellés apposés par un commissaire du Châtelet sur requête d'une partie, le juge seigneurial ne peut plus rien faire. Il lui est interdit également d'infliger une amende aux justiciables qui prétendent lui échapper en portant directement leur procès devant le juge royal, ni de décréter contre eux. Les registres d'audiences nous offrent plus d'un exemple de cette pratique « qui va à la fraude et oppression du peuple » dit le lieutenant civil².

138. Cette jurisprudence ne s'applique pas immédiatement du moins, au faubourg Saint-Germain. Par un arrêt du 30 décembre 1617 le Parlement en invoquant la patrimonialité décida que le Prévôt de Paris n'y avait pas la prévention, et permet, nous semble-t-il du moins, au bailli de Saint-Germain de frapper d'amende ses justiciables qui iraient directement au Châtelet³. Dans ces conditions il

1. *Compilation*, t. I, p. 32.

2. Filleau, t. II, p. 338 (arrêt du 30 décembre 1615 et cf. Riollot, p. 216 et 217). En 1612 les règles de la prévention sont appliquées à Saint-Germain sans qu'on fasse de distinction avec les autres justices (arrêt du 26 mai, Girard et Joly, t. II, p. 1696) si on fait une distinction en 1617 c'est parce que l'arrêt de 1615 a posé une règle nouvelle : la prévention est absolue pour les justices de la Ville de Paris.

3. Arrêt du 30 décembre 1617, Filleau, t. II, p. 339-343. Le prévôt de l'Isle (prévôt des maréchaux) était intervenu en faveur d'un habitant du faubourg victime des excès d'un de ses voisins; bien que le prévôt eût agi d'office, le procureur fiscal fit assigner le coupable devant le bailli de Saint-Germain qui le condamna à l'amende; cette sentence fut infirmée au Châtelet. Appel des religieux au Parlement. « Il s'agit dit leur avocat d'un simple excès commis dans le territoire de Saint-Germain dont la connaissance appartient au seul bailli privativement à tous autres... l'arrêt du 30 décembre 1615 ne peut avoir lieu en la seigneurie de Saint-Germain-des-Prés vu que le droit en est du tout divers de celui du Prieuré de Saint-Eloy. »

Le Procureur général se rangea à cet avis « car il n'y a aucune raison pour laquelle on puisse défendre les distractions des sujets d'une justice qui est patrimoniale aux seigneurs tant ecclésiastiques que laïques. » Un arrêt de 1272 défendait à tous sergents du Châtelet de traduire aucun des hôtes de Saint-Germain hors de leur juridiction. Tout en déclarant que la sentence du Châtelet est insoutenable le procureur s'en remet pourtant à la Cour du soin

n'est pas étonnant de voir ce bailli infliger pour distraction de juridiction une amende de quatre livres le 19 juin 1632¹. une de quarante-six livres le 26 août 1656².

Mais en dehors du faubourg cette pratique n'était pas acceptée. En application de l'arrêt de règlement du 26 décembre 1615, un arrêt du 11 février 1645 fait « defenses au bailli de Sainte-Geneviève et à tous juges subalternes de décreter contre les sujets du Roi, ni les condamner en l'amende pour s'être pourvus par devant le Prévost de Paris³ ». Le 26 août 1666 une sentence du Châtelet interdit au bailli et au procureur fiscal de Saint-Martin de citer par devant eux des justiciables du roi qui avaient déjà saisi de leur plainte le Châtelet de Paris, « à peine de 500 livres d'amende et d'interdiction de sa charge ». Ces deux officiers sont assignés en personne en la chambre criminelle pour répondre de cette entreprise de juridiction⁴.

Un des buts de l'Edit de 1674, d'après son préambule, fut justement de mettre fin à ces conflits nés de la prévention. Mais les justices ayant été rétablies à l'intérieur de

de décider si l'intéressé paiera l'amende, celui-ci faisait valoir qu'il n'avait pas été chercher le prévôt. La Cour en effet « le décharge de l'amende, mit ce dont est appelé à néant, enjoit au Prévost de l'Isle de garder les ordonnances et lui fait défense d'entreprendre sur la juridiction des abbés et religieux ». Filleau donne cet arrêt comme refusant la prévention. On peut donc penser, croyons-nous, que si le Parlement décharge de l'amende c'est qu'il a égard aux circonstances de la cause, mais que, suivant les conclusions du Procureur général, il reconnaît aux religieux le droit de frapper les justiciables pour conserver des justices qui sont patrimoniales. Ce droit, comme celui de revendiquer les justiciables n'existe que là où il n'y a pas de prévention absolue. Cette interprétation est, croyons-nous, la seule conciliable avec la validité reconnue par le Parlement des moyens utilisés par les baillis pour maintenir leur ressort en banlieue. Il semble bien que par des arrêts de 1655, 1659 et 1664 la jurisprudence sur la prévention ait été étendue à Saint-Germain-des-Prés. Cf. le paragraphe suivant. Pour une interprétation différente de l'arrêt de 1617, interprétation qui ne tient pas compte, selon nous, de la note de Filleau, voyez Riollot, p. 218.

1. AN. Z² 3344.

2. AN. Z² 3355.

3. AN. Y 16652.

4. B. N. ms. fr. 21597, fol. 273. On notera que les officiers du Châtelet ont usé des mêmes procédés que ceux des seigneurs pour retenir leurs justiciables. Sentence du 23 septembre 1656 portant vingt-quatre livres parisis d'amende contre un nommé Chapotin, « notre justiciable en première instance qui avait en fraude de notre juridiction fait un procès par devant le bailli de Saint-Eloi, alors que l'instance est pareillement pendante devant nous », B. N. ms. fr. 21597, fol. 62.

l'enclos, les officiers du Châtelet prétendirent continuer à y exercer la prévention ; le Parlement qui avait fait modifier en ce sens les lettres patentes rétablissant la justice du Temple, admit cette prétention, sans qu'à la vérité il soit possible de dire si l'on est en présence d'une prévention absolue ou de prévention à charge de renvoi¹. Utilisée en matière de police, en même temps que la distinction police générale — police particulière, et combinée avec celle-ci, la théorie de la prévention le fut surtout en ce qui concerne l'apposition des scellés et la confection des inventaires. Il s'agit là d'une matière de juridiction gracieuse qui présente un caractère un peu particulier, c'est pourquoi nous lui avons consacré un paragraphe spécial, mais il y a lieu de remarquer que tous les arrêts tranchent la question d'une manière très générale.

III. La Banlieue.

139. La théorie de la prévention absolue n'était pas applicable à la banlieue; on comprend dans ces conditions que le Parlement n'ait pas empêché les baillis seigneuriaux parisiens de maintenir leur droit de ressort sur les prévôtés qui relevaient d'eux hors Paris, en frappant d'amende les habitants qui portaient leurs appels devant le Châtelet.

En voici un exemple :

Il s'agit d'une ordonnance du 15 janvier 1650 rendue par le bailli du For-l'Evêque contre deux habitants de Vitry qui avaient interjeté appel d'une sentence du prévôt de Vitry ailleurs que devant lui. Ces habitants sont condamnés à 8 et 4 livres d'amende. Mais conformément aux conclusions du procureur fiscal, « tout habitant demeurant dans l'estendue de la terre de Mgr et interjetant appel

1. Cf. p. 213, arrêts de 1725 et 1739 pour les scellés et cf. également II^e partie chap. III, et *supra*, titre II, chap. II, n^{os} 109, et 113 pour la police.

Au mois de septembre 1691, le procureur fiscal de la Temporalité de l'Archevêché requiert contre des parties qui avaient assigné au Châtelet des habitants de l'hôtel épiscopal, il leur est interdit de procéder ailleurs que devant le bailli AN. Z² 3819. En 1750 et 1748 sentences infligeant une amende pour le même motif ; AN, Z² 3832.

ailleurs qu'au For-l'Evesque encourra une amende de 500 livres et la procédure sera annulée. Cette ordonnance sera lue à l'audience de la prévosté et au prosne de la messe paroissiale¹ ».

Les assises étaient l'occasion de rappeler ces prescriptions, voire de les appliquer. A Villeneuve-Saint-Georges en 1719 le bailli ordonne aux greffiers et aux procureurs d'indiquer dans les sentences que l'appel doit être porté à Saint-Germain des-Prés.

Il ne semble pas qu'en banlieue le Parlement ait jamais empêché les seigneurs d'user de ce moyen pour empêcher leurs justiciables de porter leurs procès devant les juges royaux. Les officiers du bailliage de Meaux prétendaient connaître par appel ou autrement des causes des vassaux et justiciables de la justice d'Armentières. Cette justice appartenait à l'archevêque de Paris ; aux termes des lettres patentes du mois d'août 1674 les appels ressortissaient au siège de la duché-pairie de Saint-Cloud, la Temporalité de l'Archevêché. Le 27 juillet 1767 le Parlement déclara que ces lettres seraient appliquées dans leur forme et teneur, et refusa toute compétence aux officiers de Meaux².

§ 2. *La prévention en matière de scellés.*

Avides de salaires et de vacations, les officiers seigneuriaux et les commissaires du Châtelet se disputent âprement l'apposition des scellés et la confection des inventaires. C'est un cas de juridiction gracieuse. Le juge seigneurial intervient, soit à la requête de son procureur fiscal pour exercer le droit de déshérence en l'absence d'héritiers, ou les droits d'aubaine ou de bâtardise, soit à la requête des héritiers eux-mêmes. Dans les deux hypothèses son intervention a pour but de protéger des intérêts privés. Il fut interdit au procureur fiscal d'agir lorsqu'il n'avait pas à sauvegarder les droits du seigneur. Les héritiers pouvaient choisir librement l'officier : bailli du seigneur, commissaire

1. AN, Z² 3215.

2. AN, L 432, n° 2.

ou notaire du Châtelet, qu'ils désiraient charger de l'apposition des scellés et de la rédaction de l'inventaire qui en est la suite normale.

En cas de discussion les héritiers s'adressaient, les uns à la juridiction royale, les autres à la juridiction seigneuriale qui se trouvaient ainsi en concurrence. La prévention apparaît comme le seul moyen de résoudre le conflit en ménageant les intérêts en présence. En fait cette solution était favorable aux commissaires au Châtelet qui se font dans la ville une situation de jour en jour plus importante, et dont il faut entretenir le zèle. D'autre part il ne pouvait s'agir ici de prévention à charge de renvoi. Aussi, la prévention ne s'établit-elle pas sans résistance. On appliqua d'abord la règle à la ville, puis aux faubourgs¹, enfin, au XVIII^e siècle seulement, à la banlieue², suivant une évolution que nous avons eu l'occasion de rencontrer ailleurs.

I

Il faut essayer de suivre l'évolution de la jurisprudence du Parlement. L'arrêt le plus important, le premier à poser une doctrine ferme, est celui du 3 décembre 1569. Qu'il y ait eu des précédents, cela ne saurait faire aucun doute, mais ceux que nous avons rencontrés ne permettent guère que d'affirmer l'existence de la théorie¹.

140. La question est réglée entre les examinateurs au Châtelet et l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés à l'occasion d'un conflit qui remontait à 1562. L'arrêt eut une portée plus générale et fut rendu « entre la communauté des clercs notaires du Châtelet de Paris et l'Evesque, Sainte-Geneviève. Saint-Magloire, Saint-Martin-des-Champs, le Temple, le Greffier du Trésor² ».

1. Dans un arrêt du 6 février 1521 (AN. Y 9, fol. 49) il est question « du droit de prévention de scellé » sur la juridiction du For-l'Evesque, « l'évesque de Paris prend fait et cause pour son procureur fiscal appelant contre un examinateur au Châtelet et un sergent à verge audit Chatelet ». Le Parlement condamne l'appellant « aux dépens de folle intimation, mais sur le fond déclare que la question sera appointée au Grand Conseil où il y a d'autres appellations semblables. »

2. B. N. ms. fr. 16526, fol. 285.

Suivant que les scellés ont été apposés par les officiers royaux ou par les officiers des hauts justiciers, l'inventaire des biens du défunt sera fait par ces derniers ou par les notaires du Châtelet ; les notaires procéderont également aux partages faits amiablement entre les parties. La question est donc réglée par la prévention. Il en est de même pour les partages en justice ordonnés par sentence contradictoire ; ils seront faits par les examinateurs au Châtelet ou par les officiers des hauts justiciers, selon que les uns ou les autres auront prévenu dans l'apposition des scellés, toutefois, même dans cette hypothèse, les parties peuvent se mettre d'accord et choisir un notaire pour faire l'inventaire. L'arrêt affirme enfin la compétence des notaires pour les actes de juridiction gracieuse à Paris.

Les principes posés par cet arrêt firent jurisprudence ; pourtant les conflits sur cette question continuèrent. Le 4 avril 1573 un arrêt du Parlement contre le bailli du Palais, officier royal que l'on traite toujours d'après les mêmes principes que les juges seigneuriaux, décide que l'arrêt de 1569 sera exécuté ; et « défenses au bailli d'apposer des scellés sur les biens des personnes décédées dans l'étendue de sa juridiction, s'il n'y a pas parties requérantes ou que ce soit faute d'hoirs apparens ou pour autres intérêts apparens des droits du Roi : lesquelles défenses sont pareillement faites à tous juges, tant roiaux que hauts-justiciers et subalternes, lesquelles défenses seront enregistrées au greffe desdits sièges ». En effet, cet arrêt fut signifié au bailliage de Saint-Martin-des-Champs, à la justice de Saint-Germain-des-Prés, à la Barre du Chapitre, à la justice de Saint-Ladre faubourg Saint-Denis, à Sainte-Geneviève, à Saint-Victor, au For-l'Evêque, à Saint-Jean-de-Latran, à Saint-Marcel, au Temple ; partout les greffiers protestent « que ledit arrêt n'avait été donné avec eux¹ »... Le 30 avril 1588 ces solutions sont appliquées aux Doyen, Chanoines et Chapitre de l'Eglise de Paris ; les officiers et le chambier lay de la Barre du Chapitre prétendaient

1. AN. Y 16390 ; copie du XVIII^e siècle ; Joly, *Offices*, t. II, p. 1686.

faire les inventaires de biens sur lesquels les officiers royaux avaient mis les scellés par prévention. Il est encore rappelé que, même si les officiers du Chapitre ont mis les scellés, les parties si elles sont d'accord peuvent faire faire l'inventaire des biens par les notaires du Châtelet¹.

Le 30 décembre 1615 un arrêt du Parlement interdit d'apposer les scellés sans en être requis par les héritiers du créancier du défunt². Le Prévôt de Paris avait fait, à la requête d'un créancier, briser des scellés placés d'office par le procureur fiscal de Saint-Eloy (justice de l'évêque) sur les biens d'un sieur Saint-Jean, et apposer et lever d'autres scellés sur les biens d'un sieur N... décédé sans enfant dans le territoire de la justice. L'arrêt décide « que le Prévost de Paris, son lieutenant et les officiers du Châtelet ont la prévention sur les justiciables des juges subalternes des Seigneurs hauts justiciers en la Ville de Paris » (seconde espèce).

En outre : « Défense aux officiers des juges subalternes d'apposer le scellé après le décès de leurs justiciables s'ils n'en sont requis par les héritiers ou créanciers. Défense audits officiers de mulcter d'amende les Justiciables qui se seront pourvus par devant le Prévost de Paris. »

L'avocat de la communauté des notaires expliquait, qu'après apposition des scellés à la requête du procureur fiscal, les officiers de l'évêque contraignaient les héritiers et créanciers des défunts à faire faire les inventaires par leur greffier.

Nous pensons d'autre part que cet arrêt établissait la prévention absolue au profit du Châtelet contre les seigneurs hauts justiciers de la Ville. Le Parlement, qui en 1612 faisait sans difficulté application des principes courants sur la prévention à Saint-Germain des-Prés, refusa d'étendre au faubourg cette dernière solution par un arrêt du 30 décembre 1617 que Filleau rapporte comme refusant

1. (Maisons du pont aux Meusniers) Girard et Joly, t. II, p. 1690 et AN. Y 16375. La solution se retrouve dans deux arrêts : un du 26 mai 1612 contre Saint-Germain, un autre du 13 février 1613 contre Sainte-Geneviève (Girard et Joly, t. II, p. 1696-1697).

2. Filleau, t. II, p. 338.

la prévention au Prévôt de Paris dans le faubourg¹. En 1648 le Parlement revient sur sa jurisprudence : un commissaire du Châtelet avait apposé les scellés le premier, il est interdit au bailli de l'abbaye d'instrumenter ensuite. Le 28 avril 1655, la prévention est maintenue au profit du Châtelet². Ces solutions sont confirmées le 22 novembre 1659 : application à l'abbaye des règles concernant la prévention ; les juridictions patrimoniales ne sont que des démembrements de la justice royale. Il y a prévention, dit l'arrêt, « lorsque le bailli venant à la requête d'une partie apposer des scellés apprend que dans une pièce voisine le commissaire du Châtelet appose ses scellés à la requête d'un autre héritier³. » Ce détail nous indique l'âpreté montrée par les officiers dans l'apposition des scellés et la recherche des vacations ; on les voit quelquefois s'introduire, sous un déguisement, dans la maison du défunt, et parfois du moribond⁴.

Malgré la présence de rabatteurs intéressés, il était pratiquement assez difficile, pour le commissaire du quartier comme pour le juge seigneurial, de connaître les successions où des scellés avaient été posés ou devaient l'être. Tous les procès naissent du désaccord des héritiers, les uns s'adressant à l'officier royal, les autres à l'officier seigneurial. Le Parlement interdit en effet, à l'un comme à l'autre, d'apposer les scellés sans en être requis. C'est aux parties qu'il appartient de choisir le notaire pour faire l'inventaire⁵.

1. Filleau, t. II, pp. 339 et 340 et *supra*, p. 204, note 3. Il s'agit selon nous de la prévention absolue. Pour l'arrêt de 1612 cf. Girard et Joly, t. II, p. 1696.

2. B. N. ms. fr. 21597, fol. 160 et fol. 164, *adde* 8 octobre 1664, fol. 176.

3. B. N. ms. fr. 21593, fol. 166.

4. Arrêt du Parlement qui déclare nul les scellés apposés par un commissaire sans permission du Prévôt de Paris sur les effets d'un vicaire de Saint-Marcel demeurant dans le détroit de la justice de Saint-Marcel avant même qu'il ne fut mort à la requête de l'exécuteur testamentaire. Validation des scellés du bailli de Saint-Marcel posés ensuite. 7 octobre 1659, B. N. ms. fr. 21587, fol. 272.

5. Arrêts des 18 juin 1633 : B. N. ms. fr. 16526, fol. 289, 12 août 1637, fol. 90, et 27 août 1650, B. N. ms. fr. 21593, fol. 164 pour Saint-Germain-des-Prés. Autres arrêts appliquant la prévention pour l'apposition des scellés : 23 octobre 1652 (justice des Bernardins) AN, Y 16680 ; 18 janvier 1656 (jus-

A la veille de l'Edit de réunion, malgré la jurisprudence bien établie du Parlement, des conflits se produisent fréquemment, les seigneurs invoquent des privilèges particuliers pour échapper à la règle générale de la prévention. Un arrêt du 8 février 1674 confirme le prévôt du Châtelet dans le droit de prévention à l'intérieur de l'enclos du Temple : « l'ordre du Temple n'a pas montré de privilège particulier », on s'en réfère donc à l'arrêt de 1569¹.

141. L'Edit de réunion du fait même qu'il supprimait les justices, supprimait la prévention. Mais leur rétablissement dans l'enclos fit renaître les conflits ; les commissaires du Châtelet n'ayant pas abandonné leurs entreprises bien que pour l'archevêque, Saint-Germain et Saint-Martin-des-Champs les arrêts eussent écarté la prévention.

Un arrêt du 15 septembre 1683 fait application des principes de la matière à propos de scellés apposés dans l'enclos du Temple par le bailli ; la Cour se prononce en sa faveur, mais parce qu'il a prévenu et non parce que le commissaire du Châtelet avait perdu toute compétence². L'arrêt du Parlement enregistrant les lettres patentes rétablissant la justice du Temple avait décidé que les arrêts concernant la prévention seraient exécutés³.

L'arrêt du Conseil du 6 octobre 1703 qui rétablit Sainte-Geneviève dans une partie de ses droits passa la question sous silence, et il ne semble pas que le Parlement ait essayé au moment de l'enregistrement d'y introduire pareille clause. En effet un arrêt du 4 septembre 1713 « maintient les abbés, prieurs et chanoines réguliers de l'abbaye de Sainte-Geneviève-du-Mont dans le droit et possession de la haute et basse justice dans l'étendue de leur enclos et cloître notamment dans la rue des Prêtres qui en fait partie, deffenses aux officiers du Chatelet de les y troubler notamment par l'apposition de contre-scellés sur les biens d'un vicaire de Saint-Etienne-du-Mont décédé » ; dans cette

tice de Sainte-Geneviève) AN, Z² 3754 ; 5 août 1666 (justice de Saint-Victor) AN, Y 16768.

1. AN, Y 1674.

2. AN, Y 16839.

3. Cf. *supra*, II^e partie, chap. III, p. 265.

espèce pourtant, le commissaire avait été requis par l'exécuteur testamentaire du défunt¹. Le Parlement revint sur cette jurisprudence, et le 7 mars 1725, sans tenir davantage compte « des lettres patentes portant rétablissement de la haute justice de ladite abbaye, arrêt d'enregistrement d'icelle, et autres intervenus en conséquence, notamment ceux du 20 mars 1713 et 4 septembre suivant » maintient « les officiers du Châtelet de Paris dans le droit de prévention dans la Ville et Faubourgs de Paris, notamment dans l'étendue de la justice de Sainte-Geneviève-du-Mont². » La question fut tranchée dans le même sens le 15 janvier 1739 à l'encontre des prétentions de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés³.

Il fallut cependant un arrêt du Conseil, le Roi y étant, pour que la solution ne fût plus contestée : arrêt du 3 mars 1739 qui maintient les commissaires au Châtelet dans le droit de prévention contre le Grand Prieur de France prenant le fait et cause de ses officiers en la justice du Temple⁴.

1. AN. Y 16949. Les commissaires du Châtelet ont au milieu du XVIII^e siècle constitué une collection des arrêts concernant la prévention.

2. *Code Louis XV*, t. I, p. 246

3. *Code Louis XV*, t. 10, p. 397. Il s'agissait de la succession d'un avocat au Parlement sur les biens duquel un commissaire du Châtelet et le bailli de Saint-Germain avaient successivement apposé leurs scellés.

4. *Code Louis XV*, t. XI, p. 99. Dès le décès d'Anne Marie Joseph de Lorraine, Prince de Guise survenu le 29 mars 1739 en son hôtel dans l'enclos du Temple à deux heures et demie après-midi, le commissaire Blanchard requis par les héritiers avait commencé à apposer les scellés. Vers les 4 heures et demie le bailli du Temple, sur la réquisition du procureur fiscal s'était présenté; sur la remontrance des gens d'affaires du Prince de Guise, il se retira en menaçant. En effet le lendemain à la même heure il leur faisait signifier un arrêt du Grand Conseil, obtenu le jour même, par lequel il est permis au Grand Prieur et à son procureur fiscal de faire ouvrir les portes de l'Hôtel du Prince de Guise pour que le bailli du Temple appose ses scellés, et même de les croiser avec ceux des officiers du Châtelet. A l'instant le bailli se présente accompagné de sergents, de serruriers, de gardes suisses, menaçant de forcer les portes. Les gens d'affaires du Prince de Guise se sont inclinés mais ont immédiatement saisi le Roi pour éviter les longueurs d'une instance en règlement de juges. Ils font valoir que le bailli n'a pas agi à la requête d'une partie; que les officiers du Châtelet sont en possession du droit de prévention dans les justices subalternes (arrêts des 3 novembre 1559, 30 avril 1588, 30 décembre 1615, 2 juin 1643, 13 mai 1645, 15 septembre 1683, 7 mars 1725 et 15 janvier 1739); que lors du rétablissement de la justice du Temple en 1678, le Parlement a décidé que les arrêts sur la prévention seraient appliqués; et même, quelques années auparavant, lors du décès de sa tante dans

Il y a toutefois une exception à cette jurisprudence pour le prieuré de Saint-Martin-des-Champs. L'arrêt du Conseil rétablissant la justice dans l'enclos portait : « sans que les officiers du Châtelet puissent venir les y troubler par prévention ou autrement ». Les religieux eurent quelque peine à faire respecter cette clause, et plusieurs arrêts du Conseil durent intervenir en ce sens¹.

II

142. En banlieue les commissaires prétendent exercer leurs attributions en vertu du droit du suite. Un arrêt du 7 septembre 1661 contre le Chapitre Notre-Dame seigneur de Chastenay, maintient le commissaire Delaynat « au droit de lever les scellés apposés audit Chastenay, postérieurement et après ceux des officiers dud. Chastenay » étant la suite des scellés apposés à Paris antérieurement, en vertu du droit de prévention.

Il semble pourtant, qu'à cette époque du moins, le droit de prévention n'ait pas été reconnu au Prévôt du Châtelet de Paris hors de la ville et des faubourgs. La veuve P. habitant Saint-Cloud, en vertu de son contrat de mariage passé sous le scel du Châtelet de Paris, avait de l'ordonnance du lieutenant civil du Châtelet, fait apposer des scellés sur les biens de son mari par un commissaire du Châtelet qui avait prévenu les officiers de Saint-Cloud. Ceux-ci avaient ensuite apposé des contre-scellés. Le Parlement

son hôtel, le Grand Prieur fit apposer les scellés par un commissaire et faire l'inventaire par un notaire au Châtelet. Le Conseil du Roi décida que le bailli du Temple viendrait enlever ses scellés.

1. La plupart de ces arrêts sont dans un dossier conservé dans les papiers de l'abbaye aux AN. L. 843 ; pièce 21 arrêt du Conseil du 11 décembre 1721 ; p. 22 du 23 juillet 1726 ; p. 25 ; arrêt du Grand Conseil du 23 mai 1729 qui « défend aux notaires et commissaires du Châtelet et aux autres officiers du Châtelet de faire dans l'enclos aucun acte de tutelle, inventaire et apposition de scellés et deffense aux habitants dudit enclos d'appeler les officiers du Châtelet pour raison desdits actes » ; p. 24 ; arrêt du Grand Conseil du 28 août 1731 qui annule un avis de parents fait au Châtelet et l'inventaire fait en conséquence, et ordonne que nouvelle tutelle sera faite au bailliage de Saint-Martin-des-Champs ; p. 26 ; arrêt du Grand Conseil du 29 octobre 1738 ; l'apposition de scellés faite par un commissaire au Châtelet est déclarée nulle ; p. 29 et 30 ; arrêts du Grand Conseil des 7 août 1739 et 30 avril 1762, même solution.

par arrêt du 12 septembre 1670, faisant droit à la requête de l'archevêque de Paris seigneur de la châtellenie de Saint-Cloud, décide que les scellés apposés par ses officiers seront par eux levés et l'inventaire fait, le commissaire Huot devra comparaître à la première assignation pour lever les scellés du Châtelet¹. Saint-Cloud ne faisait pas partie de la banlieue de Paris. Est-ce à cette circonstance ou à un revirement de jurisprudence qu'il faut attribuer la solution inverse adoptée en 1693 dans une hypothèse analogue à Issy ? Nous serions porté à adopter la seconde solution ; car en 1733 on appliquait la prévention à Saint-Denis qui ne fait pas non plus partie de la banlieue *stricto sensu*. A la requête d'un héritier paternel, le commissaire de la Salle avait posé des contre-scellés sur une maison d'Issy appartenant à un sieur Th. décédé à Paris, les autres héritiers demandaient que les officiers de la justice d'Issy fassent l'inventaire. Les religieux de Saint-Germain, seigneurs du lieu, et la compagnie des notaires intervinrent à l'instance. La Cour décida par arrêt du 21 janvier 1693 que le juge d'Issy viendrait reconnaître ses scellés dans les 24 heures et que les scellés du commissaire seraient par lui levés, l'inventaire fait en sa présence par les notaires du Châtelet².

Dès lors il n'y a pas lieu de s'étonner qu'au XVIII^e siècle le droit de prévention soit reconnu aux commissaires dans la banlieue, alors même que le défunt n'est pas décédé à Paris et n'y a aucun bien.

Le droit d'apposer des scellés par prévention dans le territoire de la justice de Montmartre est reconnu aux commissaires du Châtelet par un arrêt du Parlement du 23 janvier 1732³. L'année suivante le Conseil des parties est saisi de la question. Un commissaire au Châtelet a apposé des scellés à Saint-Denis sur la réquisition de la veuve du défunt. Les officiers de l'abbaye ont contre-scellé et placé garnison. Le procès est porté par les religieux au Grand Conseil, par la veuve au Parlement. Il s'agit de savoir si

1. B. N. ms. fr. 21597, fol. 40.

2. AN. Y 16869.

3. AN. Y 16988.

la prévention est due ou non aux officiers du Châtelet sur les seigneurs hauts justiciers et leurs officiers dans l'étendue de la ville, faubourg et banlieue de Paris « ce qui entraînera des discussions qui seront d'une très longue durée ». Une requête est donc adressée au Roi en son Conseil, qui, par provision et sans préjudice du droit des parties au principal, décide que les scellés seront levés par un commissaire, les officiers de Saint-Denis étant présents : 6 mai 1733. C'était par provision reconnaître le droit de prévention. Cette solution fut, en effet, adoptée par le Parlement.

Un arrêt du 10 juin 1744 en fait l'application à Chaillot : nullité des contre-scellés posés ultérieurement par des officiers de la justice¹.

Un arrêt du 13 mars 1749, par provision, maintient le Châtelet dans le droit de prévention dans l'étendue de la justice seigneuriale de Passy, banlieue de Paris (même affaire de scellés)². Désormais la solution est sûre et les commissaires du Châtelet ne se priveront pas d'instrumenter hors de Paris. En 1761 l'un d'eux alla même jusqu'à s'introduire sous un déguisement dans la maison du curé de Montmartre malade ; grâce à la faveur de la nièce du curé il posa les scellés sur les biens de celui-ci avant même son décès. Les officiers de Montmartre apposèrent des contre-scellés, les officiers du Châtelet protestèrent et décrétèrent contre ceux de Montmartre. Mais le Parlement, par arrêt du 2 septembre, déclara nulle cette procédure extraordinaire et valida les scellés des officiers de Montmartre.

Néanmoins, le droit de prévention restait acquis aux commissaires du Châtelet, à condition d'attendre la mort du *de cujus* pour l'exercer.

1. AN. AD. II. 8, p. 10.

2. AN. Y 17017.

DEUXIÈME PARTIE

L'ACTION DE LA MONARCHIE ADMINISTRATIVE

L'étude de l'activité des justices seigneuriales a montré à plus d'une reprise l'intervention des organismes royaux dans leur fonctionnement. Ainsi il n'était pas possible de laisser de côté leurs rapports avec le Parlement et le Châtelet. Nous voudrions maintenant en utilisant ces résultats de détail, essayer de retracer dans ses traits les plus généraux, l'attitude du pouvoir royal vis-à-vis des juridictions seigneuriales. Il s'agit de dégager le caractère de sa politique, de grouper dans un tableau d'ensemble les différentes mesures prises à leur sujet, et de déterminer la place qu'il convient de faire à l'Édit de réunion de 1674.

CHAPITRE PREMIER

L'INTERVENTION ROYALE.

Respect de principe et aménagements pratiques.

Le Roi est débiteur de justice et il veille à ce que les seigneurs auxquels il a concédé des justices la fassent bien administrer, ainsi le respect de principe se concilie avec des aménagements de fait. Les justices seigneuriales sont en quelque sorte intégrées dans la hiérarchie judiciaire au même titre que les prévôtés royales, soumises à la même surveillance et au même contrôle, elles sont utilisées aux mêmes fins¹. Ce sont des justices subalternes.

1. *Utilisation des justices seigneuriales par l'administration monarchique en dehors de la simple administration de la justice* : En 1689, le lieutenant civil s'adresse aux juges des seigneurs pour connaître l'état de la féodalité dans la Prévôté ; Ordonnance du 24 mars 1689, portant que les juges royaux et les hauts justiciers de la Prévôté et Vicomté de Paris fourniront chacun un état de tous les fiefs qui sont dans l'étendue de leur justice. Cet état devra être fait par paroisse, avec indication du revenu des fiefs (B. N. ms. fr. 21597, fol. 27).

Les offices de greffier des insinuations créés par édit de décembre 1703 furent quelquefois achetés par les seigneurs conformément à une déclaration du 19 juillet 1704. En 1717, une autre déclaration royale décide que les insinuations faites dans les justices seigneuriales seront aussi valables que dans les justices royales (Néron, t. II, p. 514).

Autres exemples : un arrêt du conseil du 30 octobre 1731 permet aux fermiers et sous-fermiers des fermes du Roi de se servir des huissiers ou sergents des juridictions seigneuriales, qui ne pourront cependant faire aucune poursuite ailleurs que dans l'étendue des justices où ils ont pouvoir d'exploiter (*Code Louis XV*, t. IV, p. 223).

Une déclaration du 23 septembre 1732, porte que les affirmations des procès-verbaux des employés des Fermes pourront être faites devant les juges du lieu, soit royaux, soit des seigneurs (*Code Louis XV*, t. IV, p. 304).

En outre, les officiers des seigneurs, qui sont soustraits à la taille, sont soumis à diverses taxes, par exemple : pour les dispenser de se faire recevoir

143. A toute époque, le Roi a été considéré comme le souverain justicier du royaume : c'est là le plus beau fleuron de sa couronne. Mais il ne peut rendre la justice lui-même, il délègue ce soin à certains de ses officiers, il le confie aux plus éminents de ses sujets à titre de prérogative d'honneur et comme source de profits.

Cependant, pour que les seigneurs puissent faire administrer la justice en leurs noms on exige d'eux un titre : ce titre est vérifié lors des opérations de réformation du domaine, ainsi qu'on a eu l'occasion de le voir en étudiant la preuve du droit de justice. L'existence même de ces vérifications est une preuve du respect professé pour les justices des seigneurs. Aussi bien, le Roi aliène les justices de son domaine, et pour qu'elles trouvent des acquéreurs, il a intérêt à respecter les concessions anciennes¹. Lorsqu'en 1674, il réunit au Châtelet de Paris les justices de la ville, de larges compensations pécuniaires furent, on le verra, accordées aux seigneurs².

En vertu du principe de leur patrimonialité, les justices concédées par le Roi sont protégées contre toute entreprise des fonctionnaires royaux ; à plusieurs reprises, l'administration centrale intervient en ce sens. Au moyen âge, les sergents royaux ne pouvaient instrumenter sur les terres des seigneurs hauts justiciers. Loyseau pense encore que : « Depuis que le Roi a concédé toute justice aux seigneurs, il ne peut plus mettre d'officiers dans leur détroit et territoire³. » Lorsqu'un édit de février 1620 désigna des commissaires pour procéder à la vente « des offices de courtage, language de porc, mesurage de grains et arpenteurs⁴ »,

au siège royal supérieur, pour les décharger des épices indûment perçues.

Les grueries créées pour la conservation des forêts par un édit de mars 1707 furent, par déclaration du 1^{er} mai 1708, réunies aux justices seigneuriales, à charge par le seigneur de payer une finance (Hervé, t. IV, p. 50). Pour le gruyer de Saint-Cloud, il fallut payer : 80 livres pour le parc et 80 livres pour les paroisses de Saint-Cloud et de Garches. AN. L 437, n° 5.

Le seigneur doit d'autre part contribuer à la nourriture des enfants trouvés et à l'entretien du service de guet. Cf. Tanon, p. 119 et 120.

1. Cf. *supra*, introduction, chap. III, § 2, n° 38 et 40.

2. Cf. *infra*, chap. III § 3, p. 266.

3. *Offices*, liv. V, chap. I, n° 54.

4. Le Bret montre dans ses œuvres que le Roi peut établir des officiers

les religieux de Sainte-Geneviève s'opposèrent à l'exécution de l'édit, « aux publications et à la vente des offices dans les terres et seigneuries de l'abbaye, tant à Nanterre qu'à Auteuil, Vanves, Rosny, Espinay, comme étant de leur domaine, et en ayant joui de temps immémorial¹ ».

Plus d'une fois nous avons vu le Parlement maintenir les droits du haut justicier contre les prétentions du Châtelet.

Autant que sur le principe de la patrimonialité, ce respect de principe repose sur l'analyse des différents éléments du droit de justice. Le Roi a concédé aux seigneurs avec les profits pécuniaires, le pouvoir de juridiction et de commandement ; il a conservé le ressort et la souveraineté. Bien que l'on emploie en général le terme ressort, ces deux termes sont pris souvent l'un pour l'autre².

144. En son sens le plus étroit le ressort, c'est le droit de contrôler les sentences et les actes du premier juge par voie d'appel.

A l'époque que nous étudions, l'appel fonctionnait normalement pour les justices seigneuriales de Paris. Bien que cela fût contesté par les officiers du Châtelet, plusieurs, semble-t-il, relevaient nûment du Parlement : le For-l'Evêque, les bailliages de Saint-Germain-des-Prés et de Sainte-Geneviève, la Barre du Chapitre, le For-aux-Dames³.

Si le juge inférieur n'agit pas, le juge supérieur peut connaître de l'affaire par prévention. D'une manière géné-

sur les terres et justices des seigneurs pour exercer la police des jauges et mesures (V. *Œuvres*, Actions n° XLV, p. 548).

1. 20 août 1620 AN. Z²190.

2. Loyseau, *Seigneuries*, chap. VI, n° 37 : « Or, ce droit de ressort qui dépend tellement de la souveraineté, que mesme en ces passages il est appelé droit de souveraineté, comprend tant le droit de connaître des causes d'appel et par conséquent d'avoir à soi un second degré de juridiction que d'en donner à ses vassaux. »

3. Tanon, p. 79. Ce qui rend la question plus délicate qu'elle ne peut le paraître au premier abord, c'est que les appels en matière criminelle sont portés directement au Parlement sans que l'on puisse dire que la justice échappe au ressort du Châtelet. Cette distinction du criminel (appel au Parlement) et du civil (appel au Châtelet) se retrouve dans les arrêts en interprétation de l'édit de 1674.

rale, malgré la concession de la justice, le Roi débiteur de justice n'a pu s'en dépouiller complètement et devant la carence du seigneur, ses officiers reprennent leur compétence.

Le ressort est donc entendu d'une manière plus large et comprend autre chose que le droit d'appel; c'est le *ius superioritatis*, mais c'est aussi l'ensemble des droits que le Roi s'est réservé à titre de souverain dans les concessions de justice.

C'est ainsi que Choppin parle des cas royaux comme « cas de souveraineté et de ressort ». Et il convient ici de retenir les expressions d'un édit de Henri II : « L'ordre et degré des juridictions qui est notre vrai domaine¹. »

C'est ce principe qui permet au Roi de contrôler le fonctionnement et de régler la hiérarchie des justices particulières ; car telle est précisément la mesure de l'intervention de l'administration monarchique. C'est sur cette donnée que le respect de principe se concilie avec les aménagements pratiques.

I. *L'ordre des juridictions : administration de la justice.*

145. C'est en vertu de son droit de ressort que le Roi surveille, directement ou par ses officiers, la bonne administration de la justice par les juges seigneuriaux.

Les seigneurs doivent commettre des officiers pour rendre la justice, et poursuivre les criminels. Le principe est, entre autres textes, posé par l'ordonnance de Moulin (1566), article 30 :

1. Le mot « domaine » désigne ici ce qui constitue l'essentiel du pouvoir royal, ce que le roi ne peut aliéner. Peu d'expressions ont dans notre ancienne langue juridique, un sens plus équivoque que celle de « domaine ». (Fleury, *Droit public*, t. II, p. 3, « pris quelquefois pour toute seigneurie publique et pour le droit de souveraineté et succession au royaume » au sens le plus ordinaire, il se dit du domaine de la couronne. Jusqu'au xvii^e siècle, les notions de souveraineté, de justice, de domaine sont très confuses et se confondent souvent. Choppin, dans son *Traité du Domaine*, analyse ainsi le droit de souveraineté, qu'il distingue mal du domaine (pas de définition de ce terme), tit. II, chap. IX, n^o 1. « Ce grand et éminent droit de souveraineté consiste principalement en deux points : la Foy et le Ressort et en la Regale que le Roy seul a sur les bénéfices de son royaume. »

« Les hauts justiciers qui souffriront port d'armes, forces ou violences estre faites en leurs justices et n'en feront poursuite seront privés de leurs dites justices et s'ils étaient complices aux auteurs seront punis des peines que dessus. Et quant aux juges, procureurs et officiers de Nous ou des hauts justiciers, Nous pour leur négligence de la poursuite et punitions desd. crimes les avons dès à présent déclarés privé de leurs états, et leurs offices vacants pour y être pourvu d'autres en leur lieu¹. »

Les officiers du roi et ceux des seigneurs sont mis sur le même pied.

Ces prescriptions sont reprises dans l'ordonnance de Blois de mai 1579, à un moment où la guerre civile sévit dans le royaume².

Celle de mai 1788 oblige les juges des seigneurs, même ceux qui perdent la connaissance des procès criminels par suite d'une mauvaise organisation de leurs justices, à faire informer contre les accusés pris en flagrant délit, les vagabonds et gens sans aveu³.

Il n'apparaît pas que les officiers des seigneurs aient jamais montré beaucoup de zèle dans la recherche des criminels. Au XVIII^e siècle, les édits de 1771 et de 1788 ont

1. Isambert, t. XIV, p. 197.

2. Isambert, t. XIV, pp. 426 et 427, art. 192... « Les hauts justiciers qui souffriront port d'armes, forces et violences estre faites en leurs terres, seigneuries et justices, et n'en feront poursuites seront privez de leurs dites justices qui seront unies et incorporées à notre domaine ; et les officiers en cas de connivence et dissimulation, privez de leurs états sans espérance d'y pouvoir jamais être remis. »

Art. 196. « Et, afin d'empêcher la fréquence des meurtres et voleries qui se commettent par les champs avec toute impunité, nous enjoignons à tous nos hauts justiciers et leurs officiers des lieux où tels excès se commettent ensemble aux habitants des plus prochains villages de poursuivre en toute diligence, incontinent qu'ils auront connaissance des malfaiteurs pour les appréhender et constituer prisonnier si faire se peut. Sinon faire diligence, perquisition et remarque de la façon de leurs habits, armes, chevaux, et du lieu de leur retraite dont sera fait procès-verbal. Le tout sous peine auxdits hauts justiciers de perdre les droits de leur justice et à leurs officiers de leurs estats, et aux habitants desdits villages de graves amendes, applicables moitié à nous, et moitié aux excédés ou leurs héritiers. »

3. Isambert, t. XXVIII, p. 541. Cette ordonnance de 1788 n'ayant pas reçu d'application, nous n'avons pas jugé devoir en faire état, d'une façon générale dans le cours de notre travail.

précisément pour but de remédier à cette carence, carence qui s'explique, croyons-nous, autant par le manque de moyens que par la mauvaise volonté. L'ancien régime n'a guère comme police que le corps des prévôts des maréchaux qui fut longtemps insuffisant¹.

Le Roi oblige donc les seigneurs à administrer la justice et à l'administrer par l'intermédiaire d'officiers, qui doivent, nous l'avons vu, répondre à certaines conditions, qui devraient également se faire recevoir au siège royal supérieur. C'est à ce siège qu'il appartient d'exercer un contrôle sur les justices seigneuriales de son ressort. C'est ainsi que le lieutenant civil va tenir ses assises dans la Prévôté en 1676. Le Parlement surveille les greffes et les prisons des seigneurs. Il règle la procédure, fixe les épices que peuvent prendre les officiers ou les greffiers. Par ailleurs, le Conseil du Roi en 1661 intervient pour faire nommer un bailli à Saint-Germain-des-Prés.

En définitive, les seigneurs ne gardent que les profits pécuniaires et honorifiques².

146. La non observation des ordonnances relatives à l'exercice de la justice pouvait en entraîner la confiscation. « Le seigneur justicier abusant de sa justice peut en être privé, » dit Bacquet qui vise surtout le cas où le seigneur profite de ses droits de justice pour commettre des exactions³.

Guy Pape assimile « les mauvais déportements du seigneur envers ses justiciables » à l'ingratitude et à la mauvaise conduite du vassal envers son seigneur⁴.

1. A défaut de document se rattachant à la région parisienne, nous croyons pouvoir citer ici un projet de règlement pour assujettir les seigneurs de la province d'Auvergne, et notamment ceux du bailliage d'Aurillac, à faire procéder à la poursuite des crimes et délits commis dans le territoire de leurs justices patrimoniales. Les officiers royaux réclament du Parlement de Paris un arrêt semblable à celui qui a été rendu par le Parlement de Toulouse; les deux Parlements on le sait, se partageaient la Province d'Auvergne (1781). (B. N., Fonds Joly de Fleury, n° 402, fol. 81).

2. Sur tous ces points, cf. notre 1^{re} partie, titre I. En Bretagne, le contrôle du Parlement sur les justices seigneuriales est assez peu important, Giffard, pp. 193-197.

3. *Op. cit.*, chap. XVIII, n° 1-6 et arrêts cités.

4. *Jurisprudence*, art. XIV, p. 101.

La perte de la justice peut être totale ou simplement viagère : les héritiers du seigneur récupéreront ce droit de justice. Ou bien encore, le justiciable envers lequel il en a été mal usé peut être déclaré exempt de la juridiction et de l'obéissance du seigneur¹.

II. *Le degré des juridictions.*

147. Il n'appartient qu'au Roi de régler les différents degrés des juridictions : c'est là l'autre aspect du droit de ressort. C'est en vertu de ce principe que l'article 24 de l'ordonnance de Roussillon de 1563 défendait qu'un seigneur ait dans un même lieu deux justices : « Suivant ce que ci-devant avons ordonné même par nos ordonnances d'Orléans (article 50), voulons et nous plaît qu'il n'y ait qu'un degré et siège de juridiction en première instance en une même ville et faubourgs d'icelle, bourgs et villages aud. lieu. Et que cette ordonnance ait lieu tant pour notre regard que de nos sujets de quelque qualité qu'ils soient, qui ont justices en leurs terres, lesquels seront tenus d'opter dans un mois après la publication des présentes par lesquelles déclarons dès à présent nuls tous les actes de justice faits au contraire². »

Cet édit nous dit Loyseau « a été exactement exécuté par toute la France à l'égard des justices non roïales, fors

1. Ferrière (*Dict. de Droit et de Pratique* : v^o Justice subalterne), ignore la première alternative : il dit simplement « le Seigneur Haut justicier... est pendant sa vie, privé du droit de justice sur ses justiciables, et sa justice est en ce cas réunie et consolidée à la justice royale la plus prochaine, ou à celle de son seigneur suzerain, si elle est à portée de la commodité des habitants ». Cette dernière indication montre bien qu'il s'agit bien plus d'assurer l'exercice régulier de la justice que de prononcer la suppression des justices seigneuriales.

A Paris, nous n'avons trouvé qu'un exemple de confiscation de justice. A Villejuif, un arrêt du Parlement du 18 août 1587, ordonne l'établissement d'officiers royaux pour l'exercice de la justice qui ne sera plus rendue par les officiers de Jean de Bragelongue, seigneur du lieu (AN. Y. 6² fol. 228 v^o). Il ne nous a pas été possible de savoir quelle fut la raison de cette confiscation ; et même, si au lieu de s'en rapporter à l'inventaire de Tuetey on étudie l'acte lui-même, on peut se demander si nous ne sommes pas en présence de l'exécution d'un accord entre les habitants et le seigneur pour assurer l'exercice de la justice par des officiers royaux et ce moyennant finance.

2. Isambert, t. XIV, p. 166.

seulement aucunes de celles des Grands Jours des Pairs de France qui aussi n'avaient pas eu le ressort par usurpation, mais par concession¹ ». Et pour Paris, Bouillart nous apprend que : « pour obéir à l'édit, l'office de prévost de la justice du faubourg Saint-Germain fut supprimé et l'on réserva celui de bailly². »

Parce que l'ordre des juridictions est la chose du Roi, un seigneur ne peut pas sans la permission de celui-ci créer une justice sur un fief qu'il aliène en partie; et lorsqu'il acquiert plusieurs fiefs voisins il ne peut pas davantage réunir les justices. Ces aménagements du ressort judiciaire demandent l'intervention royale. Cette réunion de deux ou de plusieurs justices permet de supprimer des officiers et d'assurer une meilleure administration de la justice : audiences plus régulières, magistrats plus compétents et résidents sur les lieux.

148. Il paraît bien qu'il y a eu autour de Paris une concentration des justices, comme il y a eu une concentration de la propriété foncière. On peut en citer quelques exemples³.

La terre baronnie et justice de Massy avait été acquise par le marquis d'Effiat, maréchal de France, seigneur de Lonjumeau. Sur la requête de sa veuve, Louis XIII, incorpora au marquisat de Lonjumeau la terre de Massy en février 1635 ; la justice sera exercée à Lonjumeau « sans qu'il en résulte aucune charge pour les vassaux et sans qu'il soit rien innové en ce qui concerne le ressort et les appellations⁴ ».

En avril 1656, les divers fiefs acquis à Vitry-sur-Seine par Jacques Pinaux, conseiller au Parlement, sont réunis en une seule justice, de sorte qu'il n'y aura plus qu'une justice à Vitry, laquelle sera érigée en châellenie : « les

1. *Seigneuries*, chap. VIII, n° 77. Cf. Girard et Joly, t. II, p. 861. « Lettres patentes de février 1563 par lesquelles Charles IX ordonne qu'il n'y aura en tout la justice et juridiction d'Argenteuil qu'un bailly dont les appellations ressortiront nûment en la Cour de Parlement. » Il y avait à Argenteuil, des grands jours devant lesquels étaient portés les sentences. La moyenne et la basse justice appartenaient à l'abbaye de Saint-Denis, la haute justice, au prieuré du lieu dépendant de cette abbaye.

2. *Histoire de Saint-Germain-des-Prés*, p. 193.

3. L'union des justices a été également pratiquée en Vermandois, cf. Combier, p. 14.

4. AN. Y 16, fol. 60.

habitants y auront ainsi, bien plus prompte justice et expédition de leurs affaires¹ ».

En 1769, la dame baronne de Ville, acquiert des religieux de l'abbaye de Rebais la justice et les droits honorifiques de leurs terres et seigneuries de Boitron et Orly. Elle est autorisée à faire exercer la justice des deux paroisses conjointement avec celle de ses terres de Saint-Ouen et la Brosse par les mêmes officiers à Saint-Ouen².

La même année, à la requête du comte de Noailles, la terre et justice de Leuville est unie et incorporée à celle du marquisat d'Arpajon ; si le marquisat d'Arpajon et la terre de Leuville viennent à être séparés, il y aura deux justices distinctes comme jusqu'à présent³.

Pour les faubourgs de Paris, des lettres patentes de février 1766 réunirent au bailliage du For-aux-Dames fonctionnant à Montmartre, la prévôté du lieu qui avait subsisté après 1677 et la justice de Clignancourt acquise par les religieuses en 1669. Les lettres règlent toute l'organisation de la justice et particulièrement le nombre des officiers du siège⁴.

149. Aussi bien que les suppressions de justices, leurs créations se rattachent à l'idée que le Roi est maître des degrés de juridictions. Ces aliénations par voie de don, d'engagement ou d'échange sont faites quelquefois pour assurer une meilleure administration de la justice, là où l'éloignement du siège ne permettait pas de punir les crimes ou de faire exercer la police.

Ainsi en 1635, Jean de Cuigy, secrétaire des finances

1. AN, Y, 16, fol. 165, Lettres patentes éditées par Jacquet, pièces justificatives, n° VIII.

2. Lettres patentes du 13 avril 1769. AN, X^{1b}, ., 9050.

3. Lettres patentes du 6 mai 1769, X^{1b}, 9050. « Le requérant exposait : « Encore que Leuville soit un lieu considérable par le nombre de ses habitants, il ne s'y trouve néanmoins personne en état d'exercer la haute, moyenne et basse justice de ce marquisat, ce qui a obligé jusqu'à présent les seigneurs d'y préposer des personnes domiciliées soit à Montlhéry, soit à Arpajon, villes situées très proche de Leuville, mais ces officiers trop occupés d'autres affaires n'ont pu remplir leurs fonctions avec exactitude ». Dans la même liasse de minutes, figurent plusieurs lettres patentes portant union de justices dans différentes parties de la France.

4. AN, Y, 17304, cf. *infra*, chap. III, n° 176.

possédait la moyenne et basse justice sur la majeure partie de la seigneurie de Clamart ; en considération des services de son père qui avait perdu toute sa fortune à Paris pendant la Ligue, Louis XIII lui fait don perpétuel et irrévocable de la haute justice. D'après la requête de l'impétrant, le Roi ne tirait aucun profit de celle-ci : « n'y ayant aucun droit de cens, rente, ou domaine, ni aucun officier pour exercer la haute justice, laissant plusieurs crimes impunis¹ ».

Voici un autre exemple de don de justice dans un but d'intérêt général. En juin 1634, Charles Bouvard, premier médecin du Roi, avait acheté à réméré la seigneurie de Fourqueux, sous réserve de justice. La terre dépendait de la prévôté royale de Saint-Germain. Quelques années plus tard Bouvard expose qu'il y avait là une source de perte de temps, étant donné surtout l'absence de sergent à Fourqueux, d'autre part, « les officiers de Saint-Germain arrivaient trop tard pour réprimer les désordres fréquents et n'étaient pas là à point nommé aux occasions qui requéraient une solution sur-le-champ ; enfin, les droits et les devoirs dus à la terre et seigneurie de Fourqueux se perdaient, le sieur Bouvard n'y pouvant remédier et Fourqueux n'ayant pas de procureur fiscal. Il obtient par lettres patentes du 19 juillet 1638, la justice haute, moyenne et basse, « afin de pouvoir réprimer les excès et désordres qui se commettraient dans les tavernes, surtout le dimanche pendant la messe² ».

Ainsi le principe de la patrimonialité, garant du respect du Roi pour les justices seigneuriales se concilie très bien avec les mesures d'aménagements pratiques prises pour assurer une meilleure administration de la justice.

1. AN. Y. 16 fol. 66.

2. AN. Y. 16 fol. 83.

CHAPITRE II

LES PRÉCÉDENTS ET LES CAUSES DE L'ÉDIT DE 1674

§ 1. *Les Précédents.*

L'Edit de février 1674 réunissant au Châtelet les justices de Paris n'est pas une nouveauté. Il a été précédé de deux tentatives dans le même sens, l'une en 1539, l'autre en 1643.

150. L'édit rendu par François 1^{er} le 16 février 1539 à Doullens se présente comme une opération de vérification du domaine dont le caractère fiscal ne saurait être mis en doute; car il s'agit non seulement d'examiner les titres de ceux qui prétendent droits de justice, de police ou de voirie, mais encore de ceux qui prétendent exercer sur des immeubles des droits de quelque nature que ce soit, à titre de seigneur, de propriétaire ou de tenancier; jusqu'à la justification de ces droits, le paiement des droits de justice comme celui des censives profitera au fisc royal. Sans doute, le préambule de l'édit montre la préoccupation de bien administrer la justice, en assurant la tranquillité des sujets et en empêchant les désordres nés de prétentions de juridictions nombreuses et mal déterminées. Mais il s'agit surtout de vérifier les titres de tous ceux « prétendant lesdites justices et juridictions, police, censives, droits, devoirs, etc... possessions et tenures susdites ».

Cette vérification est confiée à une commission formée de membres de la Cour des comptes et de membres du Parlement. Il y a dix ans déjà le Roi avait nommé des commissaires chargés de déterminer et de régler les droits

des seigneurs justiciers à Paris, mais ils n'avaient pu réussir¹.

Il n'apparaît pas que les commissaires de 1539 aient mieux réussi ; aussi bien, pour les justices, la plupart des seigneurs avaient certainement des titres de concession, ou des confirmations de privilèges, et il n'était pas prévu que ces justices devaient disparaître moyennant indemnité (cf. les articles 1 et 2). De sorte qu'en ce qui concerne les justices parisiennes, il est certain que cet édit de 1539 n'a pas eu de résultat. Est-ce que du moins la commission prévue par l'édit a fonctionné ? Il ne nous est malheureusement pas possible de répondre à cette question. Le point certain, c'est que le souvenir de cette mesure, ou plutôt de ces projets, subsista et que plusieurs des mémoires sur la réformation de la justice composée en 1665 en font état, alors qu'ils ignorent une seconde tentative faite par un édit du mois de février 1643.

151. Il ne nous a pas été possible de retrouver le texte de cet édit, mais son existence est certaine. Elle est attestée par une note du journal d'Olivier Lefebvre d'Ormesson² par la requête des religieux de Sainte-Geneviève au Parlement³ et par deux notes d'un manuscrit de la bibliothèque nationale⁴. L'une est la longue liste des opposants à la vérification de l'édit, au nombre de trente-quatre, seigneurs et compagnies d'officiers au Châtelet ; l'autre contient des remarques sur l'édit, elle nous indique son objet :

« Cet édit a quatre parties principales : la réunion des justices des seigneurs particuliers à la justice royale, la création de quelques officiers au Châtelet, la réunion des seigneuries directes des seigneurs qui sont dans Paris,

1. Isambert, t. XII, p. 665, le titre parle fort inexactement d'indemnité attribuée aux seigneurs.

2. Tome I, pp. 8 et 9. Il entend dire au Palais qu'on allait faire le Châtelet semestre et y réunir toutes les justices de Paris, 26 hautes et 160 foncières. Quelques jours après, le roi malade fait dire aux premiers présidents qu'il voulait qu'on passe l'Edit des maisons. Comparer ces chiffres avec ceux du mémoire publié en appendice.

3. AN, Z² 3754.

4. B. N., ms. fr., 18599, fol. 248 et 249.

enfin l'affranchissement de toute redevance des maisons de la ville de Paris moyennant la taxe du trentième de la valeur des maisons ou pour mieux dire d'un an de louage, payable en deux années. » Il semble que cette taxe devait être payée non aux seigneurs mais au Roi.

Cet édit ne tendait à rien moins qu'à la libération totale des terres à Paris, tant en ce qui concerne la perception des cens et droits seigneuriaux que pour ce qui regarde la justice. C'eût été l'abolition de la féodalité à Paris.

152. On conçoit qu'il ait soulevé une vive et nombreuse opposition. Celle des seigneurs justiciers reposait principalement sur le principe de la patrimonialité de leurs justices. C'est du moins ce qui ressort de la lecture du mémoire adressé au Parlement par les religieux de Sainte-Geneviève. Les droits de juridiction, fiefs et censives, [dont l'application de l'édit entraînerait la suppression, ne sont que le résultat de la fondation de l'abbaye par Clovis : cette dotation de Clovis a été accrue et confirmée par les rois ses successeurs : « nam dotis cura ecclesiarum ad regem pertinet. » Priver l'abbaye de ses droits serait faillir à cette fonction royale. L'édit de François I^{er} n'avait pour but que de vérifier les usurpations, mais retirer au clergé ses droits de censive et de juridiction serait renverser l'ordre établi de tout temps en France et la distinction des trois états. Aussi bien le clergé contribue aux charges de l'Etat, avec l'assentiment du Saint-Siège qui n'a pas été consulté en l'occurrence, bien qu'il soit le supérieur direct de l'abbaye. Le mémoire ajoute que « le droit de justice, qui est de haute considération pour la dignité de l'abbaye, ne peut être récompensé par quelque somme de deniers que ce soit¹ ».

Devant les oppositions rencontrées, l'administration royale, qui allait avoir à faire face aux difficultés inhérentes à l'ouverture d'une régence, dût abandonner l'exécution de l'édit.

1. Un arrêt du Conseil du 6 octobre 1703 (AN. L. 879, dossier 6, n° 54, cf. *infran*° 179) nous apprend cependant que pour cette haute justice, Louis XIII avait offert au cardinal de Larochehoucauld, abbé de Sainte-Geneviève; la somme de deux cent mille livres.

On en a la preuve dans un mandement adressé le 10 mai 1643 au Parlement de Paris¹ : « Les difficultés qui se sont trouvées à la vérification de notre édit, touchant le trentiesme denier des maisons et la réunion des justices qui sont dans notre bonne ville de Paris, ne s'estant pas encore vuider, et cependant nous trouvons privez de secours de la finance ce que l'on nous avait fait espérer qui nous en reviendrait; nous avons jugé à propos de chercher quelques moiens plus prompts pour nous subvenir au besoin pressant de nos affaires. » Le Roi ordonne au premier président de députer onze membres du Parlement pour venir délibérer sur ces nouveaux moyens avec le prince de Condé, le chancelier et le surintendant des finances.

Ainsi l'édit de 1643 n'eut pas plus d'application que celui de 1539. L'un et l'autre bien que par un côté différent se rattachaient à la théorie du domaine ; pour le premier, il s'agissait de la vérification du domaine, et de lutter contre les usurpations des seigneurs ; pour le second, il s'agissait en somme d'assurer le triomphe de la théorie de la directe universelle, en transformant en alleux toute l'étendue de la ville de Paris, allodialité qui devait avoir pour effet de supprimer les justices particulières de Paris.

Si l'édit de 1643 tomba complètement dans l'oubli, le souvenir de celui de 1539 persista et on en fait état lors du Conseil de la réformation de la justice en 1665².

1. B. N., ms. fr., Dupuy, 590, fol. 318.

2. On pourrait suivre cette doctrine de la suppression chez certains de nos anciens auteurs; on pourrait ainsi montrer comment les conseils de Loyseau dans la première partie de son *Discours sur l'abus des justices de village* sont différents de ceux que l'on rencontre dans la seconde partie. Dans la première partie, Loyseau réclame la suppression des justices de village, mais dans la seconde, il défend avec beaucoup d'énergie les entreprises des juges royaux contre les justices seigneuriales des villes et des gros bourgs qui sont selon lui bien organisées. Il oppose juges gradués des villages et juges gradués des villes.

D'autres auteurs ont repris la même thèse.

Nous indiquerons parce qu'il ne s'agit pas là de pure théorie juridique les avis au duc de Bourgogne que Fleury insère en tête de son *Traité du droit public de la France*, en ce qui concerne la justice (t. I, p. 144).

« Supprimer principalement les petites justices des bourgs et villages pour lesquelles impossible de trouver bons officiers; paysans : plaideurs, Retrancher les degrés de juridiction et en général les appellations autant

§ 2. *Le Conseil de Justice de 1665.*

153. La question de la suppression des justices seigneuriales est agitée dans un certain nombre de mémoires rédigés par les commissaires du Conseil pour la réformation de la justice réuni en 1665 et que l'on trouve dans des manuscrits de Harlay, des mélanges Colbert et du fonds Clairambault à la Bibliothèque nationale.

Malgré des nuances assez sensibles, ces mémoires sont d'accord pour distinguer entre les petites justices, dont on peut amener la disparition par des mesures de vérification du domaine et par la stricte application des ordonnances royales, et les justices considérables que l'on ne pourra supprimer qu'en accordant des indemnités aux seigneurs, bien que leurs droits ne puissent résulter que d'une usurpation ; la longue possession et le caractère patrimonial que l'on a reconnu à ces justices donnent droit à des compensations.

L'opinion de Pussort, l'oncle de Colbert, est d'ailleurs fort brièvement exposée : « Réunir les justices des seigneurs ecclésiastiques et séculiers à la royale, et qu'il n'y aist qu'un degré de juridiction royale qui relevast du Parlement¹. »

154. Nous avons déjà reproduit un passage du mémoire rédigé par le procureur général au Parlement de Paris, Talon². Ce mémoire est sans conteste le plus intéressant.

Le procureur général pose en principe que l'exercice du droit de justice par les seigneurs est une usurpation, et qu'il y va de la gloire du Roi de faire cesser cet abus et d'éteindre toutes les justices patrimoniales des seigneurs malgré leur grand nombre et leur caractère de propriété

que faire se pourra : les justices inutiles, particulières, seigneuriales, qui sont plus onéreuses qu'utiles.

Remédier aux abus non en détail par petit règlements, mais en remontant à la source. »

En réalité, cette doctrine et surtout cette politique de mesure générale ne fut jamais celle de la monarchie.

Adde, Les projets de suppression proposés au duc de Bourgogne, éd. Mesnard, cités par Giffard, p. 163, n. 1.

1. B. N., ms. fr., 16485 (Harlay), fol. 13.

2. B. N., ms. fr., 16485, fol. 5 v^o et cf. notre introduction, chap. III, n^o 39, p. 56.

privée. Néanmoins, ces justices ont été tolérées depuis si longtemps qu'il est raisonnable que le Roi indemnise ceux qui ont titre et possession. Cependant, on pourrait « par forme de règlement supprimer toutes les justices moyennes et basses et foncières comme étant infiniment à charge au public et de nulle utilité aux seigneurs, et je ne crois pas que pour cette suppression on doive faire aucun remboursement ».

Pour ce qui est des hautes justices, il faudrait exiger la preuve du droit par titre et possession avant 1560, beaucoup en effet ont été usurpées pendant la Ligue, et on pourrait révoquer toutes les concessions postérieures à la mort de Henri II.

La disparition d'une infinité de petites justices créées par démembrement et partage serait très facile; il suffirait de défendre de créer des officiers pour moins de deux cents feux. Mais à ceux que l'on priverait ainsi de l'exercice du droit de justice, seraient conservés les droits honorifiques et les autres prérogatives qui en dépendent.

Dans ces conditions, il ne resterait plus que les hautes justices pour lesquelles il y a possession ancienne et un territoire considérable; pour celles-là, il faudrait une indemnité à laquelle on pourvoirait par l'impôt.

Cette suppression devant rencontrer des résistances, à cause du grand nombre des intéressés, il faudrait commencer dans les villes de sièges présidiaux à exécuter l'édit de Rousillon (un seul degré de juridiction dans une même ville) et à prévenir les conflits de juridiction entre les juges du Roi et ceux des seigneurs. François I^{er} a d'ailleurs rendu un édit pour la réunion et suppression des justices patrimoniales de Paris.

L'opération est présentée par Talon, autant comme une mesure politique destinée à assurer une meilleure administration de la justice, que comme une conséquence de la restauration de la pleine souveraineté au profit du Roi.

Les moyens indiqués sont très divers et participent à deux ordres d'idées assez contradictoires :

les justices usurpées seront supprimées à la suite de la

réformation du domaine (ce qui implique que l'on respectera les justices concédées pour lesquelles il y a titre) ;

les justices concédées, n'ayant pu l'être valablement, seront elles aussi supprimées et si les propriétaires obtiennent une indemnité, ce n'est pas en vertu de la concession, mais parce que la possession et la tolérance depuis plusieurs siècles ont donné au droit des seigneurs un caractère patrimonial que le roi doit respecter.

I55. Les mêmes préoccupations se retrouvent dans trois autres mémoires qui sont anonymes.

I. L'auteur du premier expose que, si d'une manière générale on ne peut enlever au seigneur le droit de justice qui s'acquiert par possession immémoriale, on peut du moins vérifier les aliénations royales, et obliger à l'observation des ordonnances royales, les réduire à un seul degré de juridiction, défendre aux seigneurs de rien prendre des officiers qu'ils y mettent, obliger à faire information des crimes dans huitaine et à communiquer les plaintes au procureur du Roi, etc...

La justice qui se rend à Paris mérite une mention spéciale, et « pour éviter les différentes procédures qui se font en matières criminelles, il serait très utile de réunir à la justice royale toutes celles des seigneurs hauts justiciers dont les moyens ne seraient pas difficiles ».

Il convient de noter que ce mémoire, comme plusieurs autres, contient des critiques très dures contre le Châtelet et le désordre qui y règne ; il faudrait en chasser plusieurs officiers¹.

II. Dans un second mémoire la suppression est proposée comme une mesure générale ; sa généralité même empêcherait le mécontentement. On excepterait simplement les justices des duchés-pairies « qui approchent fort des justices royales et ressortissent nûment aux Parlements ». Les justices étant concédées par le Roi, cette mesure serait bien moins une suppression qu'une réunion des choses à leur principe².

1. B. N., *Mélanges Colbert*, 33, fol. 93.

2. *Ibid.*, 117.

III. La même conception se retrouve dans un troisième mémoire, le Roi étant responsable devant Dieu de l'administration de la justice l'aliénation de ce droit est encore moins valable que celle du domaine. Les abus auxquels donnent lieu les justices seigneuriales suffiraient à justifier leur suppression; celle-ci doit se faire en désintéressant les seigneurs qui, après vérification des aveux et dénombrement, se trouveront en possession légitime du droit de justice. Il est fait mention de l'édit de 1539¹.

156. Il n'est pas possible de savoir quel accueil reçurent ces propositions qui, on doit le remarquer, ne tiennent qu'une place minime parmi les nombreuses réformes proposées. Toutefois, il convient de noter dans un manuscrit de Harlay, la mention suivante touchant le retranchement des justices seigneuriales de Paris : « Cela dépend du Roi². »

N'est-ce pas dire que l'on est ici en face d'une opération de nature politique, commandée par les nécessités administratives; dans un cas où, comme dit Loyseau, le Roi agit non pas par « puissance réglée, mais par puissance absolue et prérogative royale »?

Quoiqu'il en soit, il apparaît d'après ces mémoires que, pour certains esprits tout au moins, la suppression des justices seigneuriales à Paris était une mesure souhaitable.

1. *Ibid.*, fol. 149. Le ms. 613 du fonds Clairambault, *Mémoires pour la réformation de la justice* contient également des indications sur ce sujet, fol. 49 : « On a parlé de faire deux séances au Châtelet et de supprimer les justices seigneuriales de Paris », fol. 127, « réduire les justices, on dédommagerait facilement les seigneurs », fol. 209, « réformer la justice et la police à Paris », fol. 287, « régler les justices des seigneurs », fol. 615, « supprimer les justices seigneuriales ».

2. B. N., ms. fr. 16576 (Harlay), *Recueil de mémoires sur la réformation de la justice*.

On y rencontre aussi l'idée de suppression, fol. 23, « on a parlé de faire deux séances du Châtelet de deux côtés de la rivière », et, fol. 97, par analogie avec la coexistence des justices seigneuriales et de la justice du Châtelet, on signale la situation anormale au point de vue spirituel de l'Archevêque et de l'abbé de Saint-Germain qui ont chacun une juridiction.

Un résumé des mémoires est fait sous forme d'extraits à la fin du volume; des observations figurent en marge, peut-être sont elles de la main du premier président.

C'est au folio 329 v° que l'on lit :

Retrancher les justices :
sulbaternes à Paris.

Cela dépend du Roi.

Faut-il donc voir dans l'édit de 1674 à la fois une conséquence assez lointaine mais pourtant directe du Conseil réuni pour la réformation de la justice et le premier essai d'une tentative visant à la suppression des justices seigneuriales en France ?

Ce serait, croyons nous, une interprétation inexacte. Il ne s'agit pas assurément de nier l'importance qu'ont pu avoir quant au sujet qui nous occupe certaines discussions du Conseil de la réformation de la justice. Mais nous ne pensons pas que le pouvoir royal ait jamais songé à supprimer les justices seigneuriales dans toute la France. En réalité, les commissaires ne font que reprendre des procédés dont avaient déjà usé et abusé au xiv^e et au xv^e siècles les fonctionnaires royaux dans leur lutte pour assurer au Roi la suprématie incontestée du pouvoir judiciaire. Or, au xvii^e siècle, les justices seigneuriales ne gênent plus la royauté qui les a fait entrer, avec plus ou moins de bonheur, dans les cadres de l'administration de la justice ; elles suppléent à l'absence de représentant du pouvoir central dans les bourgades, à une époque où les communications sont longues et difficiles. Le principe de leur patrimonialité si nettement affirmé est le garant de leur respect, qui se concilie fort bien avec la pleine souveraineté reconnue au Roi.

Ce sont d'autres soucis que des soucis de légistes qui préoccupent alors l'administration royale. Ce sont des soucis de police. L'Édit de 1674 se place sur un plan différent des opérations de vérifications du domaine, et des mesures agitées au Conseil de la réformation de la justice de 1665. C'est au Conseil de Police tenu à la fin de l'année 1666 qu'il faut aller chercher ses origines.

§ 3. *Les nécessités de la Police et le Conseil de 1667.*

Il est probable que les suggestions émises en 1665 lors du Conseil pour la réformation de la justice seraient restées sans écho si d'autres considérations n'avaient milité en faveur de la suppression des justices de Paris et abouti à l'édit de février 1674. Ce sont des raisons d'ordre

administratif, c'est le désir de réaliser à Paris l'unité de la police et de mettre un terme aux conflits incessants entre les officiers du Châtelet et ceux des seigneurs qui ont conduit le pouvoir royal à cette solution.

« Après la Paix des Pyrénées (1659), dit Delamarre, la Police de Paris sur toutes choses parut au Roi un sujet digne de ses royales applications. Il établit un Conseil exprès pour entrer dans le détail de toutes ses parties... La multiplicité des tribunaux qui avaient recommencé leurs entreprises pour la partager avec le Prévost de Paris avait été l'une des principales causes de sa décadence¹ ».

157. Devenue à ce moment la plus grande ville de l'Europe, Paris jouit d'un prestige incomparable. Capitale d'un grand Etat monarchique, il lui faut rompre le cadre féodal dont les vestiges gênent son développement. Depuis la Fronde les difficultés nées de l'existence des justices particulières n'ont fait que se multiplier. La théorie de la prévention est impuissante à les résoudre ; elle ne fait, nous l'avons vu en matière de scellés, qu'aviver la concurrence des baillis seigneuriaux et des commissaires du Châtelet. En ce qui concerne la police, exploitant la distinction police générale, police particulière, ils avaient réuni entre leurs mains l'inspection des garnis, l'enlèvement des boues et le nettoyage des rues. Les artisans étaient soumis à la visite des maîtres et gardes des corporations de la Ville de Paris, les rapports étant faits au Châtelet et les amendes étant adjugées aux seigneurs². La distinction de la petite et de la grande voirie emportait également une diminution de leurs droits : la grande voirie était réservée au Roi et la petite voirie n'appartenait au haut justicier que dans les rues où toutes les maisons étaient de sa censive. Là encore, pourtant, on constate le souci de sauvegarder les profits pécuniaires³.

Cependant, l'application de ces principes soulevait des difficultés continuelles. Particulièrement, à Saint-Germain,

1. *Traité de la Police*, t. I, p. 120.

2. Cf. *supra*, 1^{re} partie, titre II, chap. II, §1 et §2, n^{os} 110-112 et 117-118.

3. Arrêt de 1661, pour l'archevêque, cf. *supra*, n^o 122.

le bailli ne se résignait pas facilement à voir ainsi ses attributions diminuer de jour en jour. Il continuait à exercer certains pouvoirs de police, par exemple il passait les baux avec « les directeurs du nettoyage pour l'enlèvement des boues », il convoquait les assemblées des bourgeois à cet effet¹. En outre, les questions de police particulière étaient communes. On comprend dans ces conditions la fréquence des conflits.

Les gens du Châtelet étaient peu disposés à faire des concessions, si l'on en juge par les termes d'un mémoire rédigé par un officier du Châtelet à ce moment : « que la police puisse se faire par les officiers subalternes cela répugne au sens commun, car c'est le bailli ou le procureur fiscal qui fait la visite; si c'est le bailli, il fait le rapport à luy-même de la contravention qu'il a trouvée en sa visite, ainsy en est le juge; si c'est le procureur fiscal, il est partie, cela n'est bon qu'aux villages où l'on ne peut faire mieux² ».

Le pouvoir royal avait naturellement le souci de mettre fin à ces contestations contraires à la bonne administration de la justice.

158. Par ailleurs, et dans un ordre d'idées un peu différent, les lieux privilégiés constitués par les enclos des seigneurs justiciers étaient un véritable péril pour la sécurité de la capitale ; ils abritaient toute une pègre d'indésirables, voire de criminels et de voleurs qui y étaient à l'abri des sergents du Châtelet. Le plus important, par son étendue comme par ses privilèges, était assurément l'enclos du Temple. Il servait d'asile à tous les commerçants et ouvriers qui avaient fait de mauvaises affaires, et lorsque le Roi voulait faire enlever des individus qui y étaient réfugiés, il envoyait au grand prieur une lettre de cachet. En 1645, il écrivait à Bussy Rabutin, grand prieur de France, après avoir fait enlever quelques particuliers dans l'enclos. « Si cette affaire n'eût regardé mon intérêt propre contre

1. B. N., ms. fr. 16525, fol. 355.

2. B. N., ms. fr. 16525, fol. 352, mémoire cité *supra*, n° 112, p. 164

lequel il n'y a pas de privilège, je n'eusse rien fait au préjudice des franchises de l'Ordre¹. »

Les officiers du Temple défendaient leurs privilèges avec âpreté, au point de provoquer parfois des scandales. En 1664, le sieur Lasnier, prévôt de l'Isle, était allé dans l'enclos du Temple avec quelques officiers et archers de sa compagnie faire une perquisition chez un particulier soupçonné de fabriquer de la fausse monnaie. Le grand prieur était absent. Le receveur et l'agent de l'ordre l'empêchèrent d'exécuter sa mission, ils soulevèrent les habitants, fermèrent les portes de l'enclos. Le prévôt put cependant prévenir au dehors : deux huissiers du Conseil lui apportèrent des ordres exprès de Sa Majesté, pour qu'il pût perquisitionner chez le sieur Larcher, ancien receveur général des finances de Bordeaux, dans le logis duquel on trouva « plusieurs instruments qui servaient à faire de la fausse monnaie ». Encore les huissiers durent-ils faire briser la porte pour pénétrer à l'intérieur de l'enclos².

De pareils procédés étaient assurément intolérables, et l'on conçoit que dans ces conditions, l'administration royale ait songé à supprimer toutes ces difficultés en réunissant les justices au Châtelet.

Il est nécessaire de les avoir présentes à l'esprit pour comprendre les délibérations du Conseil de Police, qui tint ses séances en l'Hôtel Séguier à Paris du 28 octobre 1666 au 10 février 1667.

159. Au mois d'août 1666, il y avait eu au Châtelet des assemblées pour la police et l'on avait défendu aux officiers des justices particulières de faire aucune police générale¹.

Le 8 octobre 1666, le chancelier distribua entre les commissaires députés pour la réformation de la police à Paris les matières concernant la police et déjà l'on pensait

1. *Bull. soc. hist.*, Paris, t. VIII (1881), p. 115 : « Les privilèges de l'enclos du Temple ».

2. 21 octobre 1664, Procès-verbal de deux huissiers du Conseil envoyés au Temple pour y exécuter les ordres de S. M. lors de la détention du prévôt de l'Isle dans ledit Temple. B. N., ms. fr. 17344, fol. 146.

3. B. N., ms. fr. 16847, fol. 81.

à la suppression (et dans la mesure de l'interprétation de l'Edit), puisque l'état de la distribution porte entre autres choses pour MM. Barillon, Colbert et Pussort :

« Examiner s'il conviendrait pour faciliter l'administration de la justice criminelle, supprimer celle des justices seigneuriales de la ville et faubourgs de Paris, leur conservant la civile et leur donnant quelque indemnité. Voir aussi les expédiens qu'il y aurait de donner l'accès libre à la justice des hostels, maisons des grands seigneurs et principaux magistrats, toutes communautés, mesme les ecclésiastiques et séculières¹. »

Le problème ne fut pas, au début du moins, posé sous cet angle devant le Conseil de Police ; on s'efforça d'abord simplement d'assurer au Châtelet le droit de police générale à Paris, et spécialement dans le faubourg Saint-Germain.

Dès la première séance du Conseil, le 28 octobre : « M. le lieutenant criminel a fait plainte des entreprises du bailli du For-l'Evêque qui continue ses visites de police générale, que le bailli du Palais en fait autant et que les autres officiers hauts justiciers font de pareilles entreprises². »

Les commissaires décident qu'il sera dressé un arrêt au Conseil réservant aux officiers du Châtelet la police générale et leur ouvrant les lieux privilégiés. L'arrêt fut rendu le 5 novembre 1666¹, le Roi étant au Conseil. Un édit du mois de décembre 1666 en reproduit à peu près les dispositions³.

160. Son exécution rencontra quelque résistance à Saint-Germain qui prétendait à une situation particulière parmi les justices seigneuriales de Paris, étant donné sa qualité de faubourg. Le 10 novembre, le bailli est mandé devant le Conseil de Police, le Chancelier, lui dit que la police générale appartenait aux officiers du Châtelet « mais qu'il (le bailli) pouvait avoir l'exécution, qu'il lui enjoignait d'y tenir la main et d'avoir l'œil que les ordres qui lui seraient donnés fussent ponctuellement exécutés⁴ ».

1. B. N. ms. fr. 16847, fol. 204.

2. B. N., ms. fr. 8118, fol. 2.

3. Delamarre, t. I, p. 143 et *supra*, n° 110.

4. B. N., ms. fr. 8118, fol. 8.

Il y avait quelques difficultés pour obtenir du bailli une voirie et pour assurer l'allumage des lanternes, mais le conflit portait surtout sur le nettoiemment des rues et l'enlèvement des boues¹. L'on sait combien Louis XIV tenait à faire de sa capitale une ville propre, puisqu'il menaçait de descendre de carrosse pour s'assurer de la bonne exécution de ses ordres. Dans le faubourg Saint-Germain, l'état du pavé était particulièrement mauvais, et rendait le nettoiemment peu aisé. Le commissaire désigné pour l'y faire faire, M. de Morangis, eut sa tâche rendue plus difficile par les contestations incessantes entre les officiers du bailliage et ceux du Châtelet. Le bailli continuait de participer à l'entretien de la voie publique. Mais en vertu de plusieurs arrêts, particulièrement d'un arrêt de règlement du 30 avril 1663, les officiers du Châtelet se prétendaient seuls compétents en la matière à Paris et dans le faubourg, comme s'agissant de police générale.

La question vint devant le Conseil de Police le 24 novembre 1666. Colbert remarque que l'on ne peut se fonder sur l'arrêt de 1666 portant règlement général pour le nettoiemment des rues, car il est adressé aux juges royaux « ce qui ne peut tirer à conséquence contre les officiers des justices particulières, moins encore à l'égard du bailli de Saint-Germain qui a un territoire distinct et séparé de celui du prévôt de Paris ».

Après avoir entendu les parties et en avoir délibéré, le Conseil maintient par provision le bailli de Saint-Germain dans l'exercice de la police à cet égard et renvoie l'affaire au Parlement pour décision définitive.

A la séance du 24 décembre, Pussort fait part au Conseil d'un règlement proposé par le premier président qui est de : « maintenir le Prévôt de Paris dans la Police générale tant au faubourg Saint-Germain que des autres lieux, et

1. Un mémoire des gens du Châtelet de 1668 (B. N., ms. fr. 21597, fol. 203), laisse entendre que des sommes considérables payées depuis plusieurs années pour des dépenses publiques dans le faubourg Saint-Germain ont été mal employées par le bailli, qui tout au moins n'a pas remis les comptes des deniers publics comme on l'a fait dans les autres quartiers.

dans le droit de convoquer les assemblées dans tel cas qu'il jugerait à propos, laisser la plume au bailli de Saint-Germain avec l'exécution pour la police particulière, mesme le droit de décerner des ordonnances dont l'appel ressortirait au Châtelet à l'accoutumé¹. »

161. C'est à cette séance du 24 décembre que fut discutée, à propos des prisons la question de la justice criminelle des seigneurs hauts justiciers à Paris.

« M. de Morangis ajoute qu'il y avait trop grand nombre de prisons dans Paris, qu'il y en avait douze ou quinze à retrancher, du moins à les réduire à ne recevoir que leurs prisonniers, et qu'il fallait dresser une déclaration à cet effet pour l'envoyer au Parlement, mais qu'en outre il en fallait bastir une royale :

« Monsieur Colbert :... traiter la question dans le Conseil de la réformation de la justice.

.....

« Monseigneur le Chancelier a dit qu'il fallait ôster la justice criminelle aux justices particulières qui sont dans l'estendue de Paris.

« Monsieur de Fontenoy a dit que sans attendre la déclaration ni l'arrêt, l'on pouvait dès à présent faire une visite dans les prisons et faire transférer dans les prisons royales les prisonniers qui sont dans celles des justices particulières comme en prisons empruntées². »

1. L'arrêt était rendu au Parlement depuis deux jours, 22 décembre 1666, B. N., ms. fr. 16525, fol. 348.

Une autre question de police qui préoccupa le Conseil, ou plus exactement Colbert, fut celle de savoir à qui appartenait la police le long de la Seine et la visite des magasins situés à proximité où l'on entassait les marchandises nécessaires à la subsistance de la ville. Sur la réponse incertaine du procureur du roi au Châtelet, Pussort est désigné pour conférer de la question avec le prévôt des marchands. Traditionnellement la police de la Seine et de ses abords est du domaine de la municipalité.

2. B. N., ms. fr. 8118, fol. 73. Dans une plainte (non datée, mais du troisième quart du xvii^e siècle) contre le mauvais fonctionnement du service du guet, le procureur du roi se plaint de ce que les gens arrêtés par le service du guet ne sont pas conduits à la Conciergerie, mais incarcérés dans n'importe quelle prison de Paris. Le lieutenant répond que d'une manière générale, c'est inexact et que l'on utilise les prisons particulières qu'exceptionnellement et en cas de besoin, il reconnaît toutefois que les soldats arrêtés sont presque toujours conduits à la prison de Saint-Germain-des-Près, ce qui a l'avantage suivant : « Leur capitaine peut les compter comme présents lors de la revue,

Ainsi donc dans la pensée du chancelier Séguier, et ceci nous confirme l'état de distributions des affaires entre les commissaires, il s'agit de supprimer la justice criminelle. Il s'agit également, suivant les termes d'un mémoire remis après les délibérations du Conseil à un commissaire député dans un quartier par le Chancelier pour travailler à la réformation de la police de Paris¹ : « d'examiner les moyens pour donner libre accès aux officiers de justice dans le Temple les hostels, maisons des grands collèges, communautés, monastères, couvents et maisons privilégiées ». Le libre accès des lieux privilégiés c'est l'autre réforme envisagée par l'état de distribution.

162. La mesure la plus importante prise à la suite de ce Conseil de Police fut assurément la création d'un lieutenant général de police par un édit du mois de mars 1667. Il n'est pas fait mention dans cet édit des conflits possibles avec les juridictions seigneuriales. On retiendra simplement cette disposition : « il pourra estalonner les poids et balances de toutes les communautés de la Ville et faubourgs d'icelle à l'exclusion de tous autres juges² ».

Mais en ce qui concerne les justices particulières les mesures arrêtées par le Conseil se ramenaient en somme à assez peu de chose. Il n'avait fait que confirmer les progrès réalisés par les officiers du Châtelet qui furent ainsi encouragés à continuer leurs efforts pour réunir entre leurs mains toute la police de la Ville. En 1667, l'allumage des lanternes, la fixation du prix du pain furent considérés comme faisant partie de la police générale. L'année suivante, un arrêt du Parlement du 7 septembre réserva au Roi le soin de donner des statuts aux corporations³. On conçoit que, dans ces conditions, les conflits entre officiers du Châtelet et officiers des seigneurs n'aient pas disparu. L'arrêt du Conseil du 5 novembre 1666 confirmé le 14 avril 1667 se

ce qui ne pourrait se faire s'ils étaient incarcérés ailleurs; et cela est sans inconvénient pour l'administration de la justice », B. N., ms. fr. 16748.

1. B. N., ms. fr. 8118, fol. 133.

2. Isambert, t. XIX, p. 100.

3. Cf. *supra*, 1^{re} partie, titre II, chap. II, notamment § 2, n° 118.

révélaient impuissant à les régler, car certains juges seigneuriaux défendaient avec d'autant plus d'énergie leurs prérogatives qu'ils les voyaient se réduire de jour en jour.

Cette résistance se manifesta en 1668, lors d'une contestation qui eut quelque retentissement. Il apparaît que la police ne pouvait plus être exercée par les juges particuliers et que les transformations de Paris rendaient impossible la persistance des justices seigneuriales¹.

163. Il s'agit d'un conflit entre le lieutenant de police et l'abbé de Saint-Germain-des-Prés sur lequel nous sommes amplement renseignés par deux mémoires des officiers du Châtelet et un des officiers de l'abbaye répondant au premier². C'est une affaire de danseurs de corde.

Une ordonnance du lieutenant de police du 31 janvier 1668 avait autorisé des danseurs de corde et des joueurs de marionnettes à divertir le peuple à la foire Saint-Germain. Des difficultés s'élevèrent avec le bailli de Saint-Germain (dont ils n'avaient pas sollicité la permission) au sujet de l'emplacement occupé. Le 22 février, le bailli les fait arrêter et mettre en prison. Une plainte est adressée au lieutenant de police qui donne l'ordre de les délivrer. Refus du geôlier. « Ce refus, dit le mémoire de l'abbaye, donna lieu à M. le lieutenant de police, sans autre formalité, de se transporter en personne accompagné de plus de cinquante archers devant la porte des prisons de Saint-Germain ; et (ce qui a peine sera cru d'un officier de l'intelligence et de la circonspection de M. le lieutenant de police) en y arrivant sans descendre de son carosse il fait briser et rompre les prisons de la Justice de Monsieur le duc de Verneuil, avec un scandale sans exemple, tant il était nécessaire et im-

1. Il convient de remarquer que déjà l'édit de 1539 coïncidait avec de nombreuses mesures de police prises par François I^{er} à un moment où la ville sort de l'ancien régime domanial et seigneurial. Ainsi l'ouverture de la porte Buci est ordonnée le 6 février 1539 pour remédier à l'accroissement de la population dans Paris et envoyer les Parisiens habiter le faubourg Saint-Germain. Cf. Marcel Poëte, t. II.

2. Premier mémoire du Châtelet, B. N., ms. fr. 21597, fol. 189 à 203. Réponse de Saint-Germain, B. N., ms. fr. 7568, fol. 94 à 125. Second mémoire du Châtelet, B. N., ms. fr. 21597, fol. 203 à 247 (mémoire imprimé de 88 pages).

portant pour la perfection de la Police qu'un danseur des corde ne fût pas deux jours sans donner des divertissement, au peuple. »

Une procédure criminelle d'information fut ouverte contre les officiers de Saint-Germain le 25 février qui était pourtant un dimanche. Un procès s'engagea au Grand Conseil et au Parlement. M. le Duc de Verneuil obtint des lettres d'état pour arrêter la procédure. Le Roi évoqua l'affaire à sa propre personne ; elle fut renvoyée au Conseil et Pussort fut désigné comme rapporteur, ce postérieurement au 7 septembre 1668, l'arrêt de cette date sur les statuts des communautés étant indiqué dans le second mémoire du Châtelet.

164. Les mémoires se livrent à un examen approfondi de la question quant au fond du droit. L'incident s'étant produit à la foire Saint-Germain, il faut savoir qui y a la police : de là dépend la validité ou la nullité de l'ordonnance prise par le lieutenant le 31 janvier. Selon le premier mémoire, le bailli de Saint-Germain aurait reconnu le droit de police du lieutenant sur la foire en 1657. Le bailli répond que la police est inséparable de la haute justice ; en vertu des lettres patentes de 1482, la police sur la foire lui appartient exclusivement ; sur le reste du territoire, il a la police particulière par concurrence avec le Châtelet. A quoi le lieutenant de police réplique que même à la foire les officiers de Saint-Germain reconnaissent l'égalité et la concurrence entre les officiers.

La contestation porte également sur la police dans toute l'étendue du faubourg. Tous les arrêts intervenus sur la question et que nous avons déjà eu l'occasion de citer, sont allégués dans des sens divers par les deux adversaires.

En outre, élargissant le problème, les mémoires traitent des rapports du Châtelet avec la justice de Saint-Germain. Le bailli contestait que le lieutenant ait pu valablement faire libérer les joueurs de marionnettes et faire informer contre les officiers de Saint-Germain. Il prétend que les officiers du Châtelet ne peuvent être les juges de ceux de Saint-Germain-des-Prés dans les matières qui concernent l'exercice

de leurs charges : « les conflits sont trop fréquents et les jalousies perpétuelles ». Le Parlement lui-même l'a reconnu par arrêt du 5 septembre 1664.

Sans nier expressément que le bailliage relève nûment du Parlement, le lieutenant de police fait remarquer qu'il est impossible d'aller au Conseil ou au Parlement pour la moindre contestation. Aussi bien, l'arrêt de 1537 reconnaît que les seigneurs de Saint-Germain-des-Prés sont justiciables du Prévôt de Paris en cas de ressort et par appel. Pas plus pour eux que pour les autres seigneurs de Paris, la concurrence entre les deux juridictions n'empêche le ressort, le faubourg Saint-Germain n'est pas d'ailleurs une ville séparée qui puisse prétendre à un régime spécial. Enfin, la libération des joueurs de marionnettes n'est que l'exercice de la surveillance par le lieutenant des prisons publiques, et l'information faite contre les officiers est un usage habituel des juges supérieurs.

Plus intéressants pour notre propos que ces discussions juridiques sur la compétence en matière de police, ou sur le droit de ressort, sont les arguments d'opportunité que font valoir les deux adversaires, arguments de nature véritablement politique.

165. Le mémoire de l'abbaye invoque le nom de Monsieur le duc de Verneuil, gouverneur du Languedoc, abbé commendataire, et prétend opposer aux commissaires besogneux et jaloux le lieutenant de police, magistrat dont l'intelligence et la capacité sont au-dessus de tout soupçon, qui s'est laissé tromper par ceux-ci. Mais une fois détrompé, il respectera les droits des officiers de l'abbaye « et sera persuadé que les mêmes officiers instruits par l'ordre de ce Prince (le duc de Verneuil) savent faire rendre au Roy et aux Ordonnances les obéissances qui leur sont dues par tous ses sujets qui sont ses justiciables ».

Indépendamment de critiques relatives à la mauvaise administration de la police, par les officiers des seigneurs, les officiers du Châtelet insistent sur les changements qui s'étaient produits dans la ville depuis la fondation de l'abbaye et le don du fief d'Issy à Saint-Germain. Au mo-

ment de l'agrandissement de Paris sous Philippe-Auguste en 1212 une transaction avait délimité les droits de l'évêque et de l'abbaye. Il était nécessaire de faire quelque chose d'analogue aujourd'hui en faveur du Roi.

L'on invoque en ce sens que :

« 1^o Tous les Privilèges sont inutiles et sans effet dès qu'ils sont incompatibles avec le service du Roi et contraires au bien public.

2^o ... Tout ce qui est statué et ordonné en matière de police ne l'est et ne peut l'être que par provision, c'est-à-dire autant que la règle convient au sujet qui doit être réglé... »

Les inconvénients de l'exercice de la police par les juges des seigneurs à Paris sont soulignés avec beaucoup de vigueur. Il est vraiment impossible d'admettre qu'il y ait autant de règlements de police que de seigneurs particuliers. Le Roi n'est plus le maître dans une matière où justement le droit commun c'est la pleine puissance de ses ordres. L'existence des justices particulières paralyse tous les projets de réforme du Roi.

Elle paralyse également tous les efforts de ses officiers qui ne sont occupés qu'à mettre fin à ces entreprises. Voici en effet la conclusion du premier mémoire :

« Il est fâcheux que les officiers du Roy aient à soustenir des procès de cette nature, qui sont tous les jours commencés et qu'on ne juge presque jamais, qu'ils aient tous les jours à se commettre avec les officiers des seigneurs qui se font un rempart du nom et du crédit de leurs maîtres dont ils abusent, et qui font entre eux cent intrigues et cent cabales qu'il sera toujours bien difficile ou peut-être impossible de demesler au travers des voyes et des détours de la chicane, tant qu'on suivra comme on a fait jusqu'icy les moyens ordinaires et le train commun de la pratique et qu'on n'aura à leur opposer d'autres intérêts que ceux du Roy et du public. »

Quelle fut la décision du Conseil du Roi? Est-ce que même il en intervint une? C'est ce que nous ne pouvons

dire¹. Mais un arrêt du Parlement pour la tenue de la foire Saint-Germain du 24 janvier 1669 donne l'ordre au lieutenant de Police d'en régler l'ouverture, « ordonne qu'il pourra faire fermer les portes de lad. foire qu'il jugera à propos et commettra des huissiers au Châtelet pour la garde des autres² ». Il n'est fait aucune part pour la police de la foire au bailli de l'abbaye. Il paraît donc vraisemblable que la police de la foire ait été réservée aux officiers du Châtelet. Restait le faubourg ; le meilleur moyen de mettre un terme aux difficultés était « de sortir du train commun de la pratique » et de réunir au Châtelet la justice de l'abbaye.

166. Par ailleurs, même après le Conseil de Police, les enclos et lieux privilégiés continuaient d'être pratiquement fermés aux officiers du Roi. En février 1674, un arrêt du Parlement maintint un commissaire au Châtelet dans le droit d'apposer des scellés par prévention dans l'enclos du Temple. A un moment où le pouvoir royal entend faire appliquer strictement les règlements de fabrication des corporations, ces lieux servent d'asile aux mauvais ouvriers³, et à des individus bien moins recommandables qui se dérobent ainsi aux sergents royaux.

Cet état de fait attire l'attention du lieutenant général de police, La Reynie. A peine nommé, il dirige en personne une expédition contre les hôtes de la cour des miracles⁴.

Le 8 juin 1671, Colbert écrivait au prévôt des marchands de demander à Madame les moyens de faire arrêter les

1. Malgré les dépouillements des arrêts du Conseil jusqu'en 1672 et de la collection Rondonneau, nous n'avons pas trouvé d'arrêt intervenu sur la question.

2. AN. AD. X . 401, p. 18.

3. Sur l'importance de la réunion pour l'application des règlements sur les corporations, cf. « les motifs de l'arrêt du 30 mars 1675, *infra*, p. 273.

4. Clément, *Lettres de Colbert*, t. VI, p. xlv et Chéruel, *Hist. de l'administration monarchique en France*, t. II, pp. 281 et 282.

« Les lieux privilégiés comme le Temple et la Commanderie de Saint-Jean de Latran n'abritèrent plus les voleurs. Seignelay menaça de faire abattre les portes du Temple si l'on résistait à la juridiction royale. Le lieutenant de police dut inspecter les prisons de Paris et adresser au roi des notes sur les prisonniers; et cf. Depping, *Correspondance administrative*, et généralement, Clément, *La police à Paris sous Louis XIV*. On trou-

malfaiteurs qui se réfugient au Luxembourg et de se concerter avec le lieutenant criminel Grand maisons. Madame fit exécuter cet ordre et Colbert se déclara satisfait¹.

Néanmoins, il était véritablement inadmissible que l'on ne puisse punir des voleurs sans faire intervenir l'homme le plus influent du royaume.

Plus que la préoccupation de reconstituer une souveraineté qui au surplus n'était pas menacée, le souci de la bonne administration de la justice comme celui d'une police régulière digne de la Ville capitale du Royaume devait conduire le pouvoir royal, après l'échec des palliatifs imaginés au Conseil de Police, à mettre fin à une situation impraticable en réalisant une réforme envisagée en 1539 et en 1643 et que le Conseil de 1665 avait en quelque mesure remise à l'ordre du jour. L'Edit de 1674 prend ainsi sa place dans la série des réformes destinées à faire de Paris la capitale digne du Roi².

vera des renseignements sur l'origine du droit d'asile, dont jouissaient les enclos des hauts justiciers, avant comme après 1674, à l'article de M. G. Le Bras dans le *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastique*, v^o Asile.

1. Clément, t. VI, p. 22, lettres des 8, 13 et 18 juin 1671. Au surplus, il ne semble pas qu'à ce moment du moins, Colbert ait montré envers les seigneurs justiciers une hostilité particulière. Du moment que la justice est bien administrée, il paraît disposer à accepter la coexistence des justices seigneuriales et des justices royales dans la capitale. Cf. Conseil de Police, séance du 24 novembre 1666 et l'instruction qu'il écrivit en 1671 pour, l'instruction de son fils Seignelay, intendant de Paris, publiée par Clément, *Lettres*, t. VII², p. 50. « Pour l'administration de la justice, il doit savoir : qu'il y a beaucoup de sièges particuliers qui ont droit de justice foncière dans Paris comme l'Archevêché, le Chapitre, Sainte-Geneviève, Saint-Victor, Saint-Marcel, Saint-Martin, le Temple, Saint-Germain, Saint-Magloire et autres dont il est assez nécessaire de savoir les noms, la situation et l'étendue de leur juridiction.

La justice royale consiste au bailliage et siège présidial du Châtelet et bailliage du Palais.

Il faut savoir l'étendue de leur juridiction, si ces justices particulières foncières y ressortissent ou non, et si la royale a quelque prétention ou non dans leur étendue, si l'appel des justices royales va au Parlement. »

2. On vise tout particulièrement Saint-Germain-des-Près et l'on choisit le moment où l'abbaye est en économat entre les mains de Pélisson par suite du décès en 1672 de l'abbé commendataire Jean Casimir, roi de Pologne. Un nouvel abbé ne fut nommé qu'en 1690. Le nouveau Châtelet s'installa dans les locaux du bailliage, puis à proximité rue Saint-André-des-Arts.

CHAPITRE III

L'ÉDIT DE 1674

§ 1. *Les dispositions de l'édit et les requêtes des seigneurs.*

167. A l'encontre des tentatives de 1539 et de 1643, l'Edit de février 1674 ne se présente pas comme une opération de vérification du Domaine¹. Il prend place dans une série de réformes qui doivent faire de Paris une capitale digne du royaume et digne de Louis-le-Grand ; il s'agit d'assurer la sécurité publique et de réaliser l'unité de la police.

D'après son préambule, l'Edit est une mesure destinée à améliorer l'administration de la justice en supprimant les incommodités dues au grand nombre des justices parisiennes : incommodités qui sont de deux sortes : les conflits résultant de l'incertitude de leurs limites et de la prévention des officiers du Châtelet ; et la longueur des procès résultant des multiples degrés de juridiction avant d'arriver devant le Parlement.

C'est dans ces conditions que le Roi s'est décidé à réunir toutes ces justices au siège présidial de la Prévôté et Vicomté de Paris. Leurs possesseurs recevront des biens dont

1. Isambert, t. XIX, p. 129.

Nous n'avons pas eu l'occasion de rencontrer d'autres exemples de suppression des justices seigneuriales. Un édit du mois d'août 1700 supprima trois juridictions de la ville de Marseille et créa une nouvelle sénéchaussée, mais d'après l'édit, il semble bien qu'il s'agisse là de juridictions royales. Supprimées en 1564, elles avaient été rétablies en 1581, de nouveau supprimées en 1660, et une seconde fois rétablies peu après. Cf. l'Edit de 1700, aux AN, dans AD., II, 3, p. 99 et cf. R. Tesseire, *Histoire des juridictions et des palais de justice de Marseille depuis leur origine jusqu'à nos jours*.

la jouissance leur sera plus utile et réparera « la perte de ces marques d'honneur devenues onéreuses à plusieurs d'entre eux par les sommes qu'ils sont obligés de payer pour la nourriture des enfants trouvés et les autres frais nécessaires pour les faire exercer ». Les officiers seront également indemnisés.

La justice du Roi se trouvant ainsi considérablement augmentée, il est créé un autre siège présidial.

C'est à l'organisation de ce nouveau siège qu'est consacré la presque totalité du dispositif de l'Edit, un personnel considérable est prévu puisqu'il doit s'élever au chiffre de 319 personnes. Ce nouveau siège, qui ne faisait qu'un même corps avec l'ancien, s'installera dans les locaux du bailliage de Saint-Germain, jusqu'à la construction d'un nouveau local. La Seine devait servir de limite pour la compétence des deux sièges¹.

L'Edit portait également suppression du Bailliage royal du Palais : le bailli exerçait dans l'enclos du Palais et dans la partie ouest de la Cité des droits de justice².

168. L'Edit fut enregistré sans difficulté au Châtelet. Le 10 mars 1674, Le Camus écrivait à Colbert : « L'on a enregistré les édits concernant la marque de l'or, de l'argent et de l'estain, celui de la création du Châtelet et celui des échanges³ ».

Mais peut-être y eut il quelque résistance au Parlement. Le 22 février, le premier président de Harlay (parent de l'archevêque de Paris) exprimait à Colbert ses craintes « que le Parlement ne fasse des remontrances en enregis-

1. Cette séparation eut l'inconvénient d'entraîner une diversité de jurisprudence et des conflits de compétence : un édit du mois d'août prétendit les régler. Il fallut cependant revenir à l'unité en 1684, par la fusion des deux sièges. Mais il est certain que l'existence d'un tribunal royal à la place même du tribunal seigneurial de Saint-Germain, ou à proximité, contribua au succès de l'édit et à la ruine du bailliage de l'abbaye qui malgré les déclarations interprétatives de janvier 1675 ne recommença à fonctionner, dans des limites d'ailleurs très restreintes, qu'en 1692 : le cardinal de Furstemberg étant abbé depuis deux ans.

2. Signalons ici que tant en ce qui concerne la jurisprudence du Parlement que l'interprétation de l'Edit, le Bailliage du Palais est toujours assimilé aux justices des seigneurs.

3. B. N., *Mélanges Colbert*, t. 167, fol. 435.

trant les édits qu'il plaira au Roi de lui envoyer¹ ». Il parlera de la chose au ministre quand celui-ci viendra à Paris. Mais il semble bien que le ministre ait tenu tout particulièrement à l'exécution de l'Edit. Le 9 avril, exposant à Colbert ses difficultés avec les procureurs du Parlement pour la fixation de leurs gages, difficultés qui paralysent toute la vie judiciaire, de Harlay ajoutait que néanmoins « on a fait ouvrir l'audience pour lire comme vous me l'aviez ordonné l'Edit du nouveau Châtelet² ».

Colbert fut en effet désigné pour recevoir les requêtes des seigneurs justiciers. Un arrêt du Conseil du 17 mars décidait « que dans trois jours après la signification du présent arrêt les seigneurs ecclésiastiques ou laïques qui ont des hautes justices dans la ville ou faubourg de Paris, mettront leurs pièces et mémoires du préjudice et de la diminution à leur revenu qu'ils prétendent leur être causés par l'établissement dudit Châtelet ; lesdits mémoires contenant ce qu'ils prétendront pour leur indemnité, sur quoi et comment ils désireront être payés ; et les officiers desdites hautes justices leurs provisions, quittances de finance et mémoires es mains du sieur Colbert, contrôleur général des Finances que Sa Majesté a commis à cet effet, pour sur le tout estre lesd. indemnités incessamment réglées par Sa Majesté et pourvoir au paiement et acquittement d'icelles dont le retardement ne pourra arriver que par le refus ou négligence desdits hauts justiciers et leurs officiers de satisfaire au présent arrêt³ ».

Il est indiqué dans le préambule de l'arrêt que les hauts justiciers ont été plusieurs fois avertis de rapporter leurs pièces et mémoires ; au surplus il était dans les intentions du Roi que le revenu de leurs bénéfices soit plutôt augmenté que diminué.

169. Dans leurs requête les seigneurs ne se bornèrent pas à demander des indemnités. En réalité ils firent auprès du Conseil une véritable opposition à l'exécution de l'Edit,

1. B. N., *Mélanges Colbert*, t. 167, fol. 359.

2. B. N., *Mélanges Colbert*, t. 168, fol. 21.

3. AN, L. 890, n° 58.

dont ils contestent le principe même. Ils demandèrent, et de fait ils obtinrent, que l'on revint sur ce qui avait été décidé.

Les éléments essentiels de leurs mémoires se retrouvent dans les considérants des arrêts rendus en interprétation de l'Edit de février. Les deux préambules des arrêts du 10 novembre 1674 pour l'archevêque¹, et du 21 janvier 1675² pour Saint-Germain sont à cet égard particulièrement intéressants, le second ne fait que reproduire le mémoire que Pélisson, économe de Saint-Germain-des-Prés, dut adresser au Roi dès le mois de février³.

Il faut y joindre la requête de Saint-Victor⁴ et l'opposition du Chapitre Notre-Dame⁵.

Pour obtenir des modifications à l'Edit les rédacteurs de ces mémoires cherchent d'abord à établir la légitimité de l'exercice de la justice par les seigneurs et à montrer toute l'étendue du préjudice causé par la suppression. Il n'y a pas lieu d'insister sur le premier point, qui d'ailleurs n'était pas contesté; ces abbayes étaient de fondation royale et leurs titres avaient été bien souvent confirmés. Il en était de même pour le Chapitre (lettres patentes du 11 septembre 1465) et pour l'archevêque (traité de partage de 1222).

Ils font valoir en second lieu des considérations pécuniaires et honorifiques.

L'exposé des préjudices subis nous renseigne sur l'organisation et l'étendue de toutes les justices seigneuriales de Paris, étendue souvent considérable comme on peut s'en rendre compte pour le For-l'Evêque, Saint-Eloy et Saint

1. AN. E. 1776, fol. 293 et Sauval t. III, p. 75.

2. AN. AD. $\mathfrak{A}$. 443, p. 14 et Bouillart, p. 267.

3. D'après une note de Delamarre sur la suppression de la justice de Saint-Germain, B. N., ms. fr. 21597, fol. 180.

4. Ce mémoire fut déposé le 9 avril, aussitôt après l'enregistrement de l'Edit au Parlement, sur reçu d'une lettre d'un secrétaire du Conseil à l'intendant de l'abbé de Saint-Victor, Mgr de Coislin, évêque d'Orléans. AN. L 890, n° 58.

5. Cf. Examen des motifs employés par MM. les Doyen, Chanoines, etc... pour obtenir le rétablissement de leur justice temporelle. B. N., ms. fr. 21706, fol. 111-122, les motifs du chapitre sont réfutés dans ce mémoire dû à un officier du Châtelet.

Magloire, les trois justices de l'archevêque, et également pour Saint-Germain¹.

Ces mémoires indiquent le prix des charges, prix fort élevé. Ainsi au For-l'Evêque : « un bailli dont la charge estait de vailleure de plus de 30.000 livres, le titulaire âgé d'environ quatre-vingts ans, et par conséquent prête à vaquer au proffit dudit archevêque, un lieutenant et un procureur fiscal, dont les charges valaient chacune plus de 6.000 livres, douze procureurs, chacune charge vallant 500 livres, douze huissiers de 300 livres chacun, le greffe affermé 1200 livres par chacun an, les amendes 350 livres, et la geole et prisons 6.000 livres ». La diminution du revenu annuel de l'archevêque est évalué à 9.820 livres. A Saint-Victor, les prix des offices sont ainsi estimés : bailli 6.000 livres, lieutenant 3.000 livres ; et comme revenu annuel, l'abbaye tire 1.200 livres des amendes et aubaines, 1200 livres du greffe, 300 livres de la geôle². Mais ce n'est pas simplement les sommes versées par les acquéreurs de ces offices que les seigneurs craignent de perdre : « L'abbaye (Saint-Victor) ne peut omettre qu'elle ne souffre un notable préjudice de la suppression des officiers, parce qu'ils avaient connaissance de ses droits et en étaient les conservateurs comme des censives, lots et ventes, droits d'aubaine, voieries qui diminueraient de beaucoup et insensiblement se perdraient lorsqu'il n'y aura plus de conservateur. »

La même préoccupation se retrouve à l'archevêché : « Mais ce n'est encore le principal préjudice que souffri-

1. Cf. *supra*, Introduction, chap. I^{er}, nos 9 et 10; et Tanon, pour l'archevêché, p. 159; pour Saint-Germain, pp. 209-212; pour Sainte-Geneviève, pp. 232-240; pour Saint-Marcel, p. 259; pour Saint-Martin-des-Champs, p. 271; pour le Temple, p. 288; pour Saint-Jean-de-Latran, p. 294; pour Saint-Merri, p. 298; pour Saint-Lazare, p. 308. Ces indications topographiques très précises, données par Tanon, nous ont dispensé de faire porter nos recherches de ce côté. Un plan de la censive et de la justice de Sainte-Geneviève est édité par E. Coyecque, *Recueil d'actes notariés relatifs à l'Histoire de Paris et de ses environs au XVI^e siècle* (collection de *Documents relatifs à l'histoire de Paris*), t. I, appendice : plan général de la directe seigneuriale de l'abbaye royale de Sainte-Geneviève, Paris, 1729.

2. AN. L. 890, n° 58. Cf. pour d'autres évaluations, Tanon, p. 227, pour Saint-Germain, où la charge de bailli valait 50.000 livres.

rait l'archevêché par la suppression de ses justices, car comme son plus grand revenu consiste dans les droits casuels, censives, lots et ventes, rachats, confiscations, droits d'aubaine, voieries et autres, tous ses droits souffriraient une notable déchéance et se perdraient insensiblement par la suppression des officiers qui veillent à leur conservation. »

De même, les chanoines de Notre-Dame remontrent que la haute justice est nécessaire pour faciliter le paiement des droits qui leur sont dus par leurs vassaux,

170. A côté de ces arguments de caractère pécuniaire, qui reposent en somme sur l'idée de patrimonialité de la justice, on fait valoir des considérations de prestige. Les seigneurs trouvent intolérable de se voir dépouiller de ces marques d'honneur qui semblent indispensables à l'éclat de leur position.

On lit dans le mémoire de l'archevêque : « Si les officiers royaux avaient le droit d'entrer dans l'hôtel archiépiscopal, et toutes ses dépendances, les archevêques de Paris dans les fonctions les plus sacrées de leur ministère seraient exposés à de grandes incommodités et y seraient continuellement troublés ».

Le Chapitre n'hésite pas à dire que le droit de justice est absolument nécessaire « pour continuer le divin service et les devoirs envers les pauvres ». Les chanoines craignent d'être gênés par la visite inopportune des officiers du Châtelet dans leur cloître. A les en croire, la haute justice serait liée à l'indépendance et à la liberté de leurs fonctions.

Les chanoines ajoutent qu'ils vont perdre le droit de ressort sur leurs seigneuries hors Paris, et leur domaine étant fort important, ils seront plus défavorisés que les autres seigneurs justiciers de Paris. A quoi les officiers du Châtelet répondent que le droit de ressort ne doit appartenir qu'aux pairies laïques et aux apanages, que d'ailleurs l'édit de Roussillon, article 24, en a interdit l'exercice aux seigneurs, et qu'au surplus il est plein d'inconvénients : les officiers royaux sont privés de leurs droits, les sujets

forcés de venir à Paris, les degrés de juridictions multipliés¹.

Péllisson, administrateur du temporel de l'abbaye de Saint-Germain, fait valoir dans le mémoire qu'il soumet au Conseil que : « ce titre de haute justice qui luy est ostée par ledit Edit du mois de février 1674, estait le plus beau, le plus utile, et le plus essentiel de ceux qui luy ont été concédés, d'autant qu'outre l'honneur qu'il emporte avec soy, il conserve uniquement tout le bien et le revenu temporel de lad. Abbaye, qui est le plus considérable de tous les bénéfices du royaume ». Et, il ajoute :

« Si ladite réunion avait lieu, le sieur Abbé serait dorénavant obligé de procéder en d'autres juridictions pour la conservation de ses droits, ce qui coûterait de grandes sommes et absorberait parti du revenu de ladite Abbaye²... »

§ 2. *L'interprétation de l'Edit.*

171. Plus encore peut-être que les requêtes adressées au Roi, l'influence personnelle de leurs signataires amena le Conseil à apporter, par voie d'interprétation, des restrictions notables à la portée primitive de l'Edit, du moins en ce qui concerne les plus importantes des justices seigneuriales de Paris. Les justices de l'archevêque, du Chapitre, de Saint-Germain-des-Prés, de Saint-Martin-des-Champs, de Montmartre, du Temple, de Saint-Jean-de-Latran, de Sainte-Geneviève, de Saint-Marcel furent successivement rétablies et subsistèrent jusqu'en 1790. De sorte que si l'on s'en tenait sur le terrain purement théorique, ce ne serait rien moins qu'une renonciation au principe de l'Edit. Mais il ne faut pas exagérer la portée de ce rétablissement ; il apparaît comme un compromis, une compensation de peu de conséquences pratiques. En somme, il est à peine inexact

1. B. N., ms. fr. 21706, fol. 112.

2. Ce mémoire est reproduit dans le préambule de l'arrêt du 21 janvier 1674. AN, AD $\times$ 443, p. 13.

de dire que Louis XIV supprima les justices seigneuriales de Paris. Ce fut l'impression des contemporains, notamment du maître des Requêtes qui rédigea le mémoire sur la généralité de Paris pour l'instruction du duc de Bourgogne¹.

Ce rétablissement paraît avoir été moins le fait d'un changement de politique de la part du Roi, que la conséquence de mesures de faveur prises successivement au profit de presque tous les intéressés par le Roi étant en son Conseil, et qui eurent pour résultat d'établir une véritable jurisprudence.

172. La première fut prise pour le cardinal de Harlay, archevêque de Paris. Des lettres patentes du mois d'avril 1674 érigèrent la terre de Saint-Cloud en duché-pairie ; à cette terre étaient unies celles de Maisons, Créteil, Ozoir-la-Ferrière et Armentières, plus la justice de la Temporalité. « Le siège de cette duché-pairie, qui relève directement du Parlement, devait être au même lieu où le siège de la Temporalité avait accoutumé d'être tenu », c'est-à-dire dans l'enclos de l'archevêché. Le personnel de cette justice comprenait un bailli, un procureur fiscal, quatre procureurs et deux sergents. Le bailli avait la connaissance de toutes les causes civiles et criminelles qui pourraient arriver dans l'enclos, et par appel des causes portées devant les prévôts des terres unies à Saint-Cloud².

Sous l'apparence de la création d'un duché-pairie, pour l'archevêque de Paris, ce n'était rien moins que le rétablissement de la justice à l'intérieur de l'enclos, dans un territoire où l'on reconnaissait à l'archevêque toute indépendance. Cette première concession fut exploitée par les autres seigneurs, et en premier lieu par le Chapitre.

1. Edité par de Boislile, p. 201. « Avant 1674, il y avait dans la ville de Paris plusieurs justices des seigneurs lesquelles ont été supprimées par l'édit de création du nouveau Châtelet et leurs juridictions ont été incorporées à la justice ordinaire du Châtelet. » Fleury, *Droit public*, t. I, p. 56, rattache la suppression à l'édit de 1539, il indique les justices qui ont subsisté, sa liste comprend en plus de la nôtre Sainte-Opportune, Saint-Merry « qui sont sans exercice et prisons », dit-il lui-même, et Saint-Victor. Nous n'avons pas trouvé pour Saint-Victor l'arrêt d'interprétation, ni de documents montrant l'exercice de la justice après 1674.

2. Delamarre, t. I, p. 161.

173. Un arrêt du Conseil conserva « les doyen et chanoines dans la haute justice pour l'étendue de lad. Eglise, cloistre, parvis, Hôtel Dieu et closture ». Le bailli devait connaître des appels des terres situées hors Paris « et de la moyenne et basse justice pour les rentes, cens et autres redevances des maisons et des autres biens étant dans la censive des fiefs de ladite Eglise situés dans la Ville, Faubourgs et Banlieue ». Ces dispositions étaient prises pour régler l'indemnité reconnue aux chanoines; nous les retrouverons plus loin¹.

Deux ans plus tard, un second arrêt du Conseil déclarait que dans l'union des hautes justices au Châtelet, le Roi n'avait pas entendu comprendre la Barre du Chapitre. Les chanoines étaient maintenus dans la justice dans leur cloître sans que les officiers du Châtelet puissent venir les y troubler².

Ainsi que le montrent les officiers du Châtelet, le résultat de l'Edit était une consolidation des droits du Chapitre. Cependant, l'étendue de cette justice était minime et elle devait périlcliter. Il était d'autre part interdit à tout ouvrier ou artisan d'aller s'installer à l'intérieur du cloître et de se dérober ainsi aux règlements des maîtrises et jurandes.

174. Un arrêt du Conseil du 10 novembre 1674 régla les droits de l'archevêque d'une façon directe et en ajoutant d'autres prérogatives à celles conférées par les lettres patentes du mois d'avril. Cet arrêt reproduisait les dispositions concernant l'érection en duché-pairie de la terre de Saint-Cloud, le maintien de la haute justice dans le territoire de l'hôtel archiépiscopal et de ses dépendances, exercée par les officiers de la Temporalité et le droit de ressort sur les justices de l'archevêque hors Paris. Outre, de très importantes compensations pécuniaires, on y ajoutait : « la moyenne et basse justice pour les cens, rentes et autres redevances des maisons et autres biens étant dans la censive des fiefs dud. Archevesché, situés dans la ville,

1. 10 août 1674, AN. E. 1776, fol. 91.

2. 14 août 1676, AN. X. 1^{re} 8994.

fauxbourgs et banlieue sans que le Prévôt de Paris et autres juges et officiers royaux puissent troubler leurs officiers (de l'Archevêque et de ses successeurs) par prévention ou autrement et pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit¹ ».

Peut-être l'enregistrement au Parlement des lettres patentes expédiées sur cet arrêt rencontra-t-il quelques difficultés en raison même de cette clause visant la moyenne et la basse justice. Toujours est-il, que le 21 janvier 1675, intervient un nouvel arrêt du Conseil qui ne fait que reprendre les solutions du précédent, mais indique très nettement que cette clause doit s'entendre comme une restitution de la justice foncière et s'applique simplement aux cens et aux rentes. Les lettres patentes expédiées sur cet arrêt du Conseil furent enregistrées le 6 février².

175. Un arrêt du Conseil du même jour (21 janvier) reconnut à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés cette « basse justice foncière des cens et rentes et autres redevances des biens étants dans la censive des fiefs dépendants de l'abbaye. » Elle demeurerait propriétaire de la « haute justice dans l'enclos du couvent, palais abbatial et lieux occupés par les abbé, religieux et leurs domestiques sans que les officiers du Châtelet y puissent troubler les officiers de l'abbaye sous quelque pretexte que ce soit ». Le bailli

1. AN. E. 1776, fol. 293.

2. AN. Z² 3816. — Cet arrêt contient dans ses motifs une justification de la compétence reconnue au bailli de l'archevêque en matière des cens et rentes qu'il convient de rapporter. « Comme l'un des principaux revenus consiste dans les cens et autres droits seigneuriaux dus pour raison des maisons et autres héritages situés dans l'étendue des fiefs qu'il possède dans la ville de Paris, et que ses serviteurs ne les pourraient recevoir sans toutes sortes de peines et de dépenses s'ils étaient obligés de faire toutes les poursuites qui sont nécessaires pour ce sujet par devant nos officiers, et qu'il y a un juge de l'archevêché qui est appelé le bailli de la Temporalité de ce siège estans dans la première cour du legis archiepiscopal, qu'il connaît des appellations des juges de Saint-Cloud, Crétiel, Maisons, Ozoir la Ferrière et autres justices dépendant de l'archevesché situées hors de la ville et faubourgs de Paris, où il doit exercer la justice de la pairie, lequel sans établir de nouveaux officiers pourrait connaître des contestations qui arrivent pour droits seigneuriaux, et que d'ailleurs nous avons considéré qu'il n'était pas de la bienséance que les archevêques de Paris fussent obligés s'il arrivait quelques désordres dans leurs maisons de recourir aux officiers royaux, etc... »

connaissait par appel des sentences civiles des juges des hautes justices des terres du temporel de l'abbaye hors Paris. Les appels contre les jugements du bailli devaient être portés au Parlement¹.

Péllisson, par crainte des résistances, ou pour toute autre raison, n'a montré aucun empressement pour faire exécuter cet arrêt. Delamarre nous apprend : « qu'il n'y eut pas de lettres patentes expédiées sur cet arrêt avant 1691, et il demeura sans exécution quant au rétablissement de la justice² ». Ces lettres patentes furent enregistrées le 15 mars 1691 au Grand Conseil. Or, à cette date et depuis un an déjà, Pelisson a résigné ses fonctions d'économe et d'administrateur de l'abbaye. Le cardinal de Furstemberg, évêque de Strasbourg, en est l'abbé commendataire³. A ce moment, le second Châtelet n'occupait plus les locaux de Saint-Germain-des-Prés⁴. L'abbé, qui prétendait tirer un bon revenu de son bénéfice s'occupa de faire exécuter l'arrêt de 1675. « Le 19 août 1692, l'arrêt de rétablissement reçut une première exécution, nous dit Bouillart. Le bailli, le procureur fiscal, le greffier et les autres officiers furent alors installés par le prieur de l'abbaye en la forme ordi-

1. Cet arrêt édité par Bouillart, se trouve aux AN. E. 1779, fol. 16, E. 481b, fol. 173, et AD. X. 443, p. 14; cf. également, Delamarre, t. I, p. 162. La clause visant les abbé, religieux et domestiques est interprétée restrictivement dans une note de Delamarre (à la B. N., ms. fr. 21597, fol. 185), les autres habitants de l'enclos ne seraient pas soumis à la justice du bailli; cette interprétation a certainement sa source dans les privilèges reconnus aux chanoines de Notre-Dame, qui n'avaient le droit de loger dans leur cloître que des domestiques ou des membres de leur famille; voyez les documents cités par Delamarre, *Traité de la Police*, loc. cit. Les registres du bailliage montrent qu'elle ne fût pas suivie en pratique.

2. *Traité de la Police*, t. I, p. 162.

3. « Ce prélat dont le mérite était de savoir que la cour constituait la vraie résidence pour un ecclésiastique de qualité et que Mme de Soubise valait tous les chapitres, jouissait tant en pensions qu'en bénéfices de 700.000 livres de rentes. L'évêché de Strasbourg et Saint-Germain-des-Prés en donnaient déjà 600.000 livres. Le clergé lui payait 6.000 livres de pension. Le roi lui en donnait plus de 44.000 livres et il criait toujours misère. » (Germain Martin et Bezangon, *Histoire du crédit en France sous Louis XIV*, t. I, p. 238. Cf. également Saint-Simon, éd. Chéruel, t. II, p. 80.

4. Un arrêt du Conseil du 6 février 1675 avait décidé que le nouveau Châtelet serait transporté à l'Hôtel de Lyon, rue Saint-André-des-Arts; mais des aménagements étaient nécessaires. Les plans et les devis des travaux se trouvent avec l'arrêt aux AN. E. 482, fol. 405 et s. En 1684, le nouveau Châtelet fût réuni à l'ancien.

naire, c'est-à-dire que s'étant assis dans le siège du juge, il fit faire par le greffier la lecture de l'arrêt du Conseil privé, des lettres patentes, de l'arrêt d'enregistrement au Grand Conseil et des provisions données par l'abbé et les religieux de Saint-Germain. Après quoi, il reçut le serment du bailli et du procureur fiscal qu'il installa dans leurs places, puis s'étant retiré, les autres officiers prêtèrent devant le bailli les serments ordinaires. Le Roy a confirmé une seconde fois l'abbaye dans sa haute justice par arrêt du Conseil d'Etat rendu le 14 février 1693, lequel fut enregistré au Parlement le 17 du même mois¹. »

Cette nouvelle confirmation royale fut, pensons-nous, rendue nécessaire par l'opposition du Châtelet, cet arrêt indique en effet dans ses considérants que certains particuliers troublent les officiers de l'abbaye dans l'exercice de leurs charges.

Probablement dans un esprit de concession aux opposants, il est décidé que les appels des sentences du bailli de Saint-Germain se porteront : « pour le civil, au Châtelet puis au Parlement ; pour le criminel, nuement au Parlement ». D'autre part, on ne parlait plus de la concession des marchés².

Faut-il penser que les officiers du Châtelet ne désarmèrent pas et que ce fut sur leur opposition plus ou moins ouverte que la Chambre des comptes à son tour fit des difficultés pour enregistrer les lettres patentes royales ? Toujours est-il qu'un arrêt de la Chambre des comptes du 7 juillet 1694, intervenant sur la requête des religieux en enregistrement, ordonna que : « Cette requête serait communiquée aux officiers du Châtelet, au Prévôt des marchands et eschevins, et aux administrateurs de l'Hôpital des enfants trouvés, et qu'information serait faite tant de la valeur de la haute justice retenue par le roi que de la valeur des droits d'échanges et autres droits par lui donnés et cédés pour l'indemnité de lad. abbaye ».

1. Bouillart, p. 269.

2. AN. L. 774, n° 99.

Un arrêt du Conseil du 31 août suivant fut nécessaire pour assurer l'enregistrement pur et simple des lettres patentes royales. Après avoir rappelé l'arrêt de la Chambre des comptes du 7 juillet, l'arrêt du Conseil s'exprime ainsi :

« Ce qui se trouve directement contraire à nostre intention, d'autant plus que n'y ayant aucune opposition formée à l'enregistrement desd. lettres, il n'eschoit aucune communication, que mesme les officiers du Châtelet n'y peuvent avoir aucun intérêt par la raison que les appellations des justices de lad. abbaye y ressortissent, que le prévost des marchands et échevins ne sont pas juges de la police qui regarde l'érection des marchés, que les administrateurs de l'Hôpital des enfants trouvés étant par nous payés comme haut justicier, ils n'y ont point d'intérêt. Et qu'enfin, l'information désirée est aussi inutile puisque c'est une matière d'échange que nous avons bien voulu faire avec notre dit cousin sans retour de part ni d'autres.

A ces causes, nous vous mandons de procéder à l'enregistrement pur et simple, etc¹... »

Cette opposition du Châtelet qui s'était déjà fait jour contre le Chapitre Notre-Dame eut d'ailleurs d'autres occasions de se manifester. Les arrêts du Conseil rétablissant les justices de l'archevêque, des chanoines, de l'abbé de Saint-Germain firent en effet jurisprudence et les plus importantes des autres justices patrimoniales de Paris bénéficièrent de ces mesures de faveur.

176. Pour les religieuses de Montmartre, elles se réduisirent à leur reconnaître la justice foncière pour la perception des droits seigneuriaux sur les maisons et héritages de la ville et faubourgs de Paris leur appartenant. Le bailliage du For-aux-Dames, qui se tenait rue de la Haumerie fut supprimé ou plutôt transféré à Montmartre. Il devait connaître par appel, comme précédemment, des sentences des prévôtés de Montmartre, Boulogne, Bourg-la-Reine, Poissy, Herbauvilliers appartenant aux religieuses. Ce bail-

1. AN, L. 774, n° 102.

liage, comme celui de Saint-Denis auquel il était assimilé, relevait nûment du Parlement¹.

Le Châtelet qui, par sentence du 20 février 1675 cassant une sentence du bailli de Montmartre, prétendait appliquer l'Edit aux paroisses taillables des environs de Paris dut céder devant la volonté royale. Le ressort du For-aux-Dames fut donc ainsi reconstitué (le bailliage n'avait fait que changer de place); au préjudice de l'édit de Roussillon, il se trouvait deux degrés de juridictions à Montmartre, la prévôté ayant subsisté sous le bailliage et les religieuses ayant acquis la seigneurie et haute justice de Clignancourt vers l'an 1669, le prévôt de Montmarre jugeait également les affaires des habitants de Clignancourt. Ce ne fut qu'en février 1766, que des lettres patentes unirent les prévôtés de Montmartre et Clignancourt au bailliage du For-aux-Dames. L'organisation du bailliage est ainsi réglée par ces lettres patentes : il doit y voir un bailli, deux lieutenants, un procureur d'office, un substitut du procureur, un greffier, un notaire, huit procureurs postulants et trois huissiers ou sergents².

177. A la fin de la même année 1677 fut rendu l'arrêt du Conseil relatif à la justice de Saint-Martin-des-Champs dont Paul de Lionne était le prieur commendataire. D'après la requête, sans même y comprendre ses offices, le revenu du prieuré aurait été diminué de 2.000 livres par an. Le roi « maintint les religieux dans la haute justice dans l'enclos, église, cour et jardin, dans la moyenne et basse justice pour la conservation des cens, rentes et autres redevances des maisons de la censive sans que le Prévot et les officiers royaux puissent les troubler par prévention ou autrement³ ». Des lettres patentes furent expédiées sur cet arrêt le 22 jan-

1. Arrêt du Conseil du 1^{er} avril 1677, enregistré le même mois au Parlement, AN, X^{1b}, 8994.

2. AN, Y. 17304. Les requérants avaient demandé de pouvoir nommer un autre bailli et son lieutenant, deux assesseurs et un substitut du procureur d'office, « attendu que le nombre de maisons et habitants a augmenté dans leur territoire ».

3. AN, E. 1789, fol. 477, arrêt du 28 décembre 1677.

vier 1678. Elles ne furent enregistrées au Parlement que le 23 mai 1680¹.

178. Le 28 janvier 1678, l'ambassadeur extraordinaire de l'Ordre de Malte obtint un arrêt du conseil pour les justices du Temple, de Reuilly et de Saint-Jean de-Latran.

Il prétendait dans sa requête que les appels de ces justices ressortissaient nûment au Parlement; «les officiers étaient chargés du soin et de la conservation des droits utiles et honorifiques en dépendant sans aucun droit ni salaire, le greffier devait délivrer gratis les expéditions concernant l'Ordre de Malte.» Le Conseil, suivant sa jurisprudence, accorda la haute justice dans les enclos du Temple et de Saint-Jean-de-Latran (l'enclos du Temple était très étendu) et la basse justice pour la perception des cens et rentes. Il était décidé que les artisans et ouvriers qui viendraient s'établir dans l'enclos seraient sujets à la visite des maîtres, gardes et jurés des corporations de la ville. Toutefois ces visites devaient être faites en vertu d'une ordonnance du lieutenant général de police qui en donnait la permission, et en présence d'un commissaire au Châtelet². Des lettres patentes furent expédiées sur cet arrêt le 20 mars suivant. Le 20 mai, le Parlement se refusa à les enregistrer, sans qu'il y ait eu communication aux officiers du Châtelet. Ceux-ci firent opposition.

Finalement, les lettres patentes du 20 mars furent enregistrées le 7 septembre 1678, à la charge néanmoins que «les appellations des sentences ressortiront au Châtelet et que les arrêts intervenus avant la suppression des justices des seigneurs de Paris concernant la prévention seront exécutés, et sans rien innover dans les rapports des contraventions dans les arts et métiers, dont les artisans et ouvriers faisant commerce ou profession de quelque art et métier que ce soit, seront sujets à la visite des maîtres, gardes et jurés de la Ville en présence d'un commissaire au Châtelet dont il sera usé ainsi qu'il se pratique entre les

1. Cf. Félibien, *Histoire de Paris*, t. II, p. 1507 et t. III (preuves), p. 226 et p. 239.

2. AN. E. 1792, fol.

officiers dud. Châtelet pour les arts et métiers de la Ville¹ ».

C'était l'application du droit commun à l'enclos du Temple.

179. Les bailliages de Sainte-Geneviève et de Saint-Marcel ne furent rétablis qu'au XVIII^e siècle. C'est par un arrêt du Conseil du 6 octobre 1703 que le Roi rétablit les abbés et chanoines de Sainte-Geneviève dans le droit de haute justice dans l'étendue de leur enclos et dans le droit de justice foncière dans celle de leur directe pour le paiement des cens et droits seigneuriaux².

C'est à l'occasion de la liquidation des lods et ventes dus par le Roi au chapitre Saint-Marcel à cause de l'acquisition de la maison de la Salpêtrière et de l'hôtel des Gobelins qu'un arrêt du Conseil du mois de juillet 1725 concéda en chapitre la haute justice dans l'enclos et la justice foncière dans l'étendue de sa directe. Des lettres patentes expédiées sur cet arrêt furent enregistrées au Parlement le 6 juillet 1726³.

§ 3. *Les compensations pécuniaires.*

180. Un premier avantage accordé aux seigneurs est la décharge des sommes qu'ils devaient payer pour l'entretien des enfants trouvés à Paris. Normalement, c'est au seigneur qu'incombait l'entretien des enfants trouvés sur sa terre, compensation du droit de bâtardise. Ce devoir était rempli avec plus ou moins d'exactitude. En 1529, François I^{er} rendit un édit aux termes duquel les seigneurs justiciers de Paris étaient exemptés de cet entretien, mais à charge de payer au Roi une redevance annuelle. Cette redevance fut augmentée en 1569, en 1667 et en 1670.

1. B. N., ms. fr. 21597, fol. 258 et Delamarre, *Traité de la Police*, t. I, p. 163, où l'auteur indique que les appels seront portés pour le civil au Châtelet, pour le criminel au Parlement.

2. AN. L. 879, dossier 6, n° 54. Ce même arrêt réglait l'indemnité due aux abbés et chanoines pour différentes acquisitions faites par sa majesté et quelque fois depuis fort longtemps : on devait encore les droits de lods et ventes pour l'achat du Luxembourg, par Marie de Médicis en 1612; l'Hôtel de Châteauregnard, l'Hôpital de la Santé, partie de l'enclos du Val-de-Grâce.

3. AN. ADIV 2, p. 179.

La congrégation de la mission à laquelle appartenait la justice de Saint-Lazare, ne figure pas sur la liste des seigneurs imposés, parce que c'était elle précisément qui assurait l'entretien de tous les enfants trouvés de Paris¹.

L'Edit de février 1674 indiquait parmi les charges qu'imposait aux seigneurs la possession d'une justice le paiement des sommes destinées à la nourriture des enfants trouvés. C'était bien indiquer que la suppression des justices devait, dans l'esprit de l'administration royale, entraîner la disparition. En effet, les seigneurs cessèrent de payer, et tous les arrêts interprétatifs font mention de la décharge du paiement de la somme nécessaire à l'entretien des enfants trouvés. Auparavant, dès décembre 1674, le Roi avait décidé que l'on prendrait 20.000 livres dans ce but sur l'état des charges du domaine de Paris au chapitre des fiefs et aumônes².

181. En second lieu le Roi accorda aux seigneurs les droits de lods et ventes sur les échanges entre les biens situés dans l'étendue de leur censive. Ce droit d'échange avait été établi par un édit de mai 1645 pour prévenir la fraude de ceux qui ne voulaient pas payer les droits seigneuriaux. Une déclaration du 20 novembre 1673 et des édits de février 1674 et du 20 juillet de la même année en avaient réglé les modalités³. Le Roi attribua aux seigneurs à titre d'indemnité les revenus de ce droit qui de par sa nature était un droit féodal. Tous les arrêts du Conseil en interprétation de l'édit de février contiennent cette clause. Et même l'abbé de Sainte-Geneviève obtint la perception de ce droit d'échange non seulement dans l'étendue de sa censive à Paris, mais encore dans toutes les seigneuries qui appartenaient à l'abbaye hors Paris.

1. Cf. Tanon, pp. 119 et 120, et aux AN. L. 890, n° 58 la requête des religieux de Saint-Victor après l'arrêt du Parlement du 3 mai 1667.

2. ANE. 1776, fol. 369.

3. Cf. Lefebvre de la Planche, t. III, p. 241. En 1748, ce droit fut aliéné par le Roi aux seigneurs (Déclaration du 20 mai 1748, AN. L. 890, n° 98); faute par ceux-ci de payer les sommes arrêtées au Conseil, les droits d'échange seraient mis aux enchères, les particuliers acheteurs seront réputés seigneurs en partie et pourront réclamer des papiers terriers pour connaître l'étendue de leur directe.

182. Les religieux avaient également « la faculté de faire entrer chaque année dans ladite Ville, la quantité de cent muids de vin pour la consommation de leur maison franche de tous droits d'entrée ». C'est là un exemple des compensations de caractère individuel qui furent accordés à certains seigneurs, indépendamment de l'attribution des droits d'échange et de la suppression de l'entretien des enfants trouvés.

Le Chapitre Notre-Dame obtint la cession des droits de lods et ventes perçus par les entrepreneurs du Pont-Marie dans l'île Saint-Louis.

Sur la requête de Pélisson, le droit d'établir deux marchés dans le faubourg et d'y percevoir les droits ordinaires, à la charge d'être soumis à la justice et police du lieutenant général de police, fut accordé à l'abbaye de Saint-Germain par l'arrêt du 21 janvier 1675. Cela souleva quelque résistance de la part du Châtelet et cette clause ne se retrouve pas dans l'arrêt du 14 février 1693. « La chose, dit Delamarre, ayant été derechef examinée au Conseil, malgré le cardinal de Furstemberg, la concession n'a pas été comprise dans l'édit de 1693 et pourtant il s'agissait du commerce, dans un lieu libre et sous la juridiction du Prévost¹. » Mais l'abbaye réussit cependant à avoir son marché. Son établissement fut confirmé par plusieurs arrêts du Conseil de 1702, 1721, 1724 ; le Châtelet dut s'incliner et une sentence de police de 1728 déclare qu'il a été fait « pour dédommager les abbés de Saint-Germain-des-Prés de la distraction de la partie la plus considérable de leur justice que des raisons d'Etat avaient fait réunir à celle du Châtelet ».

Ce fut l'archevêque, alors M. de Harlay, qui obtint les dédommagements les plus substantiels. Outre les droits d'échange et la suppression de l'indemnité de 3.000 livres pour l'entretien des enfants trouvés, l'arrêt du 10 novembre 1674 lui accordait une pension annuelle de 10.000 livres. En 1681 (lettres patentes d'avril, enregistrées au Parlement le 21 mai) l'archevêque obtint 6.000 livres de supplément ;

1. Note manuscrite de Delamarre, B. N., ms. fr. 21597, fol. 185.

il avait fait valoir au Conseil que malgré l'application des fermiers, les droits sur les acquisitions par échange ne lui avaient rapporté que 1.700 livres depuis 1673, alors qu'on parlait de 15.000 livres par an¹.

183. Le remboursement des charges des officiers fut une grosse dépense pour le trésor : que l'on songe en effet que le fonds des charges du For-l'Evêque fut estimé à 79.800 livres. Il ne paraît pas avoir soulevé de difficulté sérieuse du moment que les officiers rapportaient les reçus du seigneur et le certificat des sommes versées pour l'obtention de leurs lettres de provision. Nous en avons un exemple pour le bailli de Saint-Victor qui avait payé 800 livres pour obtenir la charge, somme distribuée aux enfants et à la veuve de son prédécesseur. Sur la présentation du certificat de l'abbé de Saint-Victor, le Conseil des finances, ordonna le remboursement des 800 livres : 19 janvier 1675².

§ 4. *Conséquences de l'Edit.*

Il n'y a pas lieu d'insister sur les conséquences en ce qui concerne l'administration de la justice par le Châtelet : ses attributions augmentèrent et nous avons eu l'occasion de parler de la création du nouveau Châtelet, de ses destinées et de sa suppression en 1684.

Dès le mois d'avril, des mesures furent prises pour assurer le respect par les justiciables du nouvel état de choses. Un arrêt du Conseil du 18 avril, « Sa Majesté estant en son Conseil, » renvoya tous les procès pendants dans les justices supprimées, à celui des deux sièges dans le ressort duquel elles se trouvaient³.

184. La suppression des justices entraîna la suppression des prisons. Les officiers royaux, à défaut des officiers des seigneurs ne pouvaient plus exercer sur celles-ci une surveillance active, venir faire les informations et visiter

1. AN. L. 432, n° 2.

2. AN. E. 481^b, fol. 49, et cf. *supra* n° 55.

3. AN. K. 1241.

les prisonniers. Le Roi décida de ne laisser subsister à Paris que les prisons « de la Conciergerie du Palais, du Grand et Petit Châtelet, du For-l'Evêque, de Saint-Germain-des-Prés, de Saint-Martin, de Saint-Eloy, de Saint-Paul et de l'Officialité pour les accusés qui seront arrêtés de l'ordonnance du bailli de la Temporalité de l'Archevesché et à la requête du procureur fiscal de cette justice seulement ». Il était interdit de recevoir aucun prisonnier dans les autres prisons, les seigneurs propriétaires devant en disposer ainsi qu'ils l'entendaient. Les prisons qui étaient conservées étaient, sauf le privilège noté pour l'archevêque, employées à peu près exclusivement à recevoir des prisonniers royaux. Le Roi ne faisait autre chose en somme qu'utiliser les anciennes prisons des seigneurs. Le For-l'Evêque au XVIII^e siècle ne contenait que des prisonniers royaux. Saint-Germain était la prison du nouveau Châtelet. Ces prisons étaient soumises à la surveillance du Parlement de Paris, particulièrement aux visites des conseillers dont nous avons eu l'occasion de parler¹.

185. Par suite des mesures de faveur prises par le Conseil du Roi, un bon nombre de justices se trouvaient donc rétablies ; elles subsistèrent jusqu'à la Révolution, mais allèrent en déclinant par suite du peu d'étendue de leurs circonscriptions. L'exercice de la justice foncière sur le territoire de leur censive se ramenait à quelques mesures d'exécution. Les appels n'étaient pas assez nombreux pour fournir beaucoup d'affaires. A l'intérieur de l'enclos, le bailli continue à exercer des pouvoirs de police, mais, sauf à Saint-Martin-des-Champs, il peut toujours se heurter à la prévention des officiers du Châtelet. On comprend dans ces conditions que la régularité des audiences ait presque disparu en même temps que diminuait le nombre des affaires dont la nature restait sensiblement la même².

1. Tout ceci est réglé par un arrêt du Conseil de 1675 dont une copie sans date plus précise figure dans un manuscrit de Harlay. B. N., ms. fr. 16527, fol. 67.

2. Sur tous ces points, cf. notre 1^{re} partie, titres II et III, et particulièrement pour l'exercice des pouvoirs de police dans l'enclos, p. 161, note 1.

Cependant, les enclos conservèrent une vie propre ; ils formèrent à l'intérieur de la grande cité, autant de petits îlots où jusqu'à la fin de l'ancien régime se perpétuèrent les principes féodaux.

186. Le plus vaste était celui du Temple qui serait aujourd'hui limité par les rues de Bretagne, Charlot, Béranger, Turbigo et du Temple. Il contenait non seulement la tour du Temple, l'hôtel du grand prieuré et leurs dépendances mais aussi un grand nombre de maisons servant à l'habitation¹.

Il y a des difficultés pour faire exécuter les contraintes données par justice contre les gens qui s'y retirent. Une lettre de Seignelay du 17 octobre 1684 est à cet égard bien significative : le Roi menace de faire abattre les portes de l'enclos². En 1704, Pontchartrain sur un ton très vif, écrivait au bailli du Temple pour qu'il ne fasse pas obstacle aux mesures d'exécution. Le lieutenant civil se plaignait de ce que le bailli traitait mal les huissiers portant les ordres du Roi et de ce qu'un décret de prise de corps n'ait pu être exécuté³. C'était une survivance du droit d'asile.

Selon les huissiers et sergents du Châtelet, il y aurait en 1701 cent ou cent vingt personnes qui s'y seraient retirées pour échapper à leurs créanciers ; d'après les officiers du grand prieuré, ce nombre devrait être réduit à vingt-cinq ou trente⁴. Les commissaires faisaient de continuels efforts pour venir y apposer les scellés ; et l'on a vu que le Parlement reconnut le bien-fondé de leurs prétentions.

En 1746 encore Maurepas manifeste quelque scrupule à envoyer l'inspecteur de police faire des visites dans l'enclos du Temple, dans celui de Saint-Jean-de-Latran et dans les autres lieux privilégiés. « Ce serait assurément une mesure avantageuse, mais, avant d'en parler au Roi, le ministre veut être au courant de la façon dont on en use, »

1. Tanon, p. 292.

2. Depping, *Correspondance administrative*, t. II, p. 251.

3. *Eod.*, pp. 405 et 408.

4. Mémoire sur les privilèges de l'enclos envoyé au Contrôleur général, par M. le Grand Prieur le 3 novembre 1701, *Bull. soc. hist.*, Paris, t. VIII (1881), p. 115.

il conviendrait d'ailleurs de voir M. le Grand Prieur « pour lui expliquer les raisons qui peuvent rendre ces visites nécessaires. Il aurait lieu de se plaindre si on en faisait sans qu'il eût été prévenu d'une nouveauté que les circonstances peuvent exiger¹ ».

187. Après celui du Temple l'enclos de Saint-Germain était le plus important, il serait compris entre les rues Saint-Benoît, Jacob, de l'Echaudé et le boulevard Saint-Germain. Il contenait cinquante-quatre boutiques². En 1718, le bailli ordonna que les habitants viendraient déclarer leurs nom et qualité afin de faciliter la police et la surveillance dans l'enclos. Ces déclarations forment un gros registre alphabétique où, jusqu'en 1735, les habitants viennent se faire immatriculer. Il contient environ cinq cents noms².

Le bailli exerçait la police dans l'enclos et y faisait des règlements³.

Toutefois il serait inexact de penser que l'action royale ne se fassent dans l'enclos. Malgré les résistances, les officiers royaux pénètrent dans l'enclos du Temple; le bailli de Saint-Germain ne fait qu'exercer les pouvoirs qui lui sont reconnus par les ordonnances.

En 1701, lorsque sont créés des receveurs des deniers pour l'entretien des lanternes et le nettoyage des rues, on déclare expressément que les rôles dressés comprendraient les maisons des enclos du Temple, de Saint-Jean-de-Latran, de Saint-Germain-des-Prés et de tous autres lieux prétendus privilégiés⁴.

D'autre part, les artisans qui travaillaient à l'intérieur

1. Lettres de M. de Marville, lieutenant de police éditées par de Boislile, t. III, p. 38 (*Publications de la Société d'Histoire de Paris*).

2. Relevé de ces boutiques dans AN. L. 799, p. 8; elles sont louées à toutes sortes de commerçants sauf à des commerces d'alimentation.

3. Aux exemples cités p. 161, note 1, ajoutez une ordonnance du 13 juin 1703, interdisant de se servir de passe-partout et d'entrer dans les lieux réguliers sans y être introduit par une personne ayant le pouvoir de le faire. Les religieux s'étaient plaints de ce qu'à l'aide de passe-partout, diverses personnes pénétraient dans le monastère pendant qu'ils étaient occupés à faire le service divin, et emportaient tout ce qu'elles trouvaient jusqu'aux habits des religieux et ornements d'église, AN. Z² 3640.

4. B. N., ms. fr. 16748.

de l'enclos furent soumis à la visite des maîtres et jurés des corporations de la ville accompagnés d'un commissaire du Châtelet, et l'on a vu en étudiant la police des arts et métiers combien ils attachaient d'importance à cette prérogative. Elle permettait d'empêcher que dans la ville certains ouvriers ne se soustrayent aux règlements des corporations¹.

En réalité, les seigneurs ne considèrent plus que comme une marque d'honneur, le droit de se dire hauts justiciers dans le cloître ou l'enclos. Grâce à l'activité des officiers du Châtelet, des commissaires en particulier, malgré l'interprétation très bienveillante et très restrictive de l'Edit de février 1674, malgré le rétablissement de plusieurs justices, l'unité de la police, conformément aux desseins de Louis XIV, est réalisée dans la capitale.

188. Un point plus délicat est l'étude des conséquences et des répercussions de l'Edit en banlieue.

On a certainement essayé de l'y appliquer. Un arrêt du Conseil (le Roi y étant) du 30 mars 1675 décide « que conformément à l'édit, la haute justice de Chaillot sera désormais réunie et incorporée à la justice du Châtelet de Paris ainsi que toutes les autres hautes justices des seigneurs qui étaient dans la ville, faubourgs et banlieue de Paris ».

Les religieuses de la Visitation de Chaillot étaient propriétaires des moyenne et basse justices du lieu, et engagistes de la haute; à ce titre, elles prétendaient s'y maintenir, une justice royale n'étant pas comprise dans l'Edit de réunion; et leur prévôt continua d'y exercer la justice, « ayant mesme prétendu former des corps de métiers dans l'étendue de ladite juridiction, il recevait des maîtres qui ne dépendaient pas de ceux de la ville de Paris, et donne par ce moyen un azille à tous les mauvais ouvriers, ce qui est contraire aux intentions de Sa Majesté et apporterait beaucoup de préjudice à l'ordre qu'elle a eu dessein d'esta-

1. Cf. les arrêts cités *supra*, 1^{re} partie, titre II, chap. 2, § 2, n° 117.

blir dans toute la ville, faubourgs et banlieue de Paris ostant toutes les diverses hautes justices¹ ».

Malgré les dispositions de cet arrêt qui, si l'on en croit les religieuses, aurait été obtenu par les officiers du Châtelet sans qu'elles soient entendues au Conseil et ne leur aurait pas été signifié, la justice continua d'être exercée en leur nom. En 1679, un nouvel arrêt du Conseil « sa majesté y estant » les confirma dans cet exercice sans que les officiers du Châtelet puissent venir les y troubler². L'Edit de 1674 n'est donc pas applicable en banlieue.

Cependant, et au préjudice des sentences du Châtelet de 1692 et 1697, les maîtres et gardes et jurés des différents métiers de Paris prétendaient en 1707 contraindre les artisans de Chaillot à prendre des lettres de maîtrises ou à cesser leur travail. Les religieuses se plaignirent de ces entreprises, exposant que beaucoup d'artisans iraient s'établir ailleurs, ce qui diminuerait beaucoup le revenu de leur terre « consistant dans les mutations qui se font entre les habitants des maisons et héritages ». Un arrêt du Conseil décida que l'érection du village de Chaillot en faubourg de la Conférence par arrêt du Conseil de juillet 1659 n'avait que des conséquences fiscales et n'emportait pas assujettissement des habitants aux charges et statuts des communautés des arts et métiers³.

189. Une telle solution ne faisait qu'accentuer les difficultés entre les juges du lieu et les officiers du Châtelet, toujours préoccupés d'étendre leurs attributions de police.

Nous trouvons un écho de ces contestations pour le

1. AN. E. 1779, fol. 229, les motifs de l'arrêt montrent d'une façon particulièrement nette que la suppression était regardée comme une mesure administrative et de police.

2. Arrêt du 14 mars 1679, AN. AD. $\mathbb{X}$. 467, p. 4. Les religieuses remontrent dans leur requête que les officiers du Châtelet n'ont eu jusqu'à présent aucune inspection pour le fait de la justice dans le lieu. Elle leur a toujours été conservée. « Le village est un grand chemin sur lequel il se commet souvent des meurtres, vols et autres désordres, auxquels on ne pourrait remédier s'y on estait obligé de recourir à une justice étrangère et éloignée, ce qui causerait l'impunité des crimes, joint que pour de semblables raisons, les justices des villages circonvoisins ont été conservées ».

3. AN. Y. 16131, arrêt du 18 octobre 1707, cf. Félibien, *Histoire de Paris*, t. II, p. 1526 et *Preuves*, t. III, p. 428.

village du Roulle dans une lettre de d'Argenson, à ce moment lieutenant général de police, au commissaire Delamarre¹ :

« 18 avril 1698.

Je prie, Monsieur le Commissaire Delamarre, de me faire souvenir de lui parler touchant l'abbaye de Saint-Denis par rapport à sa justice du Roulle et aux anciennes contestations qui sont entre les bouchers de ce lieu là et ceux de la ville de Paris à qui l'on oppose trois arrêts des 17 juillet 1664, 1^{er} avril et 17 juin 1767, rendus contre les officiers du Châtelet au profit de ceux de Saint-Denis qui y prétendent toujours la police; cette affaire me paraît importante et je serais bien aise de vous en entretenir dès aujourd'hui avant ou après mon audience au Châtelet. »

Quelques années après, d'Argenson écrivait encore au commissaire Delamarre : « ce 9 septembre 1702. Je vous prie de me faire ressouvenir à votre retour de vous parler de la juridiction de l'abbaye de Montmartre, sur une partie du village des Porcherons, par rapport à la police² ». Delamarre lui envoya un mémoire sur ce sujet.

Le Parlement par arrêt du 7 février 1705 décida que le lieutenant de police pourrait faire toutes visites de police dans ces villages pour assurer l'observation des règlements de police, concurremment avec les officiers des seigneurs³.

190. Cependant, lorsque quelques années plus tard, par arrêt du Conseil du 30 janvier 1722, la paroisse du Roulle est érigée en faubourg de Paris, cette érection a lieu « sans néanmoins que les habitants puissent être assujettis aux charges et statuts des communautés des arts et métiers de la Ville de Paris, ni qu'ils puissent être troublés dans l'exercice de leurs professions en quelque sorte et manière que ce soit par les maîtres et gardes et jurés desdites communautés des arts et métiers, à peine de tous dépens dommages et intérêts et sans aussi préjudicier aux droits des seigneurs et dames dudit lieu⁴ ».

1. B. N. ms. fr. 21597, fol. 285.

2. B. N. ms. fr. 21597, fol. 157.

3. Cf. *supra*, 1^{re} partie, titre II, chap. 2, § 1, n° 113.

4. AN. Y. 17301.

Il est inutile de souligner combien une pareille solution apparaît fâcheuse en ce qui regarde l'intérêt des corporations.

L'extension de la ville semblait difficilement conciliable avec le respect des situations locales. Ses agrandissements faisaient apparaître toutes les difficultés qui avaient conduit à l'Edit de 1674. Pourtant les ordonnances, qui au cours du XVIII^e siècle ont porté les murs de Paris au delà de ses anciennes limites n'ont pas prévu l'application de l'Edit aux justices particulières des villages englobés dans la nouvelle enceinte. On se borna à reconnaître aux officiers du Châtelet le droit de prévention absolue dans les villages voisins de la ville.

Par ailleurs, le pouvoir royal eut toujours le souci de respecter les droits patrimoniaux des seigneurs, en les conciliant avec les nécessités administratives. Nous en trouvons un exemple dans la déclaration du 23 mars 1728, déplaçant les limites de Paris, qui dans son article 3 dispose expressément : « les juges des seigneurs hauts justiciers ayant titre et possession valables de voirie donneront la permission de bâtir conformément aux déclarations, à peine d'en répondre en leur propre et privé nom. Mais on ne pourra commencer l'ouvrage que les plans n'aient été déposés aux greffes des bureaux des finances de la ville¹ ».

Cette décision est bien dans la tradition des arrêts du Conseil, qui avaient peut-être fait fléchir les principes posés par l'Edit de février devant les réclamations des établissements ecclésiastiques parisiens, mais qui n'en avaient pas moins réalisé une réforme importante pour la bonne administration de la justice.

1. Delamarre, t. IV, p. 423.

CONCLUSION

Le terme « justice subalterne » que les ordonnances royales et les arrêts du Parlement emploient aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles pour désigner les juridictions seigneuriales est particulièrement caractéristique tant du rôle qu'elles remplissent que de la place qu'elles occupent dans l'administration de la justice à la fin de l'ancien régime.

Débiteur de justice, le Roi veille à son administration par les justices des seigneurs comme par les siennes propres.

En vertu du droit de ressort qu'il a conservé sur les justices subalternes, il en règle le fonctionnement ; par la voie de l'appel leurs sentences peuvent être réformées par les juges royaux et pour les causes criminelles l'appel au Parlement est obligatoire ; par le jeu de la prévention les sièges présidiaux suppléent à la carence des officiers seigneuriaux en même temps qu'ils excitent leur activité.

Justices subalternes, elles sont soumises à la surveillance des cours souveraines. Le Parlement de Paris règle leur procédure, détermine le rôle des différents officiers, la régularité des audiences, contrôle les greffes, fixe les épices et les taxes, fait visiter les prisons. Les officiers du Châtelet veillent à la stricte application des ordonnances, à l'observation des prescriptions de police ; ils convoquent les officiers des seigneurs à leurs assises.

Bien des mesures prises par le Parlement ne font qu'accentuer une tendance à l'organisation interne qui se révèle par plus d'un trait dès le milieu du ^{xvii}^e siècle ; la régularité plus grande des audiences, la conservation et la tenue plus minutieuse des registres et des minutes par les greffiers, l'aménagement et le maintien des ressorts seigneuriaux, la surveillance exercée par les baillis supérieurs sur les prévôts,

tous ces faits sont la marque d'une amélioration dans le fonctionnement des justices des seigneurs.

Ceux-ci sont maintenant passés au second plan ; plus que l'obligation de réception au siège royal qui ne fut pas observée, la pratique de la vénalité et de l'hérédité des offices a réduit leurs droits quant à la nomination des officiers. Les seigneurs tiennent à leurs justices parce qu'elle sont, en même temps qu'une source de profits et une garantie du paiement des redevances féodales, une satisfaction pour leur amour propre.

L'étude de l'activité des justices seigneuriales de la région parisienne montre que leur rôle bien qu'assurément de second plan ne fut pourtant pas négligeable ; elles tiennent une place voisine de celle occupée aujourd'hui par les justices de paix et les commissariats de police.

Leur compétence criminelle déjà bien amoindrie disparaît pratiquement à partir du milieu du XVIII^e siècle : elle se borne à quelques mesures de constatation et d'instruction. La répression des crimes est assurée par la maréchaussée et le lieutenant criminel. Plus que la théorie des cas royaux, les nécessités de la sûreté publique à Paris, les frais des procès criminels, la négligence des officiers des seigneurs expliquent cette décadence.

Au civil, leur compétence semble s'être maintenue intacte. Toute une catégorie d'affaires sont portées normalement devant elles : paiement des loyers, réparations locatives, expulsions, nomination des tuteurs, liquidation des successions, disputes entre voisins ; plus que la science juridique, il est nécessaire que le juge possède l'art de la conciliation. C'est également à lui que s'adresse le seigneur ou son receveur pour obtenir le paiement des droits féodaux ; le rôle du juge est ici à peu près automatique, il se borne à constater le droit, et les défendeurs le savent bien qui font le plus souvent défaut. Ces procès se font sans aucun frais pour le seigneur qui trouve ainsi un double bénéfice à posséder une justice.

Dans les justices de banlieue, les officiers seigneuriaux ont conservé de larges attributions de police sous le contrôle du Parlement. Seuls représentants de l'autorité dans les

villages, ils font des règlements de police, ils veillent à l'entretien des rues et à la fermeture des cabarets, à la garde des moissons et des propriétés ; ils contrôlent les poids et mesures, la qualité des denrées ; ils ont la charge de la sûreté et de la tranquillité publique.

Mais dans la capitale, les matières de police ont donné lieu à des conflits violents entre les gens du Châtelet et les baillis des seigneurs, particulièrement ceux du For-l'Evêque et de Saint-Germain-des-Prés qui sont les deux justices les plus importantes de Paris, les seules qui le soient vraiment.

La théorie de la prévention, qui en matières civile et criminelle avait permis le partage (non sans peine en ce qui concerne les scellés), fut impuissante en face des prétentions qu'excitent également le souci des épices et des vacations. Les distinctions fuyantes entre la police particulière et la police générale, la petite voirie et la grande voirie inspirées par le soin de concilier les intérêts particuliers des seigneurs et l'intérêt général de la police se montrèrent en pratique insuffisantes.

Le Conseil de Police de 1667 constata toute l'importance du problème spécialement pour Saint-Germain. L'année suivante, le Parlement interdisait à l'abbaye de donner des statuts aux corporations du faubourg qui se trouvaient pratiquement assimilées à celles de la capitale.

Enfin, en 1674, les nécessités de l'administration conduisirent le pouvoir royal à réaliser une réforme qui avait été déjà deux fois envisagée et dont le Conseil de la réformation de la justice avait réveillé le souvenir. Cette mesure n'apparaît pas cependant comme le premier pas d'une réforme plus générale, tendant à la suppression de toutes les justices seigneuriales. Elle prend place bien plutôt dans le cadre des réformes de caractère monumental et administratif effectuées à Paris à la même époque et rendues nécessaires par l'extension continue de la ville ; elle se rattache à plus d'un égard à la création de la lieutenance générale de police en 1667. Pour le bon ordre de la ville capitale du royaume, l'unité de direction était indispensable à la sûreté

publique, à la propreté des rues, au bon fonctionnement des corporations ; pour que la justice soit promptement rendue il fallait supprimer la multiplicité des juridictions, source de conflits sans fin.

L'influence qu'avaient à la Cour, l'archevêque de Harlay, le grand prieur du Temple, Hugues d'Etampes de Valencay très bien vu du Roi pour le succès de son ambassade auprès du Pape, le prieur commendataire de Saint-Martin-des-Champs, Paul de Lionne, l'économe de St-Germain-des-Prés Péliisson, assura aux seigneurs le bénéfice d'une interprétation très bienveillante de l'Edit.

Les plus importants établissements ecclésiastiques conservèrent pleine justice dans leur enclos, la justice foncière dans leur censive et le droit de ressort sur les prévôtés hors Paris. De larges compensations pécuniaires leur furent accordées. Le Roi manifestait ainsi le respect qu'il a toujours montré pour les droits des seigneurs.

Résultats d'une concession peut être irrégulière, les justices seigneuriales sont pourtant des éléments patrimoniaux auxquels le Roi ne se reconnaît le droit de toucher que dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'il n'a pas d'autre moyen d'assurer à ses sujets, ainsi qu'il le doit, le bienfait d'une justice exacte et d'une police prompte. Par ailleurs, la politique royale n'est pas inspirée par une hostilité préconçue pour les juridictions seigneuriales. Fidèle à son esprit traditionnel, la monarchie a surtout le souci de ne pas modifier les situations établies, elle s'efforce plutôt d'intégrer ces organismes dans la hiérarchie judiciaire royale. Sans doute, on se rendait compte que le trop grand nombre des justices seigneuriales engendrait bien des abus dans les campagnes, mais leur patrimonialité autant que ce conservatisme étroit qui s'allie trop souvent à la tradition novatrice, empêcha de réaliser les suppressions nécessaires. Inspirée par le souci de la conciliation entre les intérêts divergents des justiciables et des seigneurs, la royauté s'est contentée d'aménagements pratiques et de mesures de détails. Elle espérait que le seul développe-

ment des tendances à l'organisation interne, sous la surveillance des cours et des officiers supérieurs, réussirait à adapter aux circonstances nouvelles ces vieux organismes féodaux.

Vu,
le Doyen,
H. BERTHELEMY

Vu,
Le Président de Thèse,
OLIVIER-MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY

APPENDICE

I

Les Principes sur lesquels se fondent les droits du Roi à Paris.

Bibliothèque nationale ms. fr. 18599 (Harlay) fol. 180 et 181.

« Mémoire des seigneurs tant ecclésiastiques que séculiers qui ont droict de justice et censive dans Paris » 1643.

« Le Roy qui a sa couronne pour titre est seigneur justicier et féodal dans Paris partout ou nul autre n'a titre particulier. Partout où le Roy a la censive il a aussy la justice.

Il n'en est pas ainsy des autres seigneurs.

Partout où le Roy a justice, il l'a haulte, moienne et basse.

Il n'en est pas ainsy des autres seigneurs.

Le Roy a tellement la justice partout qu'encor qu'il n'ait qu'une petite partie de la censive, si les seigneurs n'ont la censive entière des deux côtés des rues, ils ny peuvent avoir ni exercer aucune justice.

Il est aussi voyer partout, mesme au dedans des justices particulières, si les seigneurs n'en ont titre particulier, celui de la justice ne suffisant pas quant au droict de voierie.

Des seigneurs particuliers aucuns ont justice et censive tout ensemble.

Autres n'ont que simples censives sans justice.

La justice et la censive n'ont rien de commun, et sont indépendantes l'une de l'autre.

La voierie est encor un troisième droict entièrement distinct et séparé des deux autres.

La coustume de Paris qui rejette la prescription du cens du vassal contre son seigneur présumptif n'exclut pas celle de seigneur à seigneur.

Et néantmoins à l'égard du Roy toute prescription cesse, non tant en vertu de l'ordonnance du 30 juin 1639 comme s'agissant de son domaine, parce qu'elle n'est proprement que pour les

droictz purement royaux, et qu'en matière de droictz féodaux, le Roy doibt estre censé et réputé subject aux dispositions des coustumes, qu'en qualité de tousiours mineur et partant aussi tousiours restituable, c'est-à-dire incapable de souffrir aucune prescription.

Qu'il ne fault pas faire estat qu'aucun se puisse dire seigneur féodal ou justicier dans Paris en quelque possession qu'il soit de sa féodalité ou justice, s'il n'a titre exprès.

Et les Ecclésiastiques mesmes (nonobstant des déclarations de Melun et quelques autres qui semblent les descharger) ne laissent pas d'estre particulièrement obligés à cette nécessité, exhibition et communication de titres, sans quoy ils doibvent tous estre déboutés.

Autrement, il n'y aurait usurpation qui ne dégénérât finalement en juste titre contre sa propre nature.

Le grand chambrier de France a son territoire hors la porte Saint Antoine dont les censives sont au Roy par lettres en forme de réunion au domaine des droicts de ladite grande chambrerie au mois d'octobre 1595 et supprimant l'office.

Elles sont de présent possédées en engagement par le sieur de Bercy Malon.

Le bailly du Palais a un territoire dont les censives sont au Roy et à lui adiugées par arrest du Parlement du 30 janvier 1416.

Elles sont maintenant possédées en engagement par le sieur de Larche cy devant lieutenant au bailliage du Palais.

Est à noter que dans les communautés ecclésiastiques, il y a certains officiers (comme à Notre-Dame les clercs des matines, les gouverneurs de l'œuvre et fabrique, à Saint Denis le chantre, à Sainte-Geneviève le pitancier, à Saint Benoist l'un des chanoines, à Saint Honoré le chantre, etc...) qui ont des censives particulières dont néanmoins il n'est ici fait mention, parce qu'elles sont comprises dans le corps.

Est encore à noter que dans la Ville et les fauxbourgs de Paris nuls autres que les ecclésiastiques n'ont aucune justice et que tous ceux qui ont justice l'ont haulte, moienne et basse, fors le prieur de Nostre Dame des champs qui ne la prétend que moienne et basse.

Les prévost des marchands et eschevins n'ont pas *placitum ensis* qu'aucuns explicquent *merum imperium* haulte justice jugé par arrêt du Parlement.

L'Ordre sera :

- 1 de ceux qui ont justice et censive : 19.
- 2 de ceux qui ont censives bien et duement justifiées : 21.
- 3 de ceux qui ont prétentions de censives sans autre justification, quoy qu'ils en ayent autrefois fourni leur déclaration au Trésor : 20.

- 4 de ceux qui n'ont que simples prétentions de censives non justifiées et dont ils n'ont fourni aucune déclaration au Trésor : 14.
 5 de ceux qui ont esté déboutés de leurs censives ou y ont renoncé : 36¹ ».

II

Procès-verbal des assises du bailli de Saint-Germain-des-Près en 1719.

Archives nationales, Z² 3640. — Analyse et résumé du document

I. — Le bailli décide de tenir des assises.

Une ordonnance du bailli² expose que sur ce qui lui a été représenté par M^e Denis Conchin, procureur fiscal au bailliage, il a jugé utile d'aller tenir des assises dans les justices de l'abbaye. Il faut maintenir son autorité sur les juridictions subordonnées dont les appels ressortissent devant lui (ce que l'on a l'air d'oublier); il faut surveiller les juges locaux et les habitants des seigneureries de l'abbaye. Il provoquera leurs requêtes et entendra leurs réclamations. Il importe d'assurer aux vassaux de l'abbaye une bonne justice en même temps que la paix et l'ordre.

Il fait connaître son intention au prévôt de Villeneuve-Saint-Georges où il ira d'abord, et fait signifier à tous les officiers de justice qu'ils aient à être présents le jour des assises. Son arrêt est publié par voie d'affiche et par lecture à la sortie de la messe du dimanche. Plusieurs procès-verbaux attestent cette publicité qui se renouvelle trois fois.

Le procureur fiscal au bailliage de Saint-Germain, M^e Denis Conchin étant revêtu de la charge de prévôt des justices de Villeneuve et Valenton (c'est peut-être la raison de la tenue des

1. Suit jusqu'au folio 189 la liste des seigneurs avec indication de leur titre confirmatif, de leur déclaration au procureur du Roi à la Chambre du Trésor, ou de l'arrêt qui les déboute.

Les chiffres indiqués sont un peu différents de ceux de Lefebvre d'Ormesson (26 hautes justices, 160 foncières) : On peut supposer que le mémoire fut rédigé justement après cette vérification des titres ordonnée par l'édit de 1643 qui aurait ainsi entraîné la suppression d'un bon nombre de justices.

2. Ce bailli se présente comme avocat au Châtelet, maître des Requêtes de l'hôtel, conseiller du roi en ses conseils. Il signe toutes les sentences sur la relation des assises. D'après le ton des discours du procureur fiscal à Villeneuve-Saint-Georges et Fresnes, il y aurait lieu de présumer qu'en 1719 il débutait dans l'emploi.

assises) on commet pour les assises un autre procureur fiscal Me Perochon, avocat au Châtelet, procureur à Saint-Germain.

II. — *Le bailli se transporte à Villeneuve Saint-Georges :*

Réception.

Les assises doivent avoir lieu le 11 septembre 1719 à Villeneuve Saint-Georges et le 12 à Valenton. Mais dès le samedi 9, le bailli entouré du procureur fiscal, du greffier et d'un sergent arrive à Villeneuve; il assiste à l'audience du jour. Aucun détail sur la manière dont il est reçu.

Le lendemain dimanche, tous les officiers vont ensemble à la messe, on note soigneusement les places occupées par chacun. En l'absence de Mgr le Cardinal de Bissy abbé de Saint-Germain, le bailli a occupé le banc seigneurial. Après l'office, sous la conduite du curé, les officiers ont visité l'église et examiné les réparations qu'il y aurait lieu de faire. Ils ont regardé le vestiaire de la sacristie : le curé réclame des ornements supplémentaires. On a jeté un coup d'œil sur la disposition des bancs; il y a entre les paroissiens des discordes relatives à leur usage.

Ensuite, le bailli entouré de tous les officiers s'est rendu à l'auditoire où a été dressé procès-verbal de l'emploi du temps de la veille et de la matinée.

Mais, ce n'est que le lendemain lundi 11 qu'ont véritablement commencé les assises.

Le bailli a fait d'abord une visite de police. Il s'est rendu chez les principaux commerçants, boulangers, épiciers, cabaretiers, bouchers, etc., pour procéder à la vérification des poids et mesures (plusieurs amendes seront infligées en conséquence, cf. *infra*). Puis, par les ruelles du village, qui sont inspectées en passant, il se rend aux lieux de justice : on note les réparations qu'il y aurait lieu de faire à l'auditoire et à la prison.

Tous les officiers étant réunis, le procureur fiscal de Saint-Germain fait un discours pour ouvrir dignement les assises. Il félicite le bailli de venir tenir les assises. Il fait son éloge ainsi que celui des officiers du siège dont l'esprit de devoir égale la science du droit. Dans leur intérêt et dans celui des justiciables, il se réjouit de ces assises. Les dernières eurent lieu en 1648, elles eurent l'heureux effet de supprimer tous les désordres que l'on rencontrait alors dans le pays. Celles de 1719 n'auront pas un effet moins utile.

On procède à l'appel des officiers de justice du lieu, ils sont tous présents et montrent leurs lettres de provision. Il y a un prévôt, Me Denis Conchin, un lieutenant commis par le prévôt,

un procureur fiscal, un greffier, et trois personnes qui sont à la fois procureurs et huissiers¹.

On en vient alors à l'examen des affaires. Les sentences sont rendues par le bailli. Dans beaucoup de causes, le procureur fiscal de Saint-Germain intervient, ou même prend l'initiative (affaires de police). L'intervention du procureur fiscal de Villeneuve n'est mentionnée que pour le dernier arrêt rendu.

III. — *Tenue des assises. — Matin :*

a) *Police et administration de la justice*

Par suite de l'ignorance ou de la malveillance des huissiers et procureurs, les parties portent les appellations au Châtelet. Il est ordonné de dire dans les sentences que les appels relèvent du bailliage de Saint-Germain (lequel ressort nûment au Parlement), ceci aura l'avantage d'éviter des frais aux plaideurs.

Il est ordonné de faire des réparations aux prisons. Le procureur fiscal remontre qu'il a fallu par suite de leur mauvais état transporter des prisonniers à la Conciergerie, d'où augmentation des frais et perte de temps pour l'enquête. De plus :

« Monsieur le procureur du Roy peut y pourvoir, ce qui pourrait faire une réunion de la justice au domaine du Roi, ce qui « serait fort préjudiciable à l'abbaye. »

Pour assurer la conservation des minutes si utile à la bonne entente entre les familles, lors du décès d'un notaire ou greffier, sa veuve et ses héritiers ne disposeront pas des minutes comme bon leur semble; mais elles seront envoyées au dépôt général et on en dressera un registre inventaire conservé par le procureur fiscal. Dès à présent, les notaires et greffiers devront faire un répertoire des minutes qu'ils ont en leur possession. De plus, les particuliers dépositaires de minutes des anciens notaires ou greffiers devront les remettre dans la huitaine au procureur fiscal.

Les bourgeois se plaignent de ce qu'ils ne peuvent rien acheter au marché hebdomadaire du vendredi, parce que dès son ouverture les commerçants se jettent sur les entrées et les revendent plus cher ensuite. Aux assises de 1648, on avait réglé la question en interdisant aux commerçants de rien acheter sur le marché avant 10 heures. Cette fois, le bailli après avoir entendu les parties décide que les bourgeois se fourniront avant 8 heures l'été, avant 9 heures l'hiver. Ils laisseront ensuite la place aux commerçants détaillants.

Des dispositions de police sont prises pour régler la situation des voitures et véhicules laissés la nuit dans les rues, ils pourront être confisqués.

1. Sur l'identité partielle de ces officiers et de ceux de Valenton. Cf. p. 290.

Une ruelle embourbée, conduisant à la rivière, est impraticable, on se sert d'un passage si étroit qu'un cheval peut à peine y passer :

Le procureur fiscal réunira les habitants au son de cloche, prendra leur avis, puis réglera la question.

A la requête du procureur fiscal, le bailli prononce la révocation du voyer pour la négligence qu'il met à remplir sa charge : il y a dans le village des auvents et des maisons menaçant ruine. On nomme un autre voyer. Il n'est pas question d'indemnité.

Comme très fréquemment les ouvriers du port restaient à passer la nuit chez les cabaretiers de l'endroit, et ensuite « pleins de vin » faisaient du tapage et du scandale, arrêtaient les passants juraient et blasphémaient, il a été rappelé aux cabaretiers qu'il leur est interdit de rester ouverts après 9 heures du soir en hiver, après 10 heures en été. Par la même décision, on renouvelle les règlements au sujet des serments et blasphèmes.

Police de l'église. Le curé vient exposer qu'il a besoin d'ornements et de chandeliers; de plus, il s'élève des difficultés entre certains paroissiens pour l'usage des bancs; tout cela sera réglé par le prévôt. Mais pour ce qui est des réparations urgentes dont l'église aurait besoin, on en avisera son Eminence.

A la requête des messieurs, il est décidé que les habitants se réuniront au son de cloche pour donner avis sur le moment de l'ouverture des vendanges. Le procureur fiscal décidera, (affaire réglée le lendemain).

b) Matières civiles.

Le bailli tranche plusieurs contestations entre particuliers; beaucoup de décisions règlent des questions de procédure: « donne acte de constitution de procureur », dépôt de pièces aux fins d'enquête, etc... Pour plusieurs de ces affaires le règlement au fond se fera le soir ou le lendemain.

Parmi les jugements ayant tranché des questions de fond on notera les affaires suivantes :

- contrat d'apprentissage déclaré valable;
- plainte d'un justiciable contre son procureur;
- obligation de faire réparation d'honneur à la suite de médisance et de calomnie;
- enlèvement de pierres encombrant une propriété voisine;
- expertise pour estimation de travaux de maçonnerie;
- paiement réclamé et refusé;
- vente de meubles saisis à la suite de non paiement.

c) Féodalité.

Sur la requête du procureur fiscal, au sujet de la mauvaise perception des droits seigneuriaux par le receveur de la seigneurie, celui-ci est condamné à dresser un terrier dans la quinzaine.

IV. — Audience de l'après-midi.

a) Il y a lieu de noter cinq condamnations à l'amende pour des mesures fausses : ces mesures devront être détruites. Dans un autre cas, le commerçant qui n'a que depuis très peu de temps la mesure est condamné simplement à la faire réformer.

Le procureur fiscal obtient une condamnation à faire abattre un auvent qui menace ruine.

Condamnation à faire nettoyer une ruelle.

Réglementation de l'usage d'un banc à l'église.

Le procureur fiscal contre Messieurs du Séminaire de Saint-Sulpice et leur fermier: Ils sont tenus de faire tendre une tapisserie devant leur ferme et nettoyer le chemin, le jour de la Fête-Dieu pour les processions, à peine de 10 livres d'amende. Le procureur fiscal de Villeneuve fera exécuter cette sentence sous peine de voir sa charge supprimée.

La même sentence sera rendue le lendemain à Valenton.

b) Le bailli rend sept sentences dans des contestations entre des particuliers :

1^o les parties reviendront demain avec leurs cohéritiers;

2^o dépens à réformer;

3^o condamnation à payer des journées de travail au prix de 3 livres, 62 sols, 6 deniers, prix fixé d'après « les anciens » après avoir ouï : « le receveur et autres »

4^o travaux de maçonnerie, expert à nommer;

5^o fournir défenses;

6^o habitants de Villeneuve c. X et le meunier: affaire remise à demain, X. devra mettre en cause le fermier de l'abbé de Saint-Germain; à communiquer au procureur fiscal;

7^o pièces apportées sur le bureau en vertu d'une sentence rendue le matin : l'enquête du lieutenant de Villeneuve est déclarée nulle, déchargeons Y de la demande faite contre lui.

La fin de cette audience est occupée par sept jugements rendus à la requête de Pierre Gallier, receveur, en matière de cens. Le texte de tous ces jugements est identique. Le défendeur fait toujours défaut et il n'y a que pour le premier que l'on indique son nom : Anthoine Boileaux; pour les six autres, on lit simplement :

« Pour Pierre Gallier,
contre.....

« Nous avons donné défaut, et pour le présent condamnons le défaillant d'exhiber et communiquer audit seigneur demandeur les titres et contrats en vertu desquels le défaillant jouit et pos-

sède l'héritage en question, — payer les arrérages des cens et rentes qui en sont dubs avec les intérêts et l'amende suivant la coutume, — comme aussi à passer déclaration dans huitaine au terrier, sinon que les héritages demeureront réunis au domaine dudit seigneur. Sinon et à faute de satisfaire à ce que dessus, sera fait droit sur le surplus de la demande audit seigneur demandeur. Condamnons le défaillant aux dépens liquidés à 40 sols compris les présentes, ce qui sera exécuté nonobstant opposition ou appelation quelconque. »

V. — *Assises de Valenton.*

Le lendemain, 12 septembre 1719, le bailli va tenir ses assises à Valenton.

Deux procès verbaux font foi de la publication de la sentence du bailli pour la tenue des assises.

A son arrivée, le bailli se fait présenter les officiers du siège. Le prévôt est le même qu'à Villeneuve : c'est le procureur fiscal de Saint-Germain. Le lieutenant fait défaut. Sont présents : le procureur fiscal, le greffier (qui était procureur à Villeneuve), un procureur et sergent (qui était greffier à Villeneuve), un autre sergent (qui est parent d'un procureur à Villeneuve).

Le bailli prend d'abord des mesures contre les officiers du lieu à la requête de son procureur fiscal.

Le lieutenant absent devra justifier son absence et présenter au prévôt ses lettres de provision dans huitaine.

Un particulier s'étant plaint du procureur fiscal du lieu, « il est condamné à remplir les fonctions de sa charge sans exiger aucun autre droit que ceux qui seront par nous réglés ». Il devra justifier de sa conduite. Comme au lieutenant on lui reproche d'exiger lorsqu'il tient le siège des droits extraordinaires. Il sera tenu de remplir sa fonction de juge sans frais.

A la requête du procureur fiscal, le bailli rend ensuite plusieurs jugements en fait de police. Ils ont trait : à des réparations à la prison, aux appellations que l'on devra porter à Saint-Germain, à l'usage d'un puits, à la démolition d'une maison en ruine, à des amendes pour faux poids, à l'entretien de l'église, à des bestiaux « faisant des immondices » et à l'usage des fontaines, aux minutes du greffe (mêmes mesures sont prises qu'à Villeneuve), à des tentures pour la procession de la fête Dieu (même affaire et mêmes parties qu'à Villeneuve).

Trois arrêts seulement ont trait à des contestations entre particuliers : affaires d'expertise, de paiement d'une dette, de procuration.

En définitive, les assises de Valenton ont été rapides.

VI. — *Le bailli revient à Villeneuve.*

Aussi l'après-midi, le bailli revient à Villeneuve Saint-Georges. Il expédie près d'une vingtaine d'affaires : plusieurs procès entre particuliers sont sans intérêt, quatre arrêts sont rendus à la requête du procureur dans des affaires de police rurale.

Après consultation des habitants et des messiers, le bailli fixe la date des vendanges.

On notera un jugement rendu à la requête des habitants contre la veuve Boursault, qui a obtenu du sieur Gallier, receveur, le bail de la banalité du four.

Le procureur fiscal est intervenu.

Les habitants se plaignent vivement de la femme B... elle vend du mauvais pain, le cuit mal, se refuse à faire plus de deux cuisons par jour (les habitants en voudraient trois), elle cuit très mal celui des boulangers pour que les habitants s'adressent à elle, elle fait des exactions sur les habitants, et une fois le bailli parti, cherchera à se venger de ce qu'ils aient osé se plaindre.

Le procureur fiscal semble dans sa requête favorable aux habitants : sans doute, ils attaquent à n'en pas douter la banalité, mais la femme B. est coupable. Le receveur n'aurait pas dû donner le bail de cette banalité à une faible femme ; le procureur pense que l'on devrait casser ce bail et réorganiser la banalité.

Le bailli maintient la banalité du meunier et de la cuisson du pain. Il fixe les droits maxima que l'on pourra exiger pour l'organisation des cuisons, leur nombre, le nombre de pain dans chaque, les habitants chercheront une transaction avec la veuve B. Le juge du lieu décidera. Le prévôt s'informerait si la veuve B. a commis des concussions et inobservations. Cette sentence donne des renseignements nombreux et précis sur l'exercice de la banalité du four.

Il faut citer enfin le dernier jugement rendu à Villeneuve Saint-Georges à la requête du procureur fiscal du lieu : celui-ci rend compte qu'en novembre 1718, un cadavre a été enterré après une beuverie dans un cabaret, avec des chants scandaleux et impies, sans curé, sans autorisation du juge du lieu. Le procureur a porté plainte mais les accusés ont fait appel de toute procédure et un arrêt est intervenu portant défense de procéder. Le bailli décide que les parties se pourvoieront au Parlement.

VII. — *Le bailli à Issy et Vaugirard.*

Le 21 septembre 1719, le bailli de Saint-Germain avec son procureur fiscal se rend à l'auditoire d'Issy tenir ses assises pour les justices de Vaugirard et Issy.

Il a fait auparavant prévenir les officiers et les justiciables en faisant publier et signifier sa sentence ordonnant la tenue de ces assises.

En arrivant le bailli va assister à la messe paroissiale, il inspecte l'église et interroge le curé qui déclare son église en bon état et n'avoir besoin de rien.

Le bailli se rend à l'auditoire où l'on procède à l'appel des officiers du lieu; il y a un prévôt, un lieutenant, tous deux absents, deux procureurs fiscaux, un greffier, six procureurs.

Mais les procureurs fiscaux déclarent qu'ils font opposition à la tenue de ces assises, ils invoquent « le non usage immémorial de cette tenue d'assises ». Le greffier et quelques procureurs adhèrent à cette opposition.

Le procureur fiscal de Saint-Germain fait alors un discours (comme à Villeneuve). Il parle de l'utilité de ces assises que le bailli a déjà tenu ou va tenir à Villeneuve, Valenton, Fresnes, Paray, Thiais, Suresnes et autres lieux. Il s'étonne de l'opposition des officiers d'Issy. Ils auraient dû se plaindre avant. « Les oppositions ou appellations relèvent par devant M. le bailli qui est le juge d'appel, sauf appel au Châtelet en matière civile, au Parlement en matière criminelle ». Au reste « leur opposition ne peut être autorisée que par les seigneurs justiciers », ce qui ne peut avoir été fait par les seigneurs « eux qui ont requis lesdites assises pour le bien de leurs sujets ».

Le procureur fiscal requiert que puisqu'il y a là quelques procureurs du lieu, le bailli tienne tout de même ces assises. Les sentences devront être exécutées malgré opposition.

Les procureurs opposants déclarent qu'ils n'ont point formé ladite opposition sans ordre ni pouvoirs qu'ils offrent de représenter lorsqu'ils en seront requis.

Le bailli décide de tenir ses assises. Il ordonne que dans quinzaine tous les officiers du lieu seront tenus de lui communiquer les provisions de leur office, et les opposants le pouvoir qu'ils ont pour former ladite opposition faute de quoi ils seraient suspendus de leurs fonctions.

Les absents justifieront de leur absence.

Après quoi effectivement, le bailli règle quatre affaires différentes entre des particuliers, — sans intérêt.

VIII. — Assises de Fresnes.

Le lendemain 22 septembre 1719, le bailli va tenir ses audiences à Fresnes, Paray, Brony; des mesures de publicité les ont annoncées. L'accueil est le même qu'à Villeneuve : discours du procureur fiscal, etc...

Le prévôt et le procureur fiscal sont absents. Il y a un lieute-

nant, deux procureurs, un greffier. Le bailli ordonne aux absents de venir dans huitaine se présenter à lui, montrer leurs lettres de de provisions, expliquer leur absence. Le greffier devra aussi présenter ses lettres de provision, ce qu'il va faire tout à l'heure.

La plupart des jugements rendus par le bailli concernent des affaires de police. Voici ceux que l'on a relevé :

Le bailli ordonne au greffier de tenir un bon registre au lieu d'avoir « des simples feuillets comme ceux qu'il lui a présentés » ; contestation entre les messiers et un propriétaire ; cabaret ouvert le dimanche et la nuit : ivrognes ; crainte d'incendie pour le presbytère ; nomination d'un voyer ; cabaretier qui a donné à boire pendant le service divin, récidive : rappel des ordonnances, les officiers du lieu les feront observer à peine de suspension de leurs charges ; minutes du greffier et du notaire : mêmes mesures prises qu'à Villeneuve.

Avant de partir, le bailli fait une ordonnance où il rappelle aux habitants les règlements de police (le règlement est analogue à celui rencontré à Charenton en 1763 et 1777 (AN. Z² 667 et 670) mais moins complet). A signaler :

La révérence due par les habitants au seigneur et à ses officiers, des mesures au sujet de l'ouverture des cabarets, de l'usage du droit de glaner. On mentionne aussi que les appels des juges du lieu ressortissent au bailli de Saint-Germain-des-Prés.

III

Le rôle du bailli à Saint-Denis en 1781.

(Archives nationales L. 867 n^o 11 *bis*).

Lettre du curé d'Estrées-Saint-Denis au seigneur du lieu.

« Monsieur,

Vous vous rappelez sans doute que je vous ai toujours représenté et prié de mettre à la tête de votre justice un bailli honnête homme, instruit, désintéressé et ami des lois ; vous l'avez trouvé dans celui que j'ai eu l'honneur de vous indiquer et je vous avoue que pour y avoir contribué en quelque chose, c'est avec un certain amour-propre que je vous fais part aujourd'hui des opérations qui l'ont occupé depuis deux mois ; il a commencé l'exercice de sa charge par un règlement de police inconnu depuis longtemps dans ma paroisse ; les eaux croupissaient dans les rues, y formaient des abîmes et exposaient les particuliers à être submergés ; malgré toutes mes clameurs je n'ai pu venir à bout jusqu'à présent d'empêcher des bandes de libertins de faire des décharges de coups de fusils jusque dans l'église ; les ivrognes passaient les

nuits et le service divin dans les cabarets; depuis l'affaire de nos grilles, je n'ai pu faire rendre aucun compte pour les entraves qu'on y mettait et par les chicanes qu'on suscitait; les poids et mesures étaient ici en usage d'une façon arbitraire et par conséquent préjudiciable au public; tout le territoire était coupé par des fillons larges et profonds faits pour la plus part du temps frauduleusement et dont le faible et le pauvre devenaient la victime.

M. votre bailli a remédié à tout et à bien d'autres abus que je ne vous détaille pas, maintenant les eaux s'écoulent facilement par les conduits qu'il a fait faire et auxquels il a contribué lui-même, je suis tranquille dans mon église et j'y remplis mes fonctions en paix et sans bruit, nos cabarets sont fermés dès huit heures du soir et personne n'ose plus s'exposer à passer cette heure depuis la punition sévère de quelques réfractaires du nombre desquels a été votre procureur fiscal qui, par inadvertance sans doute, avait oublié la deffense de boire dans les cabarets pendant le service divin, ce n'est pas que je veuille dire qu'il est buveur, j'ose assurer que ce n'est pas là son vice; mais comme lui a dit M. votre Bailli, *un membre de justice doit donner l'exemple*. Il en a lui-même donné des exemples qu'on devrait suivre vis-à-vis des malheureux, il a tenu l'audience régulièrement toutes les semaines et souvent deux fois, le tout, gratis et sans aucune rétribution, c'est avec le même désintéressement qu'il a fait des oppositions et des levées de scellés, il a même épargné à des malheureux tous les frais de justice; en un mot, il n'a été occupé pendant toutes ses vacances qu'à donner à tous vos vassaux des avis et des conseils et à mettre fin à leurs procez, il en a terminé un surtout dans ma paroisse qui lui fait bien de l'honneur et qui a procuré une somme de cent écus à un particulier qui devait s'y attendre le moins.

Pour ce qui me regarde, outre tous les services essentiels que j'ai reçus de lui et dont je ne perdrai jamais la mémoire, il m'a encore paré la semaine dernière d'une chicane qu'on méditait contre moi depuis deux ou trois ans et qu'il serait trop long de vous détailler ici; M. votre bailli est en état de vous en faire le récit et même de vous faire voir clair sur toutes les trames sourdes et méchantes qui ont occasionné toutes mes peines depuis quatre ou cinq ans, je ne suis pas assez vain pour me dire dans tous mes procédés irréprochable et sans torts, mais je peux bien protester devant Dieu que mes vues ont été droites et que je n'ai jamais cherché l'occasion de faire de la peine à personne.

Je vous fait aujourd'hui tout ce narré avec un vrai plaisir et pour vous persuader que vous avez absolument besoin d'un pareil homme à la tête de votre justice, et qu'il mérite à tous égards toute votre attention, il n'agit que par devoir et par hon-

neur, il est donc nécessaire de l'appuyer dans toutes ses opérations, surtout de deffendre à votre justice de rien terminer sans son avis et consentement.

Voilà une lettre bien longue, mais je ne me lasse pas de m'entretenir avec vous, je connais votre indulgence et je pense que vous m'accorderez la grâce de me dire, etc...

Prince

Curé d'Estrées-Saint-Denis,

ce 22 novembre 1781. »

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Les auteurs dont un seul ouvrage a été utilisé ont été cités simplement par l'indication de leur nom.

1^o Ouvrages antérieurs à 1789.

- Bacquet.** — *Œuvres* éditées par C. de Ferrière, 2 vol. in-fol., Lyon, 1744.
- Blanchard.** — *Compilation chronologique* contenant un recueil abrégé des ordonnances, édits et déclarations et lettres-patentes des rois de France enregistrées au Parlement, 1 vol. in-fol., Paris, 1715.
- Blondeau et Guéret.** — *Journal du Palais.* Recueil des principales décisions de tous les Parlements et Cours souveraines de France, 2 vol. in-fol., Paris, 1713.
- Boucher d'Argis.** — *Code rural*, 3 vol. in-16, Paris, 1774.
- Bouillart.** — *Histoire de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés*, 1 vol. in-fol., Paris, 1724.
- Bourdote de Richebourg.** — *Nouveau Coutumier général*, 4 vol. in-fol., Paris, 1724.
- Brodeau.** — *Coutume de la Prévosté et Vicomté de Paris*, 2 vol. in-fol., Paris, 1669.
- Cahier d'un magistrat du Chatelet* sur les justices seigneuriales et l'administration de la justice dans les campagnes, 31 p. in-8°, Paris, 1789.
- Chasles.** — *Dictionnaire de justice, police et finances* 3 vol. in-fol., Paris, 1725.
- Choppin.** — *Traité du Domaine*, t. II de ses Œuvres. Paris, in-fol. 1662, — cité de *Domanio*.
- Code Louis XV.* — Recueil des principaux édits... Paris, 12 vol. in-12, 1758-1760.
- Delamarre.** — *Traité de la Police*, 4 vol. in-fol., Paris, 1732.
- Denisart.** — *Actes de notoriété donnés au Chatelet de Paris*, 1 vol. in-4°, Paris 1769.
- *Collection de décisions nouvelles*, 4 vol. in-4°, Paris, 1771.

- Félibien.** — *Histoire de Saint-Denis*, 1 vol. in-fol., Paris, 1706.
 — *Histoire de Paris*, 5 vol., in-fol., Paris, 1725.
- Ferrière.** — *Dictionnaire de droit et de pratique*, 2 vol. in-4°, Paris, 1769.
 — *Corps et compilation de tous les commentateurs anciens et modernes sur la coutume de Paris*, 4 vol. in-fol., Paris, 1714.
- Fleury.** — *Droit public de la France*, publié par Daragon, 2 vol. in-12, Paris, 1769.
- Fontanon.** — *Les édits et ordonnances des rois de France*, depuis Louis le Gros, jusqu'à Henri IV, 4 vol. in-fol., Paris, 1611.
- Filleau.** — *Recueil général des Edits, arrêts et règlements notables*, 2 vol. in-fol., Paris, 1630.
- Girard et Joly.** — *Trois livres des offices de France*, 2 vol. in-fol., Paris, 1638.
- Guénois.** — *Conférence des ordonnances...*, éd. Joly, 2 vol. in-fol., Paris, 1627.
- Guyot.** — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 2^e éd., 17 vol. in-4°, Paris, 1784-1785.
- Henriquez.** — *Code des seigneurs*, 1 vol. in-16°, Paris, 1780.
- Henrys.** — *Œuvres*, éd. Bretonnier, Paris, 4 vol. in-fol., 1772.
- Hervé.** — *Théorie des matières féodales et censuelles*, 8 vol., in-16, Paris, 1785.
- Jacquet.** — *Traité des justices des seigneurs et des droits en dépendant*, Lyon, in-4°, 1764.
- Jousse.** — *Traité de l'Administration de la Justice*, 2 vol., in-4°, Paris, 1771 ; cité *Justice civile*.
- Journal des principales audiences.* — Paris, 7 vol. in-fol., 1754-1757.
- Le Bret.** — *Œuvres*, Paris, 1 vol. in-fol., 1689.
- Lefebvre de la Planche.** — *Traité du domaine*, 3 vol. in-4°, Paris, 1754.
- Loyseau.** — *Œuvres*, 1 vol. in-fol., Lyon, 1601.
Du Droit des Offices, cité *Offices*.
Traité des Seigneuries, cité *Seigneuries*.
Discours sur l'abus des justices de villages : cité *Abus*.
- Mellier.** — *Traité du Droit de voirie ou Code de la voirie*, 2 vol. in-16, Paris, 1753.
- Néron et Girard.** — *Recueil d'édits et d'ordonnances royaux*, 2 vol. in-fol., Paris, 1720.
- Guy Pape.** — *La Jurisprudence du conseiller Guy Pape*, éd. Chorier, 1 vol. in-4°, Lyon, 1692.
- Sauval.** — *Histoire et recherches sur les Antiquités de Paris*, 3 vol. in-fol., Paris, 1733.

2^e Ouvrages postérieurs à 1789.

- Achard.** — *Une ancienne justice seigneuriale en Auvergne, Sugères et ses habitants*, Clermont-Ferrand, 1930.
- Bézard (Y.).** — *La vie rurale dans le sud de la région parisienne* (Archidiacôné de Josas), Paris, 1929.
- Berty et Tisserand.** — *Topographie historique du vieux Paris*, 4 vol., 2^e éd., Paris, 1885-1887.
- Bloch (M.).** — *L'Ile de France*, Bibliothèque de synthèse historique, Paris, 1912.
- Bourde de la Rogerie** — *Liste des juridictions exercées aux XVII^e et XVIII^e siècles dans le ressort du présidial de Quimper*, in Bulletin de la Société archéologique du Finistère t. XXXVII (1910) et s.
- Brette (A.).** — *Atlas des bailliages ou juridictions assimilées ayant formé unité électorale en 1789*, Paris, 1904.
- Championnière.** — *Eaux courantes.* — Paris, 1846.
- Chassin.** — *Les élections et les Cahiers de Paris en 1789*, 4 vol., Paris, 1888-1889, cité, *Elections*.
- Clément.** — *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, 10 vol., Paris, 1861-1865.
- Combier.** — *Les justices seigneuriales du bailliage de Vermandois sous l'ancien régime*, Paris, 1897.
- De Crauzay-Cretet.** — *Paris sous Louis XIV*, 2 vol., Paris, 1923.
- Depping.** — *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, Paris, 4 vol. 1850-1855.
- Giffard.** — *Les justices seigneuriales en Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, thèse, Paris, 1902.
- Isambert, Jordan et Decrusy.** — *Recueil général des anciennes lois françaises*, 29 vol., Paris, 1820-1833, cité Isambert.
- Journal d'Olivier Lefebvre d'Ormesson*, éd. Cheruel, 2 vol., Paris, 1860-1861.
- Lebeuf.** — *Histoire du diocèse de Paris*, éd. Cocheris, 4 vol., Paris, 1871.
- Olivier-Martin.** — *Histoire de la Coutume de la Prévôté et Vicomté de Paris*, 3 vol., Paris, 1922-1931.
- Perrot.** — *Les cas royaux. Origine et développement de la théorie aux XIV^e siècle.* Thèse, Paris, 1910.
- Poëte (M.).** — *Une vie de cité : Paris de sa naissance à nos jours*, 3 vol. parus, Paris, 1924-1930.
- Riollot (J.).** — *Le droit de prévention des juges royaux sur les juges seigneuriaux*, thèse, Paris, 1931.
- Tanon.** — *Histoire des justices des anciennes églises et communautés monastiques de Paris*, Paris, 1883.
- Tuetey.** — *Inventaire analytique des livres de couleurs et bannières du Châtelet*, 2 vol., Paris, 1899-1907.

Bulletin de la Société d'Histoire de Paris et de l'Ile de France,
cité *Bull. soc. hist. Paris,*
Mémoires de la Société d'Histoire de Paris et de l'Ile de France,
cité *Mem. soc. hist. Paris.*

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
--------------------	---

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — LES SOURCES

1. Différentes sources utilisées. — 2. Les papiers des greffes.	
3. L'état des archives des justices seigneuriales d'après la série Z ² : I, à Paris. — 4. II en Banlieue.....	5

INTRODUCTION.

LE CADRE HISTORIQUE ET LES PRINCIPES JURIDIQUES

CHAPITRE PREMIER. — LE MILIEU

§ 1. <i>Le Cadre historique et géographique.</i> — 5. Les grands établissements ecclésiastiques dans la capitale du royaume. — 6. Impossibilité de tracer les limites des justices royales et seigneuriales. — 7. Paris, ville, faubourgs et banlieue. — 8. Les traits essentiels de la féodalité parisienne; les morcellements. — 9. Le domaine de l'Archevêque. — 10. Le faubourg Saint-Germain. — 11. Les seigneuries secondaires : sur la rive gauche. — 12. Dans la cité. — 13. Sur la rive droite. — 14. La banlieue sud. — 15. Les terres de l'abbaye de Saint-Denis sur la rive droite. — 16. L'enchevêtrement des seigneuries dans la banlieue est. — 17. Les fiefs sans justice et le morcellement féodal dans la Prévôté. — 18. Instabilité des mouvances. — 19. L'état économique. — 20. Influence de l'établissement du roi à Versailles. — 21. Les transformations de la capitale et ses conséquences	19
§ 2. <i>Le Cadre juridique.</i> — 22. I Le principe de la patrimonialité des fiefs. — 23. II. Fief et justice n'ont rien de commun. — 24. La justice foncière est-elle une exception à la règle ? — 25. Confusion de la basse justice et de la justice foncière.....	35

CHAPITRE II. — LES TEXTES

26. Les articles refusés en 1580 et l'acte de notoriété de 1702. — 27. L'organisation de la justice et l'attribution des profits de justice. — 28. La compétence criminelle du haut justicier — 29. Du moyen et du bas justicier. — 30. La compétence civile du haut et du moyen justicier. — 31. Du bas justicier. — 32. Bornage et voirie. — 33. Redevances seigneuriales	40
---	----

CHAPITRE III. — CONCESSION ET USURPATION. — LA PATRIMONIALITÉ DES JUSTICES SEIGNEURIALES

- § 1. *Les Principes.* — 34. La doctrine traditionnelle de la concession royale. — 35. L'usurpation : Loyseau, Le Bret. — 36. Le principe de la patrimonialité des justices seigneuriales et sa double acception. — 37. Il a vidé le droit de justice des seigneurs de son contenu 48
- § 2. *De quelques applications par le pouvoir royal.* — 38. Les aliénations des justices par la royauté. — 39. Un écho de la doctrine de l'usurpation : Talon. — 40. Respect de l'existence des justices seigneuriales par la royauté. — 41. Les réformations du domaine. — 42. La preuve du droit de justice : le titre. — 43. La possession immémoriale. — 44. Carcans et fourches patibulaires..... 54

PREMIÈRE PARTIE

L'ACTIVITÉ DES JUSTICES SEIGNEURIALES

TITRE I. — ORGANISATION

CHAPITRE PREMIER. — LE PERSONNEL

- § 1. *Les différents officiers.* — 45. Offices seigneuriaux et offices domaniaux. — 46. Le personnel de quelques justices, à Paris. — 47. En banlieue. — 48. Obligation pour les seigneurs d'avoir des officiers et de ne pas en augmenter le nombre..... 65
- § 2. *L'entrée en charge.* — 49. Conditions du choix des seigneurs — 50. Capacité des officiers. — 51. Les lettres de provision. — 52. La vénalité des offices. — 53. Vente des offices par le seigneur. — 54. L'hérédité des charges. — 55. Les différentes étapes de l'établissement de la vénalité. — 56. La situation de Saint-Germain-des-Prés. — 57. La désignation des officiers dans les abbayes. — 58. Leur situation en cas de régle de l'évêché. — 59. La réception des officiers devant les juges royaux. — 60. La réception à la justice seigneuriale..... 69
- § 3. *La destitution des officiers.* — 61. Le droit de destitution des seigneurs. — 62. Ses limites. — 63. Rareté des destitutions dans la pratique. — 64. La suspension à titre de mesure disciplinaire..... 83
- § 4. *Devoirs et rémunérations des officiers.* — 65. Obligations des officiers dans l'exercice de leurs fonctions. — 66. Le cumul des charges. — 67. Le défaut de résidence. — 68. Les gages. — 69. Les épices 89
- § 5. *Fonctions des différents officiers.* — 70. Le bailli, surveillance sur les autres officiers. — 71. Le lieutenant. — 72. Conflits entre le bailli et le lieutenant. — 73. Le procureur fiscal..... 95

CHAPITRE II. — L'ORGANISATION MATÉRIELLE DE LA JUSTICE

- § 1. *L'auditoire.* — 74. A Paris. — 75. En banlieue..... 103
- § 2. *Les prisons.* — 76. A Paris. — 77. En banlieue. — 78. Régime des prisons. — 79. La surveillance du Parlement. — 80. La visite des prisons..... 105

- § 3. *Le greffe*. — 81. Les baux des greffes. — 82. Obligations des greffiers. — 83. Registres et minutes. — 84. Inventaires et répertoires. — 85. La surveillance des greffiers par les officiers seigneuriaux. — 86. Par les officiers royaux 113
- § 4. *Les profits de justice*. — 87. Leur importance. — 88. Les amendes et confiscations. — 89. Les suites du droit de police. — 90. Epaves, deshérence, aubaine et bâtardise. — 91. Droits honorifiques 122

TITRE I^{er}. — COMPÉTENCE ET RÔLE

CHAPITRE PREMIER. — LA JUSTICE

- § 1. *La justice civile*. — 92. Compétence du juge seigneurial pour connaître les causes des nobles. — 93. Il ne peut connaître les procès de son seigneur. — 94. Points controversés. — 95. Rôle des justices seigneuriales : en matière gracieuse. — 96. En matière contentieuse. — 97. Examen de quelques audiences. — 98. La perception des droits féodaux. — 99. Confection des terriers. 129
- § 2. *La justice criminelle*. — 100. Elle est exercée exclusivement par le haut justicier. — 101. L'influence de la théorie des cas royaux. — 102. La pratique de la justice criminelle. — 103. Les condamnations à mort. — 104. Condamnations à des peines afflictives et infamantes. — 105. L'appel au Parlement. — 106. La prévention et les édits de 1771 et 1772.... 141

CHAPITRE II. — LA POLICE

- § 1. *Notions générales*. — *Des matières de police laissées aux juges des seigneurs*. — 106. Notion très large de la police sous l'ancien régime. — 107. Ses différents éléments. — 108. L'exercice de la police par les seigneurs en banlieue. — 109. A Paris. — 110. Police générale et police particulière. — 111. La police dans l'enclos (note). — 112. Objets de la police générale. — 113. La prévention en matière de police particulière.... 153
- § 2. *La police de la vie économique*. — 114. Les foires et marchés. — 115. Les poids et mesures. — 116. Police des métiers : réception des maîtres. — 117. Visites des jurés. — 118. Statuts des communautés 166
- § 3. *La Voirie*. — 119. L'entretien des chemins. — 120. Contestations en matière de voirie. — 121. L'exercice du droit de voirie par les seigneurs hauts justiciers à Paris. — 122. Distinction entre la grande et la petite voirie. — 123. Les grands chemins royaux et les autres. — 124. L'Edit de réunion en 1674 et la voirie. — 125. Respect des droits patrimoniaux des seigneurs 173

TITRE III. — LE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE PREMIER. — LES AUDIENCES

- § 1. *Les audiences ordinaires.* — 126. Etablissement de la périodicité dans les audiences. — 127. La régularité des audiences après l'édit de 1674. — 128. La procédure..... 183
- § 2. *Les assises.* — 129. La pratique des assises. — 130. Les assises du bailli de Saint-Germain. — 131. Les assises du bailli de Montmartre. — 132. Les assises des officiers du Châtelet en 1677. — 133. L'ordonnance rendue à Corbeil..... 190

CHAPITRE II. — LES CONFLITS ET LA PRÉVENTION

- § 1. *Les entreprises de juridiction et le droit général de prévention.* I. Entreprises de juridiction. — 134. Conflits entre justices seigneuriales voisines. — 135. Conflits entre justices appartenant à un même ressort judiciaire. — 136. Conflits entre juges seigneuriaux et officiers royaux..... 197
- II. Distraction de juridiction et prévention à Paris. — 137. La prévention absolue à Paris après 1615. — 138. Les amendes pour distraction de juridiction..... 202
- III. 139. la Banlieue 206
- § 2. *La prévention en matière de scellés.* — 140. I La jurisprudence du Parlement de Paris avant 1674, son application à Saint-Germain-des-Près. — 141. L'Edit de réunion et la prévention dans l'enclos. — 142. II. L'établissement de la prévention absolue en banlieue au XVIII^e siècle..... 207

DEUXIÈME PARTIE

L'ACTION DE LA MONARCHIE ADMINISTRATIVE

CHAPITRE PREMIER. — L'INTERVENTION ROYALE, RESPECT DE PRINCIPE ET AMÉNAGEMENTS PRATIQUES

143. Le roi souverain justicier du royaume respecte les justices patrimoniales. — 144. Le droit de ressort 219
- I. *L'ordre des juridictions : Administration de la justice.* — 145. Le roi oblige les seigneurs à poursuivre les criminels et à administrer la justice. — 146. La confiscation de la justice 222
- II. *Le degré des juridictions.* — 147. L'Edit de Roussillon. — 148. Concentration des justices. — 149. Créations de justices dans un but d'intérêt général..... 225

CHAPITRE II. — LES PRÉCÉDENTS ET LES CAUSES DE L'EDIT

- § 1. *Les Précédents.* — 150. L'Edit de février 1539. — 151. La tentative de 1643. — 152. Oppositions et échec..... 229
- § 2. *Le Conseil de justice de 1665.* — 153. Les mémoires pour la reformation de la justice. — 154. Le mémoire du procureur général Talon. — 155. Mémoires anonymes. — 156. L'Edit de 1674 ne se rattache pas directement au Conseil de 1665..... 233

§ 3. <i>Les nécessités de la Police et le Conseil de 1667.</i> — 157. Les conflits nés du partage de la police à Paris. — 158. Les enclos et les lieux privilégiés. — 159. La réunion du Conseil de Police. — 160. Les difficultés dans le faubourg Saint-Germain. — 161. Les prisons. — 162. Les réformes réalisées. — 163. L'affaire des danseurs de corde. — 164. La question de droit. — 165. Les arguments politiques. — 166. Les lieux privilégiés et l'échec des palliatifs du Conseil de police.....	237
--	-----

CHAPITRE III. — L'EDIT DE 1674

§ 1. <i>Les dispositions de l'Edit et les requêtes des seigneurs.</i> — 167. Les dispositions de l'édit de février 1674. — 168. L'enregistrement ; le rôle de Colbert. — 169. Les requêtes des seigneurs ; pertes subies. — 170. Considérations de prestige....	251
§ 2. <i>L'Interprétation de l'Edit.</i> — 171. Le rétablissement des justices. — 172. Le duché-pairie de Saint-Cloud. — 173. Le Chapitre N.-D. — 174. L'Archevêque. — 175. L'Abbaye de Saint-Germain-des-Prés. — 176. Les religieuses de Montmartre. — 177. Saint-Martin-des-Champs. — 178. Le Temple. — 179. Sainte-Geneviève et Saint-Marcel	257
§ 3. <i>Les Compensations pécuniaires.</i> — 180. La décharge de l'entretien des enfants trouvés. — 181. Les droits de lods et ventes sur les échanges. — 182. Avantages individuels. — 183. Remboursement des charges des officiers.....	266
§ 4. <i>Les Conséquences de l'Edit.</i> — 184. La suppression des prisons. — 185. Le rôle des justices rétablies. — 186. L'enclos du Temple. — 187. L'enclos de Saint-Germain. — 188. Inapplication de l'Edit en banlieue ; Chaillot. — 189. Extension des pouvoirs de police des officiers du Châtelet. — 190. Le respect des droits des seigneurs.....	269

CONCLUSION	277
------------------	-----

APPENDICE

I. Les principes sur lesquelles se fondent les droits du roi à Paris...	283
II. Procès-verbal des assises du bailli de Saint-Germain-des-Prés en 1719	285
III. Le rôle du bailli à Saint-Denis en 1781.....	293
BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE	297

Les Editions Domat-Montchrestien, 160, rue Saint-Jacques, Paris. 1933
